Chambre des Députés
LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°5
SESSION ORDINAIRE 2007-2008

11e séance, jeudi	22 novembre 2007
12e séance, mardi	4 décembre 2007
13e séance, mercredi	5 décembre 2007
14e séance, jeudi	6 décembre 2007

DANS CE NUMÉRO

Budget 2008:

- Présentation de rapport p. 139
- Explications du Gouvernement p. 144
- Accord européen sur la TVA p. 142

➤ Conseil Parlementaire Interrégional (CPI)

M. Lucien Weiler élu Président

Le Président M. Lucien Weiler, les députés MM. Marcel Oberweis et Gilles Roth ainsi que le secrétaire général M. Claude Frieseisen ont représenté la Chambre des Députés à la séance plénière du CPI.

Le Président de la Chambre des Députés, M. Lucien Weiler, a été élu Président du Conseil Parlementaire Interrégional (CPI) lors de la séance plénière du 30 novembre 2007 à Namur. La Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg assumera la Présidence du CPI du 1er janvier 2008 au 30 juin 2009. Le CPI regroupe des parlementaires de deux «Länder» allemands (Sarre et Rhénanie-Palatinat), de trois assemblées parlementaires belges (Parlement Wallon, Parlement de la Communauté française de Belgique, Parlement de la Communauté germanophone de Belgique), de la Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg et du Conseil Régional de Lorraine.

Dans son discours, M. Weiler a souligné l'importance d'une coopération régionale transfrontalière dont les résultats sont bien réels mais souvent méconnus par le grand public. Le Lycée de Schengen, le Bureau Commun de Coopération Policière de Luxembourg et la Maison de la Grande Région en sont quelques exemples. De l'autre côté, le flux des travailleurs transfrontaliers et le fait que de plus en plus de Luxembourgeois choisissent leur domicile dans les régions limitrophes en vue de fuir la flambée des prix du marché immobilier luxembourgeois posent problèmes. Ces problèmes doivent être abordés et des solutions proposées, a dit M. Weiler. La Présidence de la Grande Région s'annoncera à la Chambre des Députés fin janvier 2008 par un débat d'orientation sur l'initiative du député M. Marcel Oberweis, président de la Commission «Environnement et Agriculture» du CPI.

➤ L'avenir du Benelux à l'ordre du jour de la session d'hiver

Le Parlement Benelux réuni à Luxembourg

Le Parlement Benelux a tenu sa session d'hiver les 7 et 8 décembre 2007 à la Chambre des Députés luxembourgeoise, sous la présidence de M. Roger Negri. Tous les membres de la délégation luxembourgeoise y ont assisté, M. Emile Calmes ayant été remplacé par son suppléant, M. Xavier Bettel. Une importante délégation de l'Assemblée balte a pris part aux débats.

Un exposé de M. Verougstraete, premier Vice-président de la Cour de Justice Benelux, sur l'élargissement des compétences et la modernisation du fonctionnement de cette institution, a fait l'objet d'un rapport et d'une recommandation de la Commission de la Justice et de l'Ordre public. Dans la recommandation le Parlement Benelux rappelle aux trois gouvernements la recommandation du 18 juin 2005 concernant la révision du traité du 31 mars 1965 et leur demande en outre que la révision de ce traité permette le contrôle par la Cour de Justice Benelux, dans une composition appropriée, des décisions de l'Office Benelux de la propriété intellectuelle. Enfin, le Parlement Benelux demande aux gouvernements que la Cour soit mentionnée explicitement dans le traité révisé de 1958 comme une institution du Benelux.

M. Félix Braz est intervenu au sujet de la politique de sécurité dans le cadre de la Convention de Senningen et la plus-value du Benelux dans une Europe qui s'élargit. Une recommandation à ce sujet de la Commission de la Justice et de l'Ordre public a été adoptée à l'unanimité et estimant que la poursuite de la coopération Benelux offre une plus-value en période d'élargissement de l'Union européenne, le Benelux étant toujours considéré comme modèle de choix par les autres États dans le contexte européen. Le Comité de Ministres est prié de répondre à court terme aux recommandations votées par le Parlement Benelux. Le Secrétaire général de l'Union économique du Benelux, M. Jan van Laarhoven, M. Marcel Oberweis et d'autres membres de l'Assemblée sont intervenus à ce sujet. M. Braz a surtout insisté pour que le Conseil des Ministres Benelux se réunisse plus régulièrement.

Travailleurs frontaliers

M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi a fait un exposé sur la situation du marché du travail au Grand-Duché et notamment sur l'éclosion économique du Luxembourg grâce à son adhésion à l'Union européenne et à sa politique en matière d'immigration et d'offres d'emplois aux travailleurs frontaliers. Les problèmes rencontrés par les travailleurs frontaliers préoccupent depuis longtemps le Parlement Benelux dont la commission des Questions financières et sociales a organisé le 23 novembre dernier une audition à ce sujet. Au niveau européen, un nouveau règlement de coordination CE 883/4 remplacera sous peu en cette matière l'actuel règlement de coordination CE 1408/71. Cependant, malgré les efforts consentis, de nouvelles difficultés se posent chaque année aux travailleurs frontaliers, confrontés en outre à la lenteur de traitement des déclarations fiscales.

Pour M. Biltgen, il est faux d'affirmer que les frontaliers ont moins de droits, bien au contraire. La seule matière qui nécessite un certain rattrapage est celle des indemnités de chômage. À souligner que l'État luxembourgeois contribue davantage qu'ailleurs au budget des pensions de retraite tandis que les charges des entreprises sont peu élevées si on les compare à celles des autres pays. Contrairement à ceux-ci, l'État grand-ducal voit donc son budget social augmenter à chaque accroissement de l'activité économique.

L'Assemblée a ensuite écouté un rapport de la journée d'étude sur le renforcement des structures de coopération régionale qu'elle a tenue, sous la présidence de M. Negri et avec la participation active de M. Oberweis, en septembre 2007 à Bruxelles, en collaboration avec l'Assemblée balte et le Conseil nordique. Il est prévu d'y réserver une suite au Luxembourg au printemps 2008.

Dans son intervention Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche, a fait à l'Assemblée un bilan des activités en rapport avec l'année européenne de la culture 2007 à Luxembourg et dans la Grande Région.

Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, a présenté un exposé exhaustif sur le système scolaire luxembourgeois, multilingue et complexe en raison d'une population très hétérogène et d'une importante immigration. Les questions posées par des membres de l'Assemblée ont eu comme sujet l'école publique au Grand-Duché qui détient un quasi monopole et la scolarisation des enfants issus de milieux défavorisés.

Le rapport sur une deuxième visite de la Commission de la Justice et de l'Ordre public à l'aéroport de Schiphol, après des visites à Zaventhem et au Findel, a donné lieu à un débat sur la problématique de la drogue et de la criminalité y liée, notamment dans les aéroports, en l'occurrence véritables portes d'entrée.

Après un discours de la Présidente de l'Assemblée balte et des interventions en rapport avec l'organisation de la Coupe du monde de football en 2018 par Mme Andrich et M. Bettel, sur le problème des transports en rapport avec le Groupement Interuniversitaire Benelux des Économistes des Transports, sur le prix des télécommunications dans l'UE et plus particulièrement dans le Benelux, sur le problème des travailleurs frontaliers et sur des visites de commissions, M. Marcel Oberweis a fait rapport, dans le cadre des relations interparlementaires, sur sa participation à Oslo aux travaux, en séance plénière, du Conseil nordique.

Suite aux élections en Belgique et aux Pays-Bas, des changements ont eu lieu dans la composition des délégations de ces deux pays, ainsi que dans la présidence des groupes politiques et des commissions, dont l'Assemblée a pris connaissance. À la même occasion, elle a rendu hommage aux membres sortants, au nom desquels M. Jean-Marie Happart a pris la parole.

Une proposition de la délégation néerlandaise relative à la révision des dispositions réglementaires concernant les compétences et la composition des sept commissions permanentes de l'Assemblée sera examinée l'année prochaine.

(de gauche à droite) M. Claude Frieseisen, M. Félix Braz, M. Fernand Diederich, Mme Lydia Mutsch, M. Roger Negri, Mme Sylvie Andrich-Duval, M. Camille Gira, M. Marcel Oberweis.

Vor 700 Jahren:

Wahl Balduins von Luxemburg zum Kurfürsten von Trier

In einer Gedenkveranstaltung des Landtags von Rheinland-Pfalz wurde am 7. Dezember 2007 im Kurfürstlichen Palais in Trier an die Wahl Balduins von Luxemburg zum Erzbischof von Trier erinnert. Neben Landtagspräsident Joachim Mertes und Ministerpräsident Kurt Beck ergriff auch Kammerpräsident Lucien Weiler das Wort.

Copyright (c) Klaus Benz

Der Präsident der Abgeordnetenkammer Lucien Weiler trägt sich in das goldene Buch ein. Rechts auf dem Bild: Joachim Mertes, Präsident des Landtags Rheinland-Pfalz, links: Dr. Josef Peter Mertes, Präsident der Aufsichts- und Dienstleistungsdirektion Trier.

Balduin von Luxemburg (1285-1354)

Balduin von Luxemburg wurde 1285 in der Burg der Grafen von Luxemburg auf dem Bockfelsen geboren. Er war der jüngste Sohn des Grafen Heinrich VI. von Luxemburg. Balduin wurde zeitweise am französischen Hof erzogen, studierte in Paris, erlangte schon früh Kanonikate in Metz und Trier und wurde schon 1304 zum Dompropst von Trier gewählt. Am 7. Dezember 1307 wählte das Domkapitel von Trier seinen Dompropst Balduin von Luxemburg im Alter von nur 22 Jahren zum Erzbischof.

Alle Redner würdigten Balduin von Luxemburg als eine große Persönlichkeit, „eine der herausragendsten Figuren der Geschichte von Trier und Luxemburg". Der Kurfürst hat in den verschiedensten Bereichen dazu beigetragen, dass der damalige Kurstaat mächtig und groß wurde.

Lucien Weiler ging in seiner Rede einerseits auf die Ereignisse ein, die für Luxemburg von Bedeutung sind, im Zusammenhang mit dem Kurfürsten. Mit Hilfe Balduins kamen zwei Luxemburger Grafen zu Königs- und Kaiserehren: der ältere Bruder Balduins, Heinrich VII., im Jahre 1308 und sein Großneffe Karl IV. im Jahre 1346.

Der Präsident der luxemburgischen Abgeordnetenkammer setzte sich andererseits aber auch kritisch mit den Interessen Balduins von Luxemburg auseinander, da diese nicht immer der Luxemburger Grafschaft zugutekamen. Balduins Traum bestand in einem Zusammenrücken von Reich, Kurstaat Trier und Grafschaft Luxemburg. Um dies zu erreichen, waren ihm auch finanzielle Mittel recht. So hat er zum Beispiel seinen Neffen Johann den Blinden finanziell unterstützt, dies aber gegen territoriales Pfand. Auch seine Zustimmung zur Wahl Karls IV. zum König der Römer ließ er sich teuer erkaufen.

Lucien Weiler begrüßte die Initiative des Landtags von Rheinland-Pfalz eines grenzüberschreitenden „Balduinweges". „Die Saar-Lor-Lux-Region von heute war damals Teil des Erzbistums. Ich würde mich freuen, wenn der ‚Balduinweg' über die Grenzen von Rheinland-Pfalz hinaus auch nach Luxemburg führen würde", betonte Kammerpräsident Weiler.

Assemblée parlementaire de l'UEO

Marcel Glesener réélu Vice-président

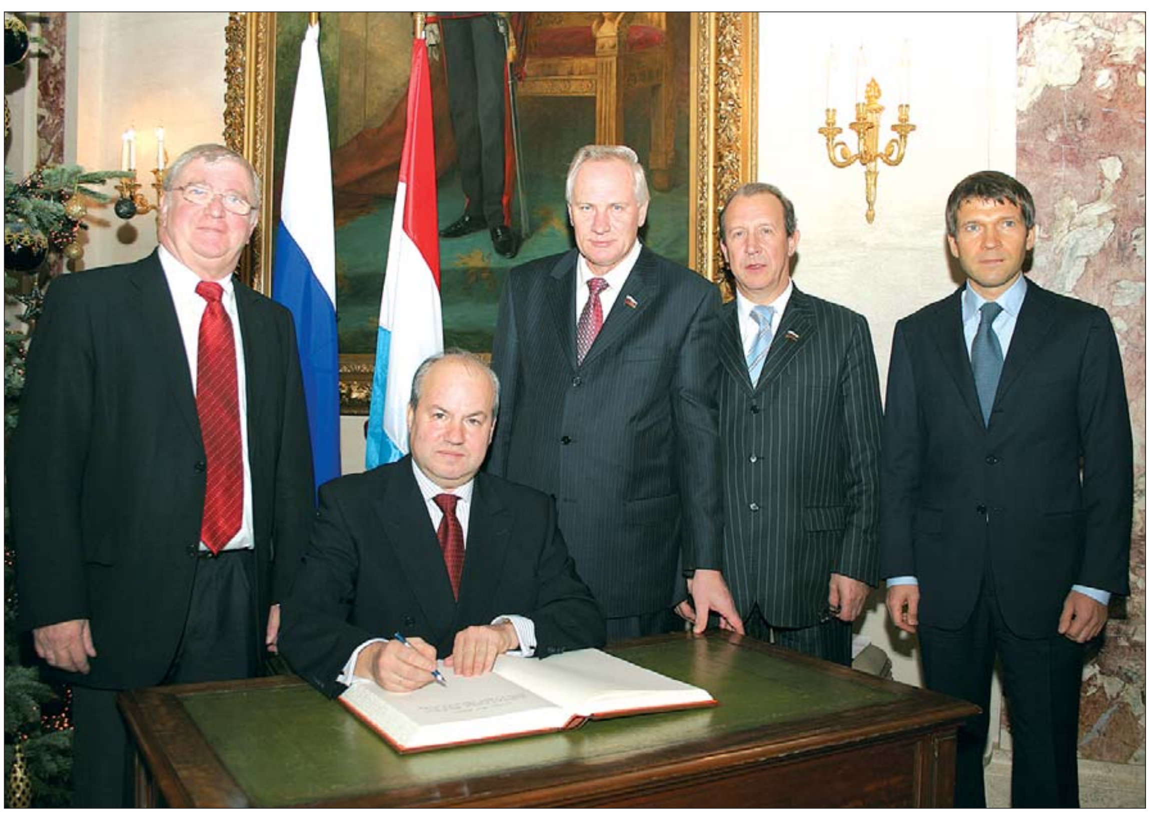
M. Charles Goerens a présenté un rapport sur l'avenir de la non-prolifération nucléaire.

Au terme de la session 2007, M. Marcel Glesener a été réélu à la Vice-présidence de l'Assemblée de l'Union de l'Europe Occidentale (UEO) pour l'année 2008. La 54e session de l'Assemblée sera sa neuvième session consécutive à ce poste. Côté débats, un autre membre de la délégation luxembourgeoise, M. Charles Goerens, a présenté à l'Assemblée son rapport sur l'avenir de la non-prolifération nucléaire.

«À mon avis, libérer le monde des armes nucléaires n'a rien de naïf ni d'illusoire», a dit M. Goerens. «Mais pour les éliminer il nous faut d'abord un autre monde. Ce monde n'arrivera pas demain, mais nous pouvons déjà faire le nécessaire pour réduire le nombre des armes existantes et empêcher la production de nouvelles.»

La deuxième partie de la 53e session de l'Assemblée de l'UEO s'est tenue à Paris du 3 au 5 décembre 2007. Y participaient du côté luxembourgeois, outre MM. Glesener et Goerens, Mmes Lydie Err et Anne Brasseur ainsi que M. Norbert Haupert.

Discussions franches et directes avec un haut représentant russe



Le Vice-président de la Chambre des Députés, M. Jos Scheuer, et la délégation russe avec à sa tête M. Vasily Likhachev, membre de la Chambre haute du Parlement russe (assis).

«La Russie est une démocratie jeune et sans grande expérience», ainsi s'est exprimé M. Vasily Likhachev par rapport aux critiques concernant la démocratie dans son pays. M. Likhachev est membre de la Chambre haute du Parlement russe et Vice-président de sa Commission des Affaires étrangères. Il a rencontré, pour la troisième fois déjà, les membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes de la Chambre des Députés et leur a expliqué les plus récentes évolutions en Russie.

L'importance de ces entretiens directs entre parlementaires a été soulignée des deux côtés et aucune des questions actuelles et controversées concernant les relations entre la Russie et l'Europe ou la Russie et les États-Unis n'a été esquivée. Si, selon les parlementaires luxembourgeois, la Russie présente bien des aspects d'une démocratie autoritaire, M. Likhachev a insisté sur le fait que onze partis étaient candidats aux élections et que beaucoup d'observateurs les auraient qualifiées de démocratiques. «Il faut cependant que les normes de la déclaration de principe pour l'observation internationale d'élections soient respectées», a ajouté M. Ben Fayot, Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes. Les critiques concernant la liberté de la presse en Russie ont amené M. Likhachev à relever que la législation russe respecterait les mêmes critères que l'Union européenne ou le Conseil de l'Europe et à concéder qu'il pourrait y avoir effectivement quelques problèmes d'application de la loi.

M. Fayot a encore abordé la question du système de défense antimissile américain qui devrait être traitée au niveau européen et de l'OTAN plutôt qu'au niveau bilatéral et M. Laurent Mosar a soulevé les problèmes que les investisseurs russes rencontrent actuellement au Grand-Duché. Un accord de coopération entre les autorités de supervision des deux pays pourrait, selon M. Jacques-Yves Henckes, faire avancer les choses.

Finalement M. Likhachev a beaucoup plaidé pour une plate-forme parlementaire régulière entre la Russie et le Luxembourg ou même le Benelux: des contacts périodiques seraient les bienvenus.

Conventions internationales du travail

5240 - Projet de loi portant approbation des conventions de la Conférence Internationale du Travail Nos 115, 119, 120, 127, 129, 136, 139, 148, 149, 161, 162, 167, 170, 171, 174, 176, 183 et 184 et des protocoles relatifs aux conventions Nos 81 et 155

Le projet de loi a pour objet la ratification de 18 Conventions internationales du travail ainsi que de deux Protocoles relatifs aux Conventions internationales du travail Nos 81 et 155.

Les conventions à approuver traitent de matières très diverses, notamment de la sécurité et de la santé des travailleurs contre, par exemple, les risques de radiations ionisantes, les risques professionnels dus à la pollution de l'air, du bruit et aux vibrations, la sécurité et la santé dans la construction, dans les mines et dans l'utilisation des produits chimiques au travail, du travail à domicile, et de la durée du travail et des périodes de repos dans les transports routiers.

Quant aux Protocoles à approuver, ils ont trait, d'une part, à l'Inspection du Travail, et, d'autre part, à la sécurité et la santé des travailleurs ainsi qu'au milieu du travail.

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi, le 18.11.2003
Rapporteur: M. Marcel Glesener

Travaux de la Commission du Travail et de l'Emploi (Président: M. Marcel Glesener):

15.12.2003	Désignation d'un rapporteur
17.10.2006	Présentation et examen des amendements gouvernementaux aux trois projets de loi
19.06.2007	Examen du projet de loi amendé et de l'avis complémentaire du Conseil d'État
27.11.2007	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 06.12.2007

Création d'un CPTE

5242 - Projet de loi portant création d'un Comité permanent du travail et de l'emploi et d'une instance de conciliation individuelle et portant ajout d'un titre V au Livre VI du Code du travail

Le projet de loi a pour objet de créer, dans le cadre de la réforme de l'Inspection du Travail et Mines, et entre autres sur proposition du Bureau International du Travail (BIT):

1. un organisme tripartite présidé par le Ministre du Travail et de l'Emploi: le Comité permanent du Travail et de l'Emploi (CPTE), chargé d'examiner régulièrement la situation en matière d'emploi et de chômage ainsi que les conditions de travail, de sécurité et de santé des travailleurs; et,

2. une instance de médiation préjuridictionnelle du travail au sein du CPTE, compétente pour tout litige individuel relevant du droit du travail ou de la sécurité et de la santé des travailleurs.

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi, le 18.11.2003
Rapporteur: M. Marcel Glesener

Travaux de la Commission du Travail et de l'Emploi (Président: M. Marcel Glesener):

15.12.2003	Désignation d'un rapporteur
28.09.2005	Présentation du projet de loi
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
17.10.2006	Présentation et examen des amendements gouvernementaux aux trois projets de loi
19.06.2007	Examen du projet de loi amendé et de l'avis complémentaire du Conseil d'État
10.07.2007	Adoption d'une proposition d'amendement
27.11.2007	Examen du 2e avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 06.12.2007

Temps de travail dans le transport routier

5559 - Projet de loi portant

1. transposition de la directive 2002/15/CEE du Parlement européen et du Conseil du 12 mars 2002 relatif à l'aménagement du temps de travail des personnes exécutant des activités mobiles de transport routier;

2. modification du Code du travail

Le projet de loi 5559 transpose en droit luxembourgeois la directive 2002/15/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 mars 2002 relative à l'aménagement du temps de travail des personnes exécutant des activités mobiles de transport routier. À noter que ces activités sont d'ores et déjà couvertes par le règlement 561/2006 du Conseil du 15 mars 2006 relatif à l'harmonisation de certaines dispositions en matière sociale dans les domaines des transports par route. Ce règlement fixe des règles communes concernant les temps de conduite et de repos des conducteurs. Il n'aborde cependant pas les autres aspects de la durée du travail dans le transport routier. La directive 2002/15/CE précitée vient combler cette lacune.

Elle comprend un ensemble de prescriptions plus spécifiques relatives à la durée du travail pour les transports routiers. Elle définit notamment le temps de travail, le temps de disponibilité, la pause, le repos ou encore la période de nuit. De telles prescriptions ont pour objectif d'améliorer la sécurité des transports routiers ainsi que la santé et la sécurité des personnes concernées. À noter que conformément au principe de subsidiarité inscrit au niveau du traité instituant la Communauté européenne, celle-ci peut prendre des mesures spécifiques notamment si en raison de ses dimensions ou de ses effets, il semble que les objectifs de l'action projetée soient mieux réalisés au niveau communautaire qu'au niveau de chaque État membre.

Concernant le projet de loi stricto sensu, il faut noter qu'il entend transposer la directive tout en assurant que le dialogue social soit également respecté dans ce domaine et ce afin de tenir compte des spécificités du secteur du transport au regard notamment de l'organisation et de la durée du travail. Ainsi, le projet de loi accorde une certaine autonomie aux partenaires sociaux au niveau des périodes de référence. Ce faisant, le projet de loi ne s'écarte pas des dispositions de la directive qui, par ailleurs, laisse aux États membres une certaine marge de manœuvre.

Quant au champ d'application, il convient de relever que le projet de loi couvre uniquement les travailleurs mobiles employés par une entreprise de transport professionnel de voyageurs ou de marchandises établie au Luxembourg et qui participe à des activités mobiles de transport routier couvertes par le règlement 561/2006 ou, à défaut, par l'accord européen relatif au travail des équipages de véhicules effectuant des transports internationaux par route.

Ainsi sont exclus notamment les transports effectués au moyen de véhicules dont le poids maximal ne dépasse pas les 3,5 tonnes ou encore le transport de personnes dans un minibus de neuf personnes au maximum.

Le projet de loi précise plusieurs aspects de la durée de travail dans le secteur des transports routiers. Il définit notamment le temps de travail, les limites maximales au temps de travail, les pauses et le travail de nuit.

Le temps de travail est défini comme étant toute période comprise entre le début et la fin du travail, durant laquelle le travailleur est à son poste de travail, à la disposition de l'employeur et dans l'exercice de ses fonctions ou de ses activités. Il est précisé que le temps consacré à toutes les activités de transport telles que la conduite ou le chargement et le déchargement fait partie du temps de travail. Il en va de même de l'assistance aux passagers à la montée ou à la descente du véhicule, du nettoyage et de l'entretien du véhicule ou de tout autre travail sur le véhicule.

Le temps de disponibilité est défini comme étant les périodes autres que celles relatives aux temps de pause et aux temps de repos durant lesquelles le travailleur mobile n'est pas tenu de rester à son poste de travail, mais doit être disponible pour répondre à des appels éventuels lui demandant d'effectuer des transports ou de faire d'autres travaux. À titre d'exemples on peut relever que les périodes d'attente aux frontières ou encore celles dues à des interdictions de circulation sont considérées comme temps de disponibilité. À noter que le projet de loi laisse aux partenaires sociaux la possibilité de négocier par voie de convention collective ou accord interprofessionnel des forfaits de répartition des temps d'inactivité entre temps de travail et temps de disponibilité. Le temps de travail et le temps de disponibilité ne doivent cependant pas dépasser seize heures, cette durée correspondant à l'amplitude maximale dans le transport international telle que prévue au règlement CE 561/2006 précité.

La durée de travail hebdomadaire moyenne normale est calculée sur une période de référence d'un mois. Dans le cadre de cette période de référence, la durée de travail hebdomadaire est limitée à quarante-huit heures. À noter toutefois que des périodes de référence d'une durée supérieure peuvent être appliquées soit sur autorisation ministérielle soit par voie de convention collective ou accord interprofessionnel. La période de référence peut dès lors être portée à quatre voire à six mois selon qu'elle est autorisée par voie ministérielle ou déterminée via accords collectifs ou interprofessionnels.

La période nocturne et le travail de nuit sont également définis dans le projet de loi. Par travail de nuit, on entend tout travail accompli durant la période nocturne qui elle est comprise entre zéro heure et cinq heures du matin.

D'autres notions sont précisées dans le cadre du projet de loi. Ainsi la semaine est définie comme étant la période qui commence à zéro heure le lundi pour prendre fin à vingt-quatre heures le dimanche, alors que la période de vingt-quatre heures consiste en tout intervalle de cette durée qui débute avec la reprise du travail après une période de repos hebdomadaire ou journalier. La définition de la semaine a pour finalité de permettre le calcul de la durée de travail par rapport à la période de référence, alors que la période de vingt-quatre heures est destinée à permettre le calcul du repos journalier et hebdomadaire.

À noter encore dans ce contexte que d'après le projet de loi, le temps de travail quotidien est limité à dix heures par 24 heures si du travail de nuit est effectué pendant la période nocturne comprise entre zéro et cinq heures.

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi, le 23.03.2006
Rapporteur: M. Marc Spautz

Travaux de la Commission du Travail et de l'Emploi (Président: M. Marcel Glesener):

27.09.2006	Désignation d'un rapporteur
23.01.2007	Présentation et examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
27.02.2007	Examen des articles du projet de loi
06.03.2007	Examen des articles du projet de loi
24.05.2007	Communication de M. le Ministre du Travail et de l'Emploi François Biltgen
11.10.2007	Examen de l'échange de correspondance du Gouvernement avec la Commission européenne
	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
20.11.2007	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 06.12.2007

Protection des investissements

5692 - Projet de loi portant approbation des Accords entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et certains pays tiers concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements

Le projet de loi porte approbation une troisième série d'accords conclus entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise (UEBL) et dix pays tiers (l'Azerbaïdjan, le Bélarus, le Botswana, le Madagascar, la Maurice, le Mozambique, l'Ouganda, le Pakistan, le Pérou, le Soudan) concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements. Les deux premières séries d'accords ont été adoptées par les lois des 30 juin 2004 et 22 décembre 2006.

L'objectif de tels accords, outre l'encouragement des investissements, est de proposer à l'investisseur les garanties d'une protection maximale, telles que la garantie d'un traitement juste et équitable de l'investissement, la clause de la nation la plus favorisée afin de prévenir des discriminations, l'obligation d'indemnisation en cas de mesures privatives de propriété, le libre transfert des revenus et la création d'un cadre juridique approprié pour régler les éventuels différends relatifs aux investissements et aux divergences d'interprétation des accords.

Le texte des accords se base sur le modèle standard de l'UEBL, sous réserve de quelques adaptations qui se sont concrétisées lors des négociations avec chacun des pays tiers concernés.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 06.03.2007
Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration (Président: M. Ben Fayot)

01.10.2007 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

19.11.2007 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 12.12.2007

Fiscalité des sociétés restructurées

5708 - Projet de loi portant

- transposition de la directive 2005/19/CE modifiant la directive 90/434/CEE concernant le régime fiscal commun applicable aux fusions, scissions, apports d'actifs et échanges d'actions intéressant des sociétés d'États membres différents;

- transposition de la directive 2006/98/CE portant adaptation de certaines directives dans le domaine de la fiscalité, en raison de l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie, dans la mesure où cette directive a trait au domaine de la fiscalité directe;

- modification de certaines autres dispositions en matière d'impôts directs

Le nouveau dispositif fiscal est censé être applicable pour l'année d'imposition 2007, sauf en ce qui concerne le régime d'imposition des participations détenues par un contribuable dans son patrimoine privé pour lequel l'entrée en vigueur est soumise à la publication de la loi. Cette application partiellement rétroactive découle du retard dans la transposition des directives européennes.

Transposition de la directive 2005/19/CE

La directive 2005/19/CE modifie la directive 90/434/CEE concernant le régime fiscal commun applicable aux fusions, scissions, apports d'actifs et échanges d'actions intéressant des sociétés d'États membres différents. La directive 90/434/CEE du 23 juillet 1990 vise à faciliter les restructurations transfrontalières des sociétés des États membres en accordant, dans des conditions déterminées, le report d'imposition des plus-values inhérentes aux biens transférés. En ce qui concerne la fusion et la scission, le report d'imposition joue sur deux plans, à savoir, d'une part, au niveau de la société fusionnée ou scindée et, d'autre part, au niveau des actionnaires ou détenteurs de parts des sociétés impliquées. Quant aux apports d'actifs et aux échanges d'actions, le report d'imposition s'applique dans le chef respectivement de la société apporteuse et dans le chef des actionnaires ou détenteurs de parts de la société acquise.

Le projet de loi ajoute la société européenne, la société coopérative européenne ainsi que les entités «hybrides» à la liste des sociétés éligibles. Même si la loi instaurant la société européenne a déjà été votée par la Chambre des Députés, cette nouvelle forme de société est jusqu'ici inconnue en droit fiscal.

La mise en conformité du droit fiscal luxembourgeois avec la directive à transposer facilitera les restructurations de groupes de sociétés qui pourront se réaliser en parfaite neutralité fiscale, peu importe qu'elles se fassent par le biais de fusions, scissions, apports, échanges d'actions, filialisations d'établissements stables ou de transferts de siège transfrontaliers d'organismes à caractère collectif.

Le Luxembourg a été mis en demeure par la Commission européenne à cause de son retard dans la transposition de la directive 2005/19/CE qui aurait dû être achevée au 1er janvier 2007.

Transposition de la directive 2006/98/CE

La directive 2006/98/CE a pour objectif de modifier certaines directives dans le domaine de la fiscalité directe et indirecte en raison de l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie à l'UE. En matière de la fiscalité directe, ces modifications n'entraînent des adaptations de la législation nationale qu'en deux endroits:

à l'annexe figurant à l'article 166 de la loi modifiée concernant l'impôt sur le revenu et au paragraphe 60 de la loi modifiée concernant l'évaluation des biens et des valeurs (directive modifiée 90/435/CEE concernant le régime fiscal commun applicable aux sociétés mères et filiales d'États membres différents), et

à l'annexe de la loi du 21 juin 2005 transposant en droit luxembourgeois la directive européenne sur la fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiement d'intérêts (directive modifiée 2003/48/CE en matière de fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts).

Autres dispositions

À côté des modifications qui sont en relation directe avec la transposition des directives 2005/19/CE et 2006/98/CE, le présent projet de loi apporte encore quelques autres modifications respectivement

- à la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu,
- à la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'évaluation des biens et valeurs,
- à la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune,
- à la loi modifiée du 1er décembre 1936 concernant l'impôt commercial communal et
- à la loi modifiée d'adaptation fiscale du 16 octobre 1934.

Il s'agit d'une part de concilier la législation luxembourgeoise avec les prescriptions de l'Accord sur l'Espace économique européen (EEE). Le Luxembourg a déjà été mis en demeure par la Commission européenne pour n'avoir pas élargi les dispositions de la directive mère-filiale au Liechtenstein, à la Norvège et à l'Islande.

D'autre part, la société européenne et la société coopérative européenne sont introduites dans diverses lois fiscales.

Ensuite, les articles de la L.I.R. ayant trait à la résidence fiscale d'un organisme à caractère collectif sont adaptés au texte de la loi du 25 août 2006 concernant la société européenne (SE) dans lequel la notion d'«administration centrale» remplace celle de «principal établissement».

Finalement, le présent projet de loi ancre de façon formelle à l'article 162 de la loi concernant l'impôt sur le revenu le principe que, pour les besoins fiscaux, l'activité entière des sociétés de capitaux, sociétés coopératives et associations d'assurance mutuelles est d'office à considérer comme activité commerciale, quel que soit l'objet de la société.

Dépôt par M. Jean-Claude Juncker, Ministre des Finances, le 16.03.2007

Rapporteur: M. Laurent Mosar

Travaux de la Commission des Finances et du Budget (Président: M. Laurent Mosar):

03.05.2007 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi

23.11.2007 Examen de l'avis du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 05.12.2007

Entraide judiciaire

5717 - Projet de loi portant approbation:

1. de l'Accord entre l'Union Européenne et les États-Unis d'Amérique en matière d'entraide judiciaire, fait à Washington, le 25 juin 2003;

2. de l'Accord entre l'Union Européenne et les États-Unis d'Amérique en matière d'extradition, fait à Washington, le 25 juin 2003;

3. de l'Instrument prévu par l'article 3, paragraphe 2 (a) de l'Accord en matière d'extradition signé le 25 juin 2003 entre les États-Unis d'Amérique et l'Union européenne, relatif à l'application du Traité d'extradition signé le 1er octobre 1996 entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique, signé à Washington, le 1er février 2005;

4. de l'Instrument prévu par l'article 3, paragraphe 2 (a) de l'Accord en matière d'entraide judiciaire signé le 25 juin 2003 entre les États-Unis d'Amérique et l'Union européenne, relatif à l'application du Traité d'entraide judiciaire en matière pénale signé le 13 mars 1997 entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique, signé à Washington, le 1er février 2005

Le projet de loi sous rubrique entend approuver deux accords internationaux conclus le 25 juin 2003 entre l'Union européenne et les États-Unis d'Amérique, à savoir l'«Accord d'entraide judiciaire» et l'«Accord sur l'extradition», et deux instruments bilatéraux signés entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et les États-Unis d'Amérique en date du 1er février 2005 et portant sur respectivement l'extradition et l'entraide judiciaire en matière pénale.

Les États membres de l'Union européenne coopèrent depuis de nombreuses années avec les États-Unis d'Amérique en matière pénale sur base d'accords, de conventions, d'arrangements bilatéraux et autres instruments juridiques.

Au lendemain des attentats terroristes de 2001, le Gouvernement des États-Unis avait insisté sur la nécessité de modifier les traités bilatéraux conclus avec les différents États membres de l'Union européenne en matière d'extradition et d'entraide judiciaire en matière pénale pour mieux les adapter aux besoins de la lutte contre la criminalité transnationale et le terrorisme.

Déterminée à renforcer cette coopération, l'Union européenne a entamé, par l'intermédiaire du Conseil de l'Union européenne, des négociations avec les États-Unis d'Amérique en vue de la conclusion de deux accords en matière de coopération internationale et plus particulièrement dans le cadre de l'extradition et de l'entraide judiciaire en matière pénale. Le fait de traiter directement avec l'Union européenne plutôt qu'avec chaque État membre a permis d'éviter les lourdeurs inhérentes à des pourparlers individuels et d'aboutir rapidement à l'adoption de deux accords reprenant les modifications substantielles des traités bilatéraux.

Les Accords d'extradition et d'entraide judiciaire entre l'Union européenne et les États-Unis d'Amérique ont été négociés et signés sur base des dispositions combinées des articles 24 et 38 du Traité sur l'Union européenne. Ces dispositions investissent l'Union européenne de la compétence de conclure des accords internationaux, en particulier dans le troisième pilier relatif à la coopération policière et judiciaire en matière pénale, et ceci bien que l'Union européenne, à l'opposé de la Communauté européenne, n'ait pas été constituée formellement en personne juridique de droit international.

Par décision du 6 juin 2003, le Conseil de l'Union européenne a autorisé le Président du Conseil à désigner la ou les personnes habilitées à signer ces deux accords. Cette décision confère expressément l'obligation aux États membres de prendre les mesures nécessaires, conformément à ce qui est prévu dans chacun des deux Accords, en vue d'établir des instruments écrits entre eux et les États-Unis d'Amérique et de coordonner leur action afférente au sein du Conseil.

L'article 3.1. de chaque Accord du 25 juin 2003 prévoit que ses dispositions s'appliquent, suivant chaque Accord en question et dans les conditions définies par lui, aux traités bilatéraux d'entraide judiciaire et aux traités bilatéraux d'extradition en vigueur entre les États membres de l'Union européenne et les États-Unis d'Amérique au moment de son entrée en vigueur. Il s'ensuit que les Accords sont appelés à compléter, voire à remplacer certaines dispositions de ces instruments bilatéraux.

Il convient de noter dans ce contexte que le Gouvernement luxembourgeois avait déjà conclu avec le Gouvernement des États-Unis une série d'instruments juridiques bilatéraux. Il en est ainsi du Traité d'entraide judiciaire en matière pénale, accompagné d'un échange de lettres y relatif concernant la définition de l'escroquerie fiscale, signés à Luxembourg le 13 mars 1997 et approuvés par une loi du 23 novembre 2000, ainsi que du Traité d'extradition signé à Washington, le 1er octobre 1996 et approuvé par une loi du 20 juin 2001. Ces deux instruments juridiques bilatéraux se trouvent affectés par l'adoption des Accords EU-UE.

D'après l'article 3, paragraphe (2) (a de chaque Accord EU-UE, l'Union européenne doit veiller à ce que chaque État membre reconnaisse, par l'échange d'un instrument écrit entre cet État membre et les États-Unis d'Amérique, que ses accords bilatéraux en matière d'entraide judiciaire pénale et en matière d'extradition s'appliquent de la manière décrite à l'article 3 de l'Accord considéré.

Par voie de conséquence, le Gouvernement du Luxembourg a été amené à établir avec le Gouvernement des États-Unis des instruments dont l'objectif est de fixer la manière dont les Accords EU-UE affectent l'application des traités bilatéraux entre le Luxembourg et les États-Unis d'Amérique. Il s'agit des deux instruments signés le 1er février 2005 à Washington. Ces instruments n'entreront en vigueur qu'à la date d'entrée en vigueur des Accords EU-UE. Ces instruments, qui constituent des accords internationaux bilatéraux se rattachant à un traité déjà existant, doivent dès lors être approuvés par une loi conformément à l'article 37 de la Constitution avant de pouvoir être ratifiés au sens de la Convention de Vienne de 1969 sur le droit des traités.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 20.04.2007

Rapporteur: M. Patrick Santer

Travaux de la Commission juridique (Président: M. Patrick Santer):

03.10.2007 Désignation d'un rapporteur

Présentation et examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

21.11.2007 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 05.12.2007

Chamber TV

weist all öffentlech Sëtzung

live an integral mat enger

Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

Budget 2008

5800 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2008

Le projet de budget pour 2008 se caractérise par les chiffres clés suivants:

en mio d'euros	Compte 2006*	Budget définitif 2007	Projet de budget 2008	Variation 2008/2007
Budget courant				
Recettes	7.890,8	7.761,0	8.355,4	+ 7,7%
Dépenses	7.090,1	7.239,6	7.631,3	+ 5,4%
Solde	800,7	521,4	724,1	-
Budget en capital				
Recettes	501,1	80,7	82,6	+ 2,3%
Dépenses	1.290,1	789,9	827,2	+ 4,7%
Solde	- 789,0	- 709,2	- 744,6	-
Budget total				
Recettes	8.391,9	7.841,7	8.438,0	+ 7,6%
Dépenses	8.380,2	8.029,5	8.458,5	+ 5,3%
Solde	11,7	- 187,8	- 20,5	-

(après affectation du résultat)*

En ce qui concerne la situation actuelle des finances publiques luxembourgeoises, il y a lieu de constater qu'elles ont retrouvé l'équilibre plus rapidement que prévu. Alors que la 8e actualisation du Programme national de stabilité et de croissance (PSC) tablait encore sur un retour à l'équilibre de l'administration publique dans son ensemble en 2009, la situation actuelle, sur base de la 9e actualisation du PSC publiée en octobre 2007, se présente comme suit:

en % du PIB	2006	2007	2008	2009	2010
Administration publique	**+0,7**	**+1,0**	**+0,8**	**+1,0**	**+1,2**
Administration centrale	-0,9	-0,9	-1,4	-1,4	-1,4
Administrations locales	-0,2	-0,1	-0,1	-0,1	0,0
Sécurité sociale	+1,8	+2,0	+2,4	+2,5	+2,6

L'évolution des recettes en 2008

En ce qui concerne les recettes au titre des impôts directs, les faits marquants peuvent se résumer comme suit:

- le produit total des impôts directs est estimé à 4,22 milliards d'euros, contre 4,02 milliards inscrits au budget définitif pour 2007, ce qui représente une croissance de 5,1%;

- l'impôt sur le revenu des collectivités (IRC) progressera de 1,3 milliards d'euros en 2007 à 1,43 milliards en 2008, soit de 10%;

- l'impôt commercial communal (ICC) est inscrit au budget des recettes pour ordre avec un montant de 520 millions d'euros pour l'exercice 2008, contre 465 millions d'euros en 2007;

- la retenue libératoire sur les revenus de l'épargne des résidents et sur les revenus de l'épargne des non-résidents devrait pratiquement doubler entre 2007 et 2008, en passant de 50 millions d'euros au total en 2007 à 95 millions d'euros en 2008;

- enfin, en ce qui concerne l'impôt retenu sur les traitements et salaires (RTS), le Gouvernement table sur une quasi-stagnation des recettes en termes nominaux, malgré l'évolution dynamique de l'emploi intérieur et de la masse salariale, ce qui est dû à l'adaptation partielle des barèmes de l'impôt à l'évolution du coût de la vie. L'adaptation des barèmes de l'impôt engendrera un déchet fiscal de l'ordre de 295 millions d'euros pour le budget de l'État.

Du côté des impôts indirects, la TVA augmentera de plus de 17,3% en 2008, alors que les recettes provenant de la taxe d'abonnement, prélevée notamment sur les avoirs des fonds d'investissement, sont estimées à 700 millions d'euros, soit 27% de plus qu'en 2007 (budget voté), mais seulement 13,5% de plus qu'en 2006, où la taxe d'abonnement avait déjà rapporté 617 millions d'euros.

L'évolution des dépenses en 2008

En ce qui concerne le domaine de la politique familiale et sociale, une part importante des crédits revient aux structures de garde pour enfants afin de permettre une meilleure conciliation entre vie familiale et vie professionnelle. Globalement, les crédits qui sont prévus au projet de budget 2008 dans l'intérêt de la garde d'enfants s'élèvent à plus de 120 millions d'euros, contre 109 millions d'euros au budget de 2007.

Des crédits en faveur du 3e âge atteignent le montant de 62 millions d'euros, dont 42 millions d'euros au titre de participation de l'État aux projets de construction ou de rénovation notamment de centres intégrés et de maisons de soins.

Au niveau des infrastructures médicales, le programme de remise à niveau du paysage hospitalier est systématiquement poursuivi avec des dépenses de 62,7 millions d'euros prévues notamment au titre de la participation de l'État aux frais de rénovation des bâtiments du CHL, de l'Hôpital de la Ville d'Esch-sur-Alzette et du Centre de convalescence à Colpach.

Pour ce qui est des contributions de l'État aux différents régimes de la sécurité sociale, il convient de relever que ces contributions représentent avec un total de près de 2 milliards d'euros au projet de budget pour 2008 plus d'un quart du budget courant de l'État et le plus important ensemble de dépenses du budget. La part prépondérante (85%) est constituée par les contributions de l'État à l'assurance pension ainsi qu'à l'assurance maladie. Les prestations de maternité passent de 123 millions à 131 millions d'euros. La participation de l'État à l'assurance dépendance quant à elle est fixée à 140 millions d'euros jusqu'en 2009 par la loi du 22 décembre 2006 promouvant le maintien dans l'emploi et définissant notamment des mesures spéciales en matière de sécurité sociale.

Par des crédits dans l'intérêt du financement de la recherche et des activités de l'Université du Luxembourg, le Gouvernement continuera à développer activement le dispositif de recherche et de développement technologique créé au niveau national depuis la mise en vigueur de la loi du 9 mars 1987 ayant pour objet la recherche et le développement. Ainsi, l'État entend doubler en 2009 les moyens financiers consacrés à la recherche par rapport à ceux investis en 2006. Le total de ces crédits passera en effet de 87,6 millions d'euros en 2006 à quelque 176 millions d'euros en 2009.

Pour ce qui est de l'Université du Luxembourg, la contribution financière de l'État qui figure au projet de budget pour 2008 est conforme aux dispositions retenues dans le contrat quadriennal conclu entre l'État et l'Université du Luxembourg. Le contrat en question concerne la période 2006-2009 et prévoit une participation globale de l'État au fonctionnement de l'Université de 122,55 millions d'euros au cours de cette période. En 2008, il est prévu d'accorder à l'Université une dotation globale de 58 millions d'euros.

Les objectifs environnementaux qui ont été arrêtés dans le cadre des accords de Kyoto représentent un autre défi d'envergure pour les finances publiques. C'est ainsi que le fonds pour le financement des mécanismes de Kyoto prévoit un accroissement du total de ses dépenses de 66,8 millions d'euros en 2007 à 90,0 millions d'euros en 2008.

En ce qui concerne le financement des infrastructures de transports publics, il convient de noter que les projets d'amélioration de l'infrastructure ferroviaire qui sont financés à charge du Fonds du rail bénéficient d'une enveloppe budgétaire de 373 millions d'euros, dont 246 millions d'euros pour la réalisation de nouvelles infrastructures. Les investissements financés par le Fonds du rail continuent ainsi leur progression pour atteindre 246,57 millions d'euros en 2008, soit près de 27% de plus que le montant atteint en 2007.

Le projet de budget pour 2008 prévoit par ailleurs un accroissement significatif des moyens consacrés à la politique du logement. Le total des contributions de l'État dans l'intérêt du logement augmente ainsi de 22 millions d'euros à 119 millions d'euros, ce qui représente une progression de 23% entre 2007 et 2008. Cette augmentation résulte tout d'abord de l'inscription d'un premier crédit dans l'intérêt de la mise en œuvre du «pacte logement» que l'État entend conclure avec les communes. Le crédit inscrit à ce titre pour l'année à venir s'établit à 10 millions d'euros.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 10.10.2007

Rapportrice: Madame Lydia Mutsch

Travaux de la Commission des Finances et du Budget (Président: M. Laurent Mosar):

25.09.2007	Désignation du rapporteur
12.10.2007	Échange de vues sur les grandes lignes du budget avec M. le Ministre du Trésor et du Budget
18.10.2007	Échange de vues au sujet de l'évolution des recettes de l'État (Admin. de l'Enreg. et des Domaines, Admin. des Douanes et Accices, Admin. des Contrib. directes)
23.10.2007	Entrevue avec M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire et M. le Ministre de la Sécurité sociale
07.11.2007	Présentation du programme pluriannuel
	Échange de vues avec le Statec au sujet des dernières prévisions économiques
20.11.2007	Présentation de l'avis de la Banque Centrale et échange de vues
22.11.2007	Présentation de l'avis de la Cour des Comptes
	Examen des différents avis
27.11.2007	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Examen des avis des chambres professionnelles
30.11.2007	Présentation et adoption du projet de rapport

Vote en séance publique: 12.12.2007

Chamber TV

weist all öffentlech Sëtzung live an integral

An der Gemeng Bartreng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
Zu Walfer *um Kanal S29 / 367.25 Mhz*
•
An der Gemeng Bous *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Bërmereng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Konter *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Dippech *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Dikrech *um Kanal S19 / 287.25 Mhz*
•
Zu Iermsdref *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
Zu Esch-Sauer *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
Zu Nidder- an Uewerfeelen *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Gréiwemaacher *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Hieffenech *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Hesper *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
Zu Kielen (& Brameschhaff), Keespelt, Meespelt, Ollem an Nouspelt *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Mamer *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Manternach *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Medernach *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Jos Scheuer, Vice-Président

Sommaire

1. 5744 - Projet de loi relatif à la construction d'ateliers et de dépôts dans l'intérêt de l'Administration des bâtiments publics à Bertrange-Bourmicht

- *Rapport de la Commission des Travaux publics: Mme Sylvie Andrich-Duval*
- *Discussion générale: Mme Anne Brasseur, M. Fernand Diederich, Mme Viviane Loschetter, M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

2. 5763 - Projet de loi relatif à la construction à Bertrange/Mamer d'une deuxième école européenne et d'un centre polyvalent de l'enfance

- *Rapport de la Commission des Travaux publics: M. Marcel Sauber*
- *Discussion générale: Mme Anne Brasseur, M. Roger Negri, Mme Viviane Loschetter (répondant à Mme Anne Brasseur), M. Robert Mehlen, M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

3. 5766 - Projet de loi relatif à la quatrième extension du Centre de conférences à Luxembourg-Kirchberg

- *Rapport de la Commission des Travaux publics: M. Ali Kaes*
- *Discussion générale: Mme Anne Brasseur, M. Fernand Diederich, Mme Viviane Loschetter, M. Robert Mehlen, M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

4. 5741 - Projet de loi

- portant transposition de la directive 2005/68/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 novembre 2005 relative à la réassurance et modifiant les directives 73/239/CEE et 92/49/CEE du Conseil ainsi que les directives 98/78/CE et 2002/83/CE, et modifiant la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances et

- portant transposition de la directive 2006/46/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 modifiant les directives du Conseil 78/660/CEE concernant les comptes annuels de certaines formes de sociétés, 83/349/CEE concernant les comptes consolidés, 86/635/CEE concernant les comptes annuels et les comptes consolidés des banques et autres établissements financiers et 91/674/CEE concernant les comptes annuels et les comptes consolidés des entreprises d'assurance et

- modifiant la loi modifiée du 8 décembre 1994 relative:

  - aux comptes annuels et comptes consolidés des entreprises d'assurances et de réassurances de droit luxembourgeois
  - aux obligations en matière d'établissement et de publicité des documents comptables des succursales d'entreprises d'assurances de droit étranger

- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Michel Wolter*
- *Discussion générale: M. Claude Meisch, M. Roger Negri, M. Jacques-Yves Henckes, M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

5. 5527 - Projet de loi ayant pour objet de réglementer la procédure de saisie immobilière conservatoire en matière pénale et de modifier certaines dispositions:

- du Code d'instruction criminelle,
- de la loi modifiée du 25 septembre 1905 sur la transcription des droits réels immobiliers

- *Rapport de la Commission juridique: Mme Christine Doerner*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

6. 5659 - Projet de loi portant approbation de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, adoptée par l'Assemblée Générale des Nations Unies à New York, le 15 novembre 2000

- *Rapport de la Commission juridique: M. Patrick Santer*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

7. Motion de M. Félix Braz relative au mariage de couples homosexuels

- *Exposé: M. Félix Braz (motion modifiée)*
- *M. Luc Frieden, Ministre de la Justice*
- *Vote (motion modifiée adoptée)*

8. Interpellation de M. Jacques-Yves Henckes au sujet de la lutte contre le trafic illégal de drogues et du Plan d'actions Drogues (Drogenaktionsplan 2005-2008) de la Commission européenne

- *Exposé: M. Jacques-Yves Henckes (motions 1 à 5)*
- *Discussion générale: Mme Martine Stein-Mergen, M. Alexandre Krieps, M. Marc Angel, Mme Viviane Loschetter (motion 6), M. Luc Frieden, Ministre de la Justice, M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale*
- *Motions: Mme Viviane Loschetter*
- *Votes (motions 1 à 6 rejetées)*

9. Résolution de M. Henri Kox relative à l'élaboration d'un plan énergétique des bâtiments de la Chambre des Députés et des groupes parlementaires

- *Exposé: M. Henri Kox*
- *M. Ben Fayot*
- *Vote (résolution adoptée)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Luc Frieden, Mars Di Bartolomeo et Claude Wiseler, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.30 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics.*- Neen, Här President.

M. le Président.- Da komme mer direkt zum éischte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtteg, dat ass de Projet de loi iwwert de Bau vun Atelieren zu Bartreng fir d'Verwaltung vun de Bâtiments publics. D'Wuert huet d'Rapportrice, déi honorabel Madame Sylvie Andrich-Duval. Madame Andrich!

1. 5744 - Projet de loi relatif à la construction d'ateliers et de dépôts dans l'intérêt de l'Administration des bâtiments publics à Bertrange-Bourmicht

Rapport de la Commission des Travaux publics

Mme Sylvie Andrich-Duval *(CSV), rapportrice.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, bei deem heite Gesetzesprojet stëmme mer de Bau vun neien Atelieren an Dépôte fir d'Verwaltung vun den öffentleche Bauten zu Bartreng-Bourmicht, e Bau, deen héich néideg ass, wéi Der elo gläich wäert héieren.

De Projet de loi Nummer 5744 ass vum Bauteminister Claude Wiseler den 3. Juli 2007 hei an der Chamber déposéiert ginn. De Projet war motivéiert, huet en techneschen Deel virgewisen an et louch eng Finanzfiche bäi. An der Bautekommissioun vum 25. September sinn ech als Rapportrice bestëmmt ginn an de Statsrot huet säin Avis den 9. Oktober 2007 ofginn. Doropshin huet d'Kommissioun de Gesetzestext an den Avis vum Statsrot an hirer Sëtzung vum 7. November analyséiert. De schrëftleche Rapport gouf dunn eestëmmeg an der Sitzung vum 14. November ugeholl. Déi parlamentaresch Aarbechte goufen also ganz zügeg duerchgezunn an dee virgesinnene Bau ass och deemno dringend.

Effektiv leien déi jëtzeg Ateliere vu Bâtiments publics matzen an enger städtescher Wunnzon, méi genee am Kräizgrëndchen an op der Areler Strooss, wat net gënschteg ass. Hei schaffen eng ganz Rei Handwierksleit an Aarbechter an engem Gäertnerbetrib, enger Schräinerei an enger Garage. Do derniewent ginn et och nach verschidden Dépôten, déi uechtert d'Stad verspreet sinn. Déi verschidden Arealen zesumme maachen 2,25 ha aus.

All dës Siten hu grouss Nodeeler, wat d'Opan d'Ofluede vun de Camionen ubelaangt an d'Installatioune sinn net méi konform zu de Sécherheets- an Evakuatiounsvirschrëften. Dobäi kënnt nach en akute Plazmangel duerch d'Lag an de Wunnzonen. Dat bedéngt awer och e groussen Zäitverloscht, bis zu enger Stonn den Dag pro Ugestallten, wat da bis zu 6.000 Stonnen d'Joer ausmécht, ofgesi vum héije Bensinsverbrauch duerch dat Hin- an Hiergerenns.

Dofir huet den zoustännege Minister elo eng Ersatzléisung proposéiert, wou alles op engem eenzege Site regruppéiert ass, no bei der Autobunn. Esou kann duerch ee méi liichten Zougang zum Site méi effikass a besser geschafft ginn. Dobäi kënnt nach eng positiv Auswierkung op de Verkéier an der Stad.

Deen neie Bau besteet aus zwee Gebaier mat enger Emprise vu 4.670 m^2 op engem Terrain vun 3,3 ha. Aus dem Exposé des motifs geet d'Suerg ervir, fir Energiespuermoossname virzehuelen an den Ëmfeldaspekter Rechnung ze droen, dat souwuel wat de Choix vum Baumaterial an d'Isolatioun vum Bau, wéi och d'elektresch Equipementer an d'Heizungsanlag ugeet.

Et handelt sech hei ëm einfach a funktionell Gebaier, wou d'Atelieren an deen administrativen Deel an d'Haaptgebai kommen an dat zweet Gebai haaptsächlech fir de Stockage reservéiert ass. Fir weider Detailer bieden ech déi Interesséiert, den Text vum Gesetzesprojet nozeliesen.

De Käschtepunkt vum Bauprojet ass op 15.950.000 Euro beim Bauindex vum 1. Februar 2007 chiffréiert. Wat d'Entretiens- an d'Consommatiounskäschte vun de Lokaler ubelaangt, esou ginn déi pro Joer op 450.000 Euro geschat.

Bei den Diskussioune vum Gesetzesprojet huet d'Bautekommissioun all de Remarquen an de Suggestioune vum Statsrot Rechnung gedroen an op Nofro vum Statsrot konnt erläutert ginn, datt déi Fläch vun de bestoenden Infrastrukture sech op 7.000 m² beleeft, wougéint den neie Projet mat 5.950 m² auskënnt, also mat 15% manner, well den Neibau eng besser Flächennotzung erlaabt.

De Statsrot huet och dofir plädéiert, datt systematesch bei all neiem Bauprojet en Audit iwwert d'Energie an d'Ëmwelt gemaach gëtt, am Sënn vun enger gréisserer Transparenz fir d'Chamber.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll nach e puer Mercien ausdeelen, un éischter Stell un d'Mataarbechter vum Greffe an aus der Fraktioun, mä och un den Här Bauteminister a seng Verwaltung souwéi un d'Membere vun der Bautekommissioun fir déi konstruktiv Zesummenaarbecht an dësem Dossier. Ech ginn heimat och den Accord vun der CSV-Fraktioun zum virleiende Projet.

Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Rapportrice. D'Madame Brasseur huet d'Wuert elo fir d'DP-Fraktioun.

Discussion générale

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- Här President, ech gi ganz gären den Accord vun der DP-Fraktioun, an der Madame Rapportrice hirem Rapport ass näischt bäizefügen.

Ech hätt just eng Fro un den Här Minister ze stellen. Déi Terrainen, wou bis ewell déi Atelieren drop waren, leie matzen, wéi d'Madame Rapportrice dat gesot huet, an engem Wunnquartier vun der Stad Lëtzebuerg, an zwar am Kräizgréndchen an op der Areler Strooss, an ech wär frou ze héiere wat d'Regierung gedenkt mat deenen Terrainen dann ze maachen, wann eng Kéier déi nei Lokalitéite gebaut sinn.

Ech soen lech Merci.

M. le Président.- Merci, Madame Brasseur. Den Här Diederich.

M. Fernand Diederich *(LSAP)*.- Merci och der Madame Rapportrice. Si ass op déi Punkten all agaangen, déi och an der Kommissioun traitéiert gi sinn. Et war alles komplett an ech kann och den Accord vun eiser Partei ginn.

M. le Président.- Madame Loschetter.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, mir stëmmen deem Projet och zou a soen der Madame Andrich Merci fir hire Rapport.

M. le Président.- D'Regierung, den Här Minister Claude Wiseler, huet d'Wuert.

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics*.- Merci, Här President. Ech soe Merci fir déi grouss Zoustëmmung fir dee Projet.

Op déi Fro, déi d'Madame Brasseur gestallt huet, wëll ech soen, datt mer momentan nach net eng definitiv Décisioun geholl hunn, wat d'Utilisatioun vun deenen Terrainen, déi uewen op der Areler Strooss, ënnen am Val Ste-Croix sinn, ugeet. Et gëtt awer sécherlech eng Fonctioun, déi an deem Quartier, esou wéi en elo do besteet an ëm dat wat ronderëm existéiert, wäert sinn. Mir hunn déi Bauzäit, déi mer hei brauchen, bis dräi Joer vun hei aus, sécherlech nach Zäit, fir genau ze definéiere wat dohinner kënnt, mä et ass evident, datt et an de Quartier, an d'Fonctionnalitéit, déi do am Quartier ass, muss a wäert erapassen.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert dëse Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5744 ass eestëmmeg ugeholl mat 53 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par Mme Sylvie Andrich-Duval), MM. Marcel Glesener (par M. Paul-Henri Meyers), Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Martine Stein-Mergen), MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par M. Patrick Santer), Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel (par M. Jean-Paul Schaaf), Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Roger Negri), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. John Castegnaro), M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Romain Schneider), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Ben Fayot), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider et Roland Schreiner (par M. Marc Angel);

M. Xavier Bettel (par M. Carlo Wagner), Mme Anne Brasseur, MM. Emile Calmes (par M. Charles Goerens), Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur), Alexandre Krieps et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Camille Gira, Jean Huss et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen (par M. Robert Mehlen) et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

(Interruption)

Mir checken dat nach eng Kéier, mä wann ech d'Presenzen heibanne gesinn, da kéint et mat 50 ongeféier klappen.

(Interruption)

Domat geet et net eraus? Mir kucken dat no.

Mir kommen elo zum nächste Projet de loi vun haut de Mëtteg, dem Bau vun enger zweeter Europaschoul zu Bartreng. D'Wuert huet de Rapporteur, den honorabelen Här Sauber.

2. 5763 - Projet de loi relatif à la construction à Bertrange/Mamer d'une deuxième école européenne et d'un centre polyvalent de l'enfance

Rapport de la Commission des Travaux publics

M. Marcel Sauber *(CSV), rapporteur*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, beim Projet vun der zweeter Europaschoul handelt et sech ëm een décken Dossier. Een Dossier, deen och komplett ass. Een Dossier, wou och d'Pläng mat dobäi sinn. Ëmmerhin, wann een den Document parlementaire kuckt, da läit d'Zuel vun den Ënnerlagen, déi mer zur Diskussioun haten, ronn bei 74 Säiten.

Ech wëll bei dëser Geleeënheet, Här Minister, lech mat op de Wee ginn Äre Mataarbechter allegueren ze félicitéiere fir déi voluminéis an detailléiert Aarbecht, déi do gemaach ginn ass. All Respekt! Well deen Dossier awer esou gutt ass, wäert ech mech och hidden hei a sämtlech Detailer anzegoen an ech verweisen dofir op de schrëftleche Rapport respektiv op den Dossier selwer, den Document parlementaire 5763, fir déijéineg, déi méi Detailer wëllen hunn, an ech beschränke mech hei op déi wesentlech Aspekter, déi an der Kommissioun behandelt gi sinn.

Vläicht direkt emol eng Fro viraus: Firwat eng zweet Europaschoul? Um Kierchbierg hu mer Europaschoule stoen, Gebaier stoen, déi an der Konzeptioun fir 3.600 Schüler geplangt waren. Haut sinn awer praktesch 4.200 Schüler an deene Gebaier, esou datt eng provisoresch Léisung 2004 mat engem Village pédagogique fonnt ginn ass, dat Ganzt bedéngt, well ebe méi Nofro do war, awer och bedéngt doduerch, well eben d'EU méi grouss ginn ass a méi Leit op Lëtzebuerg komm sinn.

Elo ass en Zousatzbedarf vu ronn 3.000 Unitéiten do, wouvun d'Spillschoul soll 420 Kanner kréien, 1.050 am Primaire, 1.600 am Secondaire. Esou wäit fir de Schoulbedarf. An dann ass nach gefrot ginn, fir eng Structure d'accueil ze maachen, dat géif heeschen eng Crèche an e Centre d'études; dat Ganzt an engem Centre polyvalent de l'enfance.

Politesch gesinn, ass de Bau eng noutwendeg Géigeleeschtung vun engem Land, wat en Europasëtz huet, esou datt och dat Land eng Verflichtung huet fir d'Scolarisatioun vun de Kanner vun dëse Leit.

Juristesch ass den Origine 1971 gewiescht, wou en Accord de siège tëschent der Regierung an dem Conseil supérieur des écoles européennes gemaach ginn ass. Deen Accord ass den 18. Februar 1975 Gesetz ginn. Laut dësem Accord verflicht d'Regierung sech der Europaschoul déi Gebaier fir d'Schoul zur Verfügung ze setzen, an zwar gratis, wou allerdéngs d'Frais de fonctionnement net abegraff sinn. Dat dote bezitt sech also eleng op d'Europaschoul selwer an net op de Centre polyvalent de l'enfance.

Vläicht ass et och interessant historesch drop hinzeweisen, datt an Europa déi éischt Europaschoul iwwerhaapt hei zu Lëtzebuerg opgaangen ass, an zwar 1957, déi am Fong resultéiert aus där Schoul, déi d'CECA 1953 op de Wee bruecht hat. Haut sinn europawäit ronn 14 Schoulen, déi lafen. An deene Schoule sinn hei zu Lëtzebuerg d'Kanner an d'Schüler vun de Fonctionnairen an den Europa-Agenten, plus dann och eng Partie Kanner, déi op indivueller Basis ageschriwwe sinn. Do handelt et sech ëm d'Diplomatekanner respektiv och d'Kanner vu Leit, déi an den ausländeschen Entreprisë schaffen. Dunn ass allerdéngs, wéi d'Plaz méi rar ginn ass, eng Selektioun gemaach ginn an deem Sënn, datt déi zweet Kategorie net méi an deem dote Mooss konnt zougelooss ginn.

De Centre polyvalent de l'enfance ass vun den Institutions européennes gefrot ginn. Déi Struktur vun der Europaschoul N°2 soll dann och dëse Centre matbegräifen. Doduerch kënnen eng Partie Aspuerunge gemaach ginn, well do Synergië méiglech sinn.

De Finanzement, an dat ass d'Differenz vis-à-vis vun deem éischten, ass à charge vun den Institutions européennes. Mä de Finanzement gëtt prefinanzéiert vun der Lëtzebuerger Regierung.

Wou soll gebaut ginn? Op dem Territoire vun de Gemenge Bartreng a Mamer. An dat mam Accord vum Conseil supérieur des écoles européennes. Wou ech hei bei dëser Geleeënheet och wëll drop hiweisen, datt mat deenen zesumme vill geschwat gëtt fir d'Konzeptioun, fir d'Detailplanung an esou virun, esou datt all déi Démarchen, déi do gemaach gi sinn, praktesch ofgeschwat sinn.

D'Fro huet sech och an der Kommissioun gestallt: Firwat net um Kierchbierg bauen? D'Äntwerten dodrop waren deelweis aus dem Exposé des motifs, mä kommen deelweis och aus den Äntwerte vum Minister. Well eben um Kierchbierg keng geeegent Plaz méi ass fir déi Europaschoul hinzesetzen, mä awer och aus der Iddi vun der Dezentralisatioun vun der Schoul eraus. Et sollt nämlech och vermidde ginn, datt eng Iwwerkonzentratioun, oder wann een et esou wëllt huelen, eng „Ghettoisierung" hei duerch ze vill Schoule beienee kéint kommen. Doriwwer eraus ass och e regionaalt Entgéintkommen an d'A gefaasst ginn, datt déi Leit vun där anerer Säit vun der Stad och méi Facilitéiten hätten.

Bartreng a Mamer. Fir d'éischt war de gréissten Deel zu Mamer geplangt, an dee klengen zu Bartreng. Dono ass awer eng Verschiebung komm, wou de gréissten Deel eriwwergeréckelt ass op Bartreng. Souwäit wéi mer dat matkritt oder matgedeelt kritt hunn, sinn och Reklassementer de Moment amgaang. Och d'Problematik vum Accès vun deenen Terrainë gëtt mat den entspriechende Gemengen diskutéiert.

Déi Superficie, wou dee ganze Komplex soll gebaut ginn, ass 15 ha, plus 5 ha Reserv derbäi.

Wat soll gebaut ginn? Do ass e Concours d'architectes gewiescht, deen e Lëtzebuerger Architektebüro an zwar de Michel Petit gewonnen huet, zesumme mat Schilling Planung vu Köln. Ech mengen, hei hu mer och eng Unerkennung fir d'Qualitéit vun de Lëtzebuerger Architekten, déi sech da bei esou engem grousse Projet och ënner Beweis kënne stellen, zemools well den Terrain net onbedéngt einfach ass.

Et ass gelongen eng Architekturkonzeptioun an dee gesamte Bautekomplex ze bréngen, dee souwuel dem Landschaftsbild, mä awer och den Ufuerderunge vum Environnement gerecht gëtt. Ganz bescheiden huet den Architekt mer eng Kéier, wéi ech hie gefrot hunn: „Wat hues De der geduecht, wéi dat dote gebaut gëtt?", gesot: „Et ass am Fong ganz einfach, mir hu sechs Gebaier ronderëm e Gaart gebaut."

Wann et esou einfach gewiescht wär! Ëmmerhin ass dee gréissere Schoulkomplex fir Kanner a fir kleng Kanner, deen och nach deene besonneschen Ufuerderunge vun enger Europaschoul muss Rechnung droen, mat allem drum und dran - wéi een dat dann esou seet -, plus Parking, plus Zirkulatiounsinfrastuktur. Dat Ganzt ass zweifellos eng Erausfuerderung.

Besonnesch ervirgehuewen, souwuel vum Conseil d'État wéi och vun der Chamberskommissioun, ass de Concept énergétique, deen hei zum Droe komm ass. An zwar hu mer wuel e Standardkonzept fir d'Schoulen, mä deen heite Projet geet iwwert deen eraus. D'Recherche ass méi wäit pousséiert gi mam Objektiv, fir eben e minimalen Energieverbrauch ze kréien, mat engem maximale Confort, fir technesch Installatiounen op e Minimum ze beschränken, esou datt d'Entretienskäschte relativ kleng kënne gehale ginn. Also esou wéineg wéi méiglech Energieverbrauch.

An zwar kéint de Berechnungen no déi Konzeptioun eraus op deeselwechten Energieverbrauch, wéi mer en hu bei Niddregenergiehaiser. An dat geet relativ wäit. D'Produktioun vun der Hëtzt gëtt gemaach duerch eng Holzhackschnitzelanlag, déi 85% vum Besoin soll ofdeelen, a mat enger Gasheizung fir d'Spëtzen ofzedecken.

Den Transport en commun ass an der Planung mat agebonnen. Autobus an Zuch lafen à charge vun der Regierung. D'Organisatioun vum Transport, wéi déi eenzel Saache sollen organiséiert ginn, dat läit am Beräich vum Transportminister.

D'Konzeptioun, wat den Accès vum Site ubelaangt; Stroossen, Vëlo, zu Fouss. Ech mengen, déi Theme sinn alleguer mat berücksichtegt a gutt studéiert ginn.

Vläicht eng Ziffer. Den Terrassement, fir lech eng Iddi ze ginn, begräift 285.000 m³. Dat ass schonn eng Mass. Vun deem dote sollen der 150.000 um Terrain stockéiert ginn. De Präis beim Bauindex vun elo: 237 Milliounen Euro. Also och kee Pappestill. De Verbrauch an den Entretien soll pro Joer och ronn 4,5 Millioune kaschten. Dat ass vläicht eng interessant Ziffer. Finanzement, wéi gesot, iwwert d'Loi de garantie; d'Gesetz vum 13. Abrëll 1970.

De Conseil d'État gëtt den O.K. zum Projet. Hien ënnerstraicht och de Concept énergétique an écologique, an hie bréngt verschidde Suggestiounen, déi textueller Natur sinn, déi d'Kommissioun dann och berücksichtegt huet.

D'Kommissioun selwer; verschidden Datumen: De Minister Claude Wiseler huet den 30. August vun dësem Joer de Projet déposéiert. Den Avis vum Conseil d'État war den 9. Oktober do - fir emol eng Kéier drop hinzeweise wéi séier, datt dat ka goen. An der Sitzung vum 22. Oktober en présence vum Minister ass de Projet exposéiert an diskutéiert ginn. Ech sinn als Rapporteur designéiert ginn. De 14.11. ass de Projet vun der Kommissioun majoritär akzeptéiert ginn.

Déi Froen, déi gestallt si ginn, konnte vum Minister beäntwert ginn. Ënnert deenen dote Konditiounen ass zréckbehale ginn, datt et nun eemol eng Nécessitéit ass, fir déi Schoul ze bauen, datt et och eng Obligatioun ass, juristesch gesinn. Den Emplacement Bartreng a Mamer ass majoritär och akzeptéiert ginn. An den Devis respektiv de Finanzement iwwert d'Loi de garantie ass O.K., esou datt d'Kommissioun da recommandéiert de Projet comme tel ze stëmmen. Ech bréngen heimat och den Accord vun der CSV.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur. D'Madame Brasseur ass ageschriwwe fir de liberale Grupp.

Discussion générale

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et kéint een hei soen: Endlech, endlech ass de Projet esou wäit fir eng zweet Europaschoul zu Lëtzebuerg ze bauen! Eng Obligatioun, déi mir als Lëtzebuerger Stat vis-à-vis vun den europäeschen Institutiounen hunn. Säit Jore wësse mer, dass déi bestehend Infrastruktur um Kierchbierg vill ze kleng ass an aus allen Néit bascht. Et huet awer enorm laang gedauert, bis mer e Site fonnt hunn.

A wann ech soen endlech, da kéint ee sech jo freeën, mä d'Diskussioun vum Site ass och eng Diskussioun, déi haut nach héich Welle schléit. Well wann een e Site sicht fir eng Schoul, dann ass dat ganz schwiereg, well dat gëtt net vun alle Leit begréisst. Ech wëll drun erënneren, dass uganks vum Joer 2000-2001 eng ganz Rei vu Leit aus der Europaschoul e Site wollten. Déi eng wollten en um Kierchbierg, déi aner wollten en östlech vun der Stad, déi aner westlech vun

der Stad. Et huet dovun ofgehaang, wou d'Leit gewunnt hunn.

Du koum och de Plan sectoriel, wou mer laang driwwer diskutéiert hunn an dee laang an der Maach war, mä da kommen ech zur Konklusioun, a geschter hu mer jo och iwwert den IVL geschwat, wat IVL-kompatibel ass, wéi déi Plans sectoriels sinn. Fir kënnen eppes ze bauen, brauch een en Terrain. Mir kënne Plans sectoriels etabléieren, nach brauche mer en Terrain!

Ech erënneren un déi Debatt, déi mer bei Ettelbréck hate fir en neie Lycée an der Nordstad, wou Ierpeldeng wierklech e gëeegenten Terrain war. Nach huet deen Terrain dem Stat net gehéiert an e krut en och net ze kafen, esou dass elo en anere Site erausgesicht ginn ass, deen net genee dem Plan sectoriel entsprécht. Et kann ee sech eppes wënschen, mä op där anerer Säit muss een awer d'Realitéit kucken. Hei bei der Europaschoul ass et d'selwecht.

Déi meescht Eltere vun der Europaschoul hätte selbstverständlech gären d'Schoul no bei hirer Aarbechtsplaz gehat, dat heescht, um Kierchbierg. De Stat hat déi Zäit an huet haut, wa meng Renseignementer richteg sinn, awer net genuch Terrainen disponibel, fir déi Schoul och nach um Kierchbierg ze implantéieren. Duerfir ass de Choix, fir déi Schoul zu Mamer ze maachen, mengen ech, awer e gudde Choix, e Choix, deen och vum Conseil supérieur vun den Europaschoule guttgeheescht ginn ass.

Wat de Programm ass, wat an déi Schoul kënnt, dat ass net de Lëtzebuerger Stat, deen dat décidéiert, mä et ass de Conseil supérieur vun den Europaschoulen, an et ass d'Lëtzebuerger Regierung, déi dann e Projet ausschafft, an d'Chamber gëtt dann den Accord fir dee Projet auszeféieren.

Ech fannen de Site an där Hisiicht gutt, well en no bei der Zuchlinn ass. Et ass extra eng Gare aménagéiert gi fir de Mamer Lycée, esou dass een do awer en Accès iwwert d'Schinn huet, an dann huet een och de Mamer Lycée nobäi. Ech kéint mer virstellen oder ech wënsche mer op jidde Fall, dass et do zu Synergië kënnt tëschent deenen zwou Schoulen.

Well nach eng Remarque, an dat huet näischt mam Bau ze dinn, dat huet ze di mat der Organisatioun vun der Europaschoul. Ech fannen et schued, dass d'Europaschoul an ons Lëtzebuerger Schoulen net genuch matenee schaffen, an dass et net genuch Kontakt gëtt tëschent de Schüler vun der Europaschoul mat de Schüler aus de Lëtzebuerger Schoulen. Well wann ee vun Europa schwätzt, dann ass et och d'Integratioun an dat Land, an deem déi Kanner dee Moment sinn, an ech erhoffe mer, dass duerch de Lycée, duerch d'Proximitéit vum Lycée Josy Barthel zu Mamer et do zu méi Kooperatioun kënnt. Den Transport, dee kéint en Ufank sinn.

Op jidde Fall sinn ech frou, dass et endlech esou wäit ass, an ech ginn den Accord vun der DP-Fraktioun zu dësem Projet.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Brasseur. Dann huet den honorabelen Här Negri d'Wuert.

M. Roger Negri *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wa mer weider hei zu Lëtzebuerg europäesch Institutioune behale wëllen, als eng vun deenen dräi Haaptstied vun der Europäescher Unioun niewent Bréissel a Stroossburg - an dat wëlle mer als LSAP zu 100% -, da musse mer och deene Leit, déi aus deenen anere 26 Memberlänner vun der EU kommen, en optimaalt Ëmfeld fir si an hir Famillen hei zu Lëtzebuerg ubidden. Wéi mer scho säit Laangem wëssen, platzt déi bestehend Europaschoul um Kierchbierg aus allen Néit an eng zweet Europaschoul ass dréngend noutwendeg. Dëst geschitt haut mam Vote iwwert de Projet de loi 5763, wou ech dem Rapporteur, dem Kolleeg Marcel Sauber, Merci soe fir säin exzellente schrëftlechen a mëndleche Rapport.

Déi nei zweet Europaschoul ass e grousse Projet fir 3.000 Schülerinnen a Schüler an 330 Professorinnen a Professeren an Encadrementspersonal. Et ass geduecht fir d'Kanner vum klengen Alter u bis zum Bac op deem Campus ze versuergen. Dofir begräift de Projet niewent deenen üblechen Schoulinfrastrukturen eng Crèche, eng Garderie an e Centre d'études fir Hausaufgaben an esou weider ze maache fir am ganzen 800 Kanner, wou se virun an no der Schoul higoe kënnen an hir Eltere wëssen, dass se pedagogesch gutt betreit sinn.

Do derniewent besteet den Europa-Campus nach aus fënnef anere Gebailechkeeten, wéi e polyvalent Gebai mat Restaurant a Festsall, deen direkt un d'Busgare ugeschloss ginn ass, e Sportskomplex mat Sportshalen a Schwämm, eng Spillschoul, eng Primärschoul an eng Sekundarschoul.

Déi zweet Europaschoul gëtt tëschent Bartreng a Mamer gebaut, niewent dem neie Lycée Josy Barthel. Déi Standuertwiel ass aus IVL-Siicht absolut ze begréissen, well déi nei Europaschoul direkt un där fonkelneier, moderner Gare tëschent Mamer a Bartreng läit, déi virun e puer Joer fir de Mamer Lycée gebaut ginn ass an elo natierlech méi optimal ka genotzt ginn, am Sënn vun engem besseren „modal split" zu Gonschte vum öffentlechen Transport. An nëmmen néng Minutten ass een iwwregens vun dësem Zucharrêt op der Lëtzebuerger Gare.

Déi nei Europaschoul selwer gëtt och no deenen neisten ekologeschen Erkenntnisser héchst energieeffizient gebaut, wéi mer dat och net aneschters erwaart hunn. Aus Capacitéitsgrënn war et net méiglech, d'Europaschoul un de Réseau urbain vun der Mamer Kogeneratioun fir öffentlech Gebaier vu Mamer drunzehänken, wéi dat sengerzäit mam Mamer Lycée Josy Barthel gemaach ginn ass. Ech wëll dem Bauteminister félicitéiere fir seng Décisioun, d'Europaschoul primär mat regenerativer Energie ze bedreiwen, nämlech enger Holzhackschnitzelanlag. De Mamer Fierschter huet eis an deem Sënn nach d'lescht Woch verséchert, dass d'Zoufuer vum Holz fir déi nei Europaschoul ronderëm aus de Bëscher vun de Gemenge Mamer, Bartreng a Stroosse kënnt.

Och am Beräich vun der Mobilité douce läit déi nei Europaschoul optimal, läit se dach direkt um Vëlo-Nationalwee PC13. Domat hunn d'Kanner eng optimal Méiglechkeet, aus den Nopeschgemengen ouni Problem mam Vëlo an déi nei Europaschoul ze fueren.

Här President, déi nei Europaschoul zesumme mat dem Mamer Lycée Josy Barthel wäert um sozialen an um kulturellen Niveau eng Plus-value duerstelle fir d'Gemenge Bartreng a Mamer an awer och insgesamt fir de Weste vum Land am Kanton Capellen. Zu Mamer wunnen de Moment ronn 46% Netlëtzebuerger aus 62 verschidden Nationalitéiten. Bei eis wunnen elo scho ganz vill Fonctionnairen, souwuel vun den EU-Verwaltunge wéi och vun der Finanzplaz Lëtzebuerg. Déi nei Europaschoul wäert deem nach e weidere Schub ginn.

Mir sinn och am Kader vum Pacte «logement» schonn amgaang, zousätzleche Wunnraum ze schafen, fir dem Prinzip vum IVL an all senge Facettë gerecht ze ginn. Déi ronn 3.500 Leit an der neier Europaschoul…

(Brouhaha et coups de cloche de la Présidence)

…mat deene ronn 1.500 Leit vum Lycée Josy Barthel wäerten deemno hiren ekonomeschen Impakt op de Patrimoine vun de Gemenge Bartreng a Mamer hunn.

M. le Président.- Här Glesener!

M. Roger Negri *(LSAP)*.- D'Desserte vun der Europaschoul geschitt exklusiv iwwert d'Nationalstrooss N6 an Tossebierg, an zwar engersäits wann ee vu Lëtzebuerg a Bartreng kënnt mat enger Bréck, eng sougenannte Fly-over iwwert d'N6 an der grousser Kéier am Tossebierg direkt a Richtung Europaschoul. Dëst fir de bestehende Rond-point Tossebierg net ze iwwerlaaschte fir déi Leit, déi op Mamer an doriwwer eraus fueren. Anerersäits fiert den Trafic vu Mamer aus a Richtung Lëtzebuerg an engem Tunnel laanscht de Rond-point Tossebierg, fir deen alldägleche Stau op dëser Plaz ze décomprimméieren.

Am Dag zirkuléieren op deem gesamte Campus 5.000 Leit. Dat gëtt e Quantesprong an der Verkéiersproblematik. Mä zu Mamer si mer houfreg op déi nei Europaschoul, fir domat eis national, voire europäesch Responsabilitéit ze iwwerhuelen. Zu Mamer ziele mer, Här Bauteminister, op Äert Engagement fir elo déi genannte Stroosseninfrastrukture souwuel vu Lëtzebuerg wéi och vu Mamer aus zäitgläich mam Bau vun der Europaschoul ze bauen. Esou kënnen nämlech zäitgläich mat der Mise en service vun der neier Europaschoul och dës Stroosseninfrastrukturen a Betrib goen. Dëst ass eng Conditio sine qua non fir de Stau am Stroosseverkéier tant soit peu am Gréff ze behalen an domat d'Liewensqualitéit vun de Leit ze erhalen. Dofir wär ech frou, Här Minister, wann Der eis dëst herno konfirméiere kéint.

Här President, mam Vote vun enger zweeter Europaschoul hoffe mir de Standuert Lëtzebuerg a Saachen EU-Institutiounen ze konsolidéieren, well nëmme wa Beamtinnen a Beamten aus deenen anere 26 EU-Memberstate wëssen, datt hir Kanner hei zu Lëtzebuerg an zu Mamer gutt versuergt si wärend der Schoulzäit an och doriwwer eraus, kënne mer dervun ausgoen, dass déi Leit, déi hei zu Lëtzebuerg all Dag fir Europa schaffen, och bei eis zefridde sinn an domat héllefe Reklamm maachen, fir hei zu Lëtzebuerg ze bleiwen, a mer esou eis Importenz an der EU weider behalen.

Domat ginn ech den Accord vu menger Fraktioun zur zweeter Europaschoul zu Mamer a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Negri. D'Madame Loschetter huet elo d'Wuert.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, kee stellt - och déi géng Fraktioun - d'Nécessitéit vum Bau vun der zweeter Europaschoul a Fro. Et ass e wichtegen an en noutwendege Projet. Et stëmmt och, datt dëse Projet urgent gëtt au vu vun der steigender Zuel vun de Kanner a Jugendlechen, déi ënnert d'Kritäre falen an déi Urecht hunn esou eng Schoul ze fréquentéieren.

1999 huet d'Commission d'Analyse critique vum Travaux-publique-s-Ministère bekannt ginn, datt kee Site um Kierchbierg disponibel wier. Dunn huet de Groupe sectoriel „Lycées" proposéiert déi zweet Europaschoul op Mamer ze bauen.

Am Joer 2001 huet déi deemoleg Regierung dem Conseil supérieur des écoles européennes de Site zu Mamer proposéiert. D'Kritäre fir de Choix vum Site zu Mamer, esou steet et och am Exposé des motifs, sinn: 1. Zäitgrënn, also Zäitdrock; 2. den Terrain war do, e war disponibel a war och adaptéiert; an 3. et war eng Existenz do vun enger Gare, dat heescht, den öffentlechen Transport.

Haut am Joer 2007 stëmme mer e Bauteprojet, esou wéi d'Obligatioun vun engem Pays hôte dëst virgesäit. An där neier Schoul si virgesinn: eng ronn 500 Kanner, déi an d'Crèche ginn, dat heescht Puppelcher; 420 Kanner an der Maternelle; 1.050 Kanner an der Primärschoul, a 1.600 Kanner oder éischter Jugendlecher am Postprimaire, dat heescht am Lycée. Eng ronn 3.000 Kanner a Jugendlecher a ronn 300 Erwuessener, déi fir den Encadrement an de Fonctionnement vun der Schoul suergen.

Mir wëllen ons och hei net ze vill an dem Konflikt, betreffend déi horizontal oder vertikal Opdeelung, weider äusseren. Et ass vill doriwwer debattéiert ginn déi lescht Joren. Béid Alternativen hätte Vir- an Nodeeler mat sech bruecht, an de Conseil supérieur des écoles européennes, wou all Acteur dra vertrueden ass, huet du schlussendlech tranchéiert.

Mir denken, datt de Bauteprojet vun der Schoul en interessanten a flotte Projet ass. Et gëtt mat Sécherheet fir d'Kanner a Jugendlecher, déi dohinner kommen, eng flott Schoul an e flott Zesummeliewen an engem flotten Environnement.

Mir hunn awer déi gréisste Bedenke wat déi lëtzebuergesch Décisiounen ubelaangen. An zwar éischtens wat de Site selwer ubelaangt, an zweetens wat d'Infrastructures de transport ubelaangt.

Zum Site. Mir hu Bedenken, ob dëse Site landesplaneresch eng gutt Léisung ass. Ech erënneren drun, datt de Programme directeur Mamer eigentlech net als Centre commercial ugesäit an dofir och schonn de Josy-Barthel-Lycée zu Mamer als net déi optimal Léisung ugesinn huet. De Centre régional vun där Géigend do ass éischter Stengefort an net Mamer; just fir e klenge Rappel ze maachen.

Sécherlech ass de Projet IVL - mir hate jo gëschter schonn driwwer Rieds - am Fréijoer 2004 vun der deemoleger Regierung presentéiert ginn, a sécher war du schonn e Bau vun där zweeter Europaschoul zu Mamer envisagéiert. Nawell stëmmen op deem Punkt mam aktuelle Programm vun der Schoul, esou wéi en haut soll gebaut ginn, mat där Populatioun, déi do soll drakommen, d'Landesplanung mat der Organisatioun vun der Mobilitéit, sprich vum öffentlechen Transport, net iwwereneen. Dëse Site erlaabt et net dëse Programm, wéi mir en haut virleien hunn, optimal an eng Landesplanung mat ze integréieren, ouni datt mer considérabel Nuisancë schafen.

De Bau vun der zweeter Europaschoul zu Mamer gëtt wuel am Plan sectoriel „Lycées" 2003 ernimmt, an zwar mam eenzegen Argument: Urgence. Dat heescht, et ass also haaptsächlech aus Zäitdrock, a well déi deemoleg Regierung den Terrain zu Mamer als adaptéiert considéréiert huet, datt mer haut dëse Projet de loi esou presentéiert kréien.

Dofir bedauere mir, datt dës Regierung en connaissance de cause, en connaissance vum Programm, deen an dëser Schoul soll ofgewéckelt ginn, sech net landesplaneresch organiséiert huet. Do wier wahrscheinlech e Choix vun engem anere Site noutwendeg gewiescht mat alle Konsequenzen. Ech ginn et gär zou. Mä ech wollt awer just emol d'logesch Iwwerleeunge vun esouwuel engem Programme directeur vun engem IVL, vun engem Plan sectoriel „Lycées" a vun enger Mobilitéitsorganisatioun hei interpretéieren.

Zum zweete Punkt, an dee gehéiert dozou: d'Infrastructures de transport, déi an dësem Projet de loi mat ronn 20 Milliounen Euro zu Buch schloen. Mir si schockéiert iwwert déi Moossnamen, déi envisagéiert ginn, fir nieft dem öffentlechen Transport, der Mobilité douce an och nach substanziell Ausgaben a Stroossebauten ze investéieren.

Wien huet déi Rechnung gemaach, datt zousätzlech 1.000 Autoen al Dag am Stroosseverkéier wäerte sinn? Wien huet ausgerechent, datt 1.000 Autoen all Dag op dëse Schoulsite wäerte kommen? Kann de Minister eis soe wivill Jugendlecher, wivill Leit haut schonn am Lycée Josy Barthel mam öffentlechen Transport fuere respektiv net mam öffentlechen Transport fueren? Wann dat jo e Kritär war, fir dohinner en zweete Lycée ze bauen, misst jo eigentlech den „modal split" oder den Taux vun deene Leit, déi mam öffentlechen Transport kommen, zimlech héich sinn.

Natierlech kënne mer eis och virstellen - och mir -, datt déi 105 Puppelcher mam Auto an d'Crèche gefouert ginn, an och eventuell eng Partie vun deene 420 Kanner aus der Spillschoul. Néanmoins war an der Elaboratiounsphas vum Projet de loi den Transportministère och vertrueden.

D'Kapitel 7.1. vum Projet de loi beschreift am Detail d'Organisatioun vum öffentlechen Transport. Ech wëll Iech just e kuerzen Extrait zitéieren: «En vertu de la loi modifiée (…) sur les transports publics, le Ministère des Transports assure la responsabilité pour tous les transports réguliers organisés par les soins de ses services et dépassant la limite du territoire d'une seule commune. Quant aux modalités de l'organisation des transports spécifiques pour l'École européenne (…), il y aura lieu d'en définir les besoins réels au niveau des horaires et des tracés à partir du moment où les détails y relatifs seront suffisamment connus. Il est entendu que l'organisation des transports en commun sera préparée en étroite collaboration avec la Direction et avec l'Association des Parents d'Élèves de l'École européenne. Il est également souhaitable que le fonctionnement de ce transport puisse s'intégrer dans le réseau actuel des lignes publiques nationales.» Mir kënnen deem nëmmen zoustëmmen.

Doriwwer eraus sinn och am Projet de loi eng ganz Rei - dat ass ganz echt, dat ass scho bal wéi e Renseignement - vun öffentlech Transportlinnen opgelëscht, déi op der Nationale 6 laanscht de Lycée fueren, an där enger Richtung oder an där anerer Richtung. Och si speziell Navettë virgesinn, fir d'Schüler an d'Schülerinnen op verschidde Punkten an de Stader Quartieren ze bréngen.

Dofir versti mer net, Här President, firwat am nächste Kapitel 7.2. d'Noutwendegkeet vun - an ech zitéieren - «des raccords performants à la route nationale N6» virgesi ginn. An dëst si keng kleng Aarbechten. En neie Giratoire gëtt gebaut, dee rattachéiert ass un e Fly-over, e Bypass ënnerierdesch beim bestehende Giratoire, eng nei Strooss tëscht dem aktuelle Giratoire, an en neie Giratoire duerch de Park. De Représentant vum Mamer Schäfferot huet dat nieft der Gare, nieft dem öffentlechen Transport als total IVL-kompatibel genannt. Mir gesinn dat anescht.

Une voix.- Wéi gesitt Der et dann?

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG)*.- Fir dës Aarbechten ze realiséieren, notamment den ënnerierdesche Bypass, mussen dann och zousätzlech Aarbechte gemaach ginn; schonn nëmme fir de Giratoire. De Reewaasserréseau muss verluecht ginn. D'Baach tëscht dem Park an der Vallée de Mamer muss verluecht ginn. De Réseau vum Ofwaasser vum Lycée Josy Barthel muss verluecht ginn. De Gasréseau vun der Sotec tëschent dem Tossebierg a

Mamer muss och verluecht ginn. Ausserdeem mussen eng Rei Beem ëmgehae ginn - bon, dat geschitt alt -, déi dann iwwert de Wee vu Mesures compensatoires ersat ginn.

Mir denken, datt wa mer dës Aarbechte realiséieren, encouragéiere mer, dat ass kloer, wierklech esou vill Mënsche wéi méiglech mam Auto an deen neie Lycée ze kommen. Dëst ass kontraproduktiv a sënnlos par rapport zu de Mesuren am Kapitel virdrun, 7.1. betreffend d'Organisatioun vum ëffentlechen Transport, an et ass mat Sécherheet contraire zum berühmten IVL!

A wéi wëllt Dir herno dës Mesuren an de Plan sectoriel „Transports“ aplangen an argumentéieren? Mir ginn hei 20 Milliounen Euro aus fir dem Zousaz un Trafic, deen an de Spëtzestonne kéint entstoen, eventuell virzegräifen. Dëst obwuel mer eng Gare hunn an eng geplangte performant Organisatioun vum ëffentlechen Transport a Schülertransport ënnert der Regie vum Transportministère. Hei hu mer alt erëm - an dës Kéier ass et scho bal e Musterbeispill - de Bewäis, datt dës Regierung duebelgleiseg fiert.

Ech wëll och eppes soen zu där Préoccupatioun, déi mir och hunn, déi scho vu menge Kolleege virdrun ausgedréckt ginn ass, nämlech datt jiddfereen hofft, datt Synergien entstinn tëschent deem enge Lycée an deem anere Lycée. Or, wann herno déi nei Europaschoul esou zesummegestallt gëtt wéi um Kierchbierg, an dat ass och esou geplangt; aus Sécherheetsgrënn soll déi Schoul ëmzonkt ginn, esou datt déi Schüler, déi an der Europaschoul sinn, eigentlech guer net an dee gemeinsame Park kënne kommen, an ausser am Zuch, wa se den ëffentlechen Transport huelen, net a Kontakt komme mat deene Schüler aus dem Lycée Josy Barthel.

Eng lescht Fro, déi ech och nach un de Minister hätt: Am Projet de loi ass och beschriwwen, datt duerch déi nei Strooss, déi duerch den aktuelle Park vum Lycée gebaut gëtt, et och méiglech gëtt, eventuell nach aner Gebaier dohinner ze bauen. Ass do schonn eppes virgesinn? Wéi eng Zort vu Gebaier kéint ee sech do virstellen?

Mir kënnen aus deene Grënn net fir dëse Projet de loi stëmmen, obwuel mer begréissen, datt endlech de Bau vun der zweeter Europaschoul elo Realitéit gëtt. Duerfir wäerte mir eis bei dësem Projet beim Vote enthalen.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Loschetter. Dann huet den Här Mehlen d'Wuert.

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Merci, Här President. Fir et direkt virewechzehuelen: Mir sinn am Prinzip mam Bau vun dëser Schoul d'accord, mä mir si mam Standuert net d'accord, an duerfir wäerte mir dëse Projet och net stëmmen.

Une voix.- Oh!

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Dat hei ass en exemplarescht Beispill, datt Lëtzebuerg ëmmer méi wéi Schilda funktionéiert. Net nëmmen, datt mir iwwerall do Tunnele bauen, wou mer am Prinzip keng gebraucht hätten an eis domat all Misär vun der Welt oplueden, mir bauen och Schoule grad dohinner, wou se am Prinzip net higehéieren. D'Madame Loschetter huet hei scho gesot, wat dat un zousätzlechem Verkéier wäert generéieren.

An da kann ee sech am Uschloss un déi Diskussioun, déi gëscht hei war, froen, wat soll dat ganzt Gerieds iwwer IVL, IVL-kompatibel, IVL ëmsetzen, wa leschtenenns de Contraire vun deem gemaach gëtt, wat de gesonde Mënscheverstand engem als Konklusioun aus dem IVL géif octroyéieren, nämlech datt een Aarbecht a Wunnen a Schoul esou no wéi méiglech beienee bréngt an domadder verhënnert, datt zousätzlech muttwëlles Verkéier generéiert gëtt. Genau dat geschitt awer hei.

Den europäeschen Zentrum ass um Kierchbierg, dat brauch ech kengem ze soen. Déi meescht Leit schaffen douewen. Et sinn natierlech och Kanner vun Diplomaten, déi an déi Schoul ginn, an och nach etlech anerer. Mä mir wëssen awer, datt de Gros um Kierchbierg schafft.

Wann een dann zréckkuckt, da weess een, datt mer viru laanger Zäit hei am Land e grousse Sträit haten, well douewe Leit enteegent gi sinn, géint all Rechtsprinzipien, fir Terrainen ze hunn, fir d'europäesch Communautéiten do unzesiedelen. A wann een dann duerch den Text vum Projet de loi kuckt, op der Säit 15, an et muss ee liesen, ech zitéieren: «Déjà le 30 mars 1999, la Commission d'analyse critique auprès du Ministère des Travaux publics a retenu que plus aucun site n'était disponible au Kirchberg pour une extension de l'école européenne, de sorte qu'il fallait trouver un emplacement en dehors de la ville de Luxembourg», da kann een nach just de Kapp rëselen!

Mir hunn douewen e risegen Terrain libéréiert fir d'europäesch Communautéiten do unzesiedelen a mir stellen op eng Kéier fest, mir hu keen Terrain méi disponibel fir déi zweet Schoul dohin ze setzen. Dat Argument, datt kee Ghetto soll douewe geschafe ginn, Här President, kann ech net akzeptéieren, well d'Schoul huet jo leschtenenns mat der Usiedlung oder do wou d'Leit wunnen a mat der Duerchmëschungspolitik, déi ee jo awer ka bedreiwen an de Wunnquartieren, näischt ze dinn. Dat ass elo un den Hoer erbäigezunn, fir de Choix vum Site ze rechtfertegen.

Déi éischt Schoul steet och douewen, an et ass sécher fir d'Familljen zousätzlech Problemer geschafen, wann een elo déi zweet Schoul op eng aner Plaz setzt, wa se da Kanner hunn, wou déi eng an déi eng Schoul ginn an déi aner an déi aner.

Da stellt d'Fro sech, wa mer den Terrain douewen hunn, an der Zäit war es jo genuch do, a mir hu jo an der leschter Legislaturperiod Diskussioune genuch driwwer gehat, wat alles mat deenen Terrainen do geschitt ass, wou e fréiere Fonctionnaire, deen de Sous-titel hat „Buergermeeschter vum Kierchbierg“, mat deenen Terrainen alles anescht gemaach huet, wéi dat, wat am Fong geholl am…

(Interruption)

Hie war op eng Kéier ënnergedaucht, mä ech mengen, dat hat och e bësse mat deene Geschäfter ze dinn, déi douewen um Kierchberg mat den Terrainë gemaach si ginn.

Et waren eng ganz Partie Terrainë wäit ënner Wäert u privat Promoteure verkaaft ginn, a mir mussen elo als Stat deieren Terrain op anere Plazen erëmkafe goen. Dat ass skandaléis! Här Minister, ech hunn lech an der Kommissioun gefrot, wat den Terrain kascht hätt. Ech hoffen, datt Der haut eng Äntwert op déi Fro do hutt.

Mir héieren hei, datt eleng fir déi Stroosseninfrastruktur 20 Millioune mussen opgewannt ginn. Ech hunn zwar gemengt, ech hätt beim Här Negri eraushéieren, datt dat un d'national Vëlospist wäert ugeschloss ginn, datt elo all Mënsch mam Vëlo dohinner kéim. D'Regierung selwer schéngt awer net esou richteg drun ze gleewen, soss géif se net déi 20 Milliounen Euro an eng zousätzlech Stroosseninfrastruktur investéieren.

Da gëtt gesot, et läit jo och un der Schinn. Wann dat jo esou géif klappen, da wär dat jo och de Fall.

Ech soen lech just, wann - a mir sti jo eleng do mat eiser Iddi, datt ee soll den Zuch ënnert der Stad erduerchlafe loosse mat e puer Arrêten an datselwecht um Kierchbierg - Der dee Projet géift ëmsetzen, da géift Der de Leit hire Problem vum ëffentlechen Transport tatsächlech op eng effikass Aart a Weis léisen. A wann dann déi Schoul och do sténg, dann hätte sougueer déi Leit, déi zu Mamer wunnen, d'Méiglechkeet, mam Zuch mat hire Kanner bis op de Kierchbierg ze kommen, se do an der Schoul ofzeginn an op hir Plaz schaffen ze goen.

Dat hei ass Schilda héich 3 vu Planung! Et kascht de Stat d'Aen aus dem Kapp, an duerfir kënne mir dësem Projet einfach eis Zoustëmmung net ginn.

Ech soen lech Merci.

M. le Président.- Domat ass d'Debatt ofgeschloss. D'Wuert huet elo d'Regierung, den Här Bauteminister Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics*.- Merci, Här President. Dir kënnt lech virstellen, datt ech déi Meenung vum Här Mehlen net deelen, an ech soen lech och elo firwat.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Très bien.

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics*.- Dat hei ass en ongewéinlechen Objet. Et ass e grousse Objet. Et ass en Objet, dee mer hei zu Lëtzebuerg brauchen. Et ass en Objet, dee mer hei zu Lëtzebuerg schnell brauchen. Mir hunn och, fir deen Objet an deenen nächste Joren esou schnell wéi méiglech op den Terrain ze kréien, eng Rei ongewéinlech Prozedure gebraucht, well mer mengen, datt et schnell muss goen, a well de Besoin, bis 2011 e fäerdeg ze hunn, do ass, well d'Rechnunge vun der Europaschoul weisen, datt et 2011, no 2011 wierklech net méi um Kierchbierg geet. Mir sinn also hei ënner Zäitdrock.

Mir hunn eng Rei Réunioune mat de Gemenge gehat. Ech hu mech selwer an déi verschidde Gemengerät vu Bartreng a vu Mamer déplacéiert, fir och mat hinnen eng Kéier déi Problemer duerchzekucken an hir Suergen ze kucken, déi se hu mat der Installatioun vun enger Schoul. Net wéinst der Schoul, mä wéinst der Quantitéit, déi op den Territoire vun de Gemenge Bartreng a Mamer kënnt.

Mir hunn och zesummen eng Prozedur gewielt, wat d'Prozedur vum POS ass, Plan d'Organisation des Sols, fir de Reclassement vun deenen Terrainen do ze maachen, fir et och ënner enger Prozedur, déi hir Délaien huet, esou schnell wéi méiglech klasséiert ze kréien, fir datt mer mat deem Projet do weiderkommen.

Mir haten eng Rei Schwieregkeete mat deem Projet, bis elo Schwieregkeete fir den Terrain alleguer, dee mer gebraucht hunn, ze kréien. Dir wësst, datt mer initialement e wéineg méi op dem Mamer-Territoire geplangt hate mam Achat vum Terrain, dee gemaach ginn ass, mer an deene leschte Joren awer d'Méiglechkeet haten de Projet esou unzegoe wéi e geplangt war. Quitte datt e méi eriwwergeréckelt ass op déi Bartrenger Gemeng, wou elo 90% vum Projet wäerten installéiert ginn.

D'Zilsetzung ass, 2011 mat deem Projet hei fäerdeg ze ginn. D'Délaisë lafen a mir musse schnell fuere fir weiderzekommen. Dofir soen ech: Net all Décisioun, déi geholl ginn ass, kann een erëm dauernd a Fro stellen. Ech hu virun e puer Deeg hei gesot, datt d'Bautepolitik och en Deel vun der Realpolitik ass. Ech widderhuelen dat nach eng Kéier: Mir brauchen dee Projet. Mir fueren elo de derduerch, well déi eenzeg Aart a Weis, fir et an den Délaien ze kréien, dat ass dat ze maachen, wat een eng Kéier décidéiert huet, soss kënnt een an esou engem Projet wéi deem heiten net weider.

Mir hunn eng Rei Diskussioune mat de Gemenge gehat wéi mer déi Organisatioun do sollen um Terrain maachen. Ech hunn elo och hei de Mëtten op där enger Säit héieren, datt mer dofir félicitéiert gi sinn, iwwert dat, wat mer alles virgesinn, fir d'Entrée op deem Site esou ze assuréieren, datt se korrekt an uerdentlech all Dag ka lafen. An ech hunn op där anerer Säit eng Rei Téin héieren, déi soen et wär total iwwerdriwwen, fir dat esou ze maachen.

Ech soen lech just, datt ech gär hätt, wa mer e Site vun 3.000 Schüler, dräi Lycéeën, esou wéi mer se normalerweis kennen, mat zwëschent 300 a 400 Enseignantë respektiv Personal dohinner kréien, an an enger Gemeng respektiv hei an zwou Gemengen installéieren, bei e Lycée, deen elo schonn iwwert 1.000 Schüler huet, an do e Campus organiséieren, dee soll am Zesummeliewe gutt a kohärent fonctionnéieren, dann ass et eis Responsabilitéit dat zesumme mat de Gemengen esou ze assuréieren, datt de Fonctionnement och zwëschent 8 an 9 Auer moies an um 4 Auer mëttes, wéi dann eben d'Horairë sinn, kann uerdentlech fonctionnéieren. Och fir den Individualverkéier, trotz alle Méiglechkeeten, déi mer do wäerte kréie fir den öffentleche Verkéier, fonctionnéieren ze loossen.

Elo gëtt gelaacht, fir ze soen: Dir maacht Vëlospisten an Dir maacht awer eng Entrée. Dir gleeft jo selwer net drun, datt se all mam Vëlo kommen. Ech gleewen effektiv net drun, datt se allerguer mam Vëlo kommen. Ech gleewen awer drun, datt mer d'Vëlospist och brauchen als ee Moyen fir déi Leit, déi wëlle mam Vëlo kommen, an datt der och eng ganz Rei mam Vëlo wäerte kommen. Gradesou wéi der e ganze Koup mam Bus wäerte kommen. Gradesou wéi der e ganze Koup mam Zuch wäerte kommen. A gradesou wéi der e ganze Koup och mam Individualverkéier kommen dann, wann et net anescht geet.

Bei esou engem Campus wéi deem doten, wou mer zwëschent 4.000 a 5.000 Schüler hunn, musse mer einfach assuréieren, datt déi verschidde Moyens de transports, den ëffentlechen Transport, d'Mobilité douce, den Individualtransport a souguer zu Fouss, wa se zu Mamer wunnen, logesch sinn; datt dat klappt. Anescht ass esou e Projet net ëmzesetzen an ze géréieren. Haaptsächlech ass och de Verkéier op der Haaptstrooss, der Areler Strooss zu Mamer, respektiv d'Sécherheet um Site selwer ze géréieren.

Wa mer dee Rond-point do frësch bauen, dann ass dat, well mer haut schonn zu Mamer e Problem mam Verkéier hunn. An all déi, déi vun där Géigend kommen an um 8 Auer doduerch kommen, déi wëssen, datt et e Problem ass. Wa mer mat Bussen op dee Site fueren, da musse mer ons assuréieren, datt déi Bussen do duerchkommen. Dat ass evident, souwuel dat eent wéi dat anert. Well soss klappt de ganze Projet net.

Déi Décisioun, fir dee Site Mamer/Bartreng ze bauen, ass effektiv am November 2001 zu engem Deel geholl ginn, wou d'Regierung dem Conseil supérieur vun den Europaschoulen eng Propositioun gemaach huet, deen en op répétitiv Aart a Weis festgehalen huet an och décidéiert huet aus enger Rei Grënn. Deelweis si se hei scho genannt ginn. Dat ass, dee vun der Dezentralisatioun vun den europäeschen Institutiounen, déi net alleguer sollten zesummen op de Kierchbierg kommen.

Den Här Mehlen huet elo eng ganz Rei Remarquë gemaach iwwert de Kierchbierg als europäesche Site, fir ze soen: Dir hätt dat am Fong sollen als europäesche Site reservéieren, dann hätt Der elo Plaz genuch do uewen, fir dat ze maachen. Ech soe just, datt virun enger Rei Joren eng Décisioun geholl ginn ass vum Kierchbierg, déi ech fundamental richteg fannen, fir ze soen: Mir wëllen aus engem Quartier vun der Stad och e richtege Quartier vun der Stad maachen, an déi verschidde Funktiounsmëschungen, déi een einfach brauch fir e korrekt Zesummeliewen zwëschent europäeschen Institutiounen, zwëschent Büroen, zwëschent Wunnengsméiglechkeeten, zwëschent Schoulen, zwëschent Geschäfter an zwëschent Kulturinstitutiounen, déi mer brauchen, fir dat och esou ze kréien, datt et dono och nach e Quartier ass an zéng, 20, 30 Joer, wou et sech gutt wunnen a gutt schaffe léisst, a wou een och gär higeet.

Wann een eng Monokultur do mécht, geet dat net. Dofir hu mer probéiert alleguer zesummen eng Mëschkultur do ze maache mat deene verschiddene Fonctionnalitéiten, déi ee brauch, fir esou e Site lieweg a flott ze halen an um Fonctionnéieren ze loossen.

Et war och de Wonsch deen heite Lycée bei en anere Lycée ze setzen, och well mer wollte probéieren eng Mëschfunktioun, zu engem Deel e Lëtzebuerger Lycée mat engem europäesche Lycée, zesummenzekréien. Wéi dat sech dono an der Realitéit auslieft, Madame Loschetter, dat hutt Dir e wéineg ugeschwat, dat gëtt effektiv eng Fro vun deene Leit, déi dono um Campus zesumme wunnen, wéi déi sech gemeinsam organiséieren, wat déi kënne gemeinsam maachen. Dat ass eng Fro, déi an der Realitéit vum dagdeeglechе Liewen, wann dee Lycée besteet, muss gekläert ginn. D'Méiglechkeet ass do. An ech hoffen, datt se och an d'Realitéit, an d'Liewe vum Alldag fir déi Schüler ëmgesat gëtt.

Mir hunn eng Méiglechkeet op dësem Site eng Extensioun ze maachen. Mir hu 15 Hektar do kaaft. 10 wäerten der ongeféier gebraucht ginn. 5 hu mer der nach. Op deene 5 ass momentan nach näischt virgesinn - dat war Är Fro. Mir hunn déi och volontairement zesummen an Ofstëmmung mat deenen eenzelne Gemenge gehalen als Reserv, als Mëttel a laangfristeg Reserv, als eventuelle Schoulterrain an Zukunft, da wa mer géifen eng Extensioun brauchen. Décidéiert ass näischt. D'Zukunft ass virbereet. Mer musse kucke wéi dee Projet do weidergeet a wat eis zukünfteg Besoinë sinn. Also, d'Äntwert op Är Fro: Do ass nach keng Décisioun geholl.

Mir hunn och eng gutt Ubannung op de Schinnentransport. Dat ass scho méi wéi eng Kéier hei gesot ginn. Ech mengen, dat war fir eis och e wichtegt Argument.

Déi Décisioun, déi d'Regierung net geholl huet, dat ass déi, wéi dann d'Organisatioun an där Schoul do ass, wien an déi Schoul wäert dohinner goen, ob mer eng horizontal oder eng vertikal Opdeelung hunn. Déi Décisioun hu mir net geholl, mä déi Décisioun ass awer répétitiv am Conseil supérieur des écoles européennes geholl an dono confirméiert ginn. Et ass eng Décisioun, fir déi mer net responsabel sinn. Et ass awer eng Décisioun, déi eis interesséiert, well mer se mussen an de Bau ëmsetzen, a well mer och einfach als Regierung interesséiert si wéi dat dono fonctionnéiert.

Dofir just e puer Wuert iwwer eng Décisioun, déi mer net geholl hunn, mä wat se heescht a wéi se ausgesäit. Et muss ee wëssen, datt op deem Site do eng Rei Sectioune wäerte fonctionnéieren, déi och um Kierchbierg wäerte fonctionnéieren, déi also verduebelt sinn. Dat sinn déi grouss Sectioune vun Englesch, Franséisch an Däitsch; wat 50% vun der Schülerzuel ausmécht. Déi wäerten also op deem engen an op deem anere Site

fonctionnéieren, an do dann och déi geographesch Hierkonft, Wunnengsméiglechkeete vun deenen engen an deenen anere respektéiere bei engem grousse Prozentsaz vun de Schüler, déi déi eng oder déi aner Schoul besichen. D'Quantitéit vun de Schüler, déi zwou Sectioune besichen, erlaabt dat ze maachen.

Da sinn eng Rei aner Sectiounen, wéi zum Beispill déi dänesch Sectioun, déi italienesch Sectioun, déi griichesch Sectioun, déi méi kleng hei zu Lëtzebuerg sinn, déi nëmmen op deem enge Site wäerte sinn. Ech krut gesot, datt deelweis déi doten Décisioune geholl gi wären, well gewollt ginn ass, datt déi nordlännesch an déi südlännesch Ambiance op deenen zwee Sitë present wär, an duerch dee Choix hei dat och géif assuréiert ginn. Ech versti se. Och wa se aus deem dote Gedanken erauskënnt, fannen ech et och logesch, datt ee probéiert seng Geographie esou opzedeelen, datt ganz Europa do zesummewunnt.

Et ass och gekuckt ginn aus wat fir enge Regioune vum Land déi eenzel Leit elo scho géifen hierkommen. Ech ginn lech och déi Zuelen, déi ech vun der Direktioun vun der Europaschoul krut, déi mir net selwer erhuewen hunn, mä déi d'Direktioun vun der Europaschoul erhuewen huet. Grosso modo ass et esou, datt am Weste vum Land vun der Englescher Sectioun een Drëttel vun de Schüler wunnt, datt vun de Franséischsproochegen d'Halschent aus dem Südweste vum Land kënnt, datt vun der Däitscher Sectioun e Véirel aus dem Südweste vum Land kënnt, vun der Dänescher Sectioun dräi Véirel aus dem Südweste vum Land kënnt, a vun der Italienescher an der Griichescher Sectioun ronn ee Véirel aus dem Südweste vum Land kënnt.

Et ass och esou, datt d'Direktioun säit e puer Joer schonn eng Politik mécht, fir ze probéieren déi Organisatioun esou ze maachen, datt elo schonn an d'Europaschoul 2 déi Kanner ginn, déi dono kënnen en bloc eriwwerwiesselen, datt déi, déi also no der Maternelle an d'Europaschoulen erakommen, direkt gesot kréie wat an Zukunft wäert hir Schoul sinn. Esou datt fir d'Wahl an de Choix vum Wunnuert, wou se wunne ginn, och elo scho vun den Eltere gewosst ass wat dat fir si impliziéiert a wou hir Kanner no 2011 wäerten an d'Schoul goen. Do ass och, sot den Direkter mer, bis elo iwwert dee Choix kee Recours bei him abruecht ginn.

Ech wollt déi Zuelen nennen, well se mer awer wichteg schéngen, datt ee gesäit wat et an der Realitéit heescht an datt déi Choixen, déi hei gemaach gi sinn, Choixë sinn, déi een och duerno kann an d'Realitéit ëmsetzen an déi hir Logik hunn, an datt och vill Aarbecht gemaach gëtt elo, fir a sech déi Rentrée vun 2011-2012 virzebereeden.

Voilà, Här President, ech mengen ech hätt op déi Haaptsaach vun de Froen elo geäntwert an ech soen all deenen, déi un dësem Projet, un éischter Stell dem Rapporteur an all deene Leit, déi vun der Kommissioun matgeschafft hu villmools Merci fir déi konstruktiv Aarbecht, fir déi rapid Aarbecht, well ech brauch dee Projet hei ganz rapid, well mir mussen d'nächst Joer mat deene Bauten do ufänken.

An déi lescht Fro, déi den Här Negri gestallt huet - well hie mech elo esou ukuckt, beäntwerten ech déi och -: Et ass a mengen Aen evident, datt dat eent an dat anert muss gemeinsam gebaut ginn. Dir wësst, datt nach, wat d'Infrastrukture vun de Stroossen ass, well déi an der Planung e wéineg méi spéit waren, eng Rei Froe vun den Terrainen definitiv ze léise sinn. Déi sinn awer um gudde Wee geléist ze ginn an ech ginn dovunner aus, datt dat ka gemeinsam fäerdeg geplangt a gebaut ginn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen zum Vote.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5763 ass ugeholl mat 48 Jo-Stëmmen, bei 4 Nee-Stëmmen a 7 Abstentiounen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Ben Fayot), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. John Castegnaro), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider et Roland Schreiner (par M. Roger Negri);

M. Xavier Bettel (par M. Henri Grethen), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Alexandre Krieps), Mme Colette Flesch (par Mme Anne Brasseur), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

M. Aly Jaerling.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Se sont abstenus: MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Félix Braz), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtteg, dat ass de Projet de loi iwwert déi véiert Extensioun vum Centre de conférences um Kierchbierg. D'Wuert huet de Rapporteur, den honorabelen Här Kaes.

3. 5766 - Projet de loi relatif à la quatrième extension du Centre de conférences à Luxembourg-Kirchberg

Rapport de la Commission des Travaux publics

M. Ali Kaes *(CSV), rapporteur*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de virleiende Projet ass den 30. August 2007 vum Bauteminister déposéiert ginn. De 25. September 2007 huet d'Bautekommissioun mech als Rapporteur ernannt. Den Avis vum Statsrot datéiert vum 9. Oktober 2007. Mir hunn an der Réunioun vun der Bautekommissioun vum 7. November dëses Joers souwuel de Projet wéi och den Avis vum Statsrot analyséiert. Schonn déi Woch drop, de 14. November, konnte mer de virleiende Rapport unhuelen.

Här President, fir mäi klengen Exposé unzefänke maachen ech ee klenge Réckbléck an d'Geschicht vum Konferenzzenter.

Dëse véierten Ausbau reit sech an déi logesch Suite vum Globalkonzept vum Konferenzzenter an. Lancéiert duerch d'Gesetz vum 24. Juli 1975 iwwert d'Renovéierung vun der Fassad vum Alcide-de-Gasperi-Tuerm an d'Gesetz vum 27. Juli 2001 zum Ausbau an der Moderniséierung vum Konferenzzenter.

A wéi Dir alleguerte wësst geet d'Geschicht vum Zenter méi wäit zréck. Fir den Départ vun den CECA-Institutiounen zu Lëtzebuerg ze kompenséieren, hunn d'Memberlänner den 8. Abrëll '65 déi provisoresch Installatioun vu verschiddene Servicer vun de Communautéiten am Grand-Duché décidéiert. D'Décisioun vun Edinburgh vun 1992 huet dunn de Siège Lëtzebuerg definitiv confirméiert an dëst ass nach eemol an engem Protokoll vum Traité vun Amsterdam consolidéiert ginn.

Ech brauch jo op dëser Plaz u sech kengem ze soe wéi wichteg dës Infrastrukturen an dës Strukture fir Lëtzebuerg sinn. Déi wichtegst Sëtzungen, déi hei stattfannen, sinn déi vum Conseil des Ministres, an dat an de Méint Abrëll, Juni an Oktober. Als Géigeleeschtung fir déi positiv politesch an ekonomesch Auswierkunge vun dëse staark mediatiséierte Réuniounen am Grand-Duché muss de Lëtzebuerger Stat d'Konditiounen an d'Infrastrukture schafe fir een adequaten Accueil an ee gudden Oflaf vun dëse Sëtzungen. Well de Konferenzzenter dëst a senger aktueller Konzeptioun net méi hiergëtt, ass den Ausbau vun dësen Infrastrukturen dréngend néideg. Gläichzäiteg gëtt am Projet awer och scho probéiert an d'Zukunft ze kucken, fir och elo schonn déi Besoinen, déi dann eventuell sollten ufalen, mat an d'Berechnungen eranzehuelen. Dës ganz Planunge geschéien natierlech an enker Zesummenaarbecht mat de kompetenten europäeschen Instanzen.

Den Ausbau vum Konferenzzenter besteet u sech aus zwee Haaptdeeler:

Deen éischten Deel besteet doran déi infrastrukturell Viraussetzungen ze schafe fir de parallellen Oflaf vun zwee Ministerconseilen. Vun dohier och d'Noutwendegkeet fir en zweete grousse Konferenzsall mat allen Equipementer, virun allem enger Simultaniwwersetzung an déi offiziell europäesch Sproochen.

Deen zweeten Deel besteet aus der Schafung vun engem Pressezentrum, fir datt deen den aktuelle Besoinë gerecht gëtt, also mat komplementaren Hörsäll, engem neie Sall fir Pressekonferenzen, Aarbechtsa Briefingsraim, esou wéi engem richtege Foyer an Infrastrukturen, fir d'Journaliste ze bekäschtegen.

Heifir musse fir d'éischt déi existéierend Annexen erëm astandgesat ginn, haaptsächlech fir déi Asbest verseuchte Materialien erauszerappen an dann ze entsuergen. Bis dës nei Strukturen da fonctionnéiere gëtt e provisoresche Konferenzzenter an der Luxexpo installéiert. Déi Raimlechkeete ginn awer duerno erëm hiren ursprénglechen Aufgaben zougefouert. Dësen Ausbau mécht awer och eng komplett Delokaliséierung vun der Télefonszentral vun der Post néideg, wat och am Budget vum Projet virgesinn ass.

Nieft den Ufuerderunge fir de Conseil vun der EU ginn déi nei Infrastrukturen awer och un d'Besoinen ugepasst, fir privat Konferenzen ofzehalen, déi vun der Gesellschaft Luxembourg Congrès S.A. während deenen néng Méint, wou kee Ministerconseil ass, organiséiert ginn. Dës Gesellschaft, déi och elo schonn den Hémicycle géréiert, gëtt och an Zukunft mat der Gestioun vun dem Konferenzzenter betreit, deen nom Ausbau ee vun deene schéinsten an deene prestigiéisten an Europa ass. Eng Konventioun zwëschent dem Stat an der Luxembourg Congrès S.A., bei där de Stat iwwregens Haaptaktionär ass, regelt d'Modalitéite vun der Exploitatioun.

Den techneschen Deel vum Projet souwéi d'Explikatiounen zur Architektur erspueren ech lech a mir och hei op dëser Plaz, well et zimlech schwéier ass fir mëndlech ze erkläre wéi dat dann herno gebaut soll ausgesinn. Déi, déi dat dann interesséiert, kënnen d'Detailer a mengem schrëftleche Rapport oder am Exposé des motifs vum Projet noliesen. Wichteg ass et awer op dëser Plaz nach ze soen, datt selbstverständlech sämtlech Ufuerderungen un d'Sécherheet an d'Fonctionnalitéit erfëllt ginn. Ech wëll och nach soen, datt dëst Gebai iwwert de Chauffage urbain vun der Stad Lëtzebuerg approvisionnéiert gëtt.

D'Käschte vun der Erweiderung, esou wéi se am Projet de loi virgesi sinn, ginn op 72,6 Milliounen Euro geschat, ouni TVA an Honorairen. Dobäi kommen dann d'Fraisë fir d'Adaptatioun vu Luxexpo-Gebaier. Déi belafe sech op 17,9 Milliounen, ouni TVA an Honorairen, an duerno natierlech erëm d'Réckféierung vun dëse Gebaier an hir ursprénglech Destinatioun, wat nach eng Kéier 1,75 Milliounen Euro kascht. De Gesamtpräis gëtt domat op 119,3 Milliounen Euro mat alle Käschte geschat.

D'Frais de consommation an den Entretien ginn op bal 4 Millioune Euro d'Joer geschat, fir genau ze sinn op 3.981.140 Euro.

Här President, esou vill zum Projet selwer. Nach e puer Wuert zur Aarbecht vun der Bautekommissioun an zum Avis vum Statsrot. Vu datt d'Ministerconseile just am Abrëll, Juni an Oktober hei zu Lëtzebuerg sinn, proposéiert de Statsrot, datt d'Infrastrukturen de Rescht vum Joer fir aner öffentlech a privat Zwecker kënne genotzt ginn, zum Beispill vum Mudam oder vun der Philharmonie.

De Statsrot hätt och gären, datt sech sollt op en definitiven Numm vum Konferenzzenter festgeluecht ginn, vu datt et am Laf vun de Joren ëmmer erëm kleng Ännerunge gi sinn. Emol war et de Centre de conférences à Kirchberg, emol war et à Luxembourg, an um aktuelle Projet steet elo Luxembourg/Kirchberg. De Statsrot huet sech och gefrot, ob een net misst «quatrième extension» schreiwen, amplaz vun «deuxième extension», wéi et am Texte initial stoung, well ee keng Differenz tëschent Agrandissement an Extension wëllt maachen. Deemno wier et also déi véiert Erweiderung. D'Bautekommissioun deelt an dësem Punkt d'Meenung vun der héijer Kierperschaft an huet dowéinst d'Proposen ugeholl.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hoffen ech konnt lech elo vun der Noutwendegkeet vun dësem Ausbau vum Konferenzzenter um Kierchbierg iwwerzeegen a bieden lech, dësem Projet zouzestëmmen. Ech wëll och hei op dëser Plaz dem Här Bauteminister a senge Leit souwéi alle Leit aus Chamber a Fraktioun Merci soen, déi gehollef an déi konstruktiv un dësem Projet matgeschafft hunn. Ech bréngen och den Accord vun der CSV-Fraktioun a soe Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- E grousse Merci dem Här Rapporteur. Éischt ageschriwwe Riednerin ass déi honorabel Madame Brasseur. Madame Brasseur, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- Merci, Här President. Ech schléisse mech de Wierder vum Rapporteur un andeem ech all deenen, déi un deem Projet deelgeholl hunn, e grousse Merci soen.

Ech hunn awer eng Fro un den Här Minister. An deem Projet - et gesäit een et schonn um Intitulé - huet et am Ufank geheescht, et wier d'deuxième Extension; elo huet de Conseil d'État proposéiert, et soll een an den Intitulé schreiwen, et wier déi véiert. Et ass effektiv déi véiert Extensioun. Dës Schwieregkeet weist schonn drop hin, wéi vill Zäit dropgaangen ass, wéi mer ugefaangen hunn, bis dee Projet elo aboutéiert ass, a wéi vill Changementer ëmmer erëm an dee Projet erakoumen; Changementer, well d'Desiderata vum Conseil geännert hunn.

Duerfir meng Fro un den Här Minister: Si mer sécher mat deem, wat mer haut elo stëmmen, ob dat dann deem entsprécht, wat de Conseil gären hätt? Net dass mer, wann et dann definitiv realiséiert ass, erëm mussen ufänke scho Modifikatioune virzehuelen. Dat ass déi éischt Fro.

Eng zweet Fro wollt ech och stellen. Et si jo elo Modifikatioune komm, wat d'Organisatioun vun den europäeschen Institutiounen ubelaangt, an do soll jo elo e President vun Europa genannt ginn. Ass och an dësem Projet virgesinn, dass den zukünftege President och e Büro hei zu Lëtzebuerg an deem Centre de conférences kritt? Dat wier op jidde Fall ganz wichteg fir de Standuert vu Lëtzebuerg ze ënnerstraichen. Wien dann den Occupant vun deem Büro gëtt, wësse mer elo net.

(Interruption et hilarité)

Ech gleewen och net, dass den Här Bauteminister dorop kéint eng Äntwert ginn, mä et wier jo awer wichteg, dass mer Raimlechkeete fir déi wichteg Fonctioun hei zu Lëtzebuerg géife virgesinn.

Domat ginn ech den Accord vun der DP-Fraktioun.

Merci.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Madame Brasseur, Dir jot do geféierlech Huesen op!

Une voix.- Deen huet dach elo schonn e Büro zu Lëtzebuerg!

(Hilarité)

M. le Président.- Da komme mer zum nächste Riedner, dat ass den honorabelen Här Diederich.

M. Fernand Diederich *(LSAP)*.- Ech wollt dem Rapporteur Merci soen. Hien huet all déi Punkten am Rapport erëmginn, déi mer och diskutéiert hunn an der Kommissioun. An ech géif och hoffen, Madame Brasseur, dass de Programm, wéi en elo virgesinn ass, och deene längerfristegen, zukünftegen Demanden a Besoinë wäert entspriechen. An ech bréngen och den Accord vun eiser Fraktioun zu dësem Projet.

M. le Président.- Merci, Här Diederich. D'Madame Loschetter huet d'Wuert.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, mir soen dem Rapporteur Merci fir säi mëndlechen a schrëftleche Rapport an ech ginn och d'Zoustëmmung vun der grénger Fraktioun zu dësem Projet.

M. le Président.- Merci, Madame Loschetter. Den Här Mehlen huet d'Wuert elo.

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Merci, Här President. Vun eiser Säit e puer Wuert. Merci un de Rapporteur. Ganz kloer, mir stëmmen hei e Projet vu bal 120 Milliounen Euro. Dat sinn nobäi fënnef Milliarden där aler Frang. Déi ganz Geschicht vun der Konstruktioun vun deem Zenter, dat ass eng endlos Geschicht wou ëmmer erëm Ännerungen, Erweiderungen, nei Wënsch an esou weider opkomm sinn, esou datt mer elo total aus dem Zäitplang erausgerode sinn.

Wat och dozou gefouert hat, an dat fannt Der och am Historique, datt de 16. Juli 2003 eng

ganz mémorabel Sitzung vun der Budgetkontrollkommissioun war, wou eisen Här Premier- a Finanzminister himself komm war, fir eis ze erklären, datt et onméiglech wär fir den Zenter, esou wéi e geplangt war, fäerdeg ze kréien an datt mer duerfir missten e Centre provisoire bauen, deen eis, wéi mer och gesinn, nobäi 20 Milliounen Euro kascht, wann en dann erëm eng Kéier ofgerappt ass. Deemools, muss ech soen, ware mer extrem fein, datt mer dat matgedroen hunn, well dat war alles scho praktesch realiséiert. Ouni Ausschreiwung war dee gréissten Deel iwwert d'Bühn gaangen. Et huet alles misse séier goen, wéi dat dann esou ass.

Mir wollte bei dëser Geleeënheet eng grondsätzlech Fro stellen, an där ganzer Euphorie, datt mir eng vun den europäeschen Haaptstied sinn, ob dee ganze risegen Opwand do tatsächlech vis-à-vis vum Steierzueler gerechtfertegt ass, fir während dräi Méint just de Conseil des Ministres hei ze beherbergen. An ech géif och d'Hoffnungen, datt duerch Kongresser, déi zousätzlech kënnen heihinner geholl ginn an esou weider, deck Recettë géife generéiert ginn, awer e bëssen dämpfen, well ech mer net gutt ka virstellen, datt dat esou vill soll abréngen.

Et kann ee sech d'Fro stellen: Wat bréngt et dem Land? Mir sinn éischter der Meenung, dass et d'Land relativ vill kascht. Mir wësse wat u Sécherheetsmoossnamen all Kéiers muss opgewannt ginn, wann esou e Conseil hei ass. Duerfir muss ee sech d'Fro stelle mat der Erweiderung vun der Europäescher Communautéit, ob mer iwwerhaapt capabel sinn, mat eise Moyenë wierklech an Zukunft, esou wéi d'Welt sech an hirer Geféierlechkeet entwéckelt, déi Sécherheet ze garantéieren, déi mer effektiv musse garantéieren, wann dat sech hei ofspillt.

Iergendwou huet een en ongutt Gefill, wann een hei d'Kosten-Nutzen-Rechnung mécht. Natierlech ass et e Prestige fir Lëtzebuerg, wann dräi Méint am Joer déi Sitzungen hei stattfannen, mä et ass awer och iergendwou keng glécklech Situatioun. Mir hunn eng ganz Partie Institutiounen hei, déi gutt schaffen, wou och vill Leit hei schaffen, déi, well se hei wunnen, och Geld hei ausginn. Dat huet ganz sécher e positiven Impakt op eis Ekonomie. Ob dat hei et tatsächlech an deem Mooss bréngt, dat ass eng aner Fro.

Trotzdeem - wien A gesot huet, muss B soen - wäerte mir duerfir dësem Projet eis Zoustëmmung net verweigeren.

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. D'Wuert huet elo d'Regierung, den Här Bauteminister Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics*.- Merci, Här President. Ech wëll just e puer kuerz Remarquë maachen. Déi éischt Remarque ass déi fir ze soen, well ëmmer gesot ginn ass: Dir gitt elo wesentlech méi spéit fäerdeg. Mir wäerte mat deem éischten Deel, deen ugefaangen ass scho säit enger Rei vu Joren, elo kuerzfristeg an deenen nächste Woche fäerdeg ginn. Dat heescht, dee grousse Konferenzsall an dat, wat een, wann ee laanscht d'Philharmonie fiert, riets ka gesinn, dat wäert funktiounsfäeg sinn an och kënne gebraucht ginn à partir vum nächste Joer.

An da kënnt dat wat Iech haut zur Ofstëmmung virläit. Da kënnt déi zweet Phas hannendrun, wat awer dann eng zweet Phas ass, wou eng ganz nei Konzeptioun mat erakënnt a wou zousätzlech Infrastrukture gebaut ginn.

Dat hei war effektiv keen einfache Projet, well mer an deene leschte Jore mat enger Rei Modifikatiounsdemandë vun den europäesche Servicer konfrontéiert waren.

D'Madame Brasseur huet gefrot: Sidd Der elo sécher, datt dat elo dat ass, wat et muss sinn? D'Äntwert dorop ass, datt alles dat, wat mer elo als Pläng an als Propositioune gemaach hunn a wat haut zum Vote virläit, am ganzen Detail mat den europäesche Servicer ofgeschwat ginn ass, an datt mer am Prinzip och den Accord kruten, fir dat do elo esou ze maachen, datt dat an dësem Moment dat Richtegt ass. An ech hoffen, datt déi Äntwert och iwwert d'Joren déi richteg ass, indépendant vun den Evolutiounen, déi kommen, well ech mengen, datt mer hei e Gebai hunn, wat relativ polyvalent gebrauchbar ass, wat och an de Capacitéiten Extensiounsméiglechkeeten huet.

Duerch seng Polyvalenz beäntwert dat dann och Är lescht Fro. Och wann den Traité elo e wéineg geännert huet, denken ech, datt eng ganz Rei schéi Büroen dora sinn, déi vu Presidente vun allen Zorten, vun Institutiounen, wa se hei zu Lëtzebuerg sinn, kënne gebraucht ginn. Do maachen ech mer net ze vill Suergen driwwer.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5766 ass eestëmmeg ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Ben Fayot), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Romain Schneider), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner (par M. John Castegnaro) et Mme Vera Spautz (par M. Roger Negri);

M. Xavier Bettel (par M. Henri Grethen), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Alexandre Krieps), Mme Colette Flesch (par Mme Anne Brasseur), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen dann zur Diskussioun iwwert de Projet de loi 5741 iwwert den Assurancësecteur. D'Wuert huet elo de Rapporteur, den honorabelen Här Michel Wolter.

4. 5741 - Projet de loi

- portant transposition de la directive 2005/68/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 novembre 2005 relative à la réassurance et modifiant les directives 73/239/CEE et 92/49/CEE du Conseil ainsi que les directives 98/78/CE et 2002/83/CE, et modifiant la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances et

- portant transposition de la directive 2006/46/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 modifiant les directives du Conseil 78/660/CEE concernant les comptes annuels de certaines formes de sociétés, 83/349/CEE concernant les comptes consolidés, 86/635/CEE concernant les comptes annuels et les comptes consolidés des banques et autres établissements financiers et 91/674/CEE concernant les comptes annuels et les comptes consolidés des entreprises d'assurance et

- modifiant la loi modifiée du 8 décembre 1994 relative:

- aux comptes annuels et comptes consolidés des entreprises d'assurances et de réassurances de droit luxembourgeois

- aux obligations en matière d'établissement et de publicité des documents comptables des succursales d'entreprises d'assurances de droit étranger

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Michel Wolter *(CSV), rapporteur*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, beim Projet de loi 5741 handelt es sech ëm e Gesetz, wat zwou Direktiven ëmsetzt, wou mer déi eng bis zum Enn vun dësem Joer an déi aner bis zum September vum nächste Joer ëmsetze mussen.

De Projet huet dräi Voleten: 1. déi sougenannten Direktiv Réassurance ëmsetzen; 2. eng Rei vu Prezisioune bei de Joreskonte fir Assurance-Gesellschaften aféieren; 3. eng Rei vun Upassunge vu generellen Dispositiounen, wat de Fonctionnement vum Commissariat aux assurances ubelaangt, ze maachen.

D'Kärstéck, dat Wichtegst: En Deel vun deem Projet ass sécherlech d'Ëmsetze vun der Direktiv Réassurance. Eng Direktiv, déi ënner Lëtzebuerger Présidence am Joer 2005 ausgehandelt an ofgeschloss ginn ass, an déi ee vun deene ganz wichtege Wirtschaftssecteuren, déi sech an aronderëm d'Wirtschaftsplaz zu Lëtzebuerg an deene leschte 25 Joer etabléiert huet, net nëmme consolidéiere wäert, mä och d'Méiglechkeet wäert gi sech weiderzeentwéckelen.

Dir wësst, dass d'Réassurance d'Versécherung vun de Versécherer ass. Et ass eppes, wat ënner Professionellen ofleeft. De Prinzip vun der Assurance verbitt et nämlech, dass eng Assurance sech op engem Risque oder enger Kategorie vu Risken esou wäit engagéiert, dass se duerno an hirer Solvabilitéit gefährdet wär. Dofir huet sech am Laf vun de Jorzéngten, jo quasi scho vun de Jorhonnerten, e System vu Réckversécherung gebilt, wou d'Versécherungsgesellschaften hir eege Risike réckversécher ginn.

Mir hunn ewell 1984 eng Législatioun, an där et zwou verschidden Zorten haaptsächlech vu Réckversécherungsgesellschafte gëtt. Dat éischt sinn déi professionell Réassureuren. An dat zweet sinn déi sougenannten „captive"-Réassurancen. D'Differenz vun deenen engen a vun deenen aneren ass, dass déi professionell Réassurance am Prinzip Risike vu ville Sparten an och vu villen Assureuren iwwerhëlt, während eng sougenannten „captive"-Réassurance-Gesellschaft nëmmen d'Risiken aus engem Grupp bei sech an der Réassurance vertrëtt. Et ass besonnesch dëse Marché, dee sech an de leschte 24 Joer zu Lëtzebuerg ganz staark verbreet huet, well bis zum Datum vun haut net manner wéi 262 där „captive"-Réassurance-Gesellschaften zu Lëtzebuerg etabléiert sinn.

Et ass nun awer och esou, dass duerch den Impakt oder am Kader vun dësem Projet de loi och d'Décisioun vun engem vun deene gréisste weltwäite Réassureurë gefall ass, fir hire Marché, dee se an der Europäescher Unioun hunn, op Lëtzebuerg ze verleeën. Och dat erklärt, firwat dass mer dee Projet de loi haut mussen ënnerstëtzen an och musse stëmmen, fir eben den Transfert vum Portefeuille vun där doter Gesellschaft méiglech ze maachen.

Wat gëtt et elo am Detail an dësem Projet? Wéi gesot, dräi Deeler.

Am éischten Deel d'Transpositioun vun der Direktiv Réassurance. Déi fënnef wesentlech Punkten, déi een do muss erauszéien:

1. Dat ass d'Aféiere vum Prinzip vum „home country control". Dat heescht, dass d'Iwwerwaachungsinstanz aus dem Heemechtsland vun enger Réassurance-Gesellschaft fir d'Iwwerwaache vun der Gesellschaft zoustänneg ass. D'Gesellschaft kritt also en europäesche Pass, deen et hir erlaabt hir Aktivitéit an der ganzer Europäescher Unioun auszeüben, entweder andeem se Succursalë grënnt oder direkt Aktivitéiten an engem aneren EU-Memberland mécht.

2. Et gëtt e Fonds de garantie agefouert, deem seng Héicht en Drëttel vun der Marge de solvabilité ausmécht.

3. De Capital social, dee mer haut wäerte stëmmen. Dat ass eng vun deene raren Derogatiounen, déi par rapport zur Transpositioun gemaach ginn. Dee bleift bei 1.225.000 Euro, esou wéi mer dat scho säit 1984 zu Lëtzebuerg kennen, wou d'Kapital vun de Réassurance-Gesellschaften op 50 Millioune fixéiert ginn ass. Wat aneschters ass, dat ass, dass bis elo d'Kapital huet missen integral libéréiert ginn, an nom Vote vun dësem Projet dat nëmmen zur Halschent muss gemaach ginn. Eng weider Differenz besteet doranner, dass dëse Seuil vun 1.225.000 fir déi sougenannten „captive"-Réassurance-Gesellschafte gëllt, während bei deene professionelle Réassureuren d'Minimumkapital op 3 Millioune Euro fixéiert gëtt.

4. E véierten a fir Lëtzebuerg wesentleche Punkt, ass vläicht dee wichtegste Punkt an deem ganze Projet. Dat ass e Prinzip, dee mir scho säit Jorzéngten agefouert hunn - also 1984 genau -, nämlech dee vun der Provision pour fluctuation de sinistralité, enger extraer Provisioun, déi et de Gesellschaften erlaabt sech géint Risiken ofzesécheren, dass déi elo europawäite Charakter kritt. Et ass also eng Dispositioun, mat där mer notamment och a Frankräich am Laf vun de Joren eng Rei vu Schwieregkeeten haten, well dat vun de franséischen Autoritéiten als e Schlupfloch ugesi ginn ass, fir fiscal Arrangementer ze maachen, well et net nëmme bestätegt ginn ass, mä och elo europawäite Charakter kritt.

5. Et gi speziell Titrisatiounsinstrumenter am Réassurancësecteur agefouert.

Den zweeten Deel, an deem mer eng Direktiv ëmsetzen, wou et ëm d'Joreskonte vun den Assurance-Gesellschafte geet, ass en Deel, dee méi technescher Natur ass, wou et haaptsächlech drëm geet fir d'Publicitéit vun den Aktivitéite vun den Assurance-Gesellschaften dem Investisseur oder dem Public méi no ze bréngen. Dozou gehéiert: 1. eng jährlech Deklaratioun iwwert d'„corporate gouvernance" vum Betrib; 2. de Prinzip vum Aféiere vun der kollektiver Responsabilitéit vum Conseil, wat d'Publicitéit vun de Joreskonten ubelaangt; 3. d'Précisiounen iwwert d'Opérations hors bilan, déi an den Annexë musse figuréieren; 4. och méi Transparenz iwwert d'Transaktioune mat sougenannte Parties liées, dat heescht mat de Manager, Familljemembere vun de Manager, wann Aktiounen an Transaktioune vu Kapital an anere geschéien, an déi si verwéckelt sinn.

Schlussendlech, am drëtten Deel ass dervu profitéiert ginn, fir de Fonctionnement vum Commissariat aux assurances de Begebenheete vun haut unzepassen. Dat ass geregelt gewiescht an engem Gesetz, mengen ech, vun 1991 fir d'escht. Entre-temps huet d'Regierung eng Rei vun Direktiven erausginn, wann et sech ëm d'Regelen handelt, no welchen d'Etablissement-publicë solle fonctionnéieren. Am Projet hei gëtt dervu profitéiert fir dat ze adaptéieren. D'Mandater an d'Gremie vum Kommissariat ginn och harmoniséiert. Et gëtt da schlussendlech och eng Dispositioun agefouert, wou d'Kommissariat rechtsverbindlech Reglementer kann unhuelen, wouduerch en u Flexibilitéit bei der Ausaarbechtung vu senger Aarbecht gewënnt.

Mir haten dann an der Kommissioun iwwer zwee Punkten, déi an der Kombinatioun ze gesi sinn, eng Diskussioun. Et war am Projet vun der Regierung virgesinn, dass d'Kommissariat an Zukunft nëmmen nach kéint haftbar gemaach ginn am Kader vun enger Klo, wann eng uerg Vernoléissegung an der Uwendung vun de Moyenë vum Kommissariat géif virleien, an e kausalen Zesummenhang tëschent der Vernoléissegung an dem entstanene Schued kéint hiergestallt ginn. Hei war d'Kommissioun der Meenung, dass et sech net ëm e Problem handelt, deen eleng d'Commissariat aux assurances géif ubelaangen, mä dass sech notamment och deeselwechte Problem an der CSSF géif stellen. En huet dofir décidéiert, dass mer aus dësem Projet deen doten Artikel géifen eraushuelen.

D'Konklusiounen dovunner géif ech an enger Sekonn wëlle soen, wann ech deen zweete Problem énoncéiert hunn, dee mer nach fonnt hunn, nämlech huet de Conseil d'État eis och a sengem Avis drop opmierksam gemaach, dass senger Meenung no Schwieregkeete géife bestoe wann d'Kommissariat d'Kompetenz hätt, fir Reglementer erauszeginn a se och selwer ze sanktionéieren. Dass mer do an engem Konflikt kéinte sinn, dat ass déi éiweg Diskussioun, déi mer hunn tëschent dem angelsächsesche Recht an dem latäinesche Recht.

De Conseil d'État huet keng Oppositioun formelle gemaach. Mä mir sinn am der Kommissioun zur Konklusioun komm, dass mer der Regierung géifen e Bréif schreiwen a se froen, fir eis fir déi zwee Punkten do, nämlech d'Fro vun der Responsabilitéit am Kader vun engem Schued, deen engem Betrib entsteet duerch e Feeler, deen an enger vun den Opsiichtsinstanzen hei zu Lëtzebuerg gemaach ginn ass en général, wéi och déi zweet Fro, wou et sech ëm de Kontext handelt, ob een oder ob een net an ënner wat fir enge Konditioune regelen an ausschaffe kann, an déiselwecht Regelen, déi een ausgeschafft huet an erausgëtt, och

ka kontrolléieren, dass mer d'Regierung géife froen, e kohärente Projet an eng kohärent Propositioun virzeleeën, déi sech net nëmmen op de Secteur vun den Assurancen an de Réassurancen, mä op all déi Aktivitéiten, déi eben haut duerch e Régulateur kontrolléiert ginn, eng Solutioun ze fannen.

Voilà! Dir Dammen an Dir Hären, dat ass dat, wat mer an der Kommissioun diskutéiert hunn. De Rapport ass vun der Kommissioun à l'unanimité ugeholl ginn, an ech hoffen, dass en och eng breet Majoritéit de Mëtteg hei fënnt.

Ech ginn den Accord vun eiser Fraktioun a soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur. Den honorabelen Här Meisch ass deen éischte Riedner. Här Meisch!

Discussion générale

M. Claude Meisch *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Réassurancen ass eng eminent wichteg Finanzaktivitéit, well se den direkten Assurancen et erlaabt hire Risiko weltwäit ze verdeelen an d'Capacitéit vun hirer Couverture doduerjer ze vergréisseren a gläichzäiteg hir Kapitalkäschten ze drécken. D'Réassurancen droen och zur Stabilitéit vum Finanzmarché bäi, well se wichteg institutionell Investisseuren duerstellen an domadder natierlech eng décisiv Roll spillen, fir de Marché vun den Assurancen ze stabiliséieren an domadder och dee gesamte Marché.

Schonn 1984 huet Lëtzebuerg sech eng Kéier e legale Kader fir de Marché vun de Réassurancë ginn. Bis Mëtt der 90er Joren huet sech de Marché ganz staark zu Lëtzebuerg entwéckelt, an dat notamment um Niveau vun de sougenannten „captives", dat heescht also eng Alternativ a puncto Gestion de risques ze bidden.

Lëtzebuerg ass - an de Rapporteur huet et scho gesot - mat 262 Entreprises de réassurances op den 31. Dezember 2006 dee gréisste Marché op deem dote Gebitt an der Europäescher Unioun, dat virun Irland mat 234 a Schweden mat 41.

Well Lëtzebuerg eben eng Virreiderroll op deem Gebitt do vun de Réassurancen ageholl huet, hunn eis Leit och aktiv an der Elaboratioun vun dëser Direktiv matgewierkt. Mat der Transpositioun vun dëser Direktiv kritt Lëtzebuerg en interessante legislative Kader, deen et erlabe wäert weider Réassurancen op Lëtzebuerg ze zéien; op jidde Fall déi Hoffnung soll bestoen, notamment och aus Drëttlänner, déi hiren europäesche Siège zu Lëtzebuerg usiedele wëllen.

Et sief och gesot, datt et wichteg ass, datt déi Direktiv kënnt, well um europäesche Plang d'Feele vun enger reglementéierter Surveillance an d'Coexistéiere vu verschiddene Systemer an der Europäescher Unioun d'Entreprisen, déi hei an deem Secteur täteg sinn, veronséchert huet. Dat huet zu Schwieregkeeten am Marché intérieur, schwéierfällegen administrative Weeër a finalement zu enger Schwächung vun der Europäescher Unioun bei internationalen Négociatiounen am Commerce gefouert.

De Rapporteur, de Michel Wolter, huet am Detail d'Implicatioune vun der Transpositioun vun dëser Direktiv duergestallt. Félicitations au rapporteur bleift do just ze soen. Ech wëll nach op een Aspekt aus dem Avis vum Conseil d'État agoen, dee jo och schonn hei vum Rapporteur développéiert ginn ass.

Am Avis vum Conseil d'État vum 23. Oktober 2007 huet de Conseil d'État sech gefrot inwiefern de Pouvoir vum Commissariat aux assurances, seng eege Reglementer ze sanktionéieren, net géint d'Dispositioun vun der Convention européenne des droits de l'Homme verstéisst. Hie war der Meenung, datt an deem Mooss, wou ëmmer méi administrativ Autoritéiten de Pouvoir kréien, Sanktiounen ze ergräifen, am Zesummenhang mat Regelen, déi si awer selwer diktéieren, sech ëmmer méi de Problem stellt vun enger Confusioun vu Juge et Partie.

D'Finanzkommissioun war dann och der Meenung, datt dëst e grondsätzleche Problem duerstellt, deen iwwert de Kader vun dësem Gesetz erausgeet. Si huet d'Regierung opgefuerdert eng gesamt Léisung ze definéieren, déi sech op all betraffe Verwaltungen applizéiere géif.

D'DP-Fraktioun schléisst sech deem dote Wonsch vun der Kommissioun un an ass der Meenung, datt an deem Zesummenhang d'Regierung och d'Incompatibilitéiten definéiere soll, déi sech opdränge fir d'Beamte vun de Kontroll- an Iwwerwaachungsverwaltungen, dat am Sënn vun der Transparenz, vum Vermeide vum Conflit d'intérêts a vum Problem vum Contrôleur contrôlé a vun enger schlechthi vun enger gudder Gouvernance.

Mat deem dote Wonsch géif ech dann Iech wëlle matdeelen, datt d'DP-Fraktioun deem dote Projet de loi zoustëmme kann.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Meisch. Den honorabelen Här Negri huet d'Wuert.

M. Roger Negri *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll dem Rapporteur Michel Wolter Merci soe fir säin exzellente schrëftlechen a mëndleche Rapport. Lëtzebuerg hat op dem 31. Dezember 2006 262 Entreprisen, dat ass dee gréisste Marché an der Réckversécherung an Europa, virun Irland, Schweden an der Schwäiz.

Et war um internationale Marché e gewëssenen Drock, eng gewëssen Approche „captives" entstan virun der Transpositioun vun der Direktiv Réassurance hei zu Lëtzebuerg.

Dëse Projet erlaabt et der Lëtzebuerger Industrie, op deem Secteur hir Positioun ze confirméieren, an dofir war et gutt, dass d'Finanzkommissioun an hire Rapporteur hei séier reagéiert hunn. An deem Kader huet och schonn dee gréisste Grupp am Secteur décidéiert fir hiren europäesche Quartier général hei zu Lëtzebuerg ze etabléieren. Dëse Projet de loi ass deemno ekonomesch ganz wichteg fir de Standuert Lëtzebuerg, an domat ginn ech den Accord vu menger Fraktioun.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Negri. Den Här Henckes.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Här President, fir d'éischt meng Félicitatiounen un de Rapporteur, deen hei d'ganz Problematik an d'Importenz och vum Assurancësecteur an deem vun de Réassurancen ervirgestrach huet. Mä noch, wann een en importenten Assurancen- a Réassurancësecteur huet, da bedeit dat och, datt déi Kontrollinstanz muss kontrolléieren an deen Ablack och hei oppasse muss, datt näischt schifgeet. Si kann natierlech dobäi verschidde Feeler maachen. An d'Fro, déi sech deen Ablack stellt, an dat war ee vun den Haaptpunkten an der Debatt, dat ass ze kucken, ob een deen Ablack d'Responsabilitéit vum Kommissariat, wat en Etablissement public ass, e bësse limitéiert oder guer net limitéiert.

D'Debatt ass dorëms gaang, ob een, wéi de Gesetzesprojet et am Ufank virgesinn hat, eng Faute lourde virgesäit, wat bedeit, datt deen, deen eng Plainte mécht, souzesoe ganz wéineg Chancen huet, fir duerchzekommen. D'Alternativ wier déi, fir op Faute grave zréckzegoen, wéi et bis elo de Fall war.

Mä et gëtt nach eng drëtt Alternativ, a fir déi wiere mir als ADR éischter, dat ass fir ze soen, datt den Etablissement public, déi Notioun misst gewiesselt ginn, well doduerjer ass de Stat responsabel a wann et eng Kéier zu enger gréisserer Aktioun kënnt, da wier deen Ablack de lëtzebuergesche Stat fir enorm Montanten oder kéint e fir enorm Montantë responsabel erkläert ginn.

Et ass ee Wee eraus aus där Geschicht, wou een deenen zwee kéint entgéintkommen, dat ass, datt een dorauser eng A.s.b.l. mécht oder soss eng Form sicht, wéi et am Ausland notamment de Fall ass, wou et net onbedéngt en Etablissement public ass, wou et net en Organ vum Stat ass. Dat ass desto méi richteg, wann ee gesäit, datt d'Personal jo och vu Contributioune vun deenen eenzelne Membere bezuelt gëtt.

Dofir ass dat eng Pist, wou ech frou wier, wann d'Regierung déi och analyséiere géif a kucke géif, ob dat net dee beschte Wee wier fir aus der Problematik, déi gestallt ass, erauszekommen.

Dat gesot, wäerte mir dëse Projet stëmmen.

M. le Président.- Domat ass d'Debatt ofgeschloss. Den Här Minister Luc Frieden huet d'Wuert.

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget*.- Jo, Här President, ech géif fir d'éischt wëllen dem honorabelen Här Wolter Merci soe fir säi Rapport, gradesou wéi deene Kolleegen, déi dozou intervenéiert hunn. Ech mengen den Här Wolter als Spezialist vun där Matière ass an all déi Detailer agaangen, ech géif dat net nach eng Kéier hei wëlle maachen.

Ech géif wëllen op déi zwee Punkten eng Reaktioun vun der Regierung ginn, déi opgeworf gi sinn an déi anscheinend jo och nach e Bréif un eis Attentioun nokréien. Deen een, dat ass dee vum Recht vun den administrativen Autoritéiten oder Kontrollautoritéiten, fir Sanktiounen auszeschwätzen.

Ech wëll hei ausdrécklech soen, datt ech net d'Meenung vum Conseil d'État deelen, datt dat, esou wéi mir dat virgesinn hunn, am Konflikt géif stoe mat der europäescher Mënscherechtskonventioun. Et ass esou, datt et och opgrond vun eiser Verfassung, déi jo an deem Kontext iwwregens geännert ginn ass, virgesinn ass, datt Etablissements publics wéi och Autoritéiten, zum Beispill bei verschiddene liberale Beruffer, d'Recht hunn allgemeng gülteg Regelen ze edictéieren a fir d'Anhale vun deene Regelen och Sanktiounen administrativer Natur auszeschwätzen. A selbstverständlech - an dat ass de Grond vun der Referenz op d'europäesch Mënscherechtskonventioun - muss et e Recours gi virun engem onofhängege Geriicht géint esou Sanktiounen, déi ausgesprach ginn. An dat ass bei Sanctions administratives selbstverständlech, wéi d'Chamber weess, d'Verwaltungsgeriicht an éischter Instanz an an zweeter Instanz.

Duerfir mengen ech, datt déi Method, wéi mer se virgesinn an dësem Gesetz, konform ass zur Verfassung a konform ass zur europäescher Mënscherechtskonventioun. Selbstverständlech kann een eng méi breet Debatt driwwer féieren, ob een alles soll bei den Ordre judiciaire maachen an alles pénaliséieren, oder ob et net eng gutt Ursaach gëtt, fir en Deel am administrative Recht mat deene Recoursméiglechkeeten ze halen. Ech hunn eng Tendenz ze soen: Et ass gutt, datt mer eng Rei Saachen am administrative Recht hunn. Och grad duerfir war d'Verfassung vun dëser Chamber geännert ginn. Mä doriwwer kënne mer nach eng Kéier schwätzen.

Dat zweet: D'Problematik vun der Dimensioun vun der Responsabilitéit vum Stat a vun den Iwwerwaachungsbehörden. Dat ass keng nei Problematik. Ech erënneren un d'Problematik, déi mer haten am Gesetz iwwert d'Surveillance vum Secteur financier am Kontext vun der Kris ronderëm d'BCCI virun enger ganzer Rei vu Joren. Och deemools hu sech déi Froe gestallt. Ech mengen, datt et ëmmer d'Fro ass, ob de Stat ka fir déi Iwwerwaachung, déi e mécht, och ouni Grenze responsabel gehale ginn.

Et musse Grenze ginn, well d'Iwwerwaachung ass net eleng déi vum Stat. Et ass och eng vun enger Rei aneren Autoritéiten, déi do intervenéieren, notamment d'Réviseur-d'entreprisen. Ech mengen, datt mer dës Problematik nach eng Kéier solle kucken, virun allem och am Liicht vun deem, wat eis Nopeschlänner maachen. Net nëmmen dat eent Nopeschland, wat och an Ärem Rapport zitéiert ass, mä generell Nopeschlänner. Da sinn ech bereet dat ze kucken. Mä ech géif dat net liichtfankeg änneren. Et muss eng Responsabilitéit beim Stat bleiwen. Se dierf net onendlech sinn.

Zum Schluss mäi Merci un d'Parlament, datt Der dëse Projet esou séier hei am Parlament an op eng professionell Aart a Weis gekuckt hutt. Wéi verschidde Virriedner gesot hunn, mierkt een hei, datt d'Politik eng direkt Influenz huet op d'Ekonomie, well duerch d'Stëmme vun dësem Gesetz, duerch d'Transpositioun vun dëser Direktiv, kënnt effektiv schonn an deenen nächsten Deeg Swiss Re op Lëtzebuerg.

Dat heescht, déi Décisioun hat ech dësem Parlament annoncéiert virun e puer Méint. Et war hei am Parlament, wou ech dat fir d'éischt matgedeelt hunn. Hei entstinn nei Aarbechtsplazen, net nëmmen déi vun där Firma, hoffentlech och nach anerer duerno. Duerfir sinn ech frou, am Numm vun der Regierung, fir kënnen dee breeden Accord festzestellen, dee sech hei fir politesch Moossnamen en faveur vun der Finanzplaz a besonnesch och dem Assurancësecteur erginn.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen zum Vote.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5741 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Lucien Thiel), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Ben Fayot), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Romain Schneider), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner (par M. John Castegnaro) et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par Mme Anne Brasseur), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Félix Braz), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, domat komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, de Projet de loi iwwert d'Procédure de saisie immobilière conservatoire en matière pénale. Rapportrice ass déi honorabel Madame Doerner. Si huet d'Wuert elo.

5. 5527 - Projet de loi ayant pour objet de réglementer la procédure de saisie immobilière conservatoire en matière pénale et de modifier certaines dispositions:

- du Code d'instruction criminelle,

- de la loi modifiée du 25 septembre 1905 sur la transcription des droits réels immobiliers

Rapport de la Commission juridique

Mme Christine Doerner *(CSV), rapportrice*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Korruptioun, Geldwäscherei, Abus de biens sociaux, sinn haut oft grenziwwerschreidend a bidden enorm héije Profit. Déi beschte Method, fir hei virzegoen, ass den Zougrëff op d'finanziell Basis, déi mat ganz grousser Wahrscheinlechkeet illegal verdéngt ginn ass.

Lëtzebuerg huet an deene leschte Joren eng ganz Rei vun internationale Konventioune ratifizéiert, déi am Hibléck op eng eventuell spéider Konfiskatioun, d'Saisie sougutt op beweglech wéi onbeweglech Gidder zu Sécherungszwecker virgesinn. Opgrond vun engem allgemengen Text - dat ass den Artikel 66 vum Code d'instruction criminelle - huet de Lëtzebuerger Untersuchungsriichter zwar eng gesetzlech Grondlag fir d'Immobilië preventiv ze saiséieren, mä contrairement zum Ausland hu mir keng spezifesch Prozedur an dëser ganz delikater Matière. D'Zil vun dësem Projet ass dës juristesch Onsécherheet ze ëmgoen, andeems mir klipp a kloer d'Saisie immobilière conservatoire au pénal regelen.

Wat ass eng Saisie immobilière a wie ka se ordonnéieren? Et ass eng pur Sécherungsmoossnam. Den Ugeklote bleift de Besëtzer, mä säin Eegentumsrecht gëtt ageschränkt. De Stat hält sech esou eng Sécherheet, fir de Fall wou de Strofriichter dës Saisie géif an eng Konfiskatioun ëmsetzen.

Dëse Projet huet zwee Voleten. Fir d'alleréischt e strofrechtlechen. Dat wëllt soen, d'Saisie immobilière de principe gëtt am Artikel 66 vum Code d'instruction criminelle agefouert. Mä dëse Projet huet awer och nach en zweete Volet, an zwar en administrativen. D'Gesetz vun 1905 iwwert d'Transkriptioun vun den Immobiliarrechter gëtt erweidert.

Zum éischte Volet ass ze soen, dass dëse Projet sech gréisstendeels um belschen Text vun 1990 orientéiert, an dass de

Conseil d'Etat hei zwee exzellent Avisë geschriwwen huet. Eis Kommissioun huet déi meeschte Punkte vun dësen Avisen ugeholl.

Contrairement zum belschen Text, soll hei zu Lëtzebuerg nëmmen en Untersuchungsriichter d'Méiglechkeet kréien, fir eng Saisie immobilière ze ordonnéieren. Seng Ordonnance muss folgend Mentiounen enthalen: fir d'alleréischt d'Ëmstänn an d'Grënn, déi eng Saisie géife justifiéieren; selbstverständlech eng exakt Kadasterbezeechnung vun der Propriétéit; awer och genau Donnéeën iwwert d'Identitéit vum Propriétaire.

Dës Ordonnance gëtt fir d'éischt dem Parquet kommunizéiert an dann dem Propriétaire zougestallt. Wann dee sech awer elo géif am Ausland befannen, da gëtt d'Ordonnance afichéiert op sengem Grondstéck. Dat ass d'Equivalence zu enger Zoustellung.

Parallell ass et ganz wichteg ze soen, dass dës Ordonnance awer och dem Conservateur vun den Hypothéiken notifiéiert muss ginn. Eng strofrechtlech Immobiliësaisie ouni Publizitéit am Grondbuch hätt seng Wierksamkeet verluer a wär Drëttparteien net opposabel. Aus dësen Ursaachen eraus muss dëse Projet och am Gesetz vun 1905 iwwert d'Androe vun den Immobiliarrechter am Livre foncier complétéieren.

Domadder ass de besonnesche Schutz vum Ugekloten, mä awer haaptsächlech och vun interesséierten Drëttpersounen assuréiert. Fir d'alleréischt si sämtlech Recoursen en annulation méiglech a virgesinn. Wann den Ugekloten nëmmen e Brochdeel an engem Immeuble huet, kann de Stat och nëmmen eleng dës Quote-part saiséieren.

A selbstverständlech ass dës Saisie Drëtten eréischt opposabel nodeem se am Hypothéikebureau déposéiert ginn ass. De Conservateur ass gehalen déi respektiv Mentiounen entweder iwwert d'Saisie, iwwert d'Main-levée respektiv iwwert d'Annulatioun an der Case hypothécaire vum Grondstéck anzedroen. Keen Enregistrement ass hei geschëllt.

Op den Avis hi vum Statsrot huet d'Kommissioun décidéiert de Paragraph 4 vum Artikel 66-1.- ze sträichen. An zwar aus dem Grond eraus, well technesch Froen, wat de Rang vun den Hypothéike betrëfft, net an engem Code d'instruction criminelle kënne geléist ginn. Doduerch gëtt selbstverständlech och eng aner Numérotatioun vun dësem Artikel fälleg.

Da kann ee sech d'Fro stelle wéi laang dës Saisie gülteg ass. Contrairement zum belschen Text, mä awer och zum Avis vum Conseil d'État, deen d'Gültegkeet wollt op fënnef Joer festleeën, huet d'Kommissioun den initialen Text ugeholl. An zwar: D'Saisie ass rechtskräfteg vum Dag vun der Transkriptioun u bis zwee Méint nodeems d'Uerteel, dat d'Konfiskatioun géif sprie-chen, rechtskräfteg ginn ass. Dësen Délai vun zwee Méint soll d'Kontinuitéit assuréieren zwëschent der Saisie an der eventueller Konfiskatioun. Et soll selbstverständlech de Vide juridique verhënneren, dee kéint entstoe wann d'Saisie conservatoire géif opgeléist ginn an d'Konfiskatioun nach net iwwerdroe wär.

Et geet aus enger exzellenter Note technique vum Ministère de la Justice ervir, dass ee muss räsonnabel Délaie virgesi fir d'Uerteel vun enger Konfiskatioun anzeschreiwen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dëse Projet ass noutwendeg. Fir d'éischt am Kader vun der internationaler Kooperatioun géint d'Verbriechen. Mä och am Uschloss op d'Gesetz iwwert d'Konfiskatioun, d'Restitutioun an d'Exequatur vum 1. Juli 2007, mä awer och nom Motto: „Verbrieche soll sech net lounen". Aus deenen Ursaachen eraus kënne mir dëse Projet stëmmen. Ech ginn och den Accord vu menger Fraktioun.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech denken, Madame Rapportrice, dass déi aner Fraktioune mat den Ausféierungen d'accord sinn an dem Projet hiren Appui ginn, an d'Regierung souwisou.

(Hilarité)

Duerfir géif ech proposéieren, dass mer direkt zum Vote vun dësem Projet kéimen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5527, Här Minister, ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen, bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Romain Schneider), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Roger Negri), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner (par M. Ben Fayot) et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par Mme Colette Flesch), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch (par Mme Anne Brasseur) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par M. Henri Kox), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen zum Projet de loi 5659, eng UNO-Konventioun iwwert d'Bekämpfung vun der Kriminalitéit. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Patrick Santer. Här Santer.

6. 5659 - Projet de loi portant approbation de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, adoptée par l'Assemblée Générale des Nations Unies à New York, le 15 novembre 2000

Rapport de la Commission juridique

M. Patrick Santer *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Objet vum Projet de loi 5659 ass d'Approbatioun vun enger UNO-Konventioun géint déi grenziwwerschreidend organiséiert Kriminalitéit. Dës Konventioun ass de 15. November 2000 op enger symbolträchteger Plaz ënnerschriwwe ginn, an zwar am Justizpalais vu Palermo a Sizilien.

Plusieurs voix.- Aaahhh!

M. Patrick Santer *(CSV), rapporteur.*- Wann ee vun organiséierter Kriminalitéit schwätzt, dann nach e Symbol zu Palermo: De Flughafen zu Palermo huet den Numm vu Falcone Borsellino. Dat sinn déi zwee Untersuchungsriichteren, déi 1992 vun der Mafia do op grausaamst Aart a Weis ëmbruecht gi sinn.

Et ass, Här President, déi éischt weltwäit gülteg Konventioun, déi déi organiséiert Kriminalitéit a senger Globalitéit ëmfaasst, a sech net nëmmen op verschidde limitéiert Aspekter beschränkt. Esou gesäit d'Konventioun vir, datt déi Staten, déi se ratifizéiert hunn, eng gewëssen Unzuel vun Infractioune mussen an hirer Gesetzgebung festhalen; wéi d'Korruptioun, de Blanchiment, d'Association de malfaiteurs. D'Konventioun leet och Exigencë vir, wat déi strofrechtlech Prozedur ugeet.

(Interruption par le Président)

Hei kann een d'Entraide judiciaire, d'Extraditioun, d'Konfiskatioun an d'Équipe commune d'enquête ervirhiewen.

Eis Gesetzgebung dréit wäitestgoend de Fuerderunge vun der UNO-Konventioun Rechnung. Op verschiddene klenge Punkten, wéi der Responsabilité pénale des personnes morales, ass nach e Projet de loi ënnerwee. Mä Fakt ass, datt mer dës Konventioun kënnen hei approuvéieren an duerno ratifizéieren, ouni weider Ännerungen an eisem Code pénal oder Code d'instruction criminelle.

De Procureur général d'État fungéiert als Autorité de réception oder de transmission am Kader vun Demanden, déi un déi lëtzebuergesch Justizautoritéite gestallt ginn, oder vun de Lëtzebuerger Justizautoritéite bei auslännesche Kolleege gemaach ginn.

De Projet de loi gesäit och vir wéi déi Konventioun mat eiser Gesetzgebung unzewende wier.

Schlussendlech hu mer en Amendement ugeholl, deen och vum Statsrot ugeholl ginn ass, fir de Projet de loi där am Kader vum Gesetz vum 1. August 2007 nei strukturéierter Konfiskatioun unzepassen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, grenziwwerschreidend Kriminalitéit verlaangt eng enk Kooperatioun zwëschent Justizautoritéiten. Déi organiséiert Kriminalitéit, déi sech a verschiddene Staten als Stat am Stat entwéckelt huet, ass, wann net ëmmer, eng Gefor, dacks awer eng Erausfuerderung fir de Rechtsstat. Duerfir ass den Objet vun der UNO-Konventioun, déi bis elo vun 137 Länner ratifizéiert a vun 147 ënnerschriwwe gouf, wichteg a richteg. L'Union fait la force, soe se an der Belsch.

Här President, mir däerfen d'Kriminalitéit net nëmmen am Kader vun der Europäescher Unioun upaken.

(Interruption)

Dës Konventioun ass en éischte Schrëtt a Richtung vun enger globaler Bekämpfung vun der weltwäit organiséierter Kriminalitéit. Et kann een zwar just bemängelen, datt een huet misse bis de 15. November 2000 waarden, bis datt déi Konventioun, genannt „Convention de Palerme", ënnerschriwwe ginn ass, wat ee vläicht kéint e bësse spéit ugesinn. Mä mieux vaut tard que jamais!

Et sinn nach dräi Protokoller zu dëser Konventioun. Do ass de Projet de loi d'approbation en cours d'élaboration am Justizministère. De Statsrot war mam Projet de loi a mat eisem Amendement averstanen. D'Kommissioun war och averstanen. D'CSV-Fraktioun ass et och, an ech och.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur. Ech gesinn, datt och déi aner Fraktiounen, grad wéi d'CSV-Fraktioun, dësem Projet zoustëmmen. Dofir géif ech lech proposéieren, dass mer elo géifen iwwert dëse Projet de loi ofstëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Och de Projet de loi 5659 ass mat 58 Jo-Stëmme bei kenger Géigestëmm a kenger Abstentioun ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par Mme Martine Stein-Mergen), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. John Castegnaro), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Fernand Diederich), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner (par M. Romain Schneider) et Mme Vera Spautz (par M. Roger Negri);

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par Mme Colette Flesch), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par M. Félix Braz), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen elo zur Motioun vum honorabelen Här Braz. Den Här Braz huet d'Wuert.

7. Motion de M. Félix Braz relative au mariage de couples homosexuels

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG), auteur.*- Merci, Här President. Mir hunn den 10. Juli eng Motioun an der Chamber déposéiert, opgrond vun enger Ausso, déi de Premier de 6. Juli gemaach huet op enger Pressekonferenz uschléissend un de Regierungsrot vum selwechten Dag, wou hie sech geäussert huet an d'Richtung, datt hien der Meenung wier, et misst een de Mariage civil fir homosexuell Koppelen opmaachen.

Mir hu gemengt esou eng Ausso dierft net ouni Suitë bleiwen, well mer der Meenung sinn, dass e Premier net einfach ka just seng privat Meenung zum Beschte ginn. Scho guer net an deem Kontext, an deem hien dat och gesot huet, nämlech am Pressebriefing uschléissend un de Regierungsrot. Mir hunn dofir eng Motioun hei déposéiert gehat den 10. Juli - nach virun der Summervakanz -, wou mer d'Regierung opfuerdere sech zu där doter Fro als Gesamtregierung eng Meenung ze maachen.

Mir hunn du bei der Rentrée am Oktober nach eng Kéier op déi Motioun higewisen a gefrot, dass déi verwise gëtt an déi zouständeg Kommissioun. Et ass och eng Réunion jointe organiséiert gi vun der Familljekommissioun a vun der Commission juridique, wou iwwert déi dote Fro diskutéiert ginn ass. De Constat, de Bilan, dee mir dovunner zéien, ass deen, dass d'Regierung am Moment dem Premier seng Meenung net deelt. Dass also de Premier eng Meenung ageholl huet, an dass hien effektiv am Moment mat där doter Meenung an der Regierung keng Ënnerstëtzung huet.

D'Regierung huet sech an där Kommissioun de 17. Oktober bei där Sitzung an deem Sënn geäussert, vertrueden duerch den Här Frieden an duerch d'Madame Jacobs, datt se der Meenung wieren, dass een déi Fro, ob een de Mariage civil fir homosexuell Koppele soll opmaachen, net kéint tranchéieren, ier d'Fro vun den Adoptiounen tranchéiert wär, an dass mer jo géife schaffen un engem neie Projet de loi fir d'Adoptiounsrecht, an dass do nëmmen déi Fro kéint tranchéiert ginn. Mir halen also fest, dass dat, wat de Premier de 6. Juli gesot huet, net vun der Regierung à ce stade ënnerstëtzt a gedroe gëtt.

Doropshi kënnt déi Motioun dann haut zréck op den Ordre du jour. Mir hunn da probéiert deem, wat an der Kommissioun diskutéiert ginn ass, Rechnung ze droen. Mir hunn am Konsens vun all de Fraktiounen eng Motioun preparéiert, déi och ënnerschriwwen ass vun de Kolleege Michel Wolter, Claude Meisch, Marc Angel a Gast Gibéryen vun der ADR.

Motion modifiée

La Chambre des Députés, considérant

- qu'en date du 6 juillet 2007, Monsieur le Premier Ministre s'est déclaré, à titre personnel, favorable à l'ouverture du mariage civil aux couples homosexuels dans un souci de non-discrimination à l'égard des personnes homosexuelles;

- qu'il résulte des discussions en date du 17 octobre 2007 entre les membres des commissions compétentes de la Chambre des Députés et les Ministres de la Famille et de la Justice qu'il y a nécessairement lieu d'examiner dans ce contexte les questions relatives à l'adoption d'enfants par des couples homosexuels;

- que le Gouvernement a sollicité à cet effet des avis consultatifs au Comité national d'éthique et à l'«Ombudscomité fir d'Rechter vum Kand»;

invite le Gouvernement

- à arrêter sa position en la matière après réception et analyse des avis desdits organes consultatifs et à trancher la question du mariage civil des couples homosexuels dans le cadre du futur projet de loi sur la réforme du régime de l'adoption.

(s.) Félix Braz, Marc Angel, Gast Gibéryen, Claude Meisch, Michel Wolter.

Déi hält fest, dass déi Fro vun der Ouverture vum Mariage civil op homosexuell Koppele soll tranchéiert ginn, nodeems d'Regierung déi Avisë schonn ugefrot huet beim ORK a beim Comité national d'éthique. Woubäi een zum Deel kann hannerfroen, ob de Comité national d'éthique sech mat esou enger Fro misst beschäftegen. Dat ass da wahrscheinlech eng Siichtweis, déi een drop huet. Mä si sinn ugefrot, a mir waarden dann déi zwee Avisen do of.

Mir sinn alleguerten zesummen der Meenung, nodeems déi Avisë virleien, dass een

dann och am Kader vum Projet de loi déi Fro vum Mariage civil homosexuel soll tranchéieren. Wuel net an deemselwechte Projet, dat missten dann aller Viraussiicht no zwee verschidde juristesch Instrumenter ginn, mä et soll awer an deem Kader do - esou steet et och an der Motioun - tranchéiert ginn. A wann ech dem Här Frieden seng Wierder nach gutt an Erënnerung hunn, dann huet hie sech an der Kommissioun de 17. Oktober an deem Sënn geäussert, dass mer awer wéilte probéiere bis zum Summer 2008 op där doter Fro een Text plus/minus kënne prett ze hunn.

Mir hunn also an deem Sënn eng Motioun preparéiert, déi der Diskussioun an der Kommissioun Rechnung dréit an déi, wéi gesot, vun de véier Fraktiounen a vun der Sensibilité politique ADR gedroe gëtt. A mir wäre frou, wann déi Motioun dann och hei an der Chamber kéint eng eestëmmeg Zoustëmmung fannen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Braz. Kënne mer direkt zum Vote komme vun der Motioun? Den Här Minister Frieden freet d'Wuert.

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*.- Här President, opgrond vun deenen Explikatiounen, déi den Här Braz elo grad nach ginn huet, géif ech nach wëllen eng Kéier e puer Elementer komplettéieren.

Ech mengen, et ass ee fundamentaalt Recht vun all Member vun der Regierung, an dofir och selbstverständlech vun deem, deen d'Regierung presidéiert, fir zu engem Sujet, zu deem d'Regierung sech als Ganzt nach net ausgeschwat huet, och seng Meenung ze soen. An dofir, mengen ech, ass et net eng Kontradiktioun tëschent deem, wat de Premierminister gesot huet, wat hien iwwregens vill méi nuancéiert gesot huet, wéi dat och hei erëm eng Kéier rappeléiert ginn ass, an deem, wat an där Motioun steet.

Ech wëll hei nach eng Kéier drop hiweisen, datt an där Pressekonferenz vum 6. Juli de Statsminister eng Referenz gemaach huet op d'Folleg vun esou enger Décisioun, nämlech der Extensioun vum Mariage op déi Homosexuell. Hien huet wuertwiertlech gesot: „(...) well dat och an der Folleg d'Beäntwertung vun anere Froen, notamment d'Adoptiounsrecht vun homosexuelle Koppelen zur Konsequenz huet, wou ech mat mir selwer net eens sinn, wat een do soll maachen." De Statsminister huet also dat eent gesot betreffend de Mariage vun den Homosexuellen, zugläich awer och op d'Konsequenzelementer higewisen.

Ech wëll dozou als Justizminister nach eng Kéier soen, datt ech, esou wéi an der Commission juridique, fest dovun iwwerzeegt sinn, datt een an engem Kontext vun Netdiskriminéierung selbstverständlech all déi Froen do mat muss kucken, an dass et an eisen Ae juristesch schwiereg, voire onméiglech ass d'Fro vum Mariage ouni déi vun der Adoptioun ze tranchéieren, op d'mannst juristesch!

An dat ass eng fundamental Nuance, déi ech hei géif wëlle mat erabréngen, an dofir ass d'Method fir virzegoen an eisen Aen net eng fir Zäit ze gewannen, mä mir mengen, datt een an där Fro vun der Adoptioun duerch homosexuell Koppelen, där ech, wéi ech an der Kommissioun scho gesot hunn, relativ retizent géigeniwwer stinn, muss nolauschtere wat och aner Organer soen. Déi kënnen der Regierung net d'Entscheedungselement ewechhuelen. Ech wëll dat hei ganz kloer soen! Mir ginn net déi Avisë froen, fir dann ze soen: Da kënnen déi entscheeden. Et ass un der Regierung an un dësem Parlament - a jiddfereen an dësem Parlament -, fir déi Entscheedung le moment venu ze huelen opgrond vun deenen Avisen. Mä mir menge mir mussen am Respekt, an der Toleranz vis-à-vis vu jiddferengem eis all déi Argumenter do ulauschteren.

Et ass ee Sujet, wou ech gären hätt, datt mer mat Verantwortungsgefill do eruginn. Et geet hei net drëm deem enge seng Meenung géint deem anere seng Meenung auszespillen, weder innerhalb vun der Regierung nach innerhalb vum Parlament. Et ass eng fundamental Fro, déi een a mengen Aen net einfach mam Logo „modern" oder „almoudesch" klasséiere kann, obschonns datt dat op verschiddene Pressekonferenzen esou beschriwwe ginn ass.

Et geet am Fong drëm, wat fir eng Objektiver, wat fir eng Ziler mer de Kanner haut fir mar mat op de Wee wëlle ginn. Et gëtt och net nëmmen d'Perspektiv vum Recht vun Elteren e Kand ze adoptéieren, et gëtt och, a vläicht virun allem, d'Recht vun de Kanner op eng gewësse Liewenssituatioun. A mir hätte gären, datt mer an där Diskussioun méi den Intérêt vun de Kanner nach kucken.

An ech sinn der Meenung, datt déi bis haut wéineg Plaz an där Debatt fonnt hunn, vläicht och well d'Kanner jo net zu dësem Sujet bis elo hir Meenung konnte soen. An dofir ass, mengen ech, grad d'Plaz vum Ombudscomité fir d'Rechter vum Kand eng gutt Plaz fir d'Meenungen oder d'Interesse vun de Kanner op divers Aart a Weis mat ze beliichten. An dofir, mengen ech, ass déi Démarche hei net, fir eppes ze verschieben, mä fir mat voller Verantwortung un dës extrem schwiereg Fro erunzegoen. Ech sinn op jidde Fall net bereet, fir hei am Hauruck-Verfahren ee Projet de loi ze schreiwen, deem seng Konsequenze mer haut nach net kënnen ofgesinn.

Dofir sinn ech frou, datt mer hei eng Motioun virleien hunn, déi d'Regierung zu eppes oprifft eréischt ze tranchéieren, wa mer emol nach méi Elementer um Dësch hunn. A mir wäerten eis dann, als ganz Regierung, dozou am Laf vum nächste Joer, wann dann déi Avisen do sinn, eng Meenung maachen, voire dee Sujet och an eng méi breet Debatt mat eraginn, déi an deene Joren duerno nach muss gefouert ginn.

Ech weise schlussendlech drop hin, Här President, datt vun de Länner vun der Europäescher Unioun der eréischt ganz ganz wéineg - nämlech dräi oder véier - déi international Adoptioun fir homosexuell Koppelen opgemaach hunn. An och d'Analys vun deene Länner, déi et bis elo gemaach hunn, an d'Schwieregkeeten, déi déi Länner domadder fonnt hunn, notamment Holland, sollte mer an där do Diskussioun mat abezéien. D'holläneesch Regierung huet een neie Rapport ugefrot iwwert déi dote Fro, an och dee wäerte mer a kierzester Zäit virleien hunn, an dee sollte mer dann och an der Chamber mat diskutéieren.

Mat deenen Nuancen a Reserven ass d'Regierung d'accord dës Motioun unzehuelen.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen dann zum Vote.

Kënne mer dës Motioun, déi vun allen ënnerschriwwen ass, par main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

Vote

Wien d'accord ass mat der Motioun, ass gebieden d'Hand an d'Luucht ze hiewen!

Voilà, ech gesinn, datt déi Motioun eestëmmeg ugeholl ass.

Domadder komme mer zum zweetleschte Punkt vun eisem Ordre du jour. Mir hunn elo d'Interpellatioun vum honorabelen Här Henckes iwwert d'Drogeproblematik.

Ech si frou, datt d'Zäit eis et erlaabt, honorabelen Här Interpellateur, datt mer déi Interpellatioun haut de Mëtteg nach evakuéiere kënnen. Voilà, den Här Henckes huet elo d'Wuert.

8. Interpellation de M. Jacques-Yves Henckes au sujet de la lutte contre le trafic illégal de drogues et du Plan d'actions Drogues (Drogenaktionsplan 2005-2008) de la Commission européenne

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR), interpellateur*.- Merci, Här President. Ech sinn och frou, datt mer dat nach kënnen diskutéieren, an dëst zu gudder Zäit.

Ech wëll mech konzentréieren a menger Interpellatioun op déi haart Drogen, an drop hiweisen, datt an de leschte Jore fir d'éischt den europäeschen Aktiounsplang géint d'Drogen elaboréiert ginn ass, datt dunn och en nationalen Aktiounsplang ausgeschafft ginn ass, an datt déi elo zur Halschent realiséiert sollte sinn.

Vill Hoffnungen, datt déi Mesuren, déi annoncéiert goufen, positiv Resultater bréngen, dat war dat, wat mer eis alleguerten erhofft haten, an datt de Konsum vun haarden Droge sech stabiliséiere géif, wann net souguer, datt e géif zréckgoen. Mä d'Zuelen, déi eis Joer fir Joer zoukommen, weisen aus, datt d'Drogepolitik net gräift an datt scho bal vun enger Faillite geschwat ka ginn. D'Situatioun gëtt vu Joer zu Joer méi schlëmm.

E puer Zuelen, fir den Ist-Zoustand ze beschreiwen a fir ze weise wéi d'Drogeproblematik evoluéiert hutt.

2007 läit déi offiziell Zuel vun Drogenofhängegen am Land bei ronn 4.900. 1994 waren et der nach 2.200, 2004: 3.600. D'Zuel vun de jonken Drogenofhängegen tëschent 13 a 16 Joer hëlt zou. Desgläiche wéi d'Zuel vun den HIV-Infizéierten an deenen, déi eng Hépatite B oder C hunn.

An de leschten zéng Joer ass d'Zuel vun den Heroinsprëtzen, déi verdeelt goufen, ëm 250% gestiegen a läit elo global bei 500.000 Sprëtzen d'Joer. Dat kann ee vläicht als positiv ugesinn, mä et weist awer och op eng Tendenz hin, déi geféierlech ass. 81% konsuméieren Heroin, 10% Kokain an 9% Cocktailen an Ähnleches.

Methadon a Subutex ginn a grousse Quantitéite geliwwert. 43% vun de Jonken hunn an engem Sondage vun 2004 gesot, datt et liicht wär fir Drogen an de Schoulen ze kréien. 73% fannen et liicht Drogen an Diskothéiken ze kréien.

Ee Volljunkie brauch eng 3.500 bis 4.000 Euro de Mount, fir d'Drogen ze bezuelen. Resultat: Beschafungskriminalitéit, Drogenhandel a Prostitutioun. D'Liewensëmstänn vun deene Jonken, déi manner wéi 25 Joer hunn, an déi doheem erausgeflu sinn oder fortgaange sinn, well déi Drogeproblematik an der Famill net méi ze erdroe war, sinn oft ganz dramatescher, well se keen RMG kréie kënnen. Eleng an der Stad gëtt geschat, datt esou eng 100 bis 200 Jonker iergendwéi musse kucken, fir owes ënnerdaach ze kommen.

De Käschtepunkt vun deem Ganzen, do ass ee frou, datt een eng etlech Donnéeë vum Statec kritt huet. Esou huet de Statec am Juli 2006 eng Statistik erausginn, datt d'Lëtzebuerger Haushalter all Joer 37,8 Milliounen Euro fir Drogen de toutes sortes - och där legaler - ausginn, an dat op enger Moyenne vun 1999 bis 2004.

De Käschtepunkt vun der Drogeproblematik fënnt een natierlech am Ministère de la Santé erëm, mä do muss een awer och d'Dépensë bäirechne vu Police, Geriicht, Prisong, Krankekeesen, Drogefong, RMG. Eleng an der Santé weisen d'Donnéeën aus, datt dat eng 0,11 bis 0,13% vum PIB ausmécht. Mä wann een alles zesummerechent, gëtt vun engem Käschtepunkt vun 2,5 bis 3% vun onsem PIB geschwat. Dat ass e ganz importente Volumen, e ganz importente Chiffer, wann ee gesäit, datt esou vill vun deem nationale Räichtum, dee geschafe gëtt, op eng Kéier an den Traitement vun Drogeproblemer muss investéiert ginn.

Um Niveau vun der Répressioun wëll ech ganz kloer ee Punkt soen. Dat ass, datt mir géint d'Legaliséierung vum Cannabis sinn. Et besteet awer och d'Noutwendegkeet, fir um répressive Plang méi aktiv ze ginn. Och do gesäit een, datt d'Section des stupéfiants vun der Police judiciaire 15 Beamten huet, fir déi Aufgab unzegoen, plus déi eenzel Leit, déi an de Sections locales de recherche sinn. Déi Zuel vu 15 Beamten ass an zéng Joer net gestiegen. Dofir muss ee sech wonneren, datt déiselwecht Zäit awer vu Säite vun der Regierung a vun der Police 20 Polizisten agesat ginn, fir d'Bild vun der Police duerzestellen. An dat Bild ass falsch! Anstatt Polizisten anzestellen, déi um Terrain schaffen, gi Polizisten agestallt fir den administrative Waasserkapp, dee lues a lues amgaangen ass ze entstoen.

Mir verlaangen als ADR, datt d'Regierung higeet an déi Section des stupéfiants an och de Kommissariat an der Stad Lëtzebuerg mat Personal opstockt, statt wéi an der Stad souguer och nach ze reduzéieren. Dat entweder iwwert Transferten oder iwwer nei Astellungen. Mä et ass d'Noutwendegkeet, datt een agéiert. Et brauch een nuren un déi véier, fënnef Iwwerfäll virun e puer Deeg, déi op der Gare geschitt sinn, ze erënneren. Do muss preventiv méi kënne geschafft ginn.

D'Strofe si keng Ofschreckung méi hei zu Lëtzebuerg. Well ganz oft vill ze vill Circonstance-atténuantë gesprach ginn. Et gesäit een och, datt a Frankräich, Belgien, Däitschland a Lëtzebuerg ënnerschiddlech Strofe virgesi si fir déi eenzel Delikter. D'Europäesch Kommissioun an den europäeschen Aktiounsplang huet virgesinn, datt do sollt eng Koordinatioun geschéien, datt do sollten déi eenzel Länner versichen, fir sech openeen ofzestëmmen. Et kann dach net esou sinn, datt a Frankräich den Drogentrafic am stäerkste bestrooft gëtt, an datt deen Ablack de ganzen Drogenhandel eriwwergeet an d'Belsch, wou et vill méi liicht ass esou eppes duerchzezéien.

Drogenhandel: E groussen Deel vun den Händler sinn Demandeurs d'asile. Dat waren déi Statistiken, déi mer aus dem Ministère de la Justice kritt hunn. Ech wollt d'Regierung froen: Wivill där Leit sinn dann elo finalement am Prisong, déi mam Drogenhandel a Verbindung gestallt sinn? Et gëtt vun e puer Honnert geschwat. Ech mengen, dat ass d'Resultat vun enger falscher Asylpolitik, déi während de leschte Jore gemaach ginn ass. Dat neit Asylgesetz koum ze spéit.

Wat mer begréissen, dat ass e Gesetz iwwert d'Infiltratioun vu Beamten. Ech mengen, dat ass eng gutt Initiativ, mä ech wëll awer och drop hiweisen, datt d'ADR dëst Gesetz schonn zënter Jore gefuerdert huet, well et deen eenzege Moyen oder deen effikasste Moyen ass ganz oft, fir kënnen de ganzen Drogesystem duerchzekucken.

Am Prisong hu mer eng particulär Situatioun. Et ass do, wou d'Drogekonsumenten, déi och Délinquantë sinn, an d'Drogenhändler zesummen an enger Lokalitéit sinn. Do muss ee soen, datt den Drogenhandel an den Drogekonsum am Prisong geféierlech Ausmoossen huet. Déi genee Zuelen, wéi héich dat ass, do variéiert et all Kéiers wann ee mam zoustännegen Direkter schwätzt. 2001 huet hie gesot 80% vun de Leit, déi am Prisong wieren, wieren drogenofhängeg. Elo kierzlech gëtt nure méi vu 400 geschwat. Dat wieren also ronn 50% vun de Prisonnéier.

Mä et gesäit een, datt an all deene Jore ganz wéineg Saisië vun Droge waren. Am Joer 2006 op eng parlamentaresch Ufro vum Här Bettel huet den zoustännege Minister geäntwert, datt am Ganze 5,6 Gramm Heroin saiséiert gi wieren. Mir hunn dunn an der Commission juridique drop higewise wéi dann d'Drogen an de Prisong erakommen. A mir hu ganz prezis Beispiller ginn. D'Resultat huet och gewisen, datt elo virun zéng Deeg eng Saisie konnt gemaach gi vu 60 Gramm Heroin. Dat heescht, dat Zéngfacht vun deemols. Do gesäit een, datt also d'Noutwendegkeet do ass fir eppes ze ënnerhuelen.

D'Gardienë ginn elenggelooss mat der Problematik. Déi eng soen: Wann d'Prisonnéier Drogen huelen, wa se bedämpt sinn, da si se roueg. An déi aner wiere sech géint déi Situatioun. Et ass keng kloer Linn. Ech hätt gären, datt d'Regierung hei eng kloer Linn seet, datt den Drogenhandel am Prisong net däerf toleréiert ginn, datt do eng Zirkulär erausgeet, wéi dat an den anere Länner ass, an datt och d'Gardienen eng Formatioun kréie fir bei Fouillen, fir bei de Leit, déi erakommen, datt se do equipéiert ginn, och fir dat duerchzezéien, anstatt datt se elo just d'Leit cibléiere mat engem Metalldetekter. Dat kënne keng Resultater ginn.

Une voix.- Hutt Der näischt zur Riedezäit ze soen?

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR), interpellateur*.- Ech hunn 20 Minutten.

(Interruption)

M. le Président.- Entschëllegt, et ass en Iertum virkomm.

(Interruption)

D'Riedezäit ass agestallt op déi Zäit,...

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Hei steet et. Dir hat eng Geleeënheet verpasst.

M. le Président.- ...déi d'ADR zur Verfügung huet. Den Interpellant huet 20 Minutten. Et ass en Iertum um Schierm.

Une voix.- Merci, Här President.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR), interpellateur*.- Voilà! Gesitt Der, elo ass et kloer.

Et gesäit een, datt mer am Prisong eng etlech Drogendoudeger hunn. Ee vun deene Problemer, dat ass datt keng Koordinatioun besteet tëschent deenen eenzelne medezinesche Servicer an der Police. Heiansdo gesäit een, datt wa Resultater vun Analysen an Autopsië kommen, datt déi da bei der Police sinn, mä datt déi eenzel Dokteren net doriwwer informéiert sinn. Weider ginn och nach ganz oft Medikamenter verschriwwe vu privaten Dokteren ausserhalb vum Prisong, déi näischt direkt mam Prisong ze dinn hunn, mä déi eenzel Prisonnéier concernéieren. Do muss also och gekuckt ginn, fir datt déi Situatioun nei diskutéiert gëtt, datt do déi eenzel Leit, déi eenzel Acteuren zesummeschaffen, an datt ee kann iwwert de Wee vu Krankendossiere méi Sécherheet erabréngen.

D'Kontroll, wéi d'Drogen erakommen. Wann ee gesäit oder unhëlt, datt 400 Leit am Prisong drogéiert sinn, a wann een unhëlt, datt och, wéi et am Rapport vum Justizminister heescht, nuren 12% vun de Leit Drogekonsumente si wa se an de Prisong erakommen, da gesäit een, datt den Drogenhandel am Prisong ganz important ass. All Kéiers wann een zu den Drogen erbäigefouert gëtt an e kënnt herno aus dem Prisong eraus, da kënnt Der sécher sinn,

datt e kuerz Zäit drop nees an der Drogekriminalitéit wäert landen. Et ass dee Cercle vicieux, dee mer mussen ënnerbannen.

D'Payementer vun den Droge geschéien iwwert Tëlefonskaarten. D'Liwwerunge ginn iwwer GSM a Satellitentëlefonen aus dem Prisong eraus organiséiert. De GSM-Emetteur ass esou staark, datt dat geet. Do verlaange mir, datt e soll méi schwaach geschalt ginn. Dat ass, datt en net méi duerch d'Mauere ka goen.

Mir verlaangen och datt d'Regierung systematesch eng Urinanalys mécht vun alle Prisonnéier, fir ze kucke wéi importent da wierklech de Phenomeen ass. Well mat deene Schätzungen, déi mer vu Säite vun der Regierung kréien, ass manifestement net vill ze schaffen. Da muss dorobber hin en Aktiounsplang ausgeschafft ginn, fir déi Problematik unzegoen. Well et ass wichteg, datt mer am Prisong alleguerten déi, déi drogenofhängeg sinn, an eng Spezialsectioun kënnen eraginn, an datt se sech obligatoresch mussen enger Drogentherapie ënnerwerfen, wa se vum Artikel 100 - dat heescht, vun der Réduction de peine - wëlle profitéieren.

Dat ass e System, dee ganz gutt a Schweden geet. E soll och hei zu Lëtzebuerg esou exercéiert kënne ginn.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Da wollt ech um Gebitt vun der Preventioun d'Fro stellen, wat dann d'Regierung bis elo op deem Gebitt gemaach huet, notamment do, wou et am néidegsten ass. Dat ass an de Schoulen. Ech erënnere mech, wéi ech als Student Kriminologie studéiert hunn, hat ech eng Kéier d'Geleeënheet fir an e Prisong ze goen, wou en Drogenofhängege keng Droge kritt huet a wou hien eng Kris gemaach huet. Wann een deene Jonke géif esou ee Film weisen, da wier ech zimlech sécher, datt dat ganz ofschreckend géif wierken. Well et ass ganz batter, wann ee gesäit wéi e Mënsch op eng Kéier total zum Déier gëtt, an dat einfach well hien net u seng Droge kënnt. Da gesinn déi eenzel Leit, wéi geféierlech et ass, wann ee bis eng Kéier op dee Wee do geet.

Mä dat Wichtegst ass awer och eng Fréierkennung. Dofir muss d'Personal - d'Enseignanten haaptsächlech - forméiert ginn, fir datt se, soubal dat bei engem Jonke festgestallt gëtt, deen Ablack déi néideg Hëllef intervenéieren. Och d'Eltere mussen d'Méiglechkeet hunn, fir sech ze informéieren. Do gëtt et leider, mat Ausnahm vun e puer A.s.b.l.en, kee Moyen, wou se sech kënnen informéieren. Si denken net ëmmer als Elteren drun, fir bei d'Jugend- an Drogenhëllef beispillsweis unzeruffen.

Da muss een an den Diskothéiken och kucken, datt systematesch blo Luuchte virgesi ginn an den Toiletten, fir datt do d'Venen net méi kënne fonnt ginn, wann ee sech wëllt Drogen asprëtzen.

D'Therapie. Här Gesondheetsminister, do sinn eng Honnert konkret Moossnamen, déi am EU-Strategiepabeier virgesi sinn. Eng etlech sinn och am nationalen Aktiounsplang virgesinn. Wou si mer do drun? Et soll ee Bilan intermédiaire gemaach ginn Enn 2007. Mir sinn elo Enn 2007, an ech wier also frou, wann d'Regierung vun dëser Geleeënheet kéint profitéieren, fir ons ze soe wou si mat hirem Aktiounsplang dru sinn. Well et huet een d'Impressioun, datt sech do munches net beweegt huet an datt eng etlech Dossieren nach en suspens sinn.

Da muss een ervirsträichen, datt deen Therapiezentrum zu Manternach eng Faillite totale ass. Mir hunn nach just 11%, wann een héichrechent a gutt rechent, wou déi Therapie e Succès ass. Bei 89% bréngt et guer näischt. D'Therapië ginn ofgebrach. Dofir menge mer och, datt misst do no Alternative gesicht ginn, andeem een notamment méi kleng Cerclë virgesäit a kuckt, fir do ze intervenéieren.

Mir mengen och, datt mer mussen op de Wee goe vun enger kontrolléierter Heroinofgab. Dat ass ee gudde Moyen fir alleguerten déi méi haart Drogenofhängeg, déi soss net aus dem Circuit erauskommen, a wou een deen Ablack ka Verschiddene Konditiounen opstellen, datt se sech engem Kontrakt ënnerwerfen, fir net ausserhalb vun der Therapie nach Drogen ze kafen. Dat ass eng Problematik, déi ons ganz wichteg schéngt, well mer soss déi haart Drogenofhängeg net méi kënnen an den normale Circuit mat erakréien.

Da wëll ech nach eng Kéier betounen, datt mer als ADR total géint eng Fixerstuff zu Bouneweg sinn, wou se bis elo an der Diskussioun steet. Et ass total onsënneg, fir just matzen an der Populatioun, do wou 60 Kanner wunnen, niewent enger Primärschoul an enger Spillschoul, en Drogenzentrum opzesetzen; wou een elo scho weess, datt 3.500 Visiten am Mount virgesi sinn. Et ginn alternativ Plazen. Mir haten dat déi leschte Kéier diskutéiert. Ech hoffen, datt d'Regierung mat der Stad Lëtzebuerg wäert op e gréngen Zweig kommen. Ech widderhuelen nach eng Kéier, datt deen ënneschten Deel vum Parking vun der CFL no bei der Bréck fir ons eng ideal Situatioun wier.

Da schéngt ons en anere Wee wichteg ze sinn, deen nach ganz wéineg Beachtung fonnt huet, wou mer net genuch Initiativen hunn, a wou mer haaptsächlech deene Jonken - dat heescht déi, déi manner wéi 25 Joer sinn - kéinte méi entgéinttrieden. Dat ass de System vu betreite Wunnengen. Do, wou mer betreit Wunnengen hunn, wou et fënnef bis siwen Drogenofhängeger gëtt, wou en Educateur sech drëm këmmert, do gesäit een, datt d'Populatioun dat akzeptéiert, datt dat duerchgeet an datt et mat ganz grousse Succès-Chancë verbonnen ass.

Dat sinn déi puer Iddien, déi ech hei wollt an deene Minutten, déi mer zur Verfügung stinn, ervirsträichen. Ech erlabe mer och an deem Kontext fënnef Motiounen ze déposéieren, déi dat nach eng Kéier résuméieren, wat ech hei gesot hunn, a wou déi eenzel Punkten dann detailléiert ginn.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que «à ce jour, le Grand-Duché ne dispose pas d'enquête représentative sur la prévalence de l'usage de drogues licites ou illicites en population générale» (Rapport RELIS 2006);

- considérant que les dépenses annuelles moyennes des ménages luxembourgeois pour la consommation de drogues sont évaluées à 37,8 million d'euros (Statec, juillet 2006);

- considérant que pour pouvoir agir efficacement contre le fléau des drogues et pour mieux cibler les actions, il y a lieu de disposer de données précises;

demande au Gouvernement

- de faire établir une enquête sur la prévalence de l'usage de drogues licites ou illicites en population générale.

(s.) Jacques-Yves Henckes, Gast Gibéryen, Jean-Pierre Koepp, Viviane Loschetter, Robert Mehlen.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- considérant qu'il y a lieu de prévoir un traitement spécifique pour personnes gravement dépendantes;

- considérant que la mise à disposition de drogues et notamment d'héroïne sous contrôle médical a fait la preuve de son efficacité à l'étranger;

- considérant que ce traitement doit être réservé à la population résidente et que les abus doivent être évités;

demande au Gouvernement

- de développer dans les meilleurs délais un projet de mise à disposition d'héroïne sous contrôle médical.

(s.) Jacques-Yves Henckes, Gast Gibéryen, Jean-Pierre Koepp, Viviane Loschetter, Robert Mehlen.

Motion 3

La Chambre des Députés,

- considérant que la prison est un lieu stratégique dans la guerre contre la drogue alors que les trafiquants et les consommateurs délinquants s'y retrouvent;

- considérant que le trafic et la consommation de drogues semblent avoir atteints des proportions alarmantes à la prison de Schrassig;

- considérant qu'il y a lieu de lutter contre l'importation de drogues en prison, de proposer des thérapies aux consommateurs délinquants et d'éviter que les prisonniers non consommateurs à l'entrée en prison se retrouvent consommateurs à la sortie;

- considérant que le trafic de drogues est organisé notamment via téléphone mobile, téléphone satellite et cartes téléphoniques;

- considérant qu'il n'existe actuellement aucune circulaire connue à l'intention du personnel de la prison de Schrassig quant à la manière de se comporter face à la consommation de drogues, qu'il n'existe aucune formation spécifique de détection de drogues lors de fouilles et de contrôle;

demande au Gouvernement

- de procéder à une enquête systématique auprès des prisonniers par le biais notamment d'analyses d'urines afin de déterminer l'importance effective des drogues en prison et de répéter cette analyse annuellement;

- de soumettre tous les consommateurs de drogues qui entendent bénéficier d'une réduction des peines sous les conditions de la loi à une thérapie et de prévoir une section spéciale à leur intention afin de les séparer des criminels de droit commun;

- d'élaborer un plan d'action visant à combattre efficacement l'importation et le trafic de drogues en prison;

- d'étudier la possibilité de réduire la capacité d'émission de l'émetteur de téléphonie mobile situé près de la prison d'actuellement 3 V/m à 0,000150 V/m.

(s.) Jacques-Yves Henckes, Gast Gibéryen, Jean-Pierre Koepp, Viviane Loschetter, Robert Mehlen.

Motion 4

La Chambre des Députés,

- considérant que les traitements entrepris au centre thérapeutique de Manternach sont d'une rare inefficacité avec un taux de succès ne dépassant pas les 11%;

- considérant qu'il faut en analyser les causes et prévoir de remplacer cette thérapie par une ou des thérapies plus adaptées aux personnes toxico-dépendantes;

demande au Gouvernement

- de faire analyser les raisons du taux d'échec élevé des traitements dispensés au centre thérapeutique de Manternach;

- de proposer des traitements alternatifs s'inspirant de modèles étrangers et notamment les mesures de traitement et de resocialisation en petits groupes.

(s.) Jacques-Yves Henckes, Gast Gibéryen, Jean-Pierre Koepp, Viviane Loschetter, Robert Mehlen.

Motion 5

La Chambre des Députés,

- considérant que le nombre de policiers affectés spécifiquement à la lutte contre le trafic de stupéfiants et contre la criminalité y liée est nettement insuffisant;

demande au Gouvernement

- d'augmenter les effectifs de la Police judiciaire, section des stupéfiants, et du Commissariat de police de la Gare par des réaffectations au départ de l'administration centrale de la police et/ou par de nouveaux engagements.

(s.) Jacques-Yves Henckes, Gast Gibéryen, Jean-Pierre Koepp, Viviane Loschetter, Robert Mehlen.

Mir erwaarden ons vun der Regierung, datt se also elo konkret Moossnamen hëlt, datt se endlech aktiv gëtt an datt mer d'Resultater am nächste Bilan, dee vu RELIS gemaach gëtt, do gesinn, an net eréischt datt mer nees erëm weider musse feststellen, datt den Drogekonsum an d'Drogekonsumente permanent hei an d'Luucht ginn. Ech mengen, dat ass eng Erausfuerderung, mat där mer alleguerte konfrontéiert sinn, a wou mer mussen onst Bescht maachen, fir eng Léisung ze fannen.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Henckes. Är Motiounen hu véier Ënnerschrëften, Här Henckes. Déi nächst Riednerin ass d'Madame Stein. Madame Stein, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Martine Stein-Mergen *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn dëst Thema a kuerzer Zäit elo fir d'zweet op onsem Ordre du jour. Et gëtt ons awer erëm eng Kéier d'Geleeënheet iwwert d'Acquisen an d'Lacunë vun onsem Antidrogeprogramm nozedenken. Et ass bal ni méiglech, fir exhaustiv all Problem vum Drogekonsum, vum Drogenhandel unzeschneiden.

Mir wëssen, dass et bei ons eng iwwergrouss Zuel vun Drogekonsumente gëtt, eng iwwergrouss Zuel vu problematesche Konsumenten, an dass dat Bild schwéier mat onsem Land, wat jo awer vun engem gewësse Wuelstand profitéiert, compatibel ass. Trotzdeem kann dat, wat mer haut hei diskutéieren, nëmmen eng Ergänzung si vun deem, wat mer natierlech schonn den 10. Oktober gesot hunn an der Diskussioun iwwert d'Fixerstuff, grad och wéi zu deem, wat d'lescht Joer vun onser Fraktioun zum honorabelen Här Angel senger Aktualitéitsstonn gesot ginn ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Sucht entwéckelt sech an der Interaktioun zwëschent engem oder e puer Substanzen an engem Individuum. D'Bereetschaft eng Sucht ze entwéckelen, ass vu Mënsch zu Mënsch ënnerschiddlech. Si hänkt oft mam sozialen Hannergrond zesummen, oft awer och mat enger anerer psychiatrescher Pathologie. Süchteg kann een op bal alles ginn; d'Spill, d'Internet surfen oder souguer d'Schaffen.

Verschidde Substanzen hu vu sech aus awer méi e grousst Potenzial, fir süchteg ze maachen. Vun dëse Substanze stinn d'Opiaten an der alleréischter Rei. D'Geschicht vun der Sucht ass esou al wéi de Mënsch an d'Mënschheet, an d'Gesellschaft begéint hir mat ënnerschiddlechen Astellungen. Mëtt vum 19. Jorhonnert ass zum Beispill fir d'éischt vum franséische Psychiater Moreau de Tours mat Haschisch op psychiatresche Patienten experimentéiert ginn. Mä net nëmmen dat, hien huet och parallell dozou Versich gemaach mat Frënn a Mataarbechter, Artisten an Intellektuellen, fir sougenannt Modellpsychosen ze erfuerschen.

De Club des fumeurs de haschisch ass ënner anerem iwwert dem Baudelaire seng Paradis artificiels e Begrëff. De Baudelaire huet och selwer mat Drogen experimentéiert. Ech wëll just dëse Saz hei zitéieren, deen déi Zäit gutt ëmschreift: «Le bon sens nous dit que les choses de la terre n'existent que bien peu et que la vrai réalité n'est que dans les rêves.» Et handelt sech jo also hei ëm eng kulturell a sozial Astellung.

1943 huet den Albert Hofmann am Labo vu senger Pharmafirma den LSD entwéckelt. Och mat dësem Stoff ass freedeg experimentéiert ginn; ënner anerem op verschiddenen Entwécklungs- a Charakterstéierungen, awer och op Kanner, an zwar op autistesche Kanner.

Déi zwee Extremen an der gesellschaftlecher Interpretatioun fanne sech a gewëssenen Zyclen an der Geschicht vun deene leschten 200 Joer erëm.

Op där enger Säit hu mer Phase mat méi héijer Permissivitéit, gëtt d'Opfaassung vertrueden de Konsum vu Rauschmëttel als neutral ze bewäerten u sech, dass d'Wierkungen der individueller Persoun kéinten zoudréiglech sinn, an dass vu schiedlechen Auswierkungen nëmmen esou Persoune betraff wieren, déi eng individuell oder awer sozial Prédispositioun dozou hunn. Deem géigeniwwer steet déi aner Extrem, déi grondsätzlech dovun ausgeet, dass all Konsum vu Rauschmëttel individuell Fäegkeeten an Entwécklungsméiglechkeete behënnert an an all Fall d'Gesellschaft schiedegt.

Et war awer ëmmer un der Basis e Bestriewe vun der Wëssenschaft der Mënschheet mat deenen nei entwéckelte Mëttelen ze hëllefen. En exzellent Beispill heifir ass den Heroin, deen entwéckelt ginn ass als Mëttel géint d'Péng, an en ass zum Beispill am Éischte Weltkrich parallell mam Morphium op den europäesche Schluechtfelder agesat ginn. Eréischt nom Krich, wéi eng éischter repressiv Gesellschaft konfrontéiert war mat enger grousser Zuel vu Süchtegen, si sech Gedanke gemaach ginn, wat ee mat dësem Medikament do esou ausgeléist hätt. Dës Approche fanne mer virun allem an Amerika erëm, mä och an Europa.

Ech erënneren drun, dass och an dëse Joren an Amerika d'Prohibitiounsjore géint den Alkohol waren. De Gebrauch vum Heroin, dee bis dohin nach konnt vun Doktere verschriwwe ginn, ass drastesch ageschränkt ginn. 1924 sinn d'Heroinreserven, déi d'amerikanesch Arméi nach hat, zerstéiert ginn. Déi Süchteg sinn entweder kal entzu ginn - dat heescht Entzuch ouni Ersatzmedikament - oder a Prisongen agespaart ginn. 1956 schliesslech ass den Heroin als Medikament am „Drug Control Act" gebannt ginn.

An Europa war d'Situatioun e bëssen anescht. Hei hu mer manner Literatur iwwert d'Heroinsucht, mä bei ons sinn et eng Rei aner Medikamenter, zum Deel synthetescher Aart, déi noenee Carrière gemaach hunn. Hinne gouf all nogesot si géifen am Ufank keng Sucht entwéckelen a si all sinn an de Joren duerno een nom aneren am Gebrauch beschränkt ginn, well hiert Potenzial eréischt no an no erkannt gouf.

Opium a Kokain hunn als Gesellschaftdroge méi eng grouss Roll gespillt wéi den Heroin. De Morphium ass no an no, esou wéi den Heroin, ëmmer erëm méi verdäiwelt ginn, wat a medezinesche Kreesser zu enger grousser Zréckhalung an der Verschreiwung dovu gefouert huet. Ech wëll drun

erënneren, dass mer notamment jo am Gesetz iwwert d'Palliativmedezin amgaange sinn elo erëm dës Entwécklung dann am strikte medezinesche Gebrauch ze contrecarréieren.

Mir sinn haut an enger Zäit, wou mer mat engem ëmmer méi groussen Drogekonsum bei de Jonke konfrontéiert sinn, am Géigesaz zu enger Zäit - ech erënneren un d'spéit 70er Joren, un d'Hippieszäit -, wou d'Gesellschaft méi Permissivitéit gefuerdert hat. Mir sinn also an enger Zäit, wou d'Sucht kee Randproblem ass, mä een - an dat hat ech scho virun engem Mount gesot -, dee gëschter, haut, mar, jiddferee vun ons, ee vu senge Frënn oder ee vu senger Famill betreffe kann.

Natierlech steet och fir d'CSV d'Preventioun op éischter Plaz vun dëser Politik. Si huet haut dann och am nationale Suchtbekämpfungsprogramm eng zentral Plaz, mä fir den Hiewel unzesetze musse mer den Hiewelpunkt sichen an et kann ee sécher der Politik vun der Regierung net de Virworf maache si géif net sichen. D'CSV géif wëllen den Accent setzen op dës Approche, well all Drogesüchtege manner ass net nëmmen onheemlech vill erlieftend mënschlecht Leed manner, mä et sinn och ganz vill erspuerte Ressourcen.

Ech wëll ervirsträichen, dass besonnesch Efforten ënnerholl ginn, fir éischt Konsumenten ze ermëttelen, ze erfaassen an hinnen ze hëllefen zu engem Zäitpunkt, wou se vläicht nach aus dem Milieu erauszekréie sinn oder erauszehale sinn, wou se nach an engem soziale Gefüge fonctionnéieren, wou et zwar spéit ass, mä vläicht dach net ze spéit, fir se méi einfach ze récupéréieren.

Wat geschitt mat deenen, déi schonn ee Schrack méi wäit sinn? Si hunn natierlech d'Méiglechkeet e Sevrage an enger Klinik ze maachen. Dat geschitt dann och a ville Fäll, mä dës Sevragen hunn eng onheemlech héich Réckfallquot, wann een, fir een ze maachen, net dee Moment ofwaart, wou de Süchtegen och prett ass a wann en herno och erëm a säi Milieu erakënnt.

Ech wëll zu dëse stationäre Sevragen haut e puer Reflexioune maachen, well dat en Thema ass, dee mer nach net drun haten.

Prinzipiell ass et esou, dass mat moderne Standardë vun engem Clinique-Sevrage keng Benzodiazépinë parallell sollten agesat ginn. Elo ass et awer esou, dass déi allermeescht Toxicomanen net Monotoxicomane sinn, mä fläisseg Benzoen dernieft konsuméieren. Wéini a wou si domadder ugefaangen hunn, dat ass oft net erauszefannen. Hu si se fir d'éischt op der Gare kaaft? Hu si se vun engem Dokter dobausse kritt oder hu si se awer an der Klinik dobäikritt während hirem Sevrage? Ech mengen, dat ass eng Fro, déi mer ons stelle mussen.

Aus dëser Reflexioun kënnt meng zweet eraus: Wier et net sënnvoll déi verschidden Intervenantë méi ze vernetze respektiv amplaz Statistike pro Intervenant ze féieren - esou wéi dat am exzellente RELIS-Rapport gemaach ginn ass, sief dat de Prisong, d'Spideeler oder d'ONGen -, soll een net den eenzelnen Toxicomane méi enk verfollegen? Op dës Aart a Weis hätten déi nei Impliziéiert Informatiounen zu dësem speziellе Patient a kéinten hiren Tir besser ajustéieren.

An Däitschland ass et esou, dass Süchteger, wéi iwwregens och Alkoholiker, dat si jo och Süchteger, déi zwee éischt stationär Sevragë bezuelt kréien an dann nëmme méi mat engem spezielle Justificatif. Mir sinn awer als CSV der Meenung, dass dëst net de richtege Wee wier an dass ons Institutiounen, wéi och ons Krankekeesen, dëser Populatioun ëmmer sollte weider offe géigeniwwer stoen. Et gëtt ëmmer erëm Individuen, déi e puer Kéiere méi brauchen, déi e bësse méi Zäit brauchen oder awer endlech déi richteg Approche hunn, fir hire Sevrage ze packen.

Iwwer Substitutioun hate mer déi leschte Kéier zimlech ausféierlech geschwat. Ech wëll mech dofir hei dorop beschränken ee klenge Rappel ze maachen, dass mir an der CSV an zwee Wahlprogrammer eng Substitutiounsbehandlung mat Heroin gefuerdert hunn. Dëse Programm ass anscheinend an Elaboratioun, wéi de Minister ons déi leschte Kéier confirméiert huet.

Mir mengen do wier urgence, an dat haaptsächlech well esou ee Programm déi Leit, déi mat enger Methadonsubstitutioun net zefriddestellend an de Gréff ze kréie sinn, an déi selbstverständlech och déi aner Konditiounen net erfëllen, déi néideg sinn, op dës Aart a Weis vun der Strooss, aus der Prostitutioun an der Kriminalitéit erauszekréien, an och aus de Bas-seuil-Strukturen, déi den Här Henckes ugeschwat huet, mä do hate mer, wéi gesot, déi leschte Kéier ausféierlech driwwer diskutéiert.

Wat de Methadon an de Subutex ubelaangt, esou sti mer hannert deene Programmen, déi existéieren, wëllen awer nach eemol betounen, dass mir en faveur si vun deene Substitutiounen, déi am Kader vum nationale Methadonsubstitutiounsprogramm lafen, an zwar am Kader vun enger Zesummenaarbecht mat den ONGen. Mir si méi skeptesch vis-à-vis vun deene Verschreiwunge vun den Dokteren, déi ech elo emol géif fräischafend Künstler nennen, déi weder an engem Réseau schaffen nach iwwert déi néideg Formatioun oder Formation continue verfügen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Methadon kann een och asetze fir en ambulante Sevrage. Net jiddfereen, deen eng Kéier Methadon kritt, kritt ëmmer Methadon. Dat bescht Beispill hei ass dann dofir och déi Aarbecht, déi mat den Toxicomanen am Prisong gemaach gëtt.

Mat Datum vun haut sti vun insgesamt 693 Détenuen a Mesures de placement der 63 ënner Methadon. Dat ass awer eng zoufälleg relativ niddreg Zuel. Allgemeng sinn et der am Schnëtt iwwert d'Joer 2006 23% vun den Entréeën insgesamt, déi mat Methadon substituéiert oder sevréiert ginn.

Et gëtt, säit Toxicomanie u sech net méi mat Prisongsstrof bestrooft gëtt, leider keng verlässlech Statistiken iwwert d'Prevalenz vun der Toxicomanie ënnert de Prisonnéier. Et ginn ebe just déi Chifferen, déi mer iwwert d'Ausdeele vum Methadon hunn. Net betraff heivu sinn d'Geleeënheetskonsumenten, d'Mëschkonsumenten an d'Konsumente vum Cannabis, déi net brauche substituéiert ze ginn.

Déi meescht Toxicomanë sinn haut wéinst all méigleche kriminellen Akten am Prisong, sief dat Dealing, sief dat Vol. An hei wëllt ech dat rappeléieren, ouni et awer ze widderhuelen, wat ech iwwert d'Beschafungskriminalitéit an den Heroinsubstitutiounsprogramm viru kuerzem erwähnt hunn.

Zum Prisong wier och nach ze soen, dass ausser vum Service de Psychiatrie mat hiren Dokteren an Infirmièren och nach eng Rei ONGen an der Aarbecht mat den Drogesüchtegen impliziéiert sinn. Aidsberodung, Jugend- an Drogenhëllef sinn notamment och déi, déi sech d'Méi ginn d'Relaisen zwëschent dem Intra- an dem Extra-muros ze sécheren. Vun de 25.265 Euro vum Fonds de lutte contre le trafic des stupéfiants ass een Deel déboursséiert gi fir de Projet „Tox", deen zu Schraasseg an zu Giwenech bis 2006 als Projet gelaf ass an deen esou gutt Aarbecht geleescht huet am Sënn vun enger globaler Betreiung vun den Toxicoen, dass de Finanzement duerno vum Justizministère iwwerholl ginn ass.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, wou mir nach Problemer am Service médical och am Prisong gesinn, dat ass eben an der Zesummenaarbecht mat den Dokteren dobaussen, an der Rekonstruktioun vun de Carrièren, an der Rekonstruktioun vun den Traitementer an an der Eruéierung vun de Spezifissitéite vun deem eenzelne Patient. Mir hoffen also och hei, dass et endlech iergendwa kënnt méiglech sinn iwwert den DIP, en Dossier Informatisé Patient, esou Informatioune méi einfach ze kréien, esou dass een och - dat kënnt natierlech och extra-muros deenen anere Kolleegen zou -, d'Toxicoe besser suivéiere ka wéi dat bis elo de Fall ass.

Ech wëll och soen, dass onse Prisong mat sengem Substitutiounsprogramm - ech war op enger europäescher Tagung - exemplaresch ass, och mat anere Länner wéi Frankräich an der Belsch verglach. D'Prisonnéier kommen och ëmmer erëm gären op Lëtzebuerg zréck, well se an anere Länner oft nach kal sevréiert ginn.

Da wëll ech nach dem Här Henckes äntwerten op dat mat den Urinanalysen. Et gi ganz vill Urinanalysen ordonnéiert am Prisong. Dat ass haaptsächlech am Sënn vun der Strofverfolgung, net am medezinesche Sënn. Mä et ass awer elo esou, dass éier ee Methadon kritt, am Prisong eng Urinanalys systematesch gemaach gëtt, esou dass et net virkënnt, dass ee schonn eppes geholl huet an nach eppes derbäikritt vun de Leit aus dem Prisong, esou dass et net zu esou Accidenter méi sollt kommen, wéi et komm war.

D'Thema vun den drogefräie Bléck am Strofvollzuch ass eent, dat ëmmer och an der Literatur vun der Médecine pénitentiaire erëmkënnt. Et ass allerdéngs eent, dat ganz vill verlooss ginn ass. Dat ass de System, dass een déi Leit, déi propper sinn, zesummen op ee Block setzt, wou se dann net ee mat deem aneren handelen, a sief dat och nëmmen déi Medikamenter, déi se an der Infirmerie kréien. Et ass allgemeng d'Erfahrung gemaach ginn, dass dat et net bréngt, dass dat ëmmer nëmmen eng Zäitche geet. A wann der bis genuch do sinn, da sinn déi Drogefräiheeten net méi gewährleistet, esou dass dat dann iergendwann eng Kéier net méi wierkt.

Ech wëll natierlech och nach eng Kéier drun erënneren, dass och de Prisong en exzellenten Terrain wier fir en Heroinsubstitutiounsprogramm. Ech brauch wuel net ze betounen, dass, och wann eise Prisong leider komplett iwwerfëllt ass, mir zu enger repressiver Haltung vis-à-vis zum Drogenhandel stinn.

Och wann en Deel vun den Dealer selwer Konsumenten ass, ceterum censeo Heroinsubstitutiounsprogramm, ass et säit dem Gesetz vun 1992 méiglech grad déi Drogenhändler, déi Drogen u Mannerjähreger an de Schoulen an an de Sportsveräiner verkafen, déi doduerch de Rekrutement vun Éischtkonsumenten assuréieren, méi haart ze bestrofen. Ech sinn iwwerzeegt, dass Dir all mat mer d'accord sidd, an och Dir, déi Häre Minister, ons Geriichter ze encourageréieren dës Dealer anzespären, dass et richteg wéideet oder - wéi se zu Schraasseg soen - bis se faulen.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Stein. Den nächste Riedner ass den Här Krieps. Här Krieps, wann ech gelift.

M. Alexandre Krieps (*DP*).- Bonjour, Här President. Dir Dammen an Hären, ech hu gëschter vun engem Frënd erzielt kritt, wou ee jonke Stagiaire an e sekundäre Lycée gaangen ass, eng Quatrièmesschoul kritt huet, an dem Direkter seng eenzeg Suerg oder vill méi säin eenzege pedagogesche Projet war, hien dem Stagiaire gesot huet: Kuck dass de an zwee Joer kee Meedchen hei an der Klass hues, wat enceinte ass, oder kee Jong, deen un der Nol hänkt. Ech weess net, dat ass e bëssen de Problem reduzéiert. Ech si par contre ganz frou iwwert déi Efforten, déi d'Santé mécht säit den ufanks 90er Joren - géif ech soen - an Enn 90er Jore speziell. Ech kommen dorobber zréck.

Mir schwätzen hei natierlech erëm vun engem Problem, vun deem säit 1950 hei am Haus 35-mol geschwat ginn ass; dovunner héchstwahrscheinlech d'Halschent an de leschten zéng Joer. Vergiesse mer awer erëm net, dass een dat heite muss gesinn an der allgemenger Suchtpreventioun. Vu 450.000 Awunner oder méi, hu mer ee vu fënnef, dee fëmmt. Mer hunn ee vu 15, dee vill drénkt. Mer hunn der 15.000 am Land, déi Wicke fëmmen; héchstwahrscheinlech 5.000, déi sech sprëtzen. Ech schwätzen net vun deenen, déi Pëlle schlécken, well där sinn et der nach vill méi. Interessant wär gewiescht fir ze héiere wat legal, illegal ass, licite oder illicite. Dat ass en Terme, deen ech guer net gären hunn.

Aus deene Rapporten, haaptsächlech déi aus der Santé kommen oder aus dem RELIS-Annuaire, well dee jo säit 2000 regelméisseg erauskënnt, gëtt een awer d'Impressioun net lass, dass d'Zuel vun de Consultatioune säit e puer Joer stagnéiert. Si hu sech vläicht e bësse méi op d'Land verdeelt säit 2001, 2003, op Esch, op Ettelbréck, mä ech mengen, d'allgemeng Tendenz ass zimlech stabel an de Consultatiounen. Den Alter huet sech e bësse verschoben: iwwer 30 ewech, méi héich an där Hisiicht.

Interessant waren och d'Zuele vu Manternach, wou natierlech eng ganz reduzéiert Zuel Therapieplaze bleiwen; ze reduzéiert, géif ech mengen. Mä dass do nëmmen 21% Auslänner sinn, dat widdersprécht natierlech all de Statistike vum Konsum hei am Land. An dat ass e bësse parallell zur Struktur zu Useldeng fir d'Alkoholiker. Do schéngen och keng Auslänner ze goen. Wéi dat méiglech ass, do wär ech frou, wann ech eng Explikatioun kréich. Dass natierlech zu Manternach 40% vun de Fraen ee Kand mindestens hunn oder méi, dréit zur Dramatik bäi.

Dat gesot, géif ech mengen, dass déi Struktur - konsultativ an esou - zimlech stabel Aarbecht huet. A wat mech gewonnert huet beim Här Henckes senger Interpellatioun - mir sinn lech dankbar fir déi, mä ech mengen -, och wann Der d'Rapporte kuckt vun der Police an de leschte Jore säit mindestens 2000 un, an och déi fusionéiert Police-Gendarmerie, sinn d'Arrestatioune quasi stabel bliwwen, wuel e puer Prévenuë méi a Procès-verbauxen, mä dat ass alles zimlech stabel bliwwen.

Ech hu jo de Privileg an engem Quartier ze schaffen, wou elo den Här Henckes haaptsächlech drop drängt, fir dass d'Fixerstuff an de Garer Quartier kënnt. Do wunnen natierlech méi Net-Wieler wéi zu Bouneweg. Ech kann lech verstoen, dass Der dat dann op d'Gare wëllt drécken, mä mir wäerten ons op der Gare dogéint wieren. Dat kann ech lech och soen.

D'Législatioun. Et ass jo ee Moment gesot ginn, déi Produite sollen an d'Vente libre kommen. Dat géif de Problem entkriminaliséieren. Mëttlerweil gleeft och kee méi un déi Theorien. Dir hutt jo an Holland gesinn, ufanks 80er mat hire Coffee-Shopen, do krut Der de Choix tëschent enger Vanillesglace oder enger decker Wick, oder och nach e puer halluzinogene Champignonen. D'Holländer si mëttlerweil dovunner erëm, well an aacht Joer huet dat deemools hire Konsum verdräifacht. En plus huet dat natierlech e gewëssenen Tourismus aus dem noen Däitschland bruecht.

Datselwecht hu mer jo zu Zürich gesinn. Do hu se wéinst e puer Heroinsüchtegen deen Nolepark organiséiert. Wéi et fäerdeg war, hu se opgehal, wéi se 20.000 Touristen haten. Dunn hu se e quasi zougemaach.

Also, ech mengen, op esou vereinfacht Léisungen däerf een och net zielen. D'Holländer hu jo den Zougang zu deene Coffee-Shope reduzéiert vu 16 op 18 Joer. Si hunn d'Zuel vun de Geschäfter erofgesat. Also dat ass schonn eng Saach.

Dann ass och ëmmer gesot ginn: Mir legaliséieren e fir d'Adulten. Dir hutt jo gesinn, déi legaliséiert Drogen, den Alkohol an den Tubak, wéi schwéier déi ze limitéiere si bei de Leit ënner 18 Joer. Dat ass ganz schwiereg.

D'Öffnungszäite vun deene Betriber kann een och net reduzéieren. Dat huet een elo an England gesi mat de Bistroen, mat de Puben. Déi sinn elo bis mueres fréi op. Do ass d'Violenz an de Crime an der Strooss terribel an d'Luucht gaangen, an d'Alkoholsvergëftungen och.

Mir hu jo net de schwedesche Modell am A fir d'Prostitutioun. Mä mir hätten dee kënnen hei gebrauche fir d'Drogebekämpfung, well d'Schweden hunn et an Europa fäerdeg bruecht hiren Drogekonsum op een Drëttel ze reduzéieren, mat enger Verschäerfung vun de Polizeiaktiounen, an awer och mat der nationaler Koordinatioun, déi mir jo scho laang hunn, an nationale Programmen. Do ass also net vill Neies. Et misst een de Stoff kontrolléieren.

Och an der Medezin, an d'Madame Stein huet dat mat Recht gesot, ass iwwert d'Jorhonnerten d'Geféierlechkeet vun deene Problemer ënnerschiddlech appréciéiert ginn. Virun zéng Joer huet déi berühmte Medezinzäitschrëft „The Lancet" nach geschriwwen, eng Wick owes an eng Wick mueres, dat wär kee Problem. Haut soe se, dass dat vill méi Psychose bei de Kanner provozéiert, an dass et och d'Entkriminalitéit am Allgemengen net reduzéiert.

Da stellt déi Fro sech - do kréie mer haut keng Äntwert -: Sinn drogenofhängeg Leit krank? Dat ass nämlech ëmmer een Débat. Kann een net aus fräie Stécker wielen, fir sech ze doppen, oder muss d'Gesellschaft agräifen? Déi Débate si virun 20 Joer och op dëser Tribün gefouert ginn, an am Stater Gemengerot. Wann een dovunner ausgeet, dass een déi Patiente muss bevirmonde vum Stat aus, an dass se krank sinn, da freet ee sech natierlech, ob de Prisong dat beschte Spidol ass. Also, ech mengen, déi Fro ass da gestallt: Ass de Prisong dat beschte Spidol?

D'Produiten hu sech natierlech och geännert, well déi Cannabisproduite vun hautdësdags sinn zwee-, dräi-mol méi staark wéi virun 20 Joer. Ech hu se déi Zäit net probéiert, haut och net. D'Therapiestelle mussen ausgebaut ginn. De Post-sevrage muss suivéiert ginn. De Laangzäitsuivi, op dee waart een nach.

Déi europäesch a regional Kooperatiounen, do huet keen eppes zegutt. Mä d'Preventioun am Préscolaire an am Primaire, y compris den Alkohol, den Tubak an d'Berouegungsmëttel, do musse mer an der Schoulmedezin onbedéngt Fouss faassen, an dat muss een och am Curriculum vun den auszebildenden ISERPs-Absolvente virgesinn, dass se mindestens déi Kanner identifizéiert kréien, déi fragile sinn, a speziell an deenen Transitiounsperiode wou se d'Schoule wiesselen, wou se an de Lycée ginn an an der Pubertéit sinn an esou weider.

Ech erënneren drun, dass all Euro, deen an d'Preventioun geet, herno 10 Euro an der Therapie spuert; dat ass doudsécher.

Eppes wouvun ee sech natierlech muss an Uecht huelen ass, mir hu jo Multipelstrukturen, ONGen, de Stat, A.s.b.l.e lénks a riets, dass een trotzdeem an trotz enger nationaler Koordinatioun déi Strukturen net ze vill fragmentéiert. Eppes wat 2000 an engem RELIS-Rapport opgetaucht war, dat war dat iwwert d'ethnesch Komponenten. An ech wär och frou wann ee sech do sécher stelle géif, dass d'kulturell Kompetenze vun deene Leit, déi do a Fro kommen, respektéiert an och behandelt ginn. Dofir wär et net schlecht de kulturelle Background ze recherchéieren. D'Recherche ass klorerweis noutwendeg, d'Collecte des données och.

Ech hu virdru gesot, et ass e Pendulum tëscht méi liberal, méi repressiv an esou virun. Mä ech loossen hei net gëllen, vun onser Partei aus, wat de Kolleeg Henckes gesot huet, et géifen ze vill Suen do dragestach ginn, well ech sinn éischter der Meenung, dass mer nach méi Sue missten drastiechen, wa mer besser Resultater doduerch kriten. An hei ginn et keng einfach oder pauschal Léisungen.

Zum Schluss wollt ech och nach e perséinleche Merci adresséieren un déi Leit, déi sech ronderëm d'Auer ëm déi schwiereg ofhängeg Bierger bekëmmeren, sief dat an deene Strukturen, déi ech zitéiert hunn, oder d'Kolleegen, wéi d'Martine Stein mat Recht gesot huet, déi Fräischaffend, Électrons libres wéi ech dobaussen - ma ech hunn de Virdeel, ech gebrauche mäi „Stub"-Carnet guer net.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Krieps. Den nächste Riedner ass den Här Angel. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Angel *(LSAP)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass an deene leschten zwee Joer scho vill hei am Haus iwwert d'Drogeproblematik geschwat ginn. 2005 hat ech eng Heure d'actualité hei. Kuerz duerno hat den Här Bettel eng Question avec débat. D'lescht Joer hat den Här Bettendorf eng Interpellatioun iwwert d'Drogen. De 4. Oktober hu mer hei iwwert d'Fixerstuff geschwat. Et ass also haut fir d'fënneft, wou mer an zwee Joer iwwer Droge schwätzen, an dobäi wëll ech soen, dass, wann d'Drogeproblematik oft an der Gesellschaft vläicht nach en Tabuthema ass, ass dat fir d'Politik, fir d'Lëtzebuerger Chamber an d'Lëtzebuerger Politiker scho laang keen Tabuthema méi. Mir ginn dee Problem un, mir kënnen driwwer schwätzen a mir versichen dee Problem ze léisen.

Erlaabt mer ganz am Ufank vu menger Interventioun, am Numm vu menger Fraktioun all deene Leit, deene ville Leit Merci ze soen, déi Dag fir Dag um Terrain duerch hire Beruff, oder wa se bénévole sinn, den Drogen de Kampf usoen. Sief dat, andeem se den Opferen an hire Familljen hëllefen oder sief et ob se schaffen andeem se d'Demande an d'Risike reduzéieren. Dat si virun allem all déi Leit aus dem Gesondheets- a soziale Secteur; hinnen e grousse Merci. Dee Merci an dee Respekt richt sech awer och un all déi Leit, déi schaffe fir d'Offer ze reduzéieren; an dat sinn d'Justiz an d'Police.

Wann ee sech all déi Rapporten an och de Budget ukuckt, sinn ech frou festzestellen, dass dës Regierung - awer och déi viregt - vill Efforte gemaach huet fir d'Zuel vun deene Leit, déi um Terrain schaffen, weider erop ze setzen, och gesinn ech, dass vill Efforte gemaach ginn, fir hiert Aarbechtsëmfeld ze verbesseren, an och gi méi Leit agestallt.

Wann ee sech de Budget 2008 an dësem Domän ukuckt, da gesäit een och, dass se déi Efforte weidermaachen an ech félicitéieren der Regierung, dass se am Dossier Drogen an déi richteg Richtung geet.

Vläicht zwou Zuele wëll ech uschneiden. Wat d'finanziell Ressourcen ugeet an och d'Personal, sou waren am Budget fir Drogen am Joer 2004 5.771.000 Euro virgesinn, am Joer 2007 waren dat der 6.689.000, dat ass eng Progressioun vu 15,91%. Beim Personal ass et ähnlech, 59,5 am Joer 2004 an am Joer 2007 73,5, en Taux de progression vun 23%.

Den Interpellant, den honorabelen Här Henckes, huet zwou Interpellatiounen ugefrot. An där éischter geet et an den Drogenaktiounsplang vun der Europäescher Kommissioun an. Do muss ee wëssen, dass dat eng Décisioun vum Conseil vun 2004 am Dezember war, wou eng ganz Strategie ausgeschafft ginn ass. Déi Strategie dauert vun 2005 bis 2012 a konzentréiert sech op déi zwou Haaptachse vun all Drogepolitik: d'Reduktioun vun der Demande an d'Reduktioun vun der Offer. Si behandelt awer - wat och interessant ass - eng ganz Rei vun transversalen Themen. Dat sinn déi international Zesummenaarbecht, d'Recherche, d'Informatioun an d'Evaluatioun. Am Kader vun där Strategie huet d'Europäesch Kommissioun zwee Aktiounspläng ausgeschafft. Deen éischten, vun 2005 bis 2008, ass ënner eiser Présidence ausgeschafft ginn a vill vun eise Lëtzebuerger Konzepter sinn och do dran agefloss. Et muss ee soen, dass eisen nationalen Aktiounsdrogeplang vun 2005 bis 2009 geet an dass déi zwee Pläng, deen nationalen an deen europäeschen, iwwerenee gestëmmt sinn. Et ass also eng grouss Symetrie vun den Objektiver an och den Délaien, déi gesat gi sinn, an deenen zwee Pläng festzestellen.

Zu eisem nationalen Drogenaktiounsplang wëll ech soen, mir sinn elo Enn 2007 an ech weess, dass am Ministère amgaang ass eng sougenannten „midterm"-Evalutatioun ze maachen, an ech sinn iwwerzeegt, dass de Minister, soubal déi fäerdeg ass, an d'Kommissioun vun der Santé kënnt an dee Rapport wäert virdroen; hie kann eis dat jo herno vläicht confirméieren. A sou vill ech weess a gelies hunn, si schonn eng Rëtsch vun deenen 43 - mengen ech, waren et der, déi mer eis gesat hunn - Ziler realiséiert ginn.

Mä zréck op deen europäeschen Drogenaktiounsplang. Wann een deen eraushëlt, muss ech soen, ass dat e ganz interessant Dokument. Et ass net vill Geschwafels, et ass ganz konkret, et ass en Tableau wou alles opgezielt ass; ganz konkret Ziler, d'Moossnamen an d'Délaien, déi ee muss erreechen. A wann ech da kucke wat mir hei am Land gemaach hunn, da kann ech feststellen, dass mer villen Ziler a Moossname gerecht gi sinn. Wat déi Strategie vun der Koordinatioun ubelaangt, hu mer zum Beispill en nationalen Drogekoordinator, deen déi ganz Politik koordinéiert. Mir hunn och gesinn, dass déi ganz Drogeproblematik eng interdisziplinär ass an dofir hu mer e Groupe interministériel vun den Drogen agesat an eisen nationale Coordinateur participéiert och un europäesche Réuniounen, wat wichteg ass fir den Échange ze kréien an ze kucken, wat aner Länner maachen.

D'Europäesch Kommissioun seet an hirem Aktiounsplang, dass et ganz wichteg ass, dass an där nationaler Drogepolitik d'Société civile mat agebonne gëtt. Och dat mécht de Gesondheets- an de Justizminister hei zu Lëtzebuerg, andeem se d'Organisatiounen, déi um Terrain schaffen, mat abannen an d'politesch Planung, mä och an d'Exekutioun vu ville Projeten. Alles dat kann een am RELIS-Rapport noliesen a wann een dee Rapport wierklech noliest, da gesäit ee wéi enk d'Société civile, d'Organisatiounen, mat der Politik, déi Problematik uginn.

Den europäeschen Drogenaktiounsplang schreift och eng Rëtsch Moossname vir, wat d'Réductioun vun der Demande ugeet. Ech hunn de Budget virdrun ugeschwat, dee fir Lëtzebuerg ganz positiv ass. Mä mir hunn zu Lëtzebuerg och Efforte gemaach am Domän vun der Primärpreventioun an de Schoulen. Den Här Henckes hat dat jo och ugeschwat, do géif net genuch gemaach ginn. Mä mir hunn dat elo ugepaakt, well mer endlech déi néideg Mechanismen tëschent dem Gesondheetsministère, dem Centre de Prévention des toxicomanes an de Schouldirektiounen hiergestallt hunn.

Ervirzesträiche sinn och Projeten, wéi de Projet „Choice", dee sech intensiv mat de Problemer vu Jugendlecher ausernee setzt, déi wéinst Droge mam Gesetz a Konflikt gerode sinn. Nei Offre vu Prise-en-chargë si gegrënnt ginn - eng ganz Rëtsch, Dir kënnt se all noliesen - oder sinn a Planung, wéi zum Beispill déi Structures résidentielles zu Schëndels, déi geschwë realiséiert wäerte ginn.

D'Planung an d'Implementéiere vun all dësen Offere geschitt och nom Prinzip vun der Dezentraliséierung. Dat gëtt oft vergiess. Et ass oft, an deem ganzen Débat iwwert d'Fixerstuff, ëmmer nëmmen iwwer zwou Stied geschwat ginn, mä et muss ee soen, dass ganz vill dezentraliséiert ass an deem heite Beräich an och de Beräich vun de Substitutiounstraitementer ass dezentraliséiert ginn, andeem e regionaliséiert ginn ass, andeem 90 Dokteren, déi virdru schonn ugeschwat gi sinn, iwwert d'ganzt Land dat verschreiwe kënnen.

Wat de Volet Informatioun, Recherche an Evaluatioun ubelaangt, wou den europäesche Plang vill Wäert drop leet, hu mer och zu Lëtzebuerg esou munches gemaach. Do wëll ech just ervirsträichen, datt de Point focal vum europäeschen Observatoire vun den Drogen a vun den Toxicomanë vum Ministère de la Santé konventionéiert ass an am CRP-Santé integréiert ass. An ech mengen, dat ass eng zolidd Basis, fir Synergien um wëssenschaftleche souwéi och um administrativen Niveau ze entwéckelen.

Dir Dammen an Dir Hären, Här President, déi zweet Interpellatioun, déi den Här Henckes ugefrot huet, do wëll ech speziell iwwert d'Lutte transfrontalière contre le trafic de drogues agoen, an dann och nach dee ganze Volet Prisong behandelen.

Ech wäert mer erlabe kuerz hei mam Volet Prisong unzefänken, a mir wëssen, mengen ech, all, datt et e Prisong ouni Droge wahrscheinlech op där ganzer Welt néierens gëtt. Vill vun den Détenuë sinn drogenofhängeg, wa se an de Prisong erakommen, an oft sëtze se grad am Prisong, well se ebe wéinst Droge condamnéiert gi sinn. Anerer si clean a gräifen eréischt am Prisong zu den Drogen. Dat ass och e Problem. Mä mir wëssen all, datt d'Liewen am Prisong haart ass a vill Prisonnéier gesinn an den Drogen deen eenzegen Auswee fir hiert trauregt Dasein e puer Stonnen ze vergiessen. Dat ass, egal wéi een et dréit a kéiert, ee Fakt, deen zwar traureg ass, mä deen déi batter Realitéit erëmspigelt.

Fir géint dësen traurege Fakt unzegoen, muss een op där enger Säit d'Demande no den Droge probéieren ze reduzéieren an op där anerer Säit d'Offer méi staark bekämpfen. Déi lescht Jore si vill sënnvoll Aktioune lancéiert ginn, fir d'Nofro no Drogen am Prisong an de Gréff ze kréien. Stéchwuert: Projet „Tox", dee preventiv duerch individuell a Gruppentherapië ville Leit geholleff huet an och vill Leit geschützt huet - et ass schonn drop agaange ginn, ech wëll dofir hei net nach eng Kéier dat widderhuelen.

Et ass och wichteg, datt ausserhalb vum Prisong, wann d'Leit hir Strof ofgesat hunn an erëm zréck an dat sougenanntent normaalt Liewe kommen, Opfangstrukturen hinne bei der sozialer a berufflecher Integratioun zur Dispositioun stinn, fir esou Réckfäll an d'Drogenofhängegkeet oder och an d'Délinquance esou gutt wéi méiglech virzebeugen.

An dësem Sënn musse mer Organisatiounen, wéi zum Beispill d'Fondatioun „Jugend- an Drogenhëllef" oder d'A.s.b.l. „Comité national de défense sociale", déi enk mam Prisong zesummeschaffen, staatlech weiderhi voll ënnerstëtzen. Drogenofhängeg Prisonnéier kënnen och am Prisong op Methadonprogrammer zréckgräifen oder eng Entzéiungskur matmaachen. Nolen a Sprëtze ginn ausgetosch, fir och virun Infektiounsrisike mam HIV-Virus ze schützen. De Service Psychosocial et Socio Éducatif (SPSE), deen d'Prisonnéier am Prisong encadréiert, ass an der leschter Zäit och staark opgestockt ginn, mä hie bleift nach ëmmer ënnerbesat, an dës Astellungspolitik muss konsequent weidergefouert ginn.

Ganz kuerz nach - d'Dokter Stein huet et schonn ugeschwat - zum Projet zu Giwenech vum Pavillon thérapeutique. Do si just sechs Plazen, do froen ech mech, deen huet jo e Succès, ob een deen net kéint opstocken a vläicht en zweete Pavillon oder zwielef Plazen do fräi maachen.

Trotz all dëse gudden Usätz stierwen awer nach ëmmer Prisonnéier leider un enger Iwwerdosis. Dofir wëll ech hei am Kader vun der Interpellatioun méi detailléiert op d'Ugebuet agoen, wou déi fundamental Fro ass: Wéi kommen d'Drogen am Fong an de Prisong?

Et ginn am Fong just zwou Méiglechkeeten: Aussenstehend Kontaktpersoune probéieren Drogen an de Prisong ze schmuggelen. Mir hunn dat jo gesinn, d'lescht Woch ass eng Fra verhaft ginn, déi Drogen an de Schraasseger Prisong geschmuggelt huet. Et ass schonn iwwert déi Aktioun geschwat ginn. Dat ass eng begréissenswäert Aktioun a verstäerkt Kontrolle vun de Prisonnéier a vun de Visiteure kënnen esou munch Schmuggelaktioun opdecken.

Ech froe mech awer wéi et méiglech ass deen Drogeschmuggel ze organiséieren. Wéi kommunizéiert de Prisonnéier mat de Leit dobaussen? D'Bréiwer gi jo duerchgelies éier se de Prisong verloossen. Drogebestellunge kënnen also bal nëmmen iwwert de mobilen Télefon oder während Visiten organiséiert ginn.

Bei dëser Geleeënheet wollt ech de Justizminister froe wéi et mat deem - mir hate schonn doriwwer heiansdo Rieds heibannen – Stéierungssystem, „Système de brouillage", deen do virgesi war, ass. Gëtt deen am Prisong installéiert oder wat kann ee maachen, fir déi Handykommunikatiounen ze ënnerbannen, well den Handy spillt jo an deem ganzen Drogebeschafungs- an an deene Schmuggelaktiounen eng grouss Roll.

Eng aner Fro ass awer: Wéi lafen dës Schmuggelaktioune finanziell of? E Prisonnéier huet am Prisong kee Recht op Suen, dierf keng Sue bei sech hunn. Hien huet e Konto am Prisong, wou säi Salaire, falls en an engem Atelier schafft, drop iwwerwise gëtt a vun deem seng Akeef a Bestellungen, déi hien am Supermarché vum Prisong mécht, ofgerechent ginn. All Geldtransaktioun mat der Baussewelt muss vum Untersuchungsriichter respektiv vum Prisongsdirekter autoriséiert ginn, esou vill ech informéiert sinn. Ech froe mech dann op wéi eng Aart a Weis dës Kontrollinstanze verdächtegen Iwwerweisungen op de Fong gi respektiv wéi eng Léiere se aus deenen opgedecktene Fäll gezunn hunn.

Et kann ee sech och d'Fro stellen, ob et ënnert dem Personal vum Prisong schwaarz Schof ginn, déi hir Hänn mat am Spill hunn.

D'lescht Joer, an der Interpellatioun iwwert d'Droge vum Här Bettendorf, hunn ech schonn drop opmierksam gemaach, datt et sënnvoll wär, wa systematesch jiddereen duerchsicht gëtt, deen eran- an erausgeet aus dem Prisong. Et sollen déiselwecht Regele gëlle fir all Mënsch, ob Visiteur, Personal, Direkter, Affekot, Deputéierten oder Minister. Ech sinn iwwerzeegt dovun, dat géif déi puer schwaarz Schof ënnert dem Personal, falls et se gëtt, déi sech um Drogeschmuggel bedeelegen, ofschrecken oder respektiv och opdecken.

Et muss ee sech awer och iwwerleeën, ob een d'Formatioun vun de Gardienen net iwwerdenke soll. D'Association „Info Prison" mécht drop opmierksam, datt d'Ausbildung vun de Gardiene mangelhaft ass. Si hunn ee relativ nidderegen Ausbildungsniveau, well se meeschtens vum Härebierg rekrutéiert ginn, da just nach eng initial Ausbildung vu sechs Woche kréien, an duerno si se zwee Joer am Stage. Et ass och eng Formation continue virgesinn, mä wéinst dem Personalmangel zéckt d'Direktioun oft fir deenen eenzelnen Demanden op Weiderbildung eng favorabel Suite ze ginn.

Ech froe mech, ob eng initial Formatioun vu sechs Wochen duergeet, fir Gardienen effikass op hire schwéiere Beruff, dee se hunn, virzebereeden. Si sech d'Gardienen all hire Responsabilitéite géigeniwwer de Prisonnéier, géigeniwwer hire Mataarbechter an awer och géigeniwwer der Gesellschaft bewosst? Sécher, et ginn an all Beruff schwaarz Schof, déi sech net un d'Spillregelen halen, mä fir d'Probabilitéit, datt sech Gardiene bestieche loosse respektiv aktiv am Drogegeschäft matwierken, esou kleng wéi méiglech ze halen, ass eng zolidd Ausbildung sécher net dee schlechteste Wee.

Am Kampf géint den internationalen Drogenhandel wëll ech just e puer Saache soen. Do si mer als Lëtzebuerg e klengt Land. Do si mer ugewisen op d'Kooperatioun mat eisen Nopeschlänner an do lafen interessant Aktiounen, besonnesch am Kader vum Benelux, mat Frankräich zesummen, déi sougenannten „joint hit teams", wou mat der franséischer Police an de Benelux-Länner hir Agente scho vill Succès haten. Am Joer 2006 sinn 167 Leit an deem Kader festgeholl ginn, dovunner dräi Lëtzebuerger, an et sinn och beträchtlech Quantitéite vun Droge saiséiert ginn.

Eise Kolleeg Marcel Oberweis hat am Ufank vum Joer eng interessant parlamentaresch Ufro un de Justizminister, wou hie gesot huet, d'Belsch huet gesot, si géif nach bis den 1. September 2007 matmaachen an da géif se décidéieren, ob se weidermécht. Bon, elo hu mer keng Regierung an der Belsch, elo weess ech net, ech kann nëmmen hoffen, datt d'Belsch, wa se eng Regierung hunn, do matmaachen, well ech fannen, et ass ee Succès. An ech hunn och iergendwou gelies, datt déi däitsch Autoritéiten och denken deen nämlechte Modell vun engem „joint hit team", Benelux plus Däitschland, eventuell géifen ze maachen. Wann dat de Fall wär, wär dat ze begréissen. Dat wär eng gutt Saach.

Da wollt ech nach iwwert de Projet de loi 5588 schwätzen, dee mer momentan an der Commission juridique diskutéieren, deen der Police an der Justice jo nei Mëttele gëtt, fir géint d'organiséiert Verbriechen virzegoen. An ech mengen och, duerch dëse Gesetzesprojet kréien déi Leit, déi do an deem Milieu schaffen, och vläicht besser Méiglechkeeten, fir an deem professionellen, kriminellen Drogenhandel aktiv ze ginn.

Als Konklusioun wëll ech just soen, datt d'LSAP-Fraktioun voll hannert der Politik vun der Regierung steet, wat den Dossier Drogen ugeet. Déi Aktiounspläng vun deenen ech am Ufank geschwat hunn, sief et deen europäeschen oder deen nationalen, dat ass kee Selbstzweck, an ech mengen, et kënnt dee Moment, wou déi Pläng oflafen, wou mer kënnen evaluéieren a wou mer da feststellen, ob mer eis Ziler erreecht hunn. Ech menge mir erreechen déi Ziler.

Ech soen Iech Merci, datt Der mer nogelauschtert hutt.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Angel. Déi nächst Riednerin ass d'Madame Loschetter.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, der ADR hir Interpellatioun ass ganz breet gefächert a weist eigentlech wéi komplex a villfälteg dëse Problem ass. Ech beschränke mech dann och haut am Numm vun der grénger Fraktioun op de Plan d'actions Drogues an op seng Mesuren. Ech déclinéieren da verschidde Reflexioune vun der grénger Fraktioun op déi national Drogepolitik.

D'Drogepolitik ass awer och eppes, an dës Initiativ vun der ADR beweist et och, datt mer net kënnen an och net solle versichen alles an e grousst Dëppen ze geheien. Well d'Drogepolitik ass kee Package, deen dem Santésminister gehéiert, mä et sinn eng ganz Rei vu verschiddene Problematiken, déi sech a ville verschiddene Beräicher erëmfannen a wou mer verschidden adaptéiert Mesurë mussen asetzen.

Doriwwer eraus musse mer och nach am Beräich Drogenhandel den internationale Volet considéréieren, souguer iwwert d'Europäesch Unioun an hire Volet eraus. Well et ass wichteg fir d'Europäesch Unioun net nëmme gemeinsam Aktiounen an dësem Beräich ze ënnerhuelen, mä och - oder vläicht haaptsächlech - eng kohärent Drogepolitik an de verschiddene Beräicher ze verabschieden.

Ech komplettéieren e bëssen den Historique vum Här Angel. Den éischten Usaz ass der Europäescher Unioun am Joer 1999 zu Helsinki gegléckt, andeems déi éischt Stratégie de l'Union européenne contre la drogue - dat war 2000 bis 2004 - ugeholl ginn ass. Déi zweet Drogestrategie ass eben 2004 ugeholl ginn, déi dann 2005 ugefaangen huet. D'Drogestrategie vun der Europäescher Unioun op der Zäitspan vun 2005 bis 2012 ass d'Grondlag fir déi Drogenaktiounspläng, déi d'Kommissioun ausgeschafft huet. Dës Pläng sinn der zwee - et ass scho gesot ginn -: 2005 bis 2008, an dann 2009 bis 2012. Obwuel dës adoptéiert Strategie an Aktiounspläng kee bindende Charakter hunn, wiere se dach e wichtegt Instrument, fir an den eenzelne Memberlänner en Aktiounsplang opzesetzen. Dat ass och hei bei ons gemaach ginn.

Wichteg ass awer och ze preziséieren, datt d'Kommissioun an d'Europäesch Unioun souzesoen net vill bis keng Kompetenzen hunn, wëssend datt d'Sozialkompetenzen an och d'Justiz ënnert d'Kompetenze vun den eenzelne Memberlänner oder Memberstate fält, wat d'Zesummenaarbecht, oder besser gesot eng gemeinsam Politik och net ëmmer erliichtert. D'Kommissioun beschränkt sech deemno als Informatiounsvermëttler, als Koordinator, als Benchmarking an diffuséiert och d'„best practices". Dës wichteg Prezisioune gestallt, wëll ech dann och elo am Numm vun der grénger Fraktioun op e puer Voleten agoen.

Dësen Aktiounsplang besteet aus 88 Mesuren. Et ass indiquéiert wéi ee Stellewäert dës Mesuren hunn, an och den Zäitraum, wou se sollen ëmgesat ginn. Et sinn ebenfalls Bewäertungsinstrumenter als Indikatore virgesinn, wat net onwichteg ass, mat deene mer feststelle kënnen, ob dann och d'Zil erreecht gouf. Grad an där Famill vu Politiken ass dat e ganz wichtegt Instrument. Wichteg ass och bäizefügen, datt et keng Hierarchie vun de Mesurë gëtt. Den Aktiounsplang ënnergliddert sech a fënnef Kapitelen. Dat ass och mäi Raster, mäi Kader hei.

Éischtens d'Coordination à tous les niveaux - interne et externe - des États membres et des institutions. Wat déi intern Kollaboratioun tëscht de verschiddene concernéierte Ministèrë betrëfft hei am Land, esou musse mer feststellen, datt sech en Effort deet, mä datt dee bäi Wäitem nach net optimal ass.

Mir wëssen, datt et interministeriell Gruppe gëtt, mä wou a wéi oft concertéiere sech zum Beispill de Santésministère an den Educatiounsministère betreffend d'Preventiounsmesuren an der Erzéiung? Wéi a wéi oft concertéiere sech de Familljeministère an de Santésministère betreffend den Drogeproblem a verschiddenen Opfangstrukturen? Wéi a wéi oft concertéiere sech de Justizministère an de Santésministère wéinst de leidege Problemer - an et ass scho vill driwwer geschwat ginn - vun der Drogeproblematik am Prisong?

Mir wëssen och, datt et eng Kollaboratioun gëtt tëscht de verschiddenen Institutiounen an de verschiddenen Acteuren, déi duerch hiren Austausch och méi effizient kënne schaffen. Mir wëssen och, datt et Programmer ginn an den eenzelne Ressorten. Ons Fro ass eben éischter: Wéi si se um Regierungsniveau mateneen ofgestëmmt a complémentaire zueneen? Si mer sécher, datt mer net eng guttgemengte Multitude vun Aktiounen hunn, anstatt eng Linn, wou jiddfereen un engem Strang zitt?

Zweete Punkt: d'Réduction de la demande. Mir gesinn dräi wichteg Themen an dësem Kapitel.

Éischtens dee vun der Substitutioun respektiv vun der kontrolléierter Heroinabgab a vum Austausch vun de Sprëtzen. Den Austausch vun de Sprëtzen, denken ech, ass relativ performant an dësem Land.

Programmer fir Réintégrations sociale et professionnelle vun de Toxicomanen. Dëst ass en äusserst schwieregt Thema.

An drëttens, de Volet vun der Educatioun an der Preventioun an de Schoulen. Mir Gréng sinn der Iwwerzeegung, datt grad an dësem Beräich fir Lëtzebuerg - dësem drëtte Beräich - dee gréissten, wichtegsten an urgentesten Handlungsbedarf besteet. Mir dinn ons schwéier zu Lëtzebuerg an där Vitesse de croisière virunzekommen, wéi d'Demande an d'Besoinen um Terrain deemno jäizen. Net zulescht well mer grad an dësem Beräich u gesellschaftspolitesch Diskussioune stoussen, wou mer mussen agestoen, datt et dee Problem gëtt, an datt e bei ons am Land méi grouss ass, wéi d'Bierger an d'Biergerinnen, déi net direkt betraff dovunner sinn, sech dat kënne virstellen.

An dësem soziale Secteur schaffen ass extrem schwiereg, well mer ganz wéineg „success story"en ze verzeechnen hunn. Dëse soziale Beräich gëtt vun der Gesellschaft zwar wouergeholl, mä net gären unerkannt. Et feelen an der Betreiung vun den Toxicomane vill finanziell Mëttelen, fir kënnen éierbar ze schaffen. An et kascht politesche Courage, fir déi noutwendeg finanziell Mëttele bereetzestellen, fir dach awer eng marginal Populatioun, wou den Taux de réintégration net ëmwerfend ass.

An dach gehéieren, Här President, dës Mënschen zu onser Gesellschaft. De Stat huet jo och d'Flicht sech ëm dës Mënschen ze këmmeren. Mä sech éierbar ëm dës Mënsche këmmeren, ass eng enorm Plusvalue och fir de Rescht vun der Gesellschaft, déi mat dëser Problematik konfrontéiert sinn, sech awer net kënnen drëms këmmeren, vu d'Komplexitéit an d'Diversitéit vun der Drogeproblematik.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

De Volet Preventioun bleift fir ons Gréng dee wichtegste Volet, an essentiellement de Volet wou d'Chancen, fir d'Demande ze reduzéieren, deen erfollegsécherste kann duerstellen. Et muss méi a méi pedagogesch konzeptuell an d'Preventioun an de Schoule geschafft ginn. Do musse mer feststellen, datt et weder eng performant fonctionnéierend Koordinatioun gëtt, nach genuch finanziell Moyenen, notamment en ressources humaines, fir ze investéieren.

Engersäits ginn et - an dat liest een och Joer fir Joer am Annuaire vun der RELIS - eng Hällewull vun Aktiounen an de Schoulen, speziell an de postprimäre Schoulen. Anerersäits feelt et e bëssen u Koordinatioun. Mir gesinn, datt engersäits d'Moyene vun de kompetenten A.s.b.l.en um Terrain reduzéiert ginn, obwuel d'Demande u si zouhëlt. Anerersäits gesi mer méi an ëmmer méi oft, datt d'Police ëmmer méi present ass an dësem pedagogesche Volet vun der Erzéiung vun onse Kanner a Saachen Drogeproblematik, Drogepreventioun oder méi allgemeng d'Suchtpreventioun. Och kritt d'Police déi finanziell Moyenen, déi zum Beispill dem associative Secteur vun der Erzéiung un Informatioun feelt.

Mir sinn als Gréng der Iwwerzeegung, datt et extrem wichteg ass, dës zivil Erzéiung vun onse Kanner ze huelen. Et ass och scho gesot ginn: Et geet bei Wäitem net duer onse Kanner matzedeele wat verbueden a wat erlaabt ass a wéi eng Sanktiounen engem bléien. Och mat enger Beschreiwung vun de potenzielle Gefore vun den illiciten oder illegale Substanzen oder mat eventuellen Horrorfilmer hu mir si net dergéint geimpft.

Mir sinn och der Iwwerzeegung, datt der Police hire Rôle haaptsächlech an der Repressioun läit. Sécherlech kënne si e Partner si vun de Mesures de prévention, mä et ass an onsen Aen net hir primär Missioun. Mir brauche Programmer an de Schoulen, déi vu Leit vum Fach gehale ginn, aus dem socioéducativen an éducative Secteur - et ass och schonn hei gesot ginn. Mir brauchen an de Schoule Leit, déi ons Kanner staark maache fir spéider och Neen zu den Drogen ze soen, an och fir spéider ze erkenne wou d'Grenze sinn tëscht dem Genoss, der Gewunnecht an der Sucht. Dofir brauche mer eng Regierung, déi déi noutwendeg Moyene bereetstellt a mir hunn och dofir dësen Appel an enger Motioun zesummegefaasst.

Motion 6

La Chambre des Députés,

considérant

- que l'évolution de la consommation problématique de drogues licites et illicites est particulièrement préoccupante auprès des jeunes;

- que les stratégies ou plans d'action de lutte contre les toxicomanies insistent sur l'importance de la réduction de la demande comme un des buts majeurs de toute politique de lutte contre la drogue;

- qu'une prévention efficace et accessible à une large part de la population-cible constitue le seul moyen pour réduire de façon durable la demande;

- qu'une multitude de projets, d'activités, de campagnes et de programmes de prévention sont offerts au niveau scolaire mais qu'une approche cohérente en ce qui concerne le concept pédagogique de toutes ces mesures laisse à désirer;

- que les moyens financiers et surtout humains prévus pour mener des actions de prévention au niveau primaire et postprimaire restent insuffisants;

invite le Gouvernement

- à mettre en œuvre un concept pédagogique de prévention complet et adapté aussi bien à l'enseignement primaire que post-primaire, en veillant à impliquer de façon étroite tous les ministères, instances et organismes concernés;

- à confier la mise en œuvre de ce concept aux organisations ayant des compétences et expériences pédagogiques et socio-éducatives;

- à prévoir les moyens financiers et humains adéquats pour la réalisation de ce concept pédagogique.

(s.) Viviane Loschetter, Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira.

Drëtten a véierte Punkt ass d'Réduction de l'offre an d'Coopération internationale. Ech wëll déi just kuerz iwwerfléien, well hei komme mer richteg an éischter an de repressive Beräich eran, de Beräich vum Här Frieden an de Beräich wou mer ons Police brauchen.

Den Drogentrafic muss mat alle Mëttele bekämpft ginn an et ass an onsen Aen och nëmme méiglech an Zesummenaarbecht mat den Nopeschlänner an doriwwer eraus.

Wien Drogentrafic seet, denkt automatesch och un d'Pays producteurs an da maache mer e weidere Schrëtt an d'Coopération politique. Wéi schwéier et ass, Reconversiounsprogrammer mat Succès duerchzeféieren, wësse mer. Datt et vill Lobby dergéint gëtt an eigentlech och à première vue aus der Siicht vum Drëttweltproduzent och vill Argumenter dergéint gëtt, läit op der Hand.

De fënneften a leschte Punkt: Dëst Kapitel vum Aktiounsplang ass d'Informatioun, d'Recherche an d'Evaluatioun. Dat ass mat Sécherheet e wichtege Volet vum Aktiounsplang. D'Europäesch Unioun gëtt sech do eng ganz Rei vu Moyenen, allerdéngs ass si op d'Matschaffen, d'Zesummenaarbecht an d'Recoltéiere vu Statistiken a Chifferen aus den eenzelne Memberslänner ugewisen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, un Hand vun dësem europäeschen Aktiounsplang a seng fënnef Kapitelen hunn ech versicht grob motoresch onse Point de vue zur nationaler Drogepolitik ze skizzéieren. Ech entschëllege mech fir bei wäitem onkomplett gewiescht ze sinn, mä d'Natur vun der Interpellatioun huet ons et net ganz einfach gemaach.

Mir wënschen ons awer, Här President, méi oft inhaltlech méi prezis Debatten iwwert déi verschidde Volete vun der Drogepolitik kënnen ze féieren. Well ech denken, esou kënnt ee Schratt fir Schratt virun an esou kann een an esou solle mer och hei Schratt fir Schratt Décisioune matstëmmen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Madame Loschetter. Domat si mer um Enn vun der Debatt ukomm. D'Wuert huet elo d'Regierung.

Wie vun den Häre Ministere wëllt d'Wuert fir d'éischt ergräifen? Den Här Justizminister Luc Frieden.

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*.- Här President, et ass effektiv sou wéi den honorabelen Här Angel virdru gesot huet, datt mer an deene leschte puer Méint e puermol, ech mengen effektiv fënnef Mol, iwwert d'Drogeproblematik geschwat hunn an et ass net d'Impressioun vun der Regierung, datt de Mëtten an der Interventioun vum Interpellant nei Elementer op den Dësch komm sinn.

En Fait ass et fir d'Regierung esou, datt d'Drogeproblematik an dem fräie Grad wéi d'Drogeproblematik am Prisong en „Phénomène de société" ass, dee grave ass, deen och evoluéiert an deen d'Regierung net nëmmen eréischt zënter elo an zënter deene leschten Interpellatiounen, mä iwwert déi lescht Joren intensiv duerch eng ganz Rei vu Moossnamen ugaangen ass, an déi ee selbstverständlech permanent muss adaptéieren an intensifiéieren; duerfir hu mer dat gemaach. Et gëtt och kee Wonnerrezept an deem Beräich, mä et muss ee sech intensiv ëm déi Leit souwuel am preventive wéi am repressive Beräich bekëmmeren.

Et ass esou, datt déi Aarbecht, wat Police a Justiz ubelaangt, op eng extrem intensiv a seriös Aart a Weis gemaach gëtt. D'Police huet eng ganz Rei vun Aktiounen um reng nationale Plang gemaach, déi och ëmmer erëm zu Saisië vun Droge féieren. Mir hunn eng ganz Rei vun Drogenhändler konnte festhuelen, déi zum Deel d'Iwwerpopulatioun am Prisong zu Schraasseg erkläert. D'Justiz huet och e Suivi deenen Operatiounen, déi d'Police um Terrain mécht, ginn. An deem Kontext wëll ech drop hiweisen, datt et net esou ass, wéi heiansdo gesot gëtt, datt d'Drogekonsumente vun der Justiz condamnéiert ginn an zu Schraasseg inhaftéiert ginn, mä datt et d'Drogenhändler, déi mat Profit schaffen, sinn, déi zu Recht virun d'Geriichter kommen an déi och vum Gesetz virgesinne Strofe kréien.

D'Police schafft och am internationale Beräich intensiv op dëse Sujeten. Dat ass eng Problematik, déi quasi net reng national an de Gréff ze kréien ass, well se selbstverständlech ëmmer grenziwwerschreidend Aspekter huet. Et ass ëmmer en Import vun Drogen aus iergendengem anere Land do an duerfir begréissen an encouragéieren ech och ëmmer d'Police fir déi Operatiounen, déi se mat den Nopeschlänner maachen, intensiv virun ze féieren. Och déi Operatiounen hunn hir Resultater. Och déi Operatioune si schwiereg, well déi Abberzuel vu moderne Kommunikatiounsmëttel selbstverständlech d'Retracéiere vun den Drogenhändler an hire Réseauen net einfach mécht. Et ass eise Wëllen déi Equipen, déi d'Police huet, kontinuéierlech weider auszebauen. Ech sinn net der Meenung, datt se haut déi falsch Prioritéite setzen. Ganz am Géigendeel. Déi Prioritéiten an och déi Opdeelung vum Personal ginn ëmmer erëm widderkuckt, do ginn et keng Waasserkäpp, weder uewen nach ënnen. Do gëtt uerdentlech Aarbecht um Terrain gemaach an ech si ganz zefridde mat där Aarbecht, déi gemaach gëtt. Selbstverständlech mat méi Leit kann een nach méi maachen an duerfir fuere mer och mat deem Recrutement virun; an d'Drogebekämpfung ass eng Prioritéit an der Sécherheetspolitik.

Wat de Prisong ubelaangt, sou hunn ech hei och schonn e puermol gesot, datt mer souwuel beim méiglechen Eraféiere vun Drogen an de Prisong, sou wéi am Prisong selwer, eng ganz Rei vu Moossname geholl hunn, déi och hir Friichte gedroen hunn. Dann ass et net einfach - an dat beweisen och d'Experienzen am Ausland - fir den Import vun Drogen an de Prisong op Null ze bréngen.

Et ass quasi onméiglech wéinst der Abberzuel vu Leit, déi all Dag an de Prisong erakommen. Dat si Besucher, dat si Leit, déi zäitweileg do schaffen, dat si Leit, déi ëmmer do schaffen, dat si Leit, déi méi oder wéineger regelméisseg an de Prisong erakommen. Déi gi selbstverständlech och kontrolléiert. Nach sinn déi Quantitéite vun Droge jo ganz oft a ganz klenge Verpackungen, sou datt et ganz schwiereg ass, déi och en toute hypothèse ze fannen.

Nach begréissen ech, datt opgrond vun deene Moossnamen, déi geholl gi sinn, systematesch Kontrolle gemaach ginn, och systematesch Leit fonnt ginn, déi Drogen erabréngen an dann och déi diesbezüglech Moossname geholl ginn. Mir hunn ordonnéiert, datt regelméisseg Zellekontrolle stattfannen, datt regelméisseg Gefaangener bei de Visitë kontrolléiert ginn, datt och vun Zäit zu Zäit Urinprouwe gemaach ginn. An déi Kontrollen hunn hiren Effet. Elo muss een dat nach weiderféieren. Mir hunn Aarbechtsgruppen op d'Bee gesat - scho viru méi wéi engem Joer -, déi eng ganz uerdentlech Aarbecht gemaach hunn. Do si Konklusioune geholl ginn an déi ginn zesumme mam Personal, zesumme mat der Direktioun ëmgesat.

Mä am Prisong, mengen ech, gëllt et net nëmme Kontrollen ze maachen, am Prisong gëllt et sech och virun allem ëm déi Drogenofhängeg ze bekëmmeren. Dofir hu mer e Projet op d'Bee gesat, deen zënter e puer Joer leeft, ënnert dem Titel „Tox“, Projet „Tox“, dee global eng Prise en charge vun den Drogenofhängeger am Prisong soll maachen. Ech mengen, datt hei net d'Plaz ass fir am Detail op déi Aarbecht anzegoen.

Ech géif just gären drop hiweisen, datt sech do ëm vill Aspekter vun den Drogenofhängege bekëmmert gëtt; awer och ëm déi, déi nach net Drogenofhängeg si wa se an de Prisong erakommen, gëtt sech bekëmmert; grad sou wéi ëm déi, déi schonn drogenofhängeg sinn, a fir ze kucken, datt se währendhirer Zäit am Prisong begleet ginn op deem Wee fir eventuell aus der Ofhängegkeet erauszekommen an och fir hinnen Dieren opzemaachen an d'Therapië während der Inhaftéierung an duerno, wa se dann esou Therapië wëlle matmaachen.

Mir hunn och zu Giwenech am oppene Strofvollzuch e Pavillon, dee sech besonnesch ëm déi, déi eraus komm sinn aus den Drogen, bekëmmert, also en „Pavillon sans drogues“, fir deene Leit och eng Sortie ze bidden, fir datt se net a Kontakt komm mat aneren Drogenofhängegen. An dee Projet, deen am Prisong gemaach gëtt, muss een och gesinn am Zesummespill mat deene sëllechen anere Moossnamen, déi mer an deene leschte Joren am Prisong gemaach hu fir de sozialen Encadrement vun de Gefaangenen.

Dir wësst, datt mer drop gehalen hu fir d'Gesondheetsbetreiung vun de Gefaangenen en accord mam Centre hospitalier ze maachen a fir d'psychiatresch Behandlung en accord mam Centre hospitalier neuro-psychiatrique vun Ettelbréck ze maachen.

Wann ech kucke wéi vill Leit an deene Konventiounen, déi mer mat deenen Etablissementer hunn, dra sinn, da stellen ech fest, dass mer fir de Moment 26 Leit hunn, déi sech dagdeeglech ëm déi gesondheetlech a psychiatresch Betreiung vun de Gefaangene bekëmmeren. An de Budget 2008 - dat rappeléieren ech, well dat ass vläicht e bëssen ënnergaangen - gesäit eelef zousätzlech Leit am soziale Encadrement vun de Gefaangene vir. Dat heescht déi Zuel geet also vu 26 plus déi, déi am Service médico-psychologique pénitentiaire schaffen, plus déi, déi mer am SCAS schaffen hunn; et muss een also all déi Leit zesumme gesinn, déi sech och ëm déi dote Problematik - net nëmmen, mä och ëm déi dote Problematik - bekëmmeren.

An ech géif d'Chamber gären eng Kéier invitéieren, net nëmmen d'Commission juridique, déi sech vill ëm de Prisong bekëmmert, mä och emol eng Kéier déi aner Kommissiounen, wéi d'Kommissioun vun der Santé oder aner Kommissiounen, déi sech ëm de Beräich vun den Drogéierte bekëmmeren, gären eng Kéier mathuelen, fir datt se och déi sëllech sozial Intervenanten am Prisong begéinen an datt déi och eng Kéier kënnen am Detail déi Moossnamen erklären, déi am Beräich vun der Betreiung vun den Drogéierte gemaach ginn.

Här President, fir eis ass d'Drogeproblematik eng schwiereg Problematik an der fräier Gesellschaft. Et ass eng schwiereg Problematik an alle Prisonge vun Europa. Mir wëlle se mat Determinatioun ugoen. Mir wëllen dat Preventiivt seriö maachen. Mir wëllen dat Repressiivt do maachen, wou et noutwendeg ass, fir datt net nach méi Leit onschëlleg Affer vun den Droge ginn, an d'Droge falen. Mir hunn Erfolleger opzeweisen, mä dee Problem wäert et nach laang ginn, an dofir kann een ni mat senger Aarbecht fäerdeg sinn an deem dote Beräich, bis all déi Problemer geléist sinn.

Ech mengen, datt mer deen Dag ni wäerten erreechen, mä mir mussen alles drusetzen, fir datt mer fréi genuch op eng intelligent Aart a Weis deene virun allem Jonken an deenen ëmmer méi Jonken, déi ufälleg ginn, fir an den Drogen e Wee ze fannen, weisen ze kënnen, datt dat kee Wee ka sinn, datt dat zu engem Ofrutsche féiert, wou et ganz schwiereg ass doraus erëm zréckzekommen. Dat ass eng Aufgab fir d'ganz Gesellschaft, fir d'Schoul, fir d'Elteren, fir d'Police, fir d'medezinescht an d'éducatiivt Personal, an zesumme wëlle mer dat maachen.

Esou wéi mir dat och an der Regierung zesumme maachen: De Gesondheetsminister engersäits, de Justizminister anerersäits, mä och anerer, wéi d'Educatiounsministesch oder d'Familljeministesch, do wou si zoustänneg sinn. An dofir géif ech och, Här President, lech ëm d'Erlaabnis froen, fir dee Volet vun der Gesondheet mengem Kolleeg Gesondheetsminister weiderzeginn.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Dann huet den Här Minister Mars Di Bartolomeo d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass effektiv fir d'Fënneft, wou mer an deene leschten zwee Joer iwwert d'Drogeproblematik diskutéieren, wat och op de Stellewäert vun dem Sujet am Parlament hiweist. Effektiv ass et e grujelege Problem, dee mer awer mat Rezepter wéi „Et misst ee jo nëmmen...“ net Meeschter ginn. Dat ass ee villschichtege Problem a mir ginn och vernetzt un d'Problematik erun, net nëmmen tëschent de Ministèren, wou den interministeriellen Aarbechtsgrupp erëm exzellent fonctionnéiert, mä och mat de Leit um Terrain. Et ass dat och déi eenzeg Aart a Weis, wéi een de Problem eenegermoosse kann an de Gréff kréien.

Et ass virdru richteg gesot ginn, dass een net alles an een Dëppe geheie soll, wann een d'Drogeproblematik kuckt, an et soll ee keng geféierlech Verallgemengerunge maachen an och virun allem sech op richteg Chiffere stäipen.

Ech wëll vun Ufank un drop hiweisen, dass den Interpellant en Iertum gemaach huet, wann hie vu 4.800 Drogenofhängeger hei zu Lëtzebuerg geschwat huet. En fait leien déi Zuelen, déi mir offiziell kennen, ëm déi 2.500. Bei deene 4.800 handelt et sech ëm déi Kontakter, déi Drogenofhängeger mat de Lëtzebuerger Infrastrukturen, Institutiounen hunn, an do sinn ee ganze Koup Double-comptagen dran, esou dass d'Situatioun net esou dramatesch ass wéi se hei geschildert ginn ass, awer dramatesch genuch, fir dass een all Efforté mécht fir virunzekommen.

Et muss een och soen, dass laut deene Rapporten, déi eis am Moment fir 2005-2006 virleien, d'Problematik sech méi oder manner stabiliséiert huet. De RELIS-Bericht vun 2007 geet an déiselwecht Richtung eran, dass d'Situatioun stabel ass. Mir wäerten an deenen nächste Woche bei der Presentatioun vum Tëschebericht vum lafenden Drogenaktiounsprogramm kënnen drop zréckkommen, wéi mer am Moment an der Exekutioun vun deem Aktiounsprogramm stinn. Dat gesäit net schlecht aus, well mer bei ëm déi 80% vun deene Moossnamen, déi mer eis virgeholl hunn, an der Zäitschinn dra sinn; entweder dass déi Projete scho realiséiert sinn oder dass se fristgerecht op der Schinn sinn.

Eng Rei vu Projeten, an dat ass ëmmer esou bei engem Aktiounsprogramm, riskéiere Retard ze kréien aus deene villsäitegsten Ursaachen. Ech mengen an deene leschte Wochen hu mer der an öffentlechen Diskussiounen héieren, mä déi sinn net ëmmer ofhängeg vum Wëlle vun engem Minister oder vun enger Regierung. Mä wann een awer ka soen, dass ëm 80% vun de Moossname plangméisseg lafen, dann ass dat en anstännege Bilan.

Dee Bilan, dee gesäit och ganz anstänneg um Gebitt vun der Preventioun, um Gebitt vun der Risikominderung an um Gebitt vun der Reduktioun vun der Demande aus.

De Friedens Luc, mäi Kolleeg Justizminister, huet éischter d'Responsabilitéit an der Reduktioun vun der Offer, mä dat gräift aneneen. An ech mengen op déi Fro, wéi gutt dass mer eis concertéieren, do kann ech just soen, dass mer eis ganz gutt concertéieren an dass de Justizminister a senger Eegeschaft als Budgetsminister bei deenen Diskussiounen, déi mer iwwert d'Moyenen ze féieren hunn, och an déiselwecht Kerb schléit wéi als Justizminister, well hie mathëlleft déi noutwendeg Moyenen zur Verfügung ze stellen.

A wann ee kuckt wat fir Moyenen am Beräich vun der Santé investéiert ginn am Beräich vun der Drogepreventioun an och vun der Minimiséierung vun de Risiken, da schwätzt dee Chiffer fir sech selwer: 2004 louche mer bei 5,7 Milliounen; 2005 bei 6,2 Milliounen; 2006 bei 6,6 Milliounen Euro an 2007 bei 6,7 Milliounen.

Wann ee kuckt wéi d'Zuel vun deene Leit, déi an deene Strukture schaffen, evoluéiert, dann ass dat och ganz impressionnant. Do si mer innerhalb vun dräi Joer vun ëm 60 Leit, déi an de Strukture vollzäit schaffen, op 73,5 Ganzzäitunitéiten eropgaangen. Mir sinn domat an der Linn vun deene viregten Aktiounsprogrammer.

Ech mengen, just an der Drogeproblematik gëtt et keng grouss Differenzen am Iwwergang zwëschent zwou Regierungsaktivitéiten an zwëschent zwee Aktiounsprogrammer. Déi ginn nahtlos aneneen iwwer, an et ginn eng Rei vu Moossnamen, déi eben aus enger Rei vun Ursaache méi lues virugaange sinn, mä déi ginn elo realiséiert, an et ass duerchaus méiglech, dass an anere Beräicher de Relais dann an där Period duerno geholl gi muss.

Ech wëll nach eng Kéier drop insistéieren, dass sech Lëtzebuerg och am Beräich vun den Drogenaktiounsprogrammer net drop beschränkt huet, fir europäesch Direktiven an europäesch Entwécklunge just ze appliquéieren, mä mer ganz aktiv waren an der Strategie an och am Aktiounsprogramm vun der Europäescher Kommunautéit am Beräich vun der Drogeproblematik. Ech wëll just drun erënneren, dass den EU-Drogenaktiounsprogramm ënner Lëtzebuerger Présidence finaliséiert ginn ass a mir och ganz vill Afloss op den Aktiounsprogramm konnten huelen. Et däerf een also net weider verwonneren, dass dee Lien zwëschent dem europäeschen an dem Lëtzebuerger Aktiounsprogramm ganz staark visibel ass.

Wann ee kuckt wéi d'Evolutioun elo an deene leschte Jore war, da muss ee feststellen, dass d'Schwéierpunkter an eiser Drogenaktioun haaptsächlech um Gebitt vun der Koordinatioun leien.

Éischte Punkt. Déi Koordinatioun - dat hunn ech virdru gesot - ass zwëschent de Regierungsstellen, zwëschent den Administratiounen, zwëschent deene verschiddene Corpsen an de Leit um Terrain. Et ass awer och d'Koordinatioun um internationale Plang. Wéi maache mer dat? Ma duerch d'Schafung vun engem Coordinateur national, deen iwwer eng Rei vu Joren hei zu Lëtzebuerg schonn aktiv ass, deen och d'Koordinatiounsroll mat den internationalen Institutiounen iwwerhëlt, mat den internationalen Aktivitéiten an Initiativen, deen och d'Présidence viru kuerzem iwwerholl huet vun deem intermisteriellen Aarbechtsgrupp, wat ech eng ganz gutt Saach fannen, well de Lien zum Terrain direkt hiergestallt ass, a mer och an deene leschte Méint en neien Elan an deem Groupe interministériel gespuert hunn.

Ech wëll lech nach soen, dass deen interministerielle Grupp, fir op Awänn oder op Fuerderunge vun der Chamber hei anzegoen, virun e puer Wochen de Projet fir d'Ofgab vun Heroin opgrond vu medezineschen Indikatiounen u schwéier Ofhängeger fräiginn huet. Dass mer amgaange sinn dee Programm mat allen Institutiounen, déi betraff sinn, ofzestëmmen, an dass mer et ähnlech maache wéi bei deem Konzept fir d'Schafung vun engem Drogekonsumraum, dass mer dat ganz suergfälteg preparéieren, an dass mer da relativ schnell kënnen un d'Netz goen.

Déi Aarbechte wäerten an deenen nächste Méint ofgeschloss ginn. Mir ginn dervun aus, dass mer d'Konklusioune kënne relativ fréi am Joer 2008 zéien an dann un d'Implementatioun kënnen iwwergoen. Et ass also net esou, dass mer mussen opgefuerdert ginn, fir dat ze maachen. Et stoung am Regierungsprogramm an et ass an der Zwëschenzäit an d'Exekutiounsphas iwwergaangen. Mir mengen effektiv, dass dat ee vun deene kruziale Punkten ass, déi mer mussen an d'Praxis ëmsetzen, fir d'Kriminaliséierung vun deene problematesche Fäll kënnen esou wäit wéi méiglech ze verhënneren.

Den zweete Schwéierpunkt vun eisen Aktiounen ass dee vun der Preventioun. D'Primärpreventioun zesumme mam Centre de prévention des toxicomanies ass aktiv an de Primärschoulen, ronderëm d'Primärschoulen, mat Formatioun, mat Interventiounen. Mir sinn also do um Wee. Ech fannen et gutt, dass mer ënnerstëtzt ginn an déi dote Richtung, mä ech géif et nach virzéie wann ee positiv ënnerstëtzt géif ginn, amplaz dass een ëmmer nach zwëschent den Zeile seet, dass mer hei net genuch géife maachen. Jo, et kann een ëmmer méi maachen, mä ech géif mer wënschen, dass een an deem dote Beräich méi consensuel kéint un d'Saachen erugoen.

Dann déi Preventioun wa jonk Kanner a Kontakt mat Droge kommen iwwer eng gutt Zesummenaarbecht mat Médecins sans frontières iwwert de Projet „Choice“.

Ech kommen zur Konklusioun, Här President.

Et hätt mech gewonnert wann am Kader vun der Diskussioun net erëm eng Kéier d'Fixerstuff erausgezu gi wär. Ech hat gemengt, mir hätten eis hei eng gutt Démarche ginn.

(Interruption)

Ech bleiwe bei där Démarche. An ech gesinn och, dass hei de Gros wëllt, a just eng ganz kleng Minoritéit net wëllt op dee Konsens goen. Ech fannen dat en exzellente Wee.

Ech wollt zum Ofschloss all deene Leit, déi intervenéiert si bei dëser Interpellatioun, an déi et éierlech gemengt hunn, Merci soen. Ech verspriechen och, wéi de Marc Angel gefrot huet, soubal wéi den Zwëschebericht vun der Exekutioun vum lafenden Aktiounsprogramm virläit, an d'Kommissioun ze kommen an der Chamber selbstverständlech Ried an Äntwert ze stoen.

An deem Sënn, wollt ech just nach ee Wuert iwwert d'Motioune soen, Här President.

M. le Président.- Jo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Zu de Motiounen, mengen ech, hunn ech dat gesot, wat ze soe war. Mir sinn an deene Beräicher, wou mer zur Aktioun opgefuerdert ginn, schonn an Aktioun. Mir brauchen also net méi derzou opgefuerdert ze ginn.

Ech soen lech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Den Här Henckes nach eng Kéier ganz kuerz.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR), interpellateur.*- Här President, ech wollt just nach op e puer Intervenantë reagéieren an op verschidde Remarquen, déi gemaach gi sinn.

Éischtens, wat d'Zuel vun den Drogéierten hei am Land ugeet, do kann ee sech nuren op de Rapport RELIS baséieren, wou effektiv vu Comptages multiples geschwat gëtt. Mä do, wou gesot gëtt «sans comptages multiples», do sinn elo Pinktelcher gesat. Da kann ee sech also net nuren op déi Donnéeën do baséieren. Do gesäit een, dass sech déi Zuel an de leschte Joren awer verduebelt huet.

Dann ass et ganz evident, datt mir elo net der Meenung sinn, dass ze vill Suen ausgi ginn.

M. le Président.- Här Henckes, entschëllegt. D'Riedezäit vun Ärem Grupp ass ofgelaf.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR), interpellateur.*- Jo, mä ech hunn nach zéng Minutten zegutt, fir ze äntwerten nom Reglement.

M. le Président.- Jo. Invoquéiert Der da Parole après ministre?

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR), interpellateur.*- Neen, dat ass am...

M. Robert Mehlen *(ADR).*- D'Riedezäit ass jo iwwerhaapt nach net ëm. Hien hat als Interpellant 20 Minutten, dann nach eng Kéier zéng Minutten.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR), interpellateur.*- Ech hunn nach zéng Minutten, fir op eenzel Aussoen ze reagéieren.

M. le Président.- Opgrond vun de Motiounen?

Une voix.- Fir d'Fraktioun.

M. le Président.- Schwätzt Der am Numm vun Ärer Sensibilitéit?

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR), interpellateur.*- Jo. Ech maachen et dofir relativ kuerz.

(Interruptions)

Ech wollt just nuren drop hiweisen, datt mer hoffen, datt d'Regierung op verschiddene Punkten aktiv gëtt. Da wëll ech nuren ee Beispill ginn, woufir mer geduecht hunn, et wär elo vläicht un der Zäit fir de Gesondheetsminister ze froen, wou de Projet-pilote de distribution controlée d'héroïne drun ass. Woufir?

Well an deem Rapport, deen Der ons zoukomme gelooss hutt hei als Chamber, steet dran, datt de Groupe d'experts 1998 constituéiert ginn ass. Dunn ass en 2003 reak-

tivéiert ginn. De Minister vun der Santé deemools huet e Rapport presentéiert am Mee 2003, wéi et soll realiséiert ginn. Den Aktiounsplang Drogen, deen Dir ausgeschafft hutt, gesäit d'Mise en place fir 2007 vir. Et ass dowéinst, wou ech mer geduecht hunn: „Was lange währt, wird endlich gut". Ech wollt just drop hiweisen, datt et awer heiansdo gutt ass, wann een d'Regierung drop hiweist, datt se sech engagéiert huet op e puer Délaien an datt mer vun 1998 un deen dote Projet diskutéieren. Méi wollt ech net gesot hunn.

Ech hoffen, Här Minister, datt Der elo effektiv fir Ufank 2008 kënnt mat ganz konkrete Realisatiounen opkommen. Et ass jo dowéinst, wou een och als Interpellant d'Regierung opfuerdert, fir e bësselche méi Dynamik hannerun e Projet ze bréngen, deen elo schonn zënter '98 an der Debatt ass.

Dat gesot, bedaueren ech, datt ons Motiounen, esou wéi et elo schéngt, net wäerten ugeholl ginn, well ech gesinn, datt notamment eng etlech vun deene Motiounen och an deene Rapporte vu RELIS gefuerdert gi sinn. Ech constatéieren also, datt d'Regierung do net wëllt op dee Wee goen.

M. le Président.- Merci, Här Henckes. Ech wëll dem Här Henckes just soen, well och gëschter den Här Gibéryen hei esou sensibel reagéiert huet, wat d'Applikatioun vum...

M. Henri Grethen *(DP)*.- Hien ass eng Sensibilitéit.

(Hilarité)

M. le Président.- C'est bien trouvé, Här Grethen.

Ech wëll just soen, well den Här Gibéryen gëschter esou sensibel reagéiert huet, datt d'Sensibilitéit vun der ADR och soll mierke wann d'Presidentschaft large mat hinnen ass. Dir hutt hei d'Zäit vun Ärer Sensibilitéit invoquéiert, déi Der an der Debatt hat, fir hei d'Wuert ze ergräifen. Or, d'Reglement gesäit dat net vir. Wann d'Debatt ofgeschloss ass an d'Regierung huet d'Wuert geholl, dann ass d'Debatt ofgeschloss, wa viraus d'Zäit vun der Sensibilitéit net...

(Interruption)

Jo, Dir hutt déi invoquéiert an obschonns se net gezielt huet hunn ech dat duerchgoe gelooss. Dir hutt Är Zäit kritt. Dofir wëll ech Iech soen, et soll een ëmmer e bësselche pondéréiert kucke wéi een d'Reglement appliziéiert.

(Brouhaha général)

Voilà, mir kommen dann elo zum Vote vun de Motiounen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*.- Här President!

M. le Président.- D'Madame Loschetter huet d'Wuert nach eng Kéier gefrot.

Motion 1

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG)*.- Jo, ech wollt awer preziséieren, mir hunn eis Ënnerschrëft zu de Motioune vun der Sensibilitéit ginn, fir datt se eng Geleeënheet huet déi iwwerhaapt emol zum Vote ze stellen, mä mir hu se awer net ginn, well mir därselwechter Meenung si wéi si.

M. le Président.- Très bien.

Mir stëmmen dann of iwwert d'Motioun 1.

Ass de Vote électronique verlaangt?

(Assentiment)

Da maache mer ee Vote électronique.

Vote

D'Motioun 1 ass ofgelehnt mat 44 Nee-Stëmmen, bei 4 Jo-Stëmmen a 5 Abstentiounen.

Ont voté oui: MM. Gast Gibéryen (par M. Robert Mehlen), Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par Mme Martine Stein-Mergen), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro (par M. Romain Schneider), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich (par M. Ben Fayot), Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider et Roland Schreiner (par M. Marc Angel);

M. Xavier Bettel (par M. Henri Grethen), Mme Anne Brasseur, MM. Emile Calmes (par M. Charles Goerens), Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. Alexandre Krieps) et Carlo Wagner.

Se sont abstenus: MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Henri Kox), Félix Braz, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Motion 2

Ass bei der Motioun 2 de Vote électronique verlaangt?

(Interruptions diverses)

Par main levée? Da stëmme mer of par main levée.

Vote

Wien ass d'accord mat der Motioun 2?

Wien ass dergéint?

D'Motioun 2 ass mat ganz grousser Majoritéit ofgelehnt.

Motion 3

Ass bei der Motioun 3 de Vote électronique verlaangt?

(Négation)

Da maache mer e Vote par main levée.

Vote

Wien ass fir d'Motioun 3?

Wien ass dergéint?

D'Motioun 3 ass mat grousser Majoritéit ofgelehnt.

Motion 4

Vote

Wien ass fir d'Motioun 4?

Wien ass dergéint?

D'Motioun 4 ass ofgelehnt.

Motion 5

Vote

Wien ass fir d'Motioun 5?

Wien ass dergéint?

Och déi Motioun ass mat grousser Majoritéit ofgelehnt.

Motion 6

Mir kommen elo zur Motioun, déi déi honorabel Madame Viviane Loschetter eragereecht huet.

Ass hei de Vote électronique verlaangt?

(Négation)

Vote

Wien ass fir déi Motioun?

Wien ass dergéint?

D'Motioun 6 ass majoritär ofgelehnt.

Mir kommen dann zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut, dat ass d'Resolutioun vum honorabelen Här Kox iwwert d'Élaboration d'un plan énergétique des bâtiments de la Chambre des Députés et des groupes parlementaires.

Chamber TV
weist all öffentlech Sëtzung
live an integral
mat enger Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

9. Résolution de M. Henri Kox relative à l'élaboration d'un plan énergétique des bâtiments de la Chambre des Députés et des groupes parlementaires

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG), auteur*.- Bon, ech maachen et ganz kuerz, et gëtt keng Debatt iwwert den CO_2. Wëssend dass den 1. Januar eng nei Wärmeschutzverordnung uleeft, de Stat, d'Gemengen an natierlech mir als Chamber als gutt Beispill sollte virgoen, dofir proposéieren ech zwou Ufuerderungen un eis selwer ze stellen.

Mir sollten eis Chamber och energetesch sanéieren, nodeem mer dann och dee schéinen Teppech endlech hei evakuéiert hunn a mat engem schéinen hëlzene Buedem dann dat och alles erëm richteg hei kréien. Duerno sollte mer dat natierlech och energetesch ëmsetzen. Niewent der Chamber ass et awer wichteg, dass eis Gebaier vun de Fraktiounen och entspriechend ënnersicht ginn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Den Här Fayot freet nach d'Wuert.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Här President, ech wollt dem Här Kox soen, dass mer in vorauseilendem Gehorsam schonn en Energieaudit vun onsem Gebai als Fraktioun gemaach hunn.

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG), auteur*.- Exzellent!

M. le Président.- Très bien. Merci, Här Fayot. Ech wëll drop hiweisen, dass d'Resolutioun, déi beim Dépôt nëmmen eng Ënnerschrëft hat, nach vun den Häre Bausch, Braz, Gira a vun der Madame Loschetter ënnerschriwwe gouf.

Mir stëmmen dann of.

Vote

Wien ass d'accord mat der Resolutioun vum Här Kox?

Ech gesinn, d'Chamber ass unanimement d'accord.

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn domat um Enn vun eiser Sitzung ukomm.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.26 heures)

Chambre des Députés
LUXEMBOURG
d'Chamber live
Chamber TV
och an der Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu
mat de Rubriken

- Composition & Organisation
- Séances publiques & Commissions
- Hôtel de la Chambre
- Portail documentaire
- Web TV live

Présidence: M. Lucien Weiler, Président

Sommaire

1. Communications

2. Ordre du jour

- *M. Aly Jaerling, M. Henri Grethen, M. Alexandre Krieps, M. Aly Jaerling, M. Carlo Wagner*
- *Vote (demande Jaerling rejetée)*

3. 5800 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2008

- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: Mme Lydia Mutsch*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Fernand Boden, Mme Marie-Josée Jacobs, MM. Luc Frieden, François Biltgen, Mars Di Bartolomeo, Lucien Lux et Jean-Marie Halsdorf, Ministres; M. Nicolas Schmit, Ministre délégué.

(Début de la séance publique à 15.00 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber eng Matdeelung ze maachen?

M. Lucien Lux, *Ministre des Transports*.- Neen, Här President.

1. Communications

M. le Président.- Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi et de règlement grand-ducal suivants ont été déposés au Greffe de la Chambre:

1. **5805** - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du Travail

Dépôt: Madame Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le 22.11.2007

2. **5806** - Projet de règlement grand-ducal concernant la participation du Luxembourg à la Force de l'OTAN au Kosovo (KFOR)

Dépôt: Monsieur Jean-Louis Schiltz, Ministre de la Défense, le 22.11.2007

3. **5807** - Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal modifié du 9 mai 2003 concernant la participation du Luxembourg à la Force Internationale d'Assistance à la Sécurité en Afghanistan (FIAS)

Dépôt: Monsieur Jean-Louis Schiltz, Ministre de la Défense, le 22.11.2007

4. **5808** - Projet de loi portant autorisation de dépenses d'investissement dans des capacités et moyens militaires

Dépôt: Monsieur Jean-Louis Schiltz, Ministre de la Défense, le 23.11.2007

5. **5809** - Projet de règlement grand-ducal concernant la participation du Luxembourg à l'opération militaire de l'Union européenne (EUFOR Tchad/RCA) en soutien de la Mission des Nations Unies au Tchad et en République centrafricaine (MINURCAT)

Dépôt: Monsieur Jean-Louis Schiltz, Ministre de la Défense, le 27.11.2007

2. Ordre du jour

Wat den Ordre du jour vun dëser Woch ubelaangt, huet d'Presidentekonferenz Folgendes virgeschloen:

Haut de Mëtteg presentéiert d'Madame Lydia Mutsch, Rapportrice zum Budget fir d'nächst Joer, de Rapport vun der Finanzkommissioun iwwert de Budget vum Joer 2008.

Mar um hallwer dräi héiere mer en Exposé vum Här Budgetsminister Luc Frieden iwwert deeselwechte Budget. Uschléissend diskutéiere mer de Revisiounsvirschlag 5673 iwwert deen neien Artikel 32bis vun eiser Verfassung. Bei dësem Projet gëtt mat enger qualifizéierter Majoritéit ofgestëmmt. Duerno hu mer de Projet de loi 5717, een Ofkommes tëschent den EU-Länner an de Vereenegte State vun Amerika iwwert d'Entraide judiciaire. Duerno hu mer eng fiscal Direktiv um Ordre du jour stoen.

Dann iwwermar, en Donneschdeg um hallwer dräi, e Projet de loi, deen eng Direktiv iwwert d'Aarbechtszäit am Transportwiesen ëmsetze soll; de Projet de loi 5240 iwwer eng Rei international Aarbechtskonventiounen; de Projet de loi iwwert d'Schafung vun engem Comité permanent du travail an d'Question avec débat vum honorabelen Här Jaerling iwwer e Finanzéierungsofkommes fir déi reliéis Communautéiten. Schlussendlech och nach deeselwechten Dag d'Désignatioun vun engem President a vu véier Membere fir de Centre pour l'égalité de traitement.

A sengem Schreiwes vum 30. November huet den honorabelen Här Jaerling matgedeelt, datt hie sech net mat der Prozedur averstanen erkläert duerch déi seng Interpellatioun an eng Question avec débat ëmgewandelt gouf. Aus dësem Grond huet hie gefrot dëse Punkt vum Ordre du jour ze sträichen.

Här Jaerling, Dir hutt d'Wuert dozou.

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- Merci, Här President. Nodeem ech d'Dagesuerdnung vum Donneschdeg, de 6. am Chrëschtmount, matgedeelt krut, hat ech effektiv e Schreiwes un den Här President geriicht, well ech net mat deem Punkt véier d'accord sinn. Dat ass dee Punkt, dee mir eng Question avec débat iwwert d'Finanzéierung vun de reliéise Communautéiten octroyéiere soll, déi ech ni gefrot hunn. Ech hunn ni eng Question avec débat gefrot.

Den 13. am Karschnatz 2007 hunn ech eng Demande agereecht, fir d'Regierung iwwert d'Relatioun tëschent Kierch a Stat an dem Finanzement vun de reliéise Communautéite kënnen ze interpelléieren. Ech hunn dës Interpellatioun ugefrot fir eng Generaldiskussioun ze lancéieren am Kontext mat der Gesetzespropositioun, déi ech agereecht hat am Zesummenhang mat der Trennung vu Kierch a Stat an dem Ofschafe vun der Finanzéierung vun de reliéise Communautéiten. Dat, fir datt am Virfeld all Partei heibanne ka Fuerf bekennen, wéi se zu der Relatioun tëschent Kierch a Stat steet an der Finanzéierung vun de Reliounen.

Den Artikel 88 vum Chamberreglement seet, datt all Deputéierten d'Recht huet d'Regierung ze interpelléieren, an datt d'Interpellatioun muss d'intérêt public sinn. Eng Interpellatioun iwwert d'Relatioune Kierch a Stat souwéi de Finanzement vun de reliéise Communautéiten ass d'intérêt public, well dat all Steierzueler an all Bierger betrëfft.

Den Artikel 88 gëtt also dem Deputéierten e Recht d'Regierung ze interpelléieren. E Recht ass eppes Absolutes, wat normalerweis net däerf minimiséiert ginn. Dëst Recht kann awer opgrond vum Artikel 89 vum Chamberreglement ëmmodeléiert gi vun der Presidentekonferenz, doduerch datt eng Interpellatioun kann an eng Question avec débat vun der Presidentekonferenz ëmgewandelt ginn.

Elo seet awer den Artikel 166 vum Chamberreglement, deen d'Philosophie vum Artikel 50 vun eiser Verfassung reflétéiert, Folgendes: «Les députés exercent leur mandat de façon indépendante. Ils ne peuvent être liés par des instructions ni recevoir de mandat impératif.» Dem eenzelnen Deputéierte seng parlamentaresch Rechter däerfen deemno vu kengem minimiséiert a geschnidde ginn.

Wann ech dann och nach den Artikel 82 (4) liesen, laut deem de Chamberspresident der Regierung muss d'Froe vun enger Question avec débat mindestens zwou Woche virum Débat zoukomme loossen, da kann ech nëmme staunen. Wéi kënnt Dir, Här President, der Regierung Froen zoukomme loossen, déi Iech ni ee gestallt huet...

(Hilarité)

...a wou d'Presidentekonferenz eréischt virun enger Woch décidéiert huet déi Interpellatioun als Question avec débat ëmzemodelen? Wat soll den zoustännege Minister op Froen äntweren, déi keen him wäert stellen?

Här President, ech stellen ëmmer méi fest, datt an dësem Chamberreglement méi Kontradiktiounen dra si wéi am Koran an an der Bibel zesummen. Dofir wëll ech Iech och hei eng Propositioun iwwerreechen, déi den Artikel 89 vum Reglement, deen d'Rechter vum eenzelnen Deputéierten ondemokratesch aschränkt, ofschafe soll.

Laut dem zoustännegen Artikel vum Chamberreglement muss ech fënnef Ënnerschrëften hunn. Ech hoffe jo, dass fënnef Kolleegen heibanne mat mir d'accord sinn, well ech jo net deen Éischte sinn, deem dat do passéiert; dass fënnef Kolleegen heibanne mat mer d'accord sinn, fir dass déi Fro do kann diskutéiert ginn.

Ech wollt d'Chamber dofir och bieden de Punkt véier vun der Dagesuerdnung vum Donneschdeg vum 6. am Chrëschtmount erofzehuelen a mer uganks nächst Joer meng Interpellatioun, déi ech den 13. am Karschnatz 2007 ugefrot hunn, ze autoriséieren, well dat mäi parlamentarescht Recht ass a well et sech hei effektiv ëm eng Question d'intérêt général handelt, déi scho säit längerem op Pressekonferenzen an a Presseartikelen diskutéiert gëtt, mä wou bis elo nach keen de Courage hat hei an dëser Chamber Verantwortung ze huelen an eng Diskussioun driwwer ze féieren, fir dass jiddfereen emol ka Stellung bezéien, an alleguer déi och emol solle Stellung bezéien, an deenen hire Grondsazprogrammer d'Trennung vu Kierch a Stat drasteet, fir dass mer endlech wëssen, wou mer mat där Affär do dru sinn.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Ech wëll dem Här Jaerling soen, dass ech ganz frou sinn, datt hien d'Reglement intensiv studéiert huet. A well hien dat gemaach huet, huet hie selwer d'Äntwert ginn op déi Fro respektiv déi Kritik, déi hien ubruecht huet. Eng Interpellatioun ka laut dem Artikel 89 vun der Presidentekonferenz an eng Question avec débat ëmgewandelt ginn. D'Presidentekonferenz huet dësen Artikel applizéiert an deementspriechend déi Interpellatioun ëmgewandelt.

Här Jaerling, dat ass scho méi oft heibanne geschitt. Dat ass net nëmme bei Iech de Fall. Et war och scho bei anere Kolleegen de Fall, dass se eng Interpellatioun ugekënnegt hunn an dass eng Question avec débat schlussendlech erauskomm ass, an déi ass dann normal iwwert den Ordre du jour gaangen.

D'Artikelen 166 an 82 (4), Här Jaerling, hunn décemment näischt ze doe mat der Problematik, déi eis hei interesséiert. Den Här Jaerling proposéiert also den Ordre du jour ëmzeänneren an déi Question avec débat vum Ordre du jour ze sträichen.

Dofir froen ech d'Chamber: Ass d'Chamber mat där Propositioun vum Här Jaerling, dee seng eege Problematik, déi hien opgeworf huet, wëllt elo vum Ordre du jour erofkréien, mä an ëmgewandelter Form nees wëllt erëmkréien - ech versti scho wat Dir wëllt, Här Jaerling?

Ass d'Chamber d'accord mat där Propositioun vum Här Jaerling, fir Ordre du jour ëmzeänneren an d'Question avec débat vum Ordre du jour erofzehuelen?

(Interruption)

Jo, den Här Jaerling muss wëssen, et ass eng Décisioun vun der Presidentekonferenz déi Interpellatioun ëmzeänneren. Wann een elo net domat d'accord ass, datt d'Question avec débat um Ordre du jour bleift, dann ass se fort, mä da kënnt se och net erëm.

(Brouhaha général)

Jo, neen, dat ass nun awer emol leider esou.

Ech froen d'Chamber: Ass se d'accord fir den Ordre du jour ëmzeänneren am Sënn vum Här Jaerling?

M. Henri Grethen *(DP)*.- ..., fir dass den Här Jaerling kann eng Interpellatioun maachen am Januar?

M. le Président.- Jo, hien huet eng Interpellatioun...

M. Alexandre Krieps *(DP)*.- Dat ka jo awer net sinn, datt Dir e Maulkuerf hei ausdeelt.

Plusieurs voix.- Oooohhhh!!!

M. le Président.- Ech géif den honorabelen Här Krieps da wëlle froe wéi hien d'Chamberreglement interpretéiert an ob hie mengt d'Presidentekonferenz, an där och seng Fraktioun vertrueden ass, dat dote Recht huet, jo oder neen?

Plusieurs voix.- Aaahhh!

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Mir hunn awer do manner ze soe wéi Är Fraktioun.

Une voix.- Ouh?

(Hilarité)

M. le Président.- Här Jaerling.

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- Här President, Dir hutt mer jo elo den Artikel 89 erkläert. Erkläert mir emol wann ech gelift, wéi Dir den Artikel 166 vum Chamberreglement interpretéiert a wéi déi Chamber hei den Artikel 50 vun eiser Verfassung interpretéiert, deen engem Deputéierten all seng parlamentaresch Rechter accordéiert, déi keen him ewechhuelen däerf.

Den Artikel 166 setzt menger Meenung no den Artikel 89 ausser Kraaft, esou wéi den Artikel 89 den Artikel 88 kann ausser Kraaft setzen. Also, erkläert mer emol déi Contradictiounen.

Den Artikel 166 vun eisem Chamberreglement gëtt all Deputéierten d'Recht seng parlamentaresch Aarbechte fräi ze maachen. An hei ass scho méi wéi eng Kéier - an ech erënnere mech och un d'leschte Kéier, un der Madame Brasseur hir Resolutioun hei - einfach eng parlamentaresch Interpellatioun an de ronnen Dossier gehäit ginn, nëmme well eng Presidentekonferenz oder well d'Majoritéit dat hei gären esou hätt. An dat kann net méi esou virugoen.

(Interruption)

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll dem Här Jaerling soen, datt jiddfer Deputéierten d'Recht huet, fir seng Aarbechte fräi ze maachen. Mä bei där Fräiheet ginn et gewëss Regelen. An déi Regele sinn am Chamberreglement festgeluecht. Mir verfueren hei no deene Regelen.

Dir Dammen an Dir Hären, nach eng Kéier d'Fro: Ass d'Chamber dermat d'accord fir den Ordre du jour ëmzeänneren an d'Question avec débat vum Ordre du jour erofzehuelen?

(Négation)

Vote

Wien d'accord ass mat der Propositioun vum Här Jaerling, fir den Ordre du jour ëmzeänneren an d'Question avec débat N°28 erofzehuelen, deen ass gebieden d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Wien ass dergéint?

Déi grouss Majoritéit ass derfir, fir datt Är Fro, Här Jaerling, um Ordre du jour bleift. En Donneschdeg kënnt Dir Är Froen hei stellen, esou wéi eist Reglement dat virgesäit, an d'Regierung wäert dorobber äntwerten.

(Interruptions)

Domat ass dee Punkt ofgeschloss.

(Coups de cloche de la Présidence)

Mir kommen elo zum Haaptpunkt respektiv dem eenzege Punkt vum Ordre du jour vun haut de Mëtten. Dat ass de Rapport iwwert de Budget fir d'nächst Joer. D'Wuert huet

elo déi honorabel Rapportrice, d'Madame Lydia Mutsch. Madame Mutsch, Dir hutt d'Wuert.

3. 5800 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2008

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

Mme Lydia Mutsch *(LSAP), rapportrice.*- Haut ass Bärbelendag.

Plusieurs voix.- Ooohhh!

Mme Lydia Mutsch *(LSAP), rapportrice.*- Bärbelendag erënnert un déi Zäiten, wou de Räichtum vum Land nach virun allem an der Stolindustrie erschafft ginn ass. Dausende vu Leit waren an de Galerien an an de Wierker beschäftegt.

(Interruption par le Président)

Déi Zäite gehéieren haut der Vergaangenheet un. A knapps 50 Joer huet eis Ekonomie en déifgräifende Wandel vun der Sidérurgie hin zu enger vum Finanzsecteur an de Servicer dominéierter Ekonomie vollzunn. Während d'Stolproduktioun 1952 nach 43% vum nationale PIB ausgemaach huet, waren et der 1960 schonn nëmme méi 32%, fir 1970 op 29% a bis d'Joer 1992 bis op 6% erofzegoen. A manner wéi 20 Joer huet sech d'Stolproduktioun ëm 50% verréngert an d'Zuel vun den Effektiven ass vu 27.000 op 8.100 erofgaangen.

Et war deemools nëmmen dem erfollegräiche Krisemanagement vun der Tripartite a vun der Stoltripartite ze verdanken, dass net dausende vu Leit hir Aarbecht verluer hunn an eist Land an eng déif Kris gefall ass. Vun do u schwätze mir vum „Lëtzebuerger Modell".

Parallell zum Réckgang vun der Stolindustrie huet sech den Déngschtleeschtungssecteur esou entwéckelt, dass en 2004 iwwer 77% vun allen Aarbechtsplazen, a schonn 2006 iwwer 80% vun der Valeur ajoutée hei am Land ausgemaach huet. Insgesamt huet eis Lëtzebuerger Ekonomie ëmmer méi eng international Ausriichtung kritt.

D'Tatsaach, dass mer eis, ob mer et wëllen oder net, och a grad als Lëtzebuerger an enger globaliséierter Welt bewegen, rifft bei ville vun eis Onverständnis, Onsécherheet an Angscht ervir. Dat fir Lëtzebuerger Verhältnisser ongewinnte knappt Ofstëmmungsergebnis zugonschte vum Europäesche Verfassungsvertrag ass mat ee Resultat vun dëser Stëmmung.

Och wann eist Land ënnert dem Stréch mat Sécherheet zu de Gewënner gehéiert, an am internationale Verglach e Wuesstum kennt, ëm dat déi aner eis beneiden, och wann zu Hongkong mëttlerweil 50% vun alle Fonge Lëtzebuerger Fonge sinn, an eise Banken- a Fongesekteur iwwer 40% vun eisem PIB, ronn 30% vun eise Gesamtsteierrecetten ausmécht a mëttlerweil iwwer 31.000 Beschäftegter zielt, esou ass deen dorop berouende Wuelstand fir vill Leit am Land net novollzéibar a souguer e bësse suspekt.

Vläicht hänkt et domadder zesummen, dass der net méi vill nokommen, well dës Welt awer elo guer näischt méi mat deem gewinnten Aarbechtsëmfeld ze dinn huet, an net jiddfereen de Wandel scho vollzunn huet, deen eist Land matmécht. Vläicht hänkt et och domat zesummen, dass net jiddfereen - och net bei eis am Land - d'Avantagë vun engem globaliséierten Ëmfeld fir sech erkenne kann, an et bei eis wéi an allen anere Länner Ënnerscheeder gëtt. Zwou Mesuren. Zwou Vitessen. Gewënner a Verléierer.

D'Globaliséierung ass ustrengend. D'Zesummenhäng ginn ëmmer méi komplex an d'Verännerunge kommen ëmmer méi schnell. 2001 hu mer déi éischte Kéier no der Scholdekris vun 1982 déi schmäerzlech Erfahrung gemaach, wat et bedeit eng international Finanzkris fir eist Land mussen ze géréieren, mat hire Répercussiounen op den Equiliber vun eisen öffentleche Finanzen. Haut sti mer gutt do, an awer léisst déi aktuell Entwécklung vun den internationale Finanzmäert ronderëm déi amerikanesch Hypothéikekris eis net kal, och wa mir eis ëmmer erëm selwer rassuréieren, dass eise stabile Lëtzebuerger Marché financier wuel net gänzlech verschount bleift, mä dach awer genuch Réckgrat huet, fir mat der Situatioun eens ze ginn.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, an dësem bis op Weideres favorabele wirtschaftleche Gesamtëmfeld presentéiert sech de Budget 2008 ënner positive Virzeechen; engem fir 2007 estiméierte weltwäite Wuesstum vu ronn 5%, an ëmmerhin 2,9% an der Europäescher Unioun vun de 27 Länner. Fir Lëtzebuerg gëtt fir 2007 mat engem Wuesstum vum PIB vu 5%, a vu 4,5% fir 2008 gerechent.

Et ginn allerdéngs eng ganz Rei vun Unzeechen, dass et ab 2008 kéint méi lues goen. Stéchwierder sinn den Impakt vun engem eventuellen Unhiewe vun den Zënstauxen, déi héich Pëtrolspräisser, de viraussiichtlechen Impakt vun der Amerikanescher Finanzkris op déi international Mäert an och den héijen Euro, obwuel trotz den eventuelle Risike fir Kompetitivitéit hei d'Virdeeler bei Wäitem iwwerweien.

Während d'Joren 2002 an 2003 nach vun engem Ralentissement vun der Konjunktur an enger Baisse vun der Fiscalitéit gepräegt waren, si vun 2005 un d'Recetten nees méi schnell an d'Luucht gaange wéi d'Dépensen. Réckwierkend gouf den Defizit vun 2005 net mat minus 1%, mä nëmme mat minus 0,1% ausgewisen. Aus den erwaarten Defiziter vu minus 1,5% vum PIB fir 2006 a minus 0,9% fir 2007 sinn Iwwerschëss ginn. Plus 0,7% fir 2006 a plus 1% fir 2007. D'Konten, déi bekanntlech ni léien, hu fir d'Budgetsjoer 2006 e Plus vun iwwer enger Milliard erginn. A fir 2007 gëtt mat Plus-valuen tëschent 600 an 800 Millioune gerechent.

Eis Administration publique, déi niewent der Administratioun centrale och d'Gemengen an d'Sécurité sociale ëmfaasst, gesäit fir 2008 e positive Sold vu plus 0,8%, a fir 2009 an 2010 souguer e Plus vu plus 1% respektiv plus 1,2% viraus. Mir hunn deemno eis öffentlech Finanzen am Equiliber.

Dëst war och dem Budgetsminister seng Optakterklärung bei der Presentatioun vum Budget den 10. Oktober, och wann de Gesamtiwwerbléck vun den öffentleche Finanze mam Passage no Maastricht-Logik eréischt déi Woch duerno nogereecht gouf. Hien huet also Wuert gehalen - eise Budgetsminister -, wou hien den Engagement geholl huet, fir vum Budgetsjoer 2008 un dräi Budgetsdokumenter praktesch zäitgläich der Chamber ze iwwerreechen: de klassesche Volume 1, de sougenannte Statsbudget; de Volume 2 mam Pluriannuel; an den neie Volume 3, deen am Kader vun de viregte Budgetsdebatte vun der Chamber gefrot gi war.

En extra agesate Groupe de travail, SEC 95, war ënnert der Leedung vun der Inspection générale des finances mat Vertrieder vun der Chamber a mat anere Finanzacteuren a Verwaltunge während bal fënnef Méint zesummekomm, fir dëse Band mat virzebereeden an opzestellen.

E gutt Startzeeche fir e Budgetsrapporteur, deen domat eng interessant Virlafzäit kritt huet fir sech op seng Aarbecht anzestëmmen.

Wéi geet een un esou eng Aarbecht erun? Dat Spannendst ass jo, fir Froen opzewerfen: Wéi sti mir do als Land? Wou sinn eis Haaptproblemer? Wéi gi mer ëm mat deene Problemer? Wat gi mer eis fir Instrumenter? A wéi setze mer dës Instrumenter an?

Mindestens geneesou spannend ass awer d'Fro, wéi mer d'Instrument vum Budget notze fir Politik ze maachen a wéi eng Akzenter mir an deem Budget setzen, fir eist Land no vir ze bréngen. A säi Land no vir, bréngt ee menger fester Iwwerzeegung no nëmmen, wann ee mat der Zäit geet, wann ee bereet ass Saachen a Fro ze stellen a wann een net viru Verännerungen zréckschreckt. Verännerungen net als Selbstzweck, mä als Mëttel fir d'Zukunft mat ze steieren.

Op déi Ausso, e bestëmmtent Verhalen oder e bestëmmtent politescht Zil wier kee Selbstzweck, sinn ech iwwregens méi wéi eng Kéier bei der Virbereedung zu dësem Rapport gestouss. Zum Beispill am Zesummenhang mat der Kompetitivitéit, déi als Motor vun enger dynamescher Wirtschaftsentwécklung onverzichtbar ass; awer kee Selbstzweck.

Sou huet schonn de Wirtschaftsminister beim éischte Kompetitivitéitsbilan «En route vers Lisbonne 2006» am Zesummenhang mat der Kompetitivitéit bemierkt, ech zitéieren: «Elle est souvent considérée comme un but en soi et utilisée comme alibi pour faire passer des mesures socialement déséquilibrées. Je ne me lasserai pas de souligner que la compétitivité n'est qu'un instrument au service d'un objectif à plus long terme: le bien-être social des citoyens.»

Och den Equiliber vun den öffentleche Finanzen ass kee Selbstzweck, mä eng onerlässlech Grondviraussetzung, fir iwwert de Budget en ausräichenden Handlungsspillraum ze behalen. Wéi eng Beräicher sinn et dann, déi mussen iwwerduecht oder vläicht verbessert ginn? Wéi eng déi, déi eventuell Verännerunge brauchen?

Vill Leit sinn der Meenung, dass bei eis am Land déi generell Bereetschaft, fir eppes ze veränneren oder ze verbesseren, wat bekanntlecherweis net fir jiddfereen datselwecht heescht, nëmmen da besteet wann et net méi anescht geet. Oder wann eng Kris oder enk extern Facteuren eis dozou obligéieren. Fir et direkt virauszeschécken, dat ass net meng Aschätzung vun der Politik, déi mir maachen. An dat ass och net meng Lecture vum Budget.

Richteg ass, dass deen unhalende Wuesstum bei eis am Land mat Aschränkungen - zu deenen ech nach hi kommen - eis an deene leschte Jorzéngte vläicht ze vill ofgelenkt huet vun der Tatsaach, dass sech eng ganz Rei vu strukturellen Defiziter an enger ganzer Rei vu Beräicher cumuléiert hunn, déi vu grousser Bedeitung fir d'Zukunft vun eiser Gesellschaft sinn: Educatioun, Integratioun, Formatioun, sozial Sécherheet, Chancëgerechtegkeet. Et geet net duer, fir ze analyséiere wéi d'Kompetitivitéit entsteet an oprecht erhale gëtt, mä et ass mindestens geneesou wichteg fir déi allgemeng Liewensbedingungen ze verbesseren, e méi e gerechten Zougang zu Ausbildung, Betreiung, Weiderbildung, Aarbechtsplaz, Informatiounsgesellschaft ze erméiglechen an och de sozial Schwaachen Zukunftsperspektiven unzebidden.

Här President, all fënnefte Schüler verléisst bei eis am Land d'Schoul ouni Ofschloss. 50% vun den Demandeur-d'emploien hu keng Qualifikatioun. Iwwer 36% vun de lëtzebuergesche Schüler sinn am Enseignement secondaire, awer nëmme knapp 17% vun hiren auslännesche Kolleege sinn am Classique. Ronn 70% vun den Awunner vun eisem Land hunn an der Moyenne méi wéi de Primärschoulofschloss. Dësen Taux geet awer jee no Regioun a jee no Gemeng bis op 50% erof.

Mat eise 16%, déi en héijere Schoulofschloss hunn, also mindestens Bac+3, leie mer zwar nach an der Moyenne vun der EU25, mä vis-à-vis vun eisen Nopeschlänner hu mer e massiven Nohuelbedarf. D'Aarbechtslosegkeet läit jee no Gemeng wäit iwwert dem Taux moyen vum Land. Den héchsten Taux louch 2006 bei 9,68%. Dat ass méi wéi dat Duebelt vun de 4,6%, déi mer am leschte Joer landeswäit an der Moyenne ausgewisen hunn. Besonnesch heivu betraff sinn, mat Nuancen, d'Nord- an d'Südregioun vun eisem Land.

Den Taux d'emploi féminin ass mat 54,6% nach ëmmer 3 bis 4% ënnert der europäescher Moyenne, an d'Salairesécarten tëscht Männer a Frae leien och bei eis am Land nach ëmmer bei iwwer 14%. Laut der neister Pisa-Etüd mam Schwéierpunktthema Naturwëssenschafte bleiwe mer mat der 34. Plaz vu 57 nach ëmmer wäit hanner eisen eegenen Erwaardungen zréck.

Et ass richteg, dass eist Land eng ganz Rei vu strukturelle Spezifissitéiten huet, déi bei internationalen Evaluatiounen net ëmmer berücksichtegt ginn. Kaum en anert Land op der Welt huet en Auslännerundeel vu ronn 40% a senger Populatioun. An zumindest ongewéinlech ass och déi fir eis scho bal normal Tatsaach, dass iwwer 80% vun allen Aarbechtsplazen am Secteur public bei eis vu Lëtzebuerger besat sinn, a mëttlerweil iwwer 80% Net-Lëtzebuerger am Privatsecteur schaffen, ob si zu Lëtzebuerg wunnen oder net, mat alle Répercussiounen, déi dat op eist gesellschaftlecht Zesummeliewen huet.

Keen anert Land wéi Lëtzebuerg ass d'Lokomotiv vun enger Grande Région, vun där si just 4% vun der Gesamtawunnerzuel ausmécht. Trotzdeem sinn et Dag fir Dag iwwer 130.000 Persounen, déi iwwer eis Landesgrenzen era bei eis schaffe kommen. Néierens soss ginn zwou vun dräi neigeschafenen Aarbechtsplazen - et waren der am Joer 2006 iwwer 13.000 - vu Frontalieren occupéiert. De Grupp vun den 131.000 Frontaliere mécht mëttlerweil iwwer 42% vun der Gesamtzuel vun de Salariéen zu Lëtzebuerg aus a generéiert iwwert d'Halschent vun eisem Beruffsverkéier.

Trotzdeem, ouni eis Frontaliere géifen eis Entreprisen net déi Main-d'œuvrë fannen, déi si brauchen. Ouni si kéinte mer eisen héije Wuesstum net oprecht erhalen, an ouni si kéinte mir an der aktueller Perspektiv eise System vun der Sécurité sociale mëttelfristeg net oprecht erhalen.

Dëse vum wirtschaftlechen Aspekt hier onerlässlechen Input kréie mer awer net zum Nulltarif. D'Tatsaach, dass all Dag iwwer 130.000 Mënschen, gréisstendeels mam Auto, iwwer eis Grenze bei eis an d'Land schaffe kommen, an déi Meescht vun hinne wéinst eisen héijen Terrainspräisser net drun denke bei eis wunnen ze kommen, stellt eis zousätzlech viru grouss Erausfuerderungen, virun allem am Beräich vun der Mobilitéit. Hei besteet enorme politeschen Handlungsbedarf, genee wéi an deem virdru genannte Kader vun der Wirtschafts- a Sozialentwécklung, vun der Ausbildungs- an Aarbechtsmaartpolitik.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, éier mer eis déi wichteg Fro stellen, ob an op wéi eng Aart a Weis de Budget 2008 déi genannten Erausfuerderungen unhëlt a wéi eng strukturell Verbesserunge geplangt sinn, wëll ech lech kuerz seng Haapteckdaten nach eemol rappeléieren. De Budget 2008 gesäit Dépensen an enger Héicht vun 8,458 Milliarde fir d'Joer 2008 vir, a mat 8,438 Milliarde Recetten a bal därselwechter Gréissenuerdnung. D'Investitioune maache souwuel 2007 wéi och 2008 4,1% vum PIB aus, woubäi se virum Abroch vun 2006 nach bei 4,7% vum PIB loungen. D'Gesamtverscholdung klëmmt mat 588,8 Milliounen 2008 vu 6,9 op 7,1% vun eisem PIB.

D'Administration centrale, also den eigentleche Statsbudget, plus d'Recetten an d'Dépensë vun de Fongen, schléisst mat engem Negativsold vu Minus 1,4% vum PIB of. Domat klëmmt an enger gesamtstaatlecher Analys eleng de Finanzéierungsbedarf bei der Administration centrale vun 331 op 568 Milliounen. Bei engem gläichzäitege Minus vu 47 Millioune bei den Administrations locales, kann dëse Finanzéierungsbedarf nëmmen duerch den héije Sold vun 953 Millioune bei der Sécurité sociale kompenséiert ginn. Dat ass zwar nach net den, ech zitéieren: «équilibre budgétaire au niveau de tous les secteurs de l'administration publique», wéi et am aachte Stabilitéitspakt vun der Regierung ugekënnegt a vun der Finanzkommissioun gewënscht gi war; dat dréckt awer trotzdeem de Wonsch aus fir an enger Zäit vun Héichkonjunktur Sputt fir méi schwéier Zäiten ze behalen a sech gläichzäiteg Spillraum ze loosse fir eng aktiv Investitiounspolitik ze maachen.

Tatsächlech leien d'Dépensen an der Administratioun centrale bei 6,7% an d'Recettë bei 4,5%, woubäi et och am lafenden an am nächste Joer wäert esou sinn, datt d'Recettë virsiichteg geschat sinn a mat grousser Wahrscheinlechkeet iwwert den Estimatioune leie wäerten. Souwuel de Budgetsentworf 2008 wéi och de Pluriannuel 2008 bis 2011 sinn den Ausdrock vum Bestriewen, eng virsiichteg Finanzpolitik ze bedreiwen a gläichzäiteg wichteg Impulser fir d'Ekonomie a fir d'Gesellschaft ze ginn.

973 Millioune fléissen an eis Schoulen a Schoulinfrastrukturen. 670 Millioune ginn an d'Verbesserung vum öffentlechen Transport investéiert. Ronn 120 Millioune si fir Opfangstrukturen a Kannerbetreiung virgesinn an iwwer 60 Millioune fir den Accueil fir Personnes âgées. 119 Millioune solle fir d'Wunnengshëllef am Kader vum „Pacte Logement" agesat ginn, woubäi do mat Sécherheet nach eng Rei vun Hürden ze huele sinn, wann een den Avis vum Statsrot kuckt.

177 Milliounen huet d'Regierung fir öffentlech Fuerschung a fir d'Universitéit virgesinn, mat zousätzlech 10,9 Milliounen iwwert de Fonds Belval, fir mam Neibau zu Esch-Belval unzefänken. Ronn 62 Millioune si fir d'Moderniséierung vun de Spidolsinfrastrukture virgesinn, ënner anerem fir déi dräi Minettssiten am Süde vum Land, déi no hirer Fusioun dee gréissten Opérateur am Spidolswiese wäerte ginn. Iwwer 100 Millioune ginn un de Kyoto-Fong iwwerwisen an 296 Milliounen, dat sinn 0,91% vun eisem Revenu national brut, si fir d'Entwécklungshëllef virgesinn.

Ervirzesträichen ass, datt d'Contributioun vum Stat an d'Pensiounskeess bei 1,07 Milliarde läit, bei 735 Millioune fir d'Assurance maladie-maternité an 140 Millioune fir d'Assurance dépendance. Dës knapp zwou Milliarden Euro maache méi wéi ee Véirel vum lafende Budget vum Stat aus a stellen dee gréissten Ausgabeposten iwwerhaapt duer. Dobäi kommen 804 Millioune fir Prestations familiales, deen neie Kannerbonus net mat agerechent.

Dir Dammen an Dir Hären, mat eisem Engagement am Kader vun der Lissabon-Strategie, déi ënnert der Lëtzebuerger Présidence 2005 en neien Driff kritt huet, an ënnert dem Impuls vun eisem nationalen

Aktiounsplang fir Innovatioun a Vollbeschäftegung si mer amgaangen eisem Land e Moderniséierungsschub ze verpassen.

Mir wëllen d'Auswierkunge vun engem globaliséierten Ëmfeld net einfach erleiden, mä d'Erausfuerderungen unhuelen, déi domadder zesummenhänken, a matgestalten. Dat gëllt souwuel fir eist Bestriewen international kompetitiv ze bleiwe wéi och fir d'Noutwendegkeet eis Wirtschaft no de Kritäre vun der Nohaltegkeet weider ze diversifiéieren an domat eng nei Wirtschaftsdynamik fir eist ganzt Land ze erreechen.

Dat gëllt gläichermoosse fir eis Efforte fir manner Aarbechtslosegkeet a fir méi Chancëgerechtegkeet, virun allem beim Accès vu Kanner a jonke Leit op schoulesch Ausbildung a berufflech Formatioun, an et muss genausou konsequent fir eisen Asaz fir eng besser Vereinbarkeet vu Famill a Beruff gëllen.

Wa mer wëllen, datt jiddferee vun där gudder wirtschaftlecher Ausgangspositioun profitéiere soll, da gëllt dat ëmsou méi, well mer wëssen, datt erfahrungsgeméiss déi am meeschte vum Wuesstum a vum Opschwong profitéieren, déi eng qualifiéiert Aarbechtsplaz hunn, e gudden Job an en héije Liewensstandard. Dofir ass et ëmsou méi begréissenswäert, datt de Kannerbonus mat engem Gesamtmontant vun 185 Millioune virrangeg deene Famillje wäert zeguttkommen, déi am mannsten hunn an déi bei enger net selektiver Démarche, wéi eng allgemeng Steierupassung ouni parallell Mesurë se duerstellt, an der Vergaangenheet näischt dobäikritt hunn.

An deem Zesummenhang wär et wichteg, wann ab Januar eng monatlech Iwwerweisung vum Gesamtbetrag kéint geschéien, fir der Tatsaach Rechnung ze droen, datt den Abattement fir Kanner op der Akommessteier vum 1. Januar un op ee Coup ewechfält. Och wann dat an der aktueller Prozedur net virgesinn ass, wär et gutt e Wee ze fannen; wéi och eng ganz Rei vu Beruffskummeren an hiren Avisen et ënnerstraichen.

Generell ass d'Iwwerleeung richteg fir eng méi selektiv Steier- a Sozialpolitik ze maachen. D'Iwwerpréifung an eventuell Upassung vun den Abattementen, wéi se an noer Zukunft virgesinn ass, kéint en éischte Schratt a Richtung vu méi sozialer Gerechtegkeet an der Familljepolitik sinn. Wa vum Januar 2008 un och gepacste Koppelen déi gemeinsam Veranlagung kënne froen an ab 2009 oder 2010 all bestuete Koppelen d'Individualiséierung wiele kënnen, da bewege mer eis a Richtung vun engem neutrale Steiersystem, deen net méi virrangeg um Familljestand baséiert; an dat ass gutt esou.

À propos Individualiséierung: Am Kader vum neie Scheedungsgesetz soll endlech de Splitting agefouert ginn, ee ganz wesentleche Bäitrag an Ureiz, fir Famill a Beruff besser ënner een Hutt ze bréngen, doduerch datt eegestänneg Rentenusprëch opgebaut a spéider geltend gemaach gi kënnen.

Nom däitsche Modell vum Versuergungsausgläich kënnt de Splitting virrangeg deene Fraen zegutt, déi eng Paus maache wëllen, fir sech ëm d'Famill ze këmmeren oder am Fall vun enger Scheedung, déi soss mat eidelen Hänn do stinn. Ze betounen ass, datt och de Splitting nëmmen eng Iwwergangsléisung a Richtung vun enger Individualiséierung vun de Pensiounsrechter fir all Partenairë si kann.

Une voix.- Très bien.

Mme Lydia Mutsch *(LSAP), rapportrice*.- A senger Analys iwwert d'Wirtschafts- an d'Aarbechtsmaartsituatioun zu Lëtzebuerg hieft d'Europäesch Kommissioun wuel déi Lëtzebuerger Efforten ervir, fir Initiative fir méi Chancëgläichheet vu Mann a Fra ze fërderen, stellt awer leider och fest, an ech zitéieren: «que les écarts de genre sur le marché du travail, emploi, chômage, inactivité, rémunération sont relativement négligés.»

An déi richteg Richtung geet déi massiv Ënnerstëtzung vun der Regierung a Saache Kannerbetreiung, och wann een elo scho weess, datt déi agedroe Chifferen, déi no bis elo artikuléierte Besoinen opgestallt sinn, net duerginn, fir iwwer 2010 eraus aktiv ze ginn a Richtung vu flächendeckende Betreiungsinfrastrukturen an enger Ganzdagsoptik fir Kanner vun dräi Joer un. Et schielt sech ëmmer méi eraus, datt ee schouleschen a betreiungsintensive Mix fir d'Ganzdagsbetreiung vu Kanner aus alle Schichten déi beschte Bildungschancë fir Kanner aus sozial schwaache Familljen an aus Immigrantefamilljen duerstellt, bei deenen den Échec scolaire bei eis am Land besonnesch héich ass. Dat ass ee gutt Beispill vun enger offensiver an nohalteger Finanzpolitik.

Trotzdeem komme mir net derlaanscht fir gesetzlech Reformen am Enseignement an an der Formation professionnelle continue endlech eis Zoustëmmung ze ginn, respektiv se op den Instanzewee ze ginn. Och eise Schoulsystem muss sech der Gesellschaftsentwécklung upassen. Wann eis Gesellschaft sech um kulturellen, sozialen an ekonomesche Plang wandelt - an dat mécht se permanent -, dann däerf d'Schoul sech dëse Changementer net verschléissen.

Eist Primärschoulgesetz ass 1912, also nach virum Éischte Weltkrich, geschriwwe ginn. Elo, bal 100 Joer duerno, hu sech d'Ufuerderungen un eis Schoul fundamental geännert. Huet een an der éischter Halschent vum 20. Jorhonnert d'Elteren nach mussen dovunner iwwerzeegen, datt eng Ausbildung wichteg ass an datt si hir Kanner sollen an d'Schoul schécke fir rechnen, liesen a schreiwen ze léieren, esou ass d'Ausbildung haut zum wichtegste Faktor ginn, fir an eiser globaliséierter Welt iwwerhaapt nach bestoen ze kënnen. Ouni eng zolidd Bildung geet haut näischt méi. Dat ass och eng Grondausso vun der Lissabon-Strategie.

An der haut offiziell publizéierter PISA-Etüd mam Schwéierpunkt Naturwëssenschafte schneide mer nees net gutt of. Am Verglach zu eisen Noperen Däitschland, Belsch a Frankräich hänke mer béis hannendrun. Mir hunn zu Lëtzebuerg eng heterogen Schülerpopulatioun. Vill vun hinne schwätze keen oder net gutt Lëtzebuergesch. An eisem aktuelle Schoulsystem riskéiere si schnell den Uschloss ze verpassen an duerchzefalen.

D'Reform vum Primärschoulgesetz hëlt dësen Défi un, duerch en differenzéierten Unterricht an Equipen a mat méi a méi qualifizéiertem Personal. Och d'Beruffsausbildungsreform féiert ee modulare System an, deen op engem differenzéierten a kompetenzorientéierten Unterricht baséiert, a wou enk téscht Schoul an Entreprisen zesummegeschafft gëtt. Schüler mat Schwieregkeete brauchen amplaz ganz Schouljoren nëmmen déi net gepackte Moduler nozemaachen, a kënnen esou no hirem Rhythmus trotzdeem avancéieren. Et ass eng déif gräifend Reform, déi déi néideg finanziell a personell Mëttele brauch fir wierkungsvoll ëmgesat kënnen ze ginn. Dat ass och eng grouss Erausfuerderung fir d'Léierpersonal.

D'Aféiere vu Ganzdagsschoulen an den Ausbau vun de Maison-relaisen a vun de Betreiungsinfrastrukturen insgesamt, sinn en Deel vun dëser Gesamtstrategie, fir all eise Kanner déi bescht Startméiglechkeete fir d'Liewen a fir hire spéidere Beruff ze bidden, ouni op eise Modell vun der Dräisproochegkeet ze verzichten.

Wichteg bei all Strategie an neiem Modell ass d'Evaluatioun vun den Experienzen, déi ënner anerem ronderëm d'Pilotprojeten „Neie Lycée", École primaire Jean Jaurès an déi zukünfteg „Eis Schoul" entaméiert an duerch d'Uni Lëtzebuerg wëssenschaftlech encadréiert ginn. Och fir déi aner Primärschoule vum Land ass et geplangt, dass si sech an Zukunft enger externer Evaluatioun solle stellen iwwert d'Agence pour le développement de la qualité de l'enseignement. Esou kënne méi schnell bestoend Mëssstänn behuewe ginn.

Et sief an deem Zesummenhang och op d'Bedeitung vun deem vun der Regierung agesate Groupe de travail am Kader vun den definéierte Prioritéiten an der Recherche higewisen, dee sech mam lëtzebuergesche Sproochesystem, mat der Diversitéit a mat der Integratioun auserneesetzt. Hir Aarbecht wäert am besonneschen am Zesummenhang mam nationale Plan d'action «Langues» eng wichteg Roll spillen.

Zu där oft avancéierter Remarque, et soll ee sech mat der Reform vum Schoulgesetz vun 1912 gutt Zäit loossen, ëmmerhin hätt dat viregt Gesetz bal 100 Joer gehalen, sief ze bemierken, dass et och scho virun 30 Joer un der Zäit gewiescht wier, fir Ännerungen ze maachen. Da wiere mer haut net am ënneschte Peleton vun der Pisa-Etüd, mä am ieweschten. Well och d'Finnen hunn eng Generatioun gebraucht, fir hire System ze änneren. Virun 30 Joer hu si do ugefaangen, wou mir haut nach stinn.

Zur Ausbildung gehéiert och déi héijer Schoulausbildung. Oft geet eng besser Zesummenaarbecht vu Verwaltungen, vun öffentlechen a privaten Acteure schonn duer, fir Situatiounen ze deblockéieren. Eigentlech, soe vill Leit, hätt ee keen OCDE-Bericht gebraucht, fir ze wëssen, dass eis nei Universitéit net op alle Pläng soll plangen an agéieren, dass mer eis an der Recherche op e puer Kärberäicher konzentréiere sollen an net déi ganz Palette kënnen ofdecken. Kloer ass och, dass d'Universitéit an d'Centres de recherches enk zesummeschaffe mussen. A kloer muss och si wien Décideur ass a wien Notznéisser vun dësen Décisiounen ass. Héichschoulausbildung, Wirtschaftsentwécklung a Recherche sinn ontrennbar matenee verbonnen. An awer, grad dës OCDE-Etüd an och d'Foresight-Etüd si gutt a wichteg Instrumenter um Wee fir an d'Wëssensgesellschaft, op deem mir eis wëlle befannen.

Fir parallell zum Finanzsecteur nei Perspektive fir eng méi diversifizéiert Wirtschaftsentwécklung opzeweisen, kënnt der Universitéit an der Recherche eng ganz wichteg Bedeitung zou. D'Tatsaach, dass esou e wichtege Projet wéi d'Universitéit mat der Cité des Sciences a mat enger Pépinière d'entreprises dezentraliséiert gëtt, weist, dass d'Regierung Suerg derfir dréit, dass den territorialen Equiliber, deen och a grad um wirtschaftleche Plang an eisem Land net besteet, an der Zukunft muss fonnt ginn.

Hei kënnen och déi rezent vun der Regierung definéiert Prioritéiten an der Recherche, déi mat der Hëllef vu Contrats de performance ëmgesat solle ginn, eng wichteg Roll spillen. Et handelt sech dobäi ëm esou ënnerschiddlech Beräicher wéi déi vun der Entwécklung vun nohaltegen Ëmwelttechnologien a Materialien, den Nanosciencen, oder och ëm nei Informatik- a Gestiounsprogrammer, a sozial Recherchen an de Beräicher vun der Sprooch, Ausbildung an Aarbechtsmaartfuerschung.

Doniewent identifizéiert d'Regierung, an enger net fir mech novollzéibarer Hierarchie, Medien an Telekommunikatiounen, Biodiversitéit, Énergie naturelle durable, Gesondheetswiesen oder och Stad- a Landesplanung. Ech freeë mech schonn op den Débat iwwert d'Recherche an der Grande Région, dee fir d'nächst Joer ugekënnegt ass. Da gesi mer bestëmmt nach méi kloer wou mer histeieren a wéi eng Synergien a Perspektiven déi bescht fir eist Land wäerte sinn. Dat d'autant plus wou d'OCDE eis widderhuelt drop opmierksam gemaach huet, fir eis virrangeg an der Grande Région ze positionéieren an nei Réseauen a gemeinsam Projeten opzebauen.

Bei aller Déterminatioun ass et am Moment net méiglech virauszesoen, wéi eng Beräicher sech an der Zukunft zu engem wegweisende Wirtschafts- a Kompetenzpilier fir d'Land entwéckele loossen. Ass d'Logistik eng richteg Pist? Wa jo, wéi kënne mer elo schonn dofir suergen, dass d'Logistik hiren Anzuch an den Ausbildungsprogramm vun eise jonke Leit fënnt? Kënnen net en Deel vun den Demandeur-d'emploien, déi bei ville vun den nei geschafenen Aarbechtsplaze wéinst engem Mangel u Qualifikatioun duerch d'Netz falen, grad am Beräich vun der Logistik, nei industriell Aarbechtsplaze fannen, un deenen et hei am Land nach ëmmer batter feelt? Wa jo, wéi preparéiere mer se drop? Wéi kënne mer eise wirtschaftlechen Tissu nohalteg diversifizéieren? Wéi kënne mer gläichzäiteg den operationelle Kader vun eise kleng- a mëttelstännege Betriber verbesseren, an och si encourageieren nei Aktivitéite fir d'Land ze développéieren?

An deem Zesummenhang spillt den neie Programme d'aides aux régions eng wichteg Roll, deen iwwer geziilten Aiden, Subventiounen an Zënsbonifikatioune virrangeg PMEen an de Regioune fördert. Et soll hei ausdrécklech betount ginn, dass fir déi kleng- a mëttelstänneg Entreprisen den Esprit d'innovation an d'Sich no neien Horizonter mindestens geneesou wichteg si wéi fir déi grouss Entreprisen. Grad fir si ass am Zesummenhang mat der Verbesserung vun der Kompetitivitéit d'Simplification administrative e wichtegt Stéchwuert. Heī si souwuel d'Durée vun enger Prozedur, d'Formalitéiten als solch, wéi och den Ëmgang mat den neien Informatiouns- a Kommunikatiounstechnologien an de Verwaltunge viséiert.

Et ass richteg, dass scho vill geschitt ass ronderëm den Aktiounsplang eLuxemburg. De Portail de l'innovation et de la recherche ass als Instrument unerkannt, an iwwert de Portail des Marchés publics gouf den Accès un d'Commandes publiques fir d'Entreprisë wesentlech vereinfacht. D'Assistance électronique fir d'Entreprisë bleift nach ze maachen, awer d'Mise en vigueur vum Gesetz iwwert d'Protection des données bréngt Erliichterung bei de Formalitéite ronderëm d'Traitementer.

Am Februar huet de Comité national pour la simplification administrative den Entfesselungsprogramm fir Betriber presentéiert, deen den 10. Oktober an der Chamber diskutéiert gouf. Och am rezenten Tätegkeetsbericht vum Médiateur, deen Ufank 2008 an der Chamber soll diskutéiert ginn, sinn eng ganz Rei vun Hiweiser op onnéideg oder oniwwerwindlech administrativ Hürden an op verschidde Verbesserungsméiglechkeeten, souwuel am Hibléck op d'Déngschtleeschtung um Bierger - hei kann dat konsequent Asetze vu Guichet-uniquë gutt Ofhëllef schafen - wéi och op d'Réglementatiounen un d'Adress vun de Betriber.

Fakt ass, dass trotz de punktuelle Beméiungen och beim Stat de Mentalitéitswiessel hin zu engem modernen Déngschtleeschtungsbetrib nach net vollzunn ass a mer och an deem Beräich nach ganz vill ze schaffen hunn.

Et kann een net ëmhin den Androck ze hunn, dass mer richteg aus eis eraus kënne goen, wann et drëm geet en décke Fësch fir d'Finanzplaz oder de Marché vum Commerce électronique u Land ze zéien. A wann et der Saach kéint schueden, si mer och amstand op eng ganz Rei vun - an deem Fall onnéidegen - administrativen Hürden ze verzichten. Déi kuerz Weeër zu den héchsten Décideure sinn dee Moment eis Erfollegsdevis, an d'ganzt Land otemt op wann d'Operatioun geléngt. Kee Wonner, wann ee bedenkt, dass eis Recetten zum Beispill bei der TVA jee nodeem ganz erfreelech oder ganz dramatesch Auswierkungen op eis Budgetssituatioun kënnen hunn, wéi mer am Fall vun HP oder AOL rezent gesinn hunn.

Dës Fäegkeet, iwwer sech selwer erauszewuessen, rassuréiert. Et geet also. Just dass eben de Gros vun den Demanden, déi agereecht ginn, net vun AOL oder Amazon sinn, mä vu méi oder manner klengen a mëttlere Betriber, déi och frou wiere wann et méi schnell a méi onbürokratesch géif goen.

D'Mise à disposition vun Terrainen, fir e Betrib drop ze stellen oder fir Wunnengen drop ze bauen, ass eng ähnlech Geschicht. De Plan sectoriel des Zones d'activités, dee vun alle Beruffskummeren an industrielle Verbänn gefuerdert gëtt - an net nëmme vun hinnen - an deen op der Prioritéitelëscht vun dëser Regierung ganz uewe steet, läit nach ëmmer net vir.

Wa mer vu Kompetitivitéit schwätzen, da gehéieren eben och d'Disponibilitéit vun natierleche Ressourcë wéi Energie, Waasser oder Terrainen, mat dozou. Do hu mer zu Lëtzebuerg e massive Problem. Mëttlerweil sinn eis Terrainspräisser hanner Irland, England a Spuenien déi véiert deierst a ganz Europa. Bei den Interessekonflikter, déi oft optauche wann e Projet entstoe soll, droe mer alleguer mat eis Verantwortung; virun allem am Hibléck op déi laang an net ëmmer ganz transparent Prozeduren.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ëmmer erëm taucht dobäi déi onbefriddegend Ëmsetzung vum Landesplanungsgesetz vum Mee 1999 op, vum Programme directeur vu Mäerz 2003 an deem direkt dodru gekoppelten integrative Verkéiers- a Landungsplanungskonzept.

Et gëtt bal kee Begrëff an der Politik méi oft a méi easy gebraucht wéi „IVL-verträglech". De permanente Bezuch op dëse Begrëff riskéiert souguer déi wuelbekannten a gärgebrauchte Begrëffer „Liewensqualitéit" an „Nohaltegkeet" an de Schiet ze stellen. Gläichzäiteg gëtt sech awer geneesou easy iwwert déi eigentlech vun der Regierung unerkannte Verbindlechkeet vum IVL ewechgesat, mam Verweis op feelend gesetzlech Grondlagen. Referenz: Jo. Engagement: Neen.

Dorun hänkt et. Net un der Grondausriichtung, well déi deele mer jo nach ëmmer. Si baséiert fir e grousse Deel vun eisen Aktiounspläng a vun eisen Handlungen op der Grondphilosophie vun der Lissabon-Strategie fir eist politescht Handelen a Wierken ënnert den Imperativ vun Developpement durable ze setzen, axéiert op déi dräi Grondpiliere vun der Ekonomie, der Cohésion sociale an dem Environnement. «Comment garantir à chaque région un développement dynamique et harmonieux, reflétant la cohésion économique, sociale et territoriale souhaitée, tout en réduisant la consommation d'énergie, des ressources naturelles et des surfaces non bâties?», huet de Programme directeur 2003 richteg gefrot, an domat de Kader gesat fir d'nohalteg Entwécklung bei eis am Land ze steieren.

Dorun hänke mer: um steieren. Well mëttlerweil jiddferengem kloer ass, dass et eng

fundamental Reform géif ginn, eng déi un dat Gewuessent géif goen, un dat Gewinntent, souwuel wat d'Fro vun de Missioune vu Stat a Gemengen nom Prinzip vun der Subsidiaritéit - wien eppes am Beschten am Déngscht vum Bierger ka maachen, dee soll et maachen -, wéi och wat déi laang iwwerfälleg Reform vun de Gemengefinanzen ugeet.

Eng Ëmverdeelung no der Fonctioun an der Regioun steet zur Debatt, an och d'Ëmorganisatioun vun den Décisiounsprozesser an der Logik vun enger neier Opdeelung vum Land. Well ouni déif gräifend Réforme territoriale ass dësen Nohaltegkeetspackage net ze bewältegen. Aus dëser Reform mussen d'Gemengen, och a grad well si sech an enger interkommunaler Logik zesummeschléissen, gestäerkt ervirgoen, souwuel a puncto Matsproocherecht wéi och a puncto Finanzautonomie, wéi och a puncto Effikassitéit an Déngscht um Bierger.

Haut, véier Joer méi spéit, ass et un der Zäit e Bilan ze zéien an ze kucke wéi mer weiderfueren. Dobäi geet et net duer fir den IVL mam Horizont 2020 ze aktualiséieren an dem Pendlerzeenario riicht an d'Aen ze kucken, mä et muss gläichzäiteg d'Fro gestallt ginn, ob d'Instrumenter déi richteg sinn, fir eng Mise en œuvre vum Landesplanungsgesetz 1999 a vum Plan directeur 2003 mam IVL ze garantéieren.

A kommt, mir halen och op um Ministère sechs oder zwielef Joer un de Regionalpläng ze schaffen. D'Regiounen hätte méi vun enger seriöer finanzieller Contributioun, fir d'Saach selwer an d'Hand ze huelen an op Basis vun aktuelle Stäerkten- a Schwächtenanalysen an enger Koordinatioun a Saache Flächennotzungspläng, op Basis vun IVL-Richtlinnen, selwer eng Virlag ze erschaffen. Dat géif et hinne wéinstens erlaben, fir eng eege Meenung ze hunn a matzeschwätzen, wann 2008 déi éischt sektoriell Pläng „öffentlechen Transport" an «Ensemble paysagé» um Dësch leien. Dat wär e seriöe Renforcement vun de regionale Strukturen, déi jo och an der Optik vun enger Territorialreform solle gestäerkt ginn. Et ginn nach eng ganz Rei vu Froen, op déi mer keng oder keng gutt Äntwert hunn.

Wéi a wéini definéiere mir déi technesch, finanziell an organisatoresch Moyenen, déi noutwendeg wären, fir d'Objektiver vum IVL ze erfëllen? Wini an op wéi eng Aart a Weis sollen all Sektorialpläng op hir Kohärenz mat der IVL-Strategie iwwerpréift ginn an an d'Gesamtpolitik integréiert ginn? Well dorëm geet et jo; dat ëmsou méi se e ganz groussen an direkten Impakt op déi territorial Flächennotzung kréien. Wéi ginn déi eenzel Planifikatiounsniveauen ënnereneen a matenee verbonnen? Eng ganz essentiell Saach.

Wéi kënne mer d'Thema «Grande Région» verstäerkt afléisse loossen? Wier et net utile fir déi zwee Zeenarien, den Awunner- an de Pendlerzeenario, déi sech am IVL vun 2003 géigeniwwerstinn, mateneen ze verbannen, amplaz se sech als Antithese géigeniwwerstellen ze loossen? A wier et net méi wéi sënnvoll an deem Zesummenhang e Pluriannuel mat Finanzéierungsplang op Basis vun deenen identifizéierte Prioritéite fir eist Land opzestellen?

Här President, e gudden Optakt vun der Diskussioun ronderëm eist weidert Virgoen a Saachen IVL an Territorialreform kënnt déi viru fënnef Deeg publizéiert OCDE-Analys «Examens territoriaux de l'OCDE Luxembourg» sinn, wou am Optrag vum Landesplanungsministère op 214 Säiten eng komplett Analys vun der aktueller Situatioun gemaach gëtt, vun de regionalen Disparitéite bis hin zu den Ëmsetzungsproblemer bei Programmes directeur an IVL an den neie Perspektive ronderëm déi noutwendeg Réforme territoriale.

Wa mer eis net an engem vu Ville schonn als Virwahljoer ugekënnegten nächste Joer selwer d'Hänn bannen, da kënne mer zousätzlech mat der Hëllef vun engem weideren Dokument schaffen, dat op enger Motioun vun der Finanzkommissioun baséiert bei de leschte Budgetsdebatten, fir bis September 2008 en Dokument ze hunn, dat d'Entwécklung vun eisen öffentleche Finanzen op hir Durabilitéit soll préiwen. E provisorescht Virdokument ënnert dem Aarbechtstitel «Luxembourg vision» oder „Luxembourg Vision" - ech weess net wat als Iddi dohannert war - gëtt schonn am Virfeld um Verwaltungsniveau diskutéiert. Dat huet schonn eng ganz Rei vun interessante Froestellungen erausgeschielt a vill gutt Usätz, fir nei Weeër opzeweisen.

Zur Nohaltegkeet an zur Transparenz vun eisen öffentleche Finanzen ass awer och haut scho ganz villes ze soen. Duerch d'Présentatioun vun allen Dépensen a Recettë vum Secteur public an engem Dokument - Volume 3 - hu mer eng méi komplett an eng méi transparent Vue iwwert d'Situatioun vun de Finanzen, souwuel an der Optik vun der Administration centrale wéi och an där vum Zentralstat.

Leider ass d'Iwwersiichtegkeet nach verbesserungsfäeg, zum Beispill wat den Transfert vun de staatlechen Allocatiounen un d'Gemengen ubelaangt. No dräi Sëtzunge vun der Finanzkommissioun zu dësem Sujet koum et nawell zu enger oniwwersiichtlecher Vermëschung vu méi oder manner komplette Cas-de-figuren an zu Vergläicher mat oder ouni affektéierte Recetten, déi eigentlech keng waren. Vun der zum Deel guer net transparenter Subsidëpolitik vum Stat emol hei guer net ze schwätzen.

Am Sënn vu méi Transparenz wier et a mengen Aen och utile, wann extraordinär Recetten, wéi zum Beispill déi Sondereinnahmen, déi mer 2006 am Kader vun der Arcelor-Mittal-Transaktioun haten, verstäerkt ënnert dem Accord a mat der Approbatioun vun der Chamber kéinte geschéien, wéi et beispillsweis iwwer eng Motioun bei de grousse Projets d'investissement 2006 an 2007 de Fall war.

Eng ähnlech Remarque, wann och an engem ganz aneren Zesummenhang betrëfft déi Berodungen, déi am Moment am Groupe de réflexion iwwert d'Zukunft an d'nohalteg Entwécklung vun eisem System vun der Sécurité sociale gefouert ginn. Eng Froestellung, déi e massiven Aflоss op de Gesamtéquiliber vun eisen öffentleche Finanze kann hunn. Et wier generell begréissenswäert wann d'Chamber net géif ofwaarde bis se saiséiert gëtt, mä offensiv de Gesamtkader vun engem wichtegen Thema ëmräisst a sech aktiv an déi verschidden Etappe vum Meenungsbildungsprozess aklickt.

Am Zesummenhang mam Investitiounsprogramm vum Stat ass et an den Ae vun der Finanzkommissioun imperativ wichteg, fir am Sënn vu méi Budgetstransparenz an nohalteger Finanzplanung, der Sousalimentatioun vun eise Fongen Anhalt ze gebidden. Trotz héije Plus-valuen, déi am Laf vum Budgetsjoer 2006 mat engem Gesamtmontant vu ronn 588 Milliounen Euro an d'Fongen agespeist goufen, weisen der eng ganz Rëtsch am Pluriannuel scho vun 2009 un eng defizitär Situatioun aus.

Et gëtt engem ze denken, dass tëscht 2002 an 2007 d'Avoire vun de Fongen - eent vun eisen Haaptinstrumenter fir Politik ze maachen, awer och fir Reserven unzeleeën - ëm méi wéi d'Halschent erofgaange sinn an iwwer 1,5 Milliarde manner Reserven ausweisen. Hei imposéiert sech gläichermoossen eng Revisioun vun der pluriannueller Programmatioun am Hibléck op d'Dépensen an d'Dotatioune vum Stat. Dozou gehéiert och e pluriannuelle Plang vun de Recetten, mat Indikatiounen iwwert déi mëttel- a laangfristeg Finanzéierbarkeet vun alle geplangten Dépensen.

An anere Wierder: Mir brauchen eng regelméisseg Evaluatioun vun eise Recetten a vun eisen Dépensen, och op d'Fro hin awéiwäit déi Engagementer, déi mer mam Vote vum Budget aginn, och agehale ginn. Éischt Usätz si jo schonn do, andeems grouss Projete méi intensiv a méi konsequent op hir Machbarkeet an op hir Folgekäschten hi gepréift ginn.

De Statsrot fuerdert a sengem Avis zum Budget, dass verstäerkt budgetär Mëttelen an eng Croissance économique à long terme solle fléissen. Sou eng qualitativ Verbesserung géif beispillsweis duerch zousätzlech Investitiounen an d'Educatioun an an d'Recherche erreecht ginn, seet de Statsrot. Och a virun allem dat ass Développement durable: Déi nächst Generatiounen net mat oniwwerluechte Projeten ouni Plusvalue fir d'Zukunft ze belaaschten, mä villméi déi wichteg an zukunftsorientéiert Projete fir d'Land ugoen.

Am Résumé: Mir brauchen eng Evaluation à long terme vun eise budgetäre Recetten an Dépensen no de Kritäre vun der Transparenz a vun der Nohaltegkeet. An eisem Pluriannuel mussen d'Zukunftsprojete vum Land finanzéierbar sinn an als machbar ausgewise sinn. D'demographesch Entwécklung an d'Garantie vun eisem soziale Modell stellen eng vun den Haapterausfuerderunge vun der Zukunft duer.

Nieft dem Finanzsecteur, dee sech weider diversifiéiere muss, gëllt et de wirtschaftlechen Tissu vum Land opzewäerten an, mam Gesamtzil en Equiliber tëscht de Regiounen hierzestellen, weider auszebauen. Bei der Restructuratioun vun eisem Tissu économique kënnt der Universitéit an der Recherche eng ganz besonnesch Bedeitung zou. Hei spillt d'Zesummewierke vun öffentlechen a private Partner, och beim Opbau vun neie Kompetenzberäicher eng besonnesch wichteg Roll.

Dës Politik, déi sech an den dynamesche Kader vun der Lissabonn-Strategie a vum nationalen Aktiounsplang fir Innovatioun a Vollbeschäftegung integréiert, ass nëmmen am Respekt vun der nohalteger Entwécklung a vum sozialen Zesummenhalt ze bewältegen. D'Réforme administrative muss engagéiert weidergedriwwe ginn, well d'Vereinfachung vun de Verwaltungshürden a -weeër an d'Ausriichtung vum Secteur public als modernen Déngschtleeschtungsservice, ass e wesentlecht Stéck vu geliefter Kompetitivitéit. Déi dréngend Reform vun eisem Schoulsystem a vun der berufflecher Formatioun an d'Ganzdagsbetreiung si Kärelementer um Wee fir méi Chancëgerechtegkeet fir eis Kanner a fir eng besser Vereinbarkeet vu Beruff a Famill fir hir Elteren.

Mir brauchen en Tëschebilan vum IVL-Konzept am Zäithorizont 2020 mat kloeren Ëmsetzungsbestëmmungen, mat enger nohalteger Territorialreform an enger konsequenter Gemengefinanzreform. De Paquet fiscal vun der Regierung ass e Schratt an déi richteg Richtung vu méi selektiven a méi cibléierte soziale Mesuren, fir verstäerkt de sozial Schwaachen ënnert d'Äerm ze gräifen. Och de Splitting an d'Individualiséierung vun de Pensiounsrechter sinn e feste Bestanddeel vun enger méi équilibréierter Sozialpolitik. D'Nationalitéitegesetz, mat der Aféierung vun der duebeler Nationalitéit, an d'Integratiounsgesetz fir méi e grousse Matenee mussen an dëser Legislaturperiod ëmgesat ginn, fir mat dozou bäizedroen déi bestoend Kluft an eiser Gesellschaft ze verréngeren an eng gemeinsam Zukunft opzebauen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dräi Haaptentwécklungsachse schiele sech aus dësem Rapport eraus:

1. Mir brauchen nieft der Finanzplaz e gesonde wirtschaftleche Mix vun Aktivitéiten a Kompetenzberäicher, déi sämtleche Regioune vum Land zegutt kommen.

2. D'Reform vun eisem Schoulsystem, d'Ganzdagsbetreiung an d'Verbesserung vun der Beruffsausbildung bleiwe virrangeg, fir d'Chancëgerechtegkeet vun eise Kanner a jonke Leit ze garantéieren, a fir d'Vereinbarkeet vu Famill a Beruff ze verbesseren.

3. Den IVL muss aktualiséiert, bilanzéiert a mat verbindleche Regele fir all eis politesch Handlungsfelder ëmgesat ginn. Dozou gehéiert och eng Territorialreform déi no de Kritäre vun der Nohaltegkeet d'Regioune stäerkt an d'Missioune vun de Gemengen ofséchert.

En allerleschte Wonsch: Kommt, mer gewinnen eis drun, fir e besseren a méi konsequente Monitoring fir all eis politesch Aktiounen ze maachen. Am Kloertext heescht dat: All gudden Aktiounsplang brauch e prezisen Timing. Mat enger systematescher Analys vun den Tëschenetappen an den Etüden, déi mer ugefrot hunn, mat enger kloerer Evaluatioun vun de Resultater, a virun allem mat enger konsequenter Ëmsetzung vun deem, wat mer dann zréckbehalen. Da komme mer nämlech mat ganz ville Saachen an Zukunft besser virun.

Mäi Merci geet ofschléissend un de Claude Tremont, stellvertriedend fir all déi, déi mech bei mengem Budgetsrapport begleet an ënnerstëtzt hunn. Et war mer eng Éier an eng Freed fir dës Aarbecht unzehuelen.

Merci.

››› **Plusieurs voix**.- Très bien!

››› **M. le Président**.- Ech ginn der Madame Rapportrice Akt vun hirem Rapport.

Domat si mer um Enn mat eisen Aarbechte vun haut ukomm. Mar de Mëtten um hallwer dräi héiere mer den Exposé vum Här Budgetsminister Luc Frieden.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 16.10 heures)

Chambre des Députés
LUXEMBOURG
Chamber TV
weist all öffentlech Sëtzung live an integral

An der Gemeng Bartreng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
Zu Beetebuerg *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
Zu Walfer *um Kanal S29 / 367.25 Mhz*
Zu Biwer an zu Wecker *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
An der Gemeng Bous *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
An der Gemeng Bërmereng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
An der Gemeng Konter *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
An der Gemeng Dippech *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
An der Gemeng Dikrech *um Kanal S19 / 287.25 Mhz*
Zu Iermsdref *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
Zu Esch-Sauer *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
Zu Nidder- an Uewerfeelen *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
An der Gemeng Gréiwemaacher *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
An der Gemeng Hieffenech *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
An der Gemeng Hesper *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
Zu Kielen (& Brameschhaff), Keespelt, Meespelt, Ollem an Nouspelt *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
An der Gemeng Mamer *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
An der Gemeng Manternach *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
An der Gemeng Medernach *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Laurent Mosar, Vice-Président

Sommaire

1. Déclaration de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre des Finances, concernant l'accord sur les recettes de TVA sur les services électroniques à l'issue de la réunion du Conseil «Affaires économiques et financières»

- *M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre des Finances*

2. Dépôt d'une motion par M. Aly Jaerling

- *M. Aly Jaerling*

3. 5800 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2008 *(suite)*

- *Exposé de M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget*

4. 5673 - Proposition de révision portant création d'un article 32bis nouveau de la Constitution

- *Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle: M. Alex Bodry*
- *Discussion générale: M. Paul-Henri Meyers, Mme Colette Flesch, M. Félix Braz, M. Jacques-Yves Henckes*
- *Premier vote constitutionnel*

5. 5717 - Projet de loi portant approbation:

1. de l'Accord entre l'Union européenne et les États-Unis d'Amérique en matière d'entraide judiciaire, fait à Washington, le 25 juin 2003;
2. de l'Accord entre l'Union européenne et les États-Unis d'Amérique en matière d'extradition, fait à Washington, le 25 juin 2003;
3. de l'Instrument prévu par l'article 3, paragraphe 2 (a) de l'Accord en matière d'extradition signé le 25 juin 2003 entre les États-Unis d'Amérique et l'Union européenne, relatif à l'application du Traité d'extradition signé le 1er octobre 1996 entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique, signé à Washington, le 1er février 2005;
4. de l'Instrument prévu par l'article 3, paragraphe 2 (a) de l'Accord en matière d'entraide judiciaire signé le 25 juin 2003 entre les États-Unis d'Amérique et l'Union européenne, relatif à l'application du Traité d'entraide judiciaire en matière pénale signé le 13 mars 1997 entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique, signé à Washington, le 1er février 2005

- *Rapport de la Commission juridique: M. Patrick Santer*
- *Discussion générale: Mme Colette Flesch, M. Jean-Pierre Klein, M. Jacques-Yves Henckes, M. Luc Frieden, Ministre de la Justice, M. Robert Mehlen*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

6. 5708 - Projet de loi portant

- transposition de la directive 2005/19/CE modifiant la directive 90/434/CEE concernant le régime fiscal commun applicable aux fusions, scissions, apports d'actifs et échanges d'actions intéressant des sociétés d'États membres différents;
- transposition de la directive 2006/98/CE portant adaptation de certaines directives dans le domaine de la fiscalité, en raison de l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie, dans la mesure où cette directive a trait au domaine de la fiscalité directe;
- modification de certaines autres dispositions en matière d'impôts directs
- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Laurent Mosar*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; M. Fernand Boden, Mme Marie-Josée Jacobs, MM. Luc Frieden et Jean-Marie Halsdorf, Ministres; Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 14.33 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber speziell Deklaratiounen ze maachen?

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*.- Neen, Här President.

Plusieurs voix.- Dach!

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Hären, uganks der Sitzung héiere mer eng Deklaratioun vum Här Stats- a Finanzminister Jean-Claude Juncker iwwert den Accord, deen am Kader vum Conseil ECOFIN iwwert d'TVA fir elektronesch Déngschtleeschtungen ofgeschloss gouf. Här Statsminister, Dir hutt d'Wuert.

1. Déclaration de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre des Finances, concernant l'accord sur les recettes de TVA sur les services électroniques à l'issue de la réunion du Conseil «Affaires économiques et financières»

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre des Finances*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir haten, no e puer Virleef an deene leschte Méint, gëschter eng wichteg Sitzung mat den europäesche Finanzministeren iwwert d'Neifestleeung vum dem Besteierungsuert vu bestëmmte Leeschtungen a kommerziellen Echangen, déi der TVA ënnerleien.

Déi Sitzung, déi - well mir esou si wéi mer gëschter waren a well mer esou bleiwe wéi mer wëlle sinn - e puer Mol huet missen ënnerbrach ginn, huet mat sech bruecht, datt ech entgéint menger ursprünglecher Planung - un där ech awer schonn éischt Zweiwelen hat wéi ech se festgeluecht hunn - net konnt gëschter Mëtteg hei an der Chamber sinn, wéi eis Kolleegin, d'Madame Lydia Mutsch, hire Rapport zum Budget 2008 virgedroen huet.

Ech hat probéiert via eise Wirtschaftsminister hir dat ënnert entschëllegender Form matzedeelen. Ech wollt mech awer haut nach eng Kéier formell bei der Madame Mutsch entschëllegen, well ech fannen, datt dat dee wichtegste Rapport ass, deen am Joer hei virgedroe gëtt. A soufern wéi ech e konnt consultéieren, souwuel dee schrëftleche wéi och liesen iwwert dee mëndlechen, op wéineg Nuancë près - op ganz wéineg Nuancë près - fillen ech mech an déiwer Harmonie domat. An ech wollt och der Madame Mutsch meng Unerkennung soe fir déi exzellent Aarbecht, déi si geleescht huet.

Éierlecherweis muss ech awer soen, datt ech gëschter ganz aner Suergen hat, an déi Suergen hu sech ronderëm d'TVA-Besteierungsregele gedréint.

Mir sinn zënter laange Jore schonn amgaang, schonn am ECOFIN zesumme mam Henri Grethen, dee Wirtschaftsminister war an där leschter Legislaturperiod, do hu mer eis mussen duerch dee schwierege Bësch do bewegen. Mir hunn an deene leschte Jore vill doriwwer geschwat a mir sinn eis iwwer alles eens ginn, sauf iwwer ee Punkt, wou mer eis net eens gi sinn, an dat ass ee Punkt, dee Lëtzebuerg an engem ganz besonnesche Mooss betrëfft, an dat ass d'Festleeung vum Besteierungsuert vun den elektroneschen Déngschtleeschtungen, vun den Televisiounsservicer a vun den Telekommunikatiounsservicer.

Wéi war d'Regel? Wéi ass d'Regel? Wéi bleift d'Regel nach e puer Joer? Déngschtleeschtungen elektroneschen Zouschnëttes an deem Beräich, deen ech genannt hunn, déi ginn do besteiert, wou déi Plaz ass, wou déi Déngschtleeschtunge fortginn. Fir dat iwwersimplistesch ze soen: Gesellschaften, déi hire Sëtz zu Lëtzebuerg hunn an déi déi Déngschtleeschtungen an aner europäesch Länner schécken, déi ginn no de Lëtzebuerger TVA-Regele besteiert, dat heescht, do wou den Normalsaz vun der TVA-Besteierung ufält, mat 15%.

Een, deen déi Déngschtleeschtungen no Schweden schéckt oder no Dänemark, dee bezilt net, wéi dat an deene progressistesche, sozialistesch gepräegte skandinaveschen Nordlänner ass, mat 25%. Dat bezuelen d'Dänen an d'Schweden op de Botter an op déi elektronesch Déngschtleeschtungen. Déi bezuelen dat zu 15%.

An den Här Fayot mécht zu Recht drop opmierksam, datt déi biergerlech Regierungen, déi déi sozialistesch oder sozialdemokratesch Regierungen ofgeléist hunn, natierlech bei deene Prinzipie bliwwe sinn, wat och erkläert, firwat datt hei am Land an hei am Haus periodesch Leit optrieden, déi d'Vertu vun de skandinavesche Modeller sangen. D'Leit bezuele fir de Modell, an de Modell ass och nach net besser wéi eisen, a bei eis bezuelen se 10% manner.

(Brouhaha général)

Déi Regel, datt d'TVA-Besteierung am Pays d'origine, am Urspronsland, stattfënnt, war bis viru kuerzem intellektuellt Allgemeingut vun der Europäescher Kommissioun a vun de Memberstaten. Vu datt de gesonde Mënscheverstand sech seele laang hält, huet sech op eemol ugefaangen eng Tendenz an déi ëmgedréinte Richtung ze maachen, nämlech déi Leeschtungen an deene Länner ze besteieren, wou déi Leeschtungen higinn. Dat ass nei gewiescht. Dat war ni den intellektuellen Usaz an et entsprécht och kenger Bannemaartlogik.

Vu datt - ouni nach eng Kéier en exzessiven Ëmgang mam Possessivpronome praktizéieren ze wëllen - meng lescht a meng jëtzeg Regierung sech awer am Zesummenhang mat der Direktiv Bolkestein géint de Pays d'origine ausgeschwat hunn, mä fir de Pays de destination bei den Déngschtleeschtungen, hunn eis Räsonnementer ugefaangen net méi esou zolidd ze wéi se fréier emol waren. Ech halen dat awer, wat déi fréier an déi jëtzeg Regierung an deem Zesummenhang gemaach hunn, sozialpolitesch betruecht ëmmer nach fir absolut richteg.

Et ass also eng Rechtsregel ginn an Europa an déi wollt, geet d'Leeschtung vu Lëtzebuerg fort, gëtt zu Lëtzebuerg TVA-méisseg steierlech beluecht. Doropshin, wéi déi Regel bis agefouert ginn ass, sinn Entreprisen no Lëtzebuerg komm.

Et muss ee vläicht zum bessere Verständnis vum Gesamtvirgang rappeléieren - d'Kolleegen aus där fréierer Regierung wëssen dat nach -, datt d'Iwwerleeung deemools war, datt een déi Betriber, déi an Europa era Leeschtunge ginn hunn, elektronescher Natur, an déi quasi keng TVA bezuelt hunn, well dat jo extrem schwéier ze kontrolléiere war, wann een aus der Türkei, aus der Schwäiz oder vun engleschen Inselen déi jo fannen, si géifen net zur Europäescher Unioun gehéieren, an Europa era Leeschtunge ginn huet. Fir déi dann dozou ze bréngen an Europa ze kommen, ass deemools gesot gi vum ECOFIN - 2003, Här Grethen, war dat, wéi mer dat zesummen, 2002, pardon, beschloss hunn -, datt, wann ee sech an engem Land vun der Europäescher Unioun umellt, datt een da vun deem Land aus an all Länner vun der Europäescher Unioun, mä zu de Besteierungsregele vun deem Land, wou een ugemellt ass, déi elektronesch Déngschtleeschtungen offréiere kann.

Heiansdo gëtt gesot, datt dee Steierregime, dee mer hätten, eppes Extraordinäres wär, Nischepolitik, wéi am Elementarjournalismus zu Lëtzebuerg geschriwwe gëtt, géif duerstellen. Dat ass et net! Et gëtt hei eng vun all Mënsch an Europa akzeptéiert Rechtsnorm appliziéiert, an déi Rechtsnorm ass agefouert ginn, fir d'Interesse vum europäesche Steierzueler staatenbund ze schütze par rapport zu Drëttstaten.

Doropshi si Betriber op Lëtzebuerg komm, well se gemierkt hunn, datt et avantagéis fir si wär sech zu Lëtzebuerg ze installéieren, well mer déi niddregsten TVA an der Europäescher Unioun hunn.

Déi niddereg TVA ass och keng Nisch, déi mer exploitéiere géifen. Dat geet zréck, déi 15% TVA, op deen europäesche Minimum, dee mer am Joer '91, de 24. Juli véirel vir aacht, festgeluecht hunn: 15% Minimum. Mir hunn de Minimum. Anerer waren och um Minimum. Si sinn net méi um Minimum. Mir sinn nach ëmmer um Minimum.

Dat hu mer gemaach aus sozial schounende Grënn. Eisen Usaz bei der indirekter Besteierung, soufern wéi d'TVA an och d'Accisë betraff sinn, hunn haaptsächlech sozialpolitesch Ambitioun a sech gehat, wa mer dat esou gemaach hunn. Vu datt awer déi Déngschtleeschtungen do, elektroneschen Zouschnëtts, haaptsächlech TVA-belaascht sinn an de Moment nach manner Akommessteier-belaascht sinn, huet sech erginn, datt déi grouss Entreprisen, déi grouss Provideren, déi grouss Opérateuren op Lëtzebuerg komm sinn, dat een nidderegen TVA-Steiersaz hat aus soziale Grënn, mä deen elo utiliséiert gi ka fir basic kapitalistesch Geschäfter - am gudde Sënn vum Wuert - ze bedreiwen.

Mir hunn also näischt gemaach, wat net rechtens gewiescht wär, näischt gemaach, wat net ënner moralesche Gesiichtspunkter akzeptabel gewiescht wär. Mir hunn eng Regel appliziéiert, déi mer zu 15 à l'époque, zu 27 haut, agefouert hunn. AOL ass komm. Mir hunn och gutt zougeriet, dass se géife kommen. An anerer si komm, och aus steierlechen Iwwerleeungen eraus.

Ech muss nach eng Kéier u mäi Frënd Henri Grethen appeléieren, fir als Zeien derfir ze stoen, dass et eis Absicht net war, steierlech Nischen- oder wéi ëmmer och geaartet Attraktiounspolitik ze maachen, mä fir Lëtzebuerg zu enger éischter Adress an deem Beräich ze maachen.

An AOL, déi contrairement zu deem, wat an den Zeitunge steet, natierlech ëmmer nach zu Lëtzebuerg ass, well dat englescht Geschäft vun AOL no Grossbritannien nach ëmmer vu Lëtzebuerg aus gemaach gëtt an och zu Lëtzebuerg besteiert gëtt, iwwregens an der Héicht vu 40 Milliounen Euro d'Joer, dat war quasi d'Einstiegsdrog. Nodeem AOL, déi weltwäit féierend Gesellschaft, zu Lëtzebuerg war, sinn anerer waakreg ginn, an déi sukzessiv Wirtschaftsministeren Henri Grethen a Jeannot Krecké, de Kommunikatiounsminister Jean-Louis Schiltz hu sech op d'Rees gemaach. An doduerch sinn ëmmer méi där Betriber komm.

Mä net méi all aus steierleche Grënn. Anerer si komm, well Lëtzebuerg op eemol an deem Rayon do ee gudde Ruff hat, well mer

investéiert hunn, well mer eis international Connectivitéit verbessert hu mat massiven Investissementer. Amazon zum Beispill, vun där ech ëmmer liesen, där Gesellschaft, déi géif auf Gedeih und Verderb vun deene Regelungen hei ofhänken, fält iwwerhaapt net ënnert déi méi niddreg lëtzebuergesch TVA.

Wann Amazon Lëtzebuerg ee Buch a Schweden op Malmö schéckt, da fält déi schwedesch TVA un. Dat ass ee Geschäftsberäich, dee fält ënnert d'Vente à distance. Dat fält net ënnert d'Regelunge vum Commerce électronique. Amazon ass zum Beispill net zu Lëtzebuerg dee gréisste weltwäite Buchverdreiwerbetrib aus steierleche Grënn, mä aus ganz anere Grënn, déi mam allgemengen Environnement zu Lëtzebuerg ze dinn hunn. Mä Amazon wier ni op Lëtzebuerg komm, wann AOL net aus steierleche Grënn fir d'éischt no Lëtzebuerg bruecht gi wier.

Et sinn d'Rieden aus dem Joer 2003 hei am Haus zu deem Punkt nozeliesen a kritesch ze wäerten, niewebäi bemierkt.

Wat elo proposéiert ginn ass vun der däitscher Presidentschaft, déi amtéiert huet an der éischter Joreshalschent vum Joer 2007, war, dass de Prinzip géif geännert ginn, dass bei elektroneschen Déngschtleeschtungen - Downloade vu Musek an Ähnleches - géif am Land besteiert ginn, wou de Produkt ukënnt, an net méi am Land géif besteiert ginn, wou de Produkt fortgeet. Also net méi Lëtzebuerg, mä d'TVA vun deene Länner, wou d'Leeschtung higeet. An zwar vum 1. Januar 2010 un.

Ee brutale Wiessel vum Basisprinzip statt Ursprongsland, Bestëmmungsland. Dergéint hunn ech am Juni hei zu Lëtzebuerg mäi Veto ageluecht. Déi portugisesch Presidentschaft, déi elo am Jauwen ass, huet am November déiselwecht Propositioun nach eng Kéier gemaach, an ech hunn nach eng Kéier am Numm vun der Regierung vun eisem Land als Eenzege mech där Léisung opposéiert. Firwat?

Net, well ech op eemol meng europäesch Verhalensmuster drastesch iwwerpréift hätt, mä well ech fonnt hunn, dass dee steierleche Verloscht, deen dat fir Lëtzebuerg géif mat sech bréngen, esou abrupt net kéint duerch eng aner Aktivitéiten oder duerch eng Ëmgestaltung vun der Weiderféierung vun därselwechter Aktivitéit kéint absorbéiert a résorbéiert ginn.

Well et muss ee wëssen, dass mer vum Joer 2003 bis an d'Joer 2007, aktuelle Stand, 900 Milliounen Euro Steieren ënner Form vun TVA aus deenen Aktivitéiten ofgezunn hunn. Dat sinn, fir dass mäi Papp mech och versteet, deen, falls hie mer nokuckt, vu mir soll gegréisst ginn, eng 36,5 Milliarden al Lëtzebuerger Frang.

(Hilarité)

Déi gehat hunn, an déi hunn, an déi net méi hunn, dat mécht, denken ech, op jiddfereen heibannen déi minimal Impressioun, déi et brauch, fir ze verstoe vu wat ech schwätzen. Anerer an Europa beandrockt dat wesentlech manner. Mir kréie prévisiblement fir d'Joer 2007, dat ass am Lafen, eng Budgetsrecette vun 270 Milliounen Euro eleng iwwert déi elektronesch Déngschtleeschtungsservicer. Dat ass bal 1% vun eisem Bruttoinlandsprodukt. Jiddefalls an ale Frang - fir mäi Papp - ausgedréckt, 11 Milliarden.

Do kann een net einfach soen: Dir hutt Recht a mir hunn Onrecht, an elo maache mer dat! Da muss een a Gespréicher triede mat de Kolleegen. Vu dass et keng Nischepolitik ass, vu dass mer net eppes gemaach hunn, wat moralesch verwerflech wier, vu dass AOL den 1. Juni 2003 komm ass opgrond vun enger positiver Rechtsnorm, déi an Europa gesat gi war, vu dass et Europa drëm gaangen ass, eege Steierrecetten ze kasséieren, statt dass déi géifen an den Drëttlänner ronderëm Europa versickeren, hu mer fonnt, dass mer Recht hätten, eis géint ee séiert Aféiere vun enger neier Regel, déi net d'Regel war wéi de Bannemaart ugefaangen huet, ze wieren, a mir hunn, wéi ech dat scho gesot hunn, zweemol Veto gemaach.

Mir hunn doropshi mat eise portugisesche Frënn - dat si wierklech Frënn vun eisem Land - intensiv Gespréicher, Kontakter, Dialoger gefouert. De Statsminister ass jo ëmmer am Ausland - mir kenne jo déi Kritik; dat huet heiansdo seng Grënn, firwat dass ee sech muss a Bewegung setzen. Mir wëssen zwar, dass mir den Nuebel vun der Welt sinn, mä dat huet sech nach net weltwäit an der Erkenntnis duerchgesat,…

(Hilarité)

…dass dat esou ze geschéien huet, an da muss een op deene Plaze mat de Leit schwätzen, wou een déi Leit ka gesinn, déi, wa se an der Presidentschaft sinn, och vill beschäftegt sinn. An d'portugisesch Presidentschaft…

(Interruption)

Et ass esou einfach, wann een an der Regierung ass.

(Hilarité)

Dir sot, dat ass esou schéin. Et ass esou einfach.

(Interruption)

Dir hutt also iwwer eppes anescht geschwat.

(Interruption)

Jo, ech hat schonn oft den Androck, dass Dir hei net richteg nolauschtert.

(Interruption)

Jo, jo, ech hat schonn oft den Androck, dass, wann et iwwer seriö Saache geet, Dir lech mat ganz anere Saache beschäftegt, wa mer hei eng Debatt féieren, an duerfir sinn ech frou, dass Der dat emol eng Kéier coram publico esou zouginn hutt. Trotzdeem bleift et derbäi, dass et méi schéin an der Oppositioun ass, wéi an der Regierung, an dee schéinen Zoustand, dee bleift lech liewenslänglech och erhalen.

(Brouhaha général et hilarité)

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Mir begréissen et op jidde Fall, dass Dir emol erëm eng Kéier hei zu Lëtzebuerg sidd.

Une voix.- Oh! Oh Mamm!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre des Finances*.- Voilà, an dat weist, dass Der Recht hutt, Är Zeitung, ech weess net wat ze liesen, statt mer nozelauschteren, well soss hätt Der déi blöd Remarque do net kënne maachen.

Une voix.- Mir hunn déi ganzen Zäit nogelauschtert.

(Interruptions)

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre des Finances*.- Jo, jo.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- War et alt d'„Wort", Här Mehlen?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre des Finances*.- Gelift?

Une voix.- D'„Wort".

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre des Finances*.- Ech gesinn net vun hannen op d'ADR, well ech si gewinnt, am Géigesaz zu lech, d'ADR vu vir unzegoen.

(Brouhaha général, hilarité et coups de cloche de la Présidence)

Här Bettel, Dir gitt där Remarque do eng Interpretatioun…

M. le Président.- Loosse mer zum Thema zréckkommen!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre des Finances*.- Ech si beim Thema, well déi Interpretatioun, déi den Här Bettel menger Remarque gëtt, ass net déi, déi a menger Intentioun louch. Ech leeë Wäert op déi Remarque, an ech wëll och net gleewen, dass den Här Bettel eng Sekonn geduecht huet, dass ech do ofgerëtscht wier an ee Beräich, wou bei mir Respekt an Dignitéit vum Mënsch zielt a soss näischt. Insofern ass déi Remarque politesch ze wäerten, dass ee sech mat der ADR muss offensiv auserneesetzen, statt defensiv.

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- Très bien!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre des Finances*.- Wat jo heiansdo och Succès huet, wéi ech feststellen, wann och net an deem Mooss, wéi ech mer dat gewënscht hätt.

Ech kommen zréck zu mengem Thema - mä dat do war mer eng wichteg Remarque -, fir ze soen, dass mer mat eise portugisesche Frënn intensiv iwwert déi Matièren do geschwat hunn an déi och vun der Deelrichtegkeet vun eisen Theesen esou iwwerzeegt kritt hunn, dass d'portugisesch Presidentschaft, woufir ech hir dankbar sinn, eis net an d'Situatioun versat huet gëschter, mussen ee Veto géint d'Propositioun vun der Presidentschaft anzeleeën, mä déi aner eigentlech obligéiert huet, well d'Presidentschaft ee grousse Deel vun eise Suggestiounen iwwerholl huet, Veto oder Neen zu de Propositioune vun der Presidentschaft ze soen.

D'Presidentschaft hat proposéiert, dass déi nei Regel net 2010, mä 2015 géif a Kraaft trieden. Dat war eis Haaptexigenz. Dat hate mer der Presidentschaft matgedeelt.

Zweetens huet se proposéiert, dass no 2015 20% vun den TVA-Steierrecettë géifen an deem Land bleiwen, wou de Betrib fixéiert ass, an déi aner géifen no de Regele vun deenen aneren Destinatiounslänner un déi verdeelt ginn, an drëttens, dass ee Rapport géif kommen am Joer 2014 iwwert d'technesch Machbarkeet vun där neier Regelung.

Ech hunn am Ufank vun der Debatt däitlech gemaach, dass mer 2015 gefrot hunn, a vun der Presidentschaft kritt hunn, net fir do stonnelaang ze diskutéiere wéi ee kéint op 2012, 2013 kommen - mir wieren net a Kollektivvertragsverhandlungen -, dat wär eng seriös Offerte fir 2015 an eppes anescht géif net goen. Trotzdeem ware 25 Länner géint den Datum 2015; just Malta a Lëtzebuerg ware mat der Presidentschaft averstanen.

No laangen Diskussiounen, an nodeem virun allem England, Däitschland, Spuenien, anerer, och där neier Länner, déi eigentlech der Lëtzebuerger Diplomatie während de Bäitrëttsverhandlungen och a steierleche Saache relativ vill ze verdanken hunn, sech géint dee Prinzip 2015-Aféierung ausgeschwat hunn, hu mer dat dann awer kritt, während dem Mëttegiesse vun de Finanzministeren, wat ëmmer Aarbechtssitzunge sinn, a wou d'Ministeren eleng sinn, wou also een och ka Lëtzebuergesch schwätzen, och wa keen et esou direkt versteet. Mä an der Iwwersetzung op Franséisch virgedroen, kléngt et och iwwerzeegend, jee nodeem wat ee seet.

Dat féiert d'Lëtzebuerger Press haut stolz - wann s de esou aus enger laanger Sitzung vu siwe Stonnen Zodi do erëmkënns - zu ënnerschiddleche Kommentaren. Ech liesen am „Lëtzebuerger Wort". Dat ass jo déi Zeitung, vun där Dir ëmmer sot, déi géif mer nostoen. Dat ass, well Der aus Ären traditionellen Denkschemen net richteg erauskommt.

(Hilarité)

Do steet: „Luxemburg gibt nach". D'„Tageblatt" vun Esch, vum Här Castegnaro presidéiert, also e Stéck méi no un der Wourecht,...

(Hilarité)

...schreift: „Luxemburg setzt sich durch". Et ka jo awer nëmmen eppes stëmmen.

(Hilarité)

An ech wëll lech soen: Näischt stëmmt. Weder dat eent, nach dat anert. Mir hunn et fäerdeg bruecht, dass déi Direktiv 2015 a Kraaft trëtt, an net 2010, wat eis budgetsméisseg betruecht relativ ze séier grouss Problemer geschaf hätt, déi mer net hätte kënnen transitoresch esou begleeden, dass ee se hätt kënnen opfänken.

Mir kréien am Joer 2015 an am Joer 2016 30% vun där TVA-Recette, déi ufält, statt, wéi vun der Presidentschaft virgeschloen, 20%, a wéi vun eis virgeschloe 25%. Mir kréien an de Jore '17 an '18 15%. Mir kréien am Joer 2019 0%, well mer eis dervun iwwerzeege gelooss hunn, dass et mat der TVA-Philosophie, mat der TVA-Technik kaum kompatibel ass ee Partage vun de Recetten, e „revenue share" ze maachen.

Mir hunn zwou Positiounen an där Verhandlung gehat, nieft där Deklaratioun, déi ech hei net wëll erwähnen: 2015 - den Datum - an de Partage vun de Recetten. Wichteg ass den Datum. Dat war mam Secteur ofgeschwat. Dat gëtt eis aacht Joer Zäit fir ëmzedisponéieren, falls ëmdisponéiert muss ginn. De Partage vun de Recetten, am Fall wou mer - wouvun ech ausginn - nach méi Betriber bäikréien, an um Enn vun där Period och vill Betriber zu Lëtzebuerg hunn, déi dann net méi aus steierlechen, mä aus anere Grënn hei sinn an déi d'Akommessteier bezuele bei hire Leit, an d'Betribssteier bei sech selwer. Da komme mer also iwwert déi ganz Phas bis 2019 budgetär, aarbechtsmaartpolitesch an och soss iwwert d'Bühn.

Dat waren also net Verhandlungen, obschonn ech weess, dass d'Finanzministeren an d'Premieren a besonneschem Mooss dat nawell gäre maachen, wa se vu Bréissel erëmkommen: Wa se net verluer hunn, hu se gewonnen. An da soe se: Voilà! Mir hunn deenen aneren et gewisen. Déi aner hunn noginn. Mir hunn eis duerchgesat.

Dat ass net meng Façon, fir Europa ze erklären. Europa, dat ass eng Saach, déi ass vill ze vill wichteg, fir där primitiver Gespréicher, déi a ville Parlamenter - net hei - gefouert ginn, kënnen ze féieren.

Mir haten ee Problem. Dee Problem ass am Ufank net vun deenen aneren unerkannt ginn. Mir hunn dee Problem op de Radarschierm vun deenen anere bruecht. Si hunn dee Problem unerkannt. Mir hunn den europäesche Problem, nämlech eng nei Regelung vun der TVA, an europäeschem Geescht geléist, an et gläichzäiteg fäerdeg bruecht, dass eis eegen Interessen op eng fir eis zefridde stellend Aart a Weis, budgetspolitesch an och soss, zur Kenntnis geholl konnte ginn.

Dofir ass dat een typeschen europäesche Kompromiss. Ech ginn elo op déi zou - déi 26 Länner, déi et anescht gesinn - an ech forcéieren déi 26 Länner zur Kenntnis ze huelen, wat eise Problem ass.

Anescht kann Europa ni eppes ginn, wann ee sech net esou beweegt. Deen, deen eleng ass, muss sech op déi aner zoubewegen, an déi, déi an enger ekrasanter Majoritéit sinn - am Fall, wou Lëtzebuerg eleng ass, ass d'Majoritéit ëmsou méi ekrasant, well mer net zu deene gréisste Länner an der Europäescher Unioun zielen -, musse sech och op deen zoubewegen, deen - och wann e kleng ass - ee grousse Problem huet.

Elo wëll ech derbäi soen, dass mer 2-mol Veto gemaach hunn, wat ech net gäre maachen, a wat ech och nach ni gemaach hunn a 25 Joer. Déi eenzeg Kéier, wou d'Lëtzebuerger e Veto a Steierfroe gemaach hunn, hunn ech mech duerch de Statsminister Santer vertriede gelooss, well ech et virgezunn hat no engem Accident déi Zäit am Koma ze verweilen, als mech mat där Gretchenfro do missen ze beschäftegen.

Mir hunn zweemol Nee gesot, well mer wollten eise Problem op een Niveau hiewen, wou e vun deenen anere voll emfänglech géif zur Kenntnis geholl ginn.

Ech sinn an deenen Debatten, déi schwiereg waren, vum Wirtschaftsminister Jeannot Krecké mustergülteg a voll solidaresch an technesch kompetent ënnerstëtzt ginn, esou wéi ech dat och mam fréiere Wirtschaftsminister Henri Grethen gemaach hunn, wann et ëm d'Fiscalité de l'épargne gaangen ass; eng e bësse méi schwiereg Verhandlung nach wéi déi heiten.

Näischt wär méiglech gewiescht ouni déi exceptionnel Qualitéit vun de Lëtzebuerger Beamten, dem Direkter vun der Enregistrementsverwaltung, de Romain Heinen, an eiser Ambassadrice zu Bréissel, der Madame Schommer. Ouni déi kéint ech lech net soen, dass et gutt ausgaangen ass.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech ginn dem Här Statsminister Akt vu senger Deklaratioun an ech soen him Merci, dass hien d'Chamber zum fréist méiglechen Zäitpunkt iwwert dës fir eist Land wichteg Problematik informéiert huet.

Mir kommen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour. Éier den Här Budgetsminister d'Wuert kritt, huet nach den Aly Jaerling d'Wuert fir eng Motioun ze deposéieren.

2. Dépôt d'une motion par M. Aly Jaerling

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- Merci, Här President. Well ech gëschter festgestallt hunn, dass d'Regierung Problemer huet sech vun engem Deputéierten interpelléieren ze loossen iwwert d'Situatioun Trennung vu Kierch a Stat an de Finanzement vun de reliéise Communautéiten, sinn ech der Meenung, dass d'Regierung dann an deem Fall selwer sollt d'Initiativ ergräifen.

Dofir wëll ech dann hei eng Motioun deponéieren, déi d'Regierung opfuerdert opgrond vum Artikel 90 vum Chamberreglement en Débat de consultation ze organiséieren, fir déi effektiv Stellung vun de Chambersfraktiounen iwwert d'Trennung vu Kierch a Stat dann hei an der Chamber endlech definitiv festzeleeën.

Motion

D'Volleksvertriederkummer, nodeem

- datt d'Regierung opgrond vun der Motioun vum 18. am Broochmount 1998 mat enger weiderer reliéiser Communautéit eng Konventioun wëllt ofschléissen, a staatlech Ënnerstëtzung zougestoen;

- datt awer de 6. am Mee 2004 net all Fraktioun an der Chamber hir Zoustëmmung zu finanzielle Bäihëllefe fir zwou zousätzlech reliéis Communautéite ginn hunn, an och

eng gréisser Diskussioun sech an der Öffentlechkeet breetmécht;

- datt deemno elo de Moment opportun schéngt, fir eng Diskussioun iwwer eng Trennung vu Kierch a Stat an d'Finanzéierung vun de reliéise Communautéiten anzeleeden;

fuerdert d'Regierung op

- opgrond vum Artikel 90 vum Chamberreglement en Débat de consultation ze organiséieren, fir déi effektiv Stellung vun de Chambersfraktionen am Kontext vun der Trennung vu Kierch a Stat ze ergrënnen;

- bis dohinner e Moratoire auszespriechen, fir weider staatlech Ënnerstëtzung fir Reliounsgemeinschaften zouzegestoen.

(s.) Aly Jaerling.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Ech gesinn, déi Motioun huet nëmmen eng Ënnerschrëft. Ass nach een d'accord, fir déi Motioun ze ënnerstëtzen? D'Häre François Bausch, Jean Huss, Henri Kox an d'Madame Viviane Loschetter.

Dann décidéiert d'Presidentekonferenz, wéini datt se op den Ordre du jour vun der Chamber kënnt.

Elo huet den Här Budgetsminister Luc Frieden d'Wuert, fir säin Exposé iwwert de Statsbudget vum nächste Joer virzedroen.

3. 5800 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2008 (suite)

Exposé de M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéierten, d'Rapportrice zum Statsbudget 2008, déi honorabel Madame Mutsch, huet gëschter...

(Interruption par le Président)

...hir Ried opgehalen andeem se gesot huet, am Fong misst een a ville Politikberäicher regelméisseg Monitoringe maachen, Evaluatioune vun där Politik, déi mer maachen.

Et gëtt ee Beräich, wou d'Chamber dee Monitoring mat extrem grousser Regelméissegkeet mécht. Dat ass d'Finanzpolitik. Well et ass all Joer ëm dës Zäit, wou d'Chamber an öffentleche Sitzungen iwwert de Budget schwätzt, mä net nëmmen iwwert dat Zuelewierk, wat d'Regierung virleet, mä och iwwert déi Politiken, déi dorauser entstinn. Duerfir muss ech och hei ufänken, andeem ech der honorabeler Madame Mutsch Merci soe fir déi Analys, déi se hannert déi Ziffere och gesat huet, déi de Budget reflétéieren. Ech géif gären an deem Merci souwuel déi mëndlech wéi déi schrëftlech Aarbecht ervirsträichen.

Ech weess och als fréiere Budgetsrapporteur wivill Aarbecht do derhannert stécht, mä och wivill Gedankenustéiss an esou enger Aarbecht solle sinn. Et ass jo net eng Aarbecht déi soll, nodeem se gemaach ginn ass, an den Tirang geluecht ginn, mä et ass eng déi soll duerch déi Diskussiounen zu Debatten och hei am Parlament an dobaussen Usporn ginn. An deem Sënn ass dat eng Aarbecht, wou ech konnt op wäite Weeër matgoen. Op Nuancë sinn et ëmmer Ënnerscheeder, mä dat ass jo eben den Intérêt vun der demokratescher Debatt.

Ech géif och gäre soen, datt och déi Beruffschamberen, déi sech zum Budget ausgeschwat hunn, eng wesentlech an oft wéineg bëuechte Contributioun zur politescher Debatt sinn, well och si hannert d'Zuelewierk kucken an domadder eng ganz Rei politesch Indikatioune ginn, déi heibannen diskutéiert gi sollten.

D'Finanzkommissioun huet dat gemaach, dofir soen ech och hirem President an deenen anere Membere vun där Kommissioun Merci, mä et sollt een och am Débat heibannen déi Aarbechte vun der Finanzkommissioun vläicht e bësse méi oft beliichten, well dat si vill Stonnen, déi do drop ginn, wat d'Leit oft net matkréien.

D'Statsfinanze sinn effektiv en Haaptinstrument vun der Gestaltung vu ville Beräicher vun der Politik, an ech géif souguer behaapten: Et ass de Schlëssel, fir zum Zil ze komme vun esou munch politeschem Beräich.

Et ass d'Grondlag, wann ee Finanzpolitik verantwortungsvoll mécht, fir d'Zukunft vum Land ze preparéieren. A wann ech dee Budget 2008 kucken, da géif ech soen, datt e virun allem sech duerch dräi Charakteristike beschreift:

Éischtens, en huet eng grouss Budgetsdisziplin bei den Ausgaben. D'Ausgabe wuesse manner schnell wéi mëttelfristeg de Wirtschaftswuesstum.

Zweetens, et ass e Budget, deen zolidd Steierreduktiounen a Steiermechanisme fir Betriber a Privatleit virgesäit.

An drëttens, et ass e Budget mat staarken inhaltlechen Akzenter a ville Beräicher, sief dat d'Schoul, d'Kanner, den drëtten Alter, d'Gesondheet, de Wunnengsbau an aner Beräicher. Am Fong ass eist Zil Lëtzebuerg haut attraktiv ze maachen an d'Lëtzebuerg vu mar och duerch de Budget 2008 ze preparéieren, well ech hunn oft heibanne gesot, wann een e Budget mécht, da muss een och de Bléck op d'Zukunft hunn an der Finanzpolitik an doriwwer eraus, well mat Dépensen, déi een haut mécht, preparéiert een de Wee vun deene Joren duerno.

An dofir plädéieren ech dofir, fir mat Virsiicht de Budget opzestellen, well ee sécherlech ni genau weess wéi d'Zukunft ausgesäit. An ech hätt och gären, wann een d'Zukunft kuckt, datt een de Budget 2008 och am Liicht vum Stabilitéitsprogramm iwwert d'öffentlech Finanze gesäit, deen eis Regierung, dee mir fir d'Period 2008 bis 2010 der Europäescher Unioun virgeluecht hunn. Eist Zil ass et responsabel mat de Statsfinanzen ëmzegoen, an eist Zil war a bleift et, fir d'öffentlech Finanzen zolidd, gesond ze halen, dat heescht och 2009 an där ganzer Legislaturperiod ausgeglachen öffentlech Finanzen ze hunn.

Gesond Statsfinanzen, dat sinn och Elementer wéi Defizit oder keen Defizit, dat si Reserven oder Netreserven, dat ass Statsschold oder keng Statsschold. All deenen Elementer ass d'Zil vun der Regierung kloer, mir hätte gäre gesond an zolidd öffentlech Finanzen.

An ech menge behaapten ze kënnen, datt mer haut dat Resultat och duerch de Budget 2008 erreecht hunn. Ech stelle fest, d'öffentlech Finanzen 2008 sinn am Gläichgewiicht, plus 0,8% vum Bruttoinlandsprodukt. D'öffentlech Schold ass extrem niddereg, manner wéi 7% vum Bruttoinlandsprodukt. An d'Reserve fir grouss mëttelfristeg Projete sinn och an deene leschte Joren erëm opgestockt ginn. Si sinn héich. Si erlaben eis eng ganz Rei Saachen an den nächste Joren am infrastrukturelle Beräich ze finanzéieren.

Wann ech also déi dräi Resultater kucken: d'öffentlech Finanzen, d'Statsschold an d'Reserven, da gesäit een, datt dat d'Resultat ass vun enger konsequenter Budgetspolitik, déi engersäits Budgetsdisziplin huet an och versicht déi konsequent duerchzezéien, an anerersäits - dat gi mer gären zou - och profitéiert huet vun enger extrem gudder Konjunktur. Déi Konjunktur huet dee politesche Prozess, dee mer ageleet hunn, an der Budgetspolitik accéléréiert.

Jo, et ass richteg an ech mengen, dat ass och gëschter hei aus der Presentatioun vum Rapport vun der Finanzkommissioun ervirgaangen: Mir hunn eng staark wirtschaftlech Croissance. Mir leie wäit iwwert der europäescher Moyenne. Wann ech mer déi Chifferen ukucken, da gesäit een, datt mir d'nächst Joer wäerten eng Croissance hunn tëschent 4 a 5%. Dat ass iwwregens, wann een dat emol nokuckt, déi nämlecht Moyenne, déi mer an den 90er Joren haten, an et ass och déi wirtschaftlech Croissance, déi mer an de Jore véier a fënnef vun dësem Jorzéngt haten.

Mä 4 bis 5%, dat ass dat Duebelt vun der Eurozon, well an der Eurozon gëtt sech d'nächst Joer e Wirtschaftswuesstum vun 2 bis 2,5% erwaart. Frankräich läit bei 2%. Däitschland läit bei 2%. Dat heescht, mir hu vill méi eng staark Croissance wéi d'Nopeschlänner.

Allerdéngs muss ee bei deene Prezisiounen dobäisoen, datt d'statistesch Ämter souwuel déi europäesch wéi déi national dovun ausginn, datt et d'nächst Joer e bësse méi lues geet wéi dëst Joer. Trotzdeem ass et eng staark Croissance.

Ech hunn dofir plädéiert, datt mer de Budget nächst Joer och mat gréisster Virsiicht opbauen, an ech mengen déi Virsiicht ass ubruecht. Virsiicht an Optimismus schléisse sech net aus. Ech mengen, datt mer kënnen zefridde si mat deem Resultat, wat mer erreecht hunn, datt mer kënne mat Optimismus an d'Zukunft kucken, mä datt mer och mat Virsiicht mussen an d'Zukunft kucken, well et ginn eng Rei Incertituden.

Dat Éischt, dat ass ganz sécher d'Evolutioun vum Pëtrolspräis. Déi Präisser, déi iwwer 90 Dollar pro Barrel leien, no bäi 100, dat sinn natierlech Elementer, déi och op eis wirtschaftlech Croissance drécken. Gott sei Dank hu mer fir de Moment e staarken Euro par rapport zum Dollar. Dat mécht dee Pëtrolsschock e bësse manner staark. Mä ëmmerhin, et ass ee ganz zolitte Präis!

An dann dat Zweet, dat sinn d'Onsécherheeten op de Finanzmäert. Wann een eng international Finanzplaz huet wéi mir, wann ee weess, datt eist Land zu 30% säi Bruttoinlandsprodukt erwirtschaftet duerch d'Finanzplaz, da sinn natierlech d'Incertituden op den internationale Finanzmäert bei eis méi zolidd ze spiere wéi am Ausland.

Déi Incertituden, déi Onsécherheete kënne sech op eng Rei Aart-a-Weisen nidderschloen.

Ech mengen, datt déi Kris, déi mer am Summer an Amerika festgestallt hunn, keen Effet hat op d'Stabilitéit vun de Banken zu Lëtzebuerg. Si fonctionnéiere gutt. Si hat och keen Effet op d'Soliditéit vum Finanzsystem zu Lëtzebuerg. Ech hunn och scho viru Méint - scho virun där Kris - e Gremium agesat, wat ënnert der Autoritéit vum Direkter vum Tresor fonctionnéiert, wou d'CSSF, d'Zentralbank an de Finanzministère sech regelméisseg iwwert d'Stabilitéit vum Finanzsystem concertéieren a Moossnamen ergräife kënnen, wann dat noutwendeg ass. Dat war an dësem Fall net noutwendeg.

Wat awer ass - an dat wäerte mer an deenen nächste Méint gesinn -, eng Rei vu Finanzinstituter wäerte mussen aus Virsiichtsgrënn Provisioune constituéiere fir eng Rei Operatiounen, wou se net wësse wéi déi ofgeschloss ginn, an dat wäerte mer an de Benefisser, an domat och an de Steiereinnahmen, spieren. Wéi grouss dat ass, dat kann ee fir de Moment net aschätzen, well d'Joresofschléss vun de Finanzinstituter si jo net gemaach. Et kéint och eng Inzidenz hunn op d'Resultater vun der Fongenindustrie. Mir mussen dat also mat abauen.

An duerfir plädéieren ech nach wéi vor an nach méi verstäerkt fir 2008 fir grouss Virsiicht bei de Recetten an net einfach ze soen: Majo, wa mer 2007 gutt Recetten hunn, da baue mer einfach op déi fir d'nächst Joer op. Trotzdeem hu mer méi Recetten agesat, an ech kommen herno dorobber zréck.

Mir wäerten och - an dat ass logesch, wa mer eng staark Croissance hunn - d'nächst Joer e staarke Wuesstum vun den Aarbechtsplazen hunn. De Statec mengt, dat kéint bei eppes 4% leien. Allerdéngs hu mer ëmmer méi Aarbechtsplazen, wou ee qualifizéiert Leit brauch, gutt Qualifikatioune brauch.

Et gëtt keen ekonomesche Succès ouni Fläiss, ouni Schaffen, ouni Ausbildung. An duerfir, mengen ech, muss d'Ausbildung vun de Leit gemaach ginn en fonction vun den Aarbechtsplazen, déi do sinn. Mir kënnen net d'Aarbechtsplazen no de Leit gestalten, mä d'Aarbechtsplazen, déi kommen, do musse mir kucken, datt d'Leit, déi mer hei am Land hunn oder déi an der Groussregioun liewen, datt déi forméiert ginn, fir kënnen op déi Plaze schaffen ze goen.

Ech fannen am Fong, wann ech kucken, datt mer d'lescht Joer 13.000 nei Aarbechtsplaze geschaf hunn, datt fir déi Lëtzebuerger Jugendlech et enorm Méiglechkeete ginn. Si mussen d'Méiglechkeeten huelen a mir mussen hinnen hëllefen hir Aen och ze schäerfen op déi vill Méiglechkeeten, déi et virun allem am Déngschtleeschtungssecteur zu Lëtzebuerg gëtt!

D'Madame Mutsch huet gëschter rappeléiert wéi mer vun der Industrienatioun zur Déngschtleeschtungsnatioun gi sinn. Jo, da muss een och d'Leit, déi aus der Schoul kommen, op dee Secteur preparéieren a versichen domadder d'Aarbechtslosegkeet esou niddreg wéi méiglech ze halen. Déi strukturell Aarbechtslosegkeet zu engem groussen Deel vu Leit, déi net déi richteg Qualifikatioun hunn, wäert och d'nächst Joer relativ stabel bleiwen, och wa se am europäesche Verglach niddreg ass.

Mir mussen och kucken, datt mer d'Inflatioun am Grëff behalen, trotz héije Pëtrolspräisser. Dat ass natierlech eng Responsabilitéit net nëmme fir de Stat a fir d'öffentlech Hand - Stat a Gemengen -, mä et ass och eng Responsabilitéit fir d'Betriber. D'Präisentwécklung 2008 gëtt eis, dem Statec no, bei eppes 2,5% indiquéiert. Och dat ass in etwa d'nämlecht wéi an der Period 2000-2004. Et muss een also kucken, datt een déi am Grëff behält.

Wann ech also versichen, déi ekonomesch Situatioun am Résumé ze beschreiwen, da gesäit een, datt mer e staarken, méi liicht gebremste Wirtschaftswuesstum fir d'nächst Joer kënnen erwaarden, mat Onsécherheeten op der Steiersäit duerch d'Situatioun op den internationale Finanzmäert, déi mer also d'nächst an d'iwwernächst Joer sécherlech méi spieren, wéi dee leschte Summer, a wéinst de Pëtrolspräisser, déi net d'Indiquatioun gi wéi wa se géifen an deenen nächste Méint op eemol substanziell no ënne goen. An duerfir, virun deem doten Hannergrond hu mer dee Budget 2008 opgebaut.

Ech soen nach eng Kéier: Déi Elementer, déi fir mech do wichteg waren, dat ass Virsiicht, Optimismus an Disziplin wat d'Budgetsausgaben ubelaangt.

Ech hu gesot, mir hu bei den öffentleche Finanzen en Iwwerschoss. En Iwwerschoss vun 0,8% vum Bruttoinlandsprodukt. Fir datt ee sech dorënner eppes ka virstellen: Dat si ronn 330 Milliounen Euro.

Ech vergläichen dat mat deem, wat mer an deene leschte Joren haten, an da stellen ech fest, datt mer just am Joer 2004 - dat war dat Joer wou zwou Regierungen am Amt waren - en Defizit vu méi wéi 1% haten. Am Joer 2005 hate mer och nach en Defizit,

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

d'Chamber online op
www.chd.lu

mä dunn, duerch d'Budgetsdisziplin bei den Dépensen an duerch déi méi schnell wuessend a gutt wuessend Konjunktur, hu mer vun 2006 un erëm en Iwwerschoss bei de gesamtöffentleche Finanzen. 2007, mengen ech, datt mer och e gudden Ofschloss kréien.

Mä wéi gesot, et ass wichteg, datt mer dorobber net mengen, dat géif automatesch esou an Zukunft virugoen. Eist Zil bleift et, ech soen dat hei nach eng Kéier: Mir wäerten alles drusetzen, wann net eng gréisser Kris, déi mer net kënne gesinn, kënnt, datt mer an der ganzer Legislaturperiod bis 2009 d'öffentlech Finanzen am Iwwerschoss oder op d'mannst am Equiliber kënnen ofschléissen.

Um Niveau vum Stat an den öffentleche Etablissementer, dat wat een technesch d'Administration centrale nennt, fënnt een en Defizit och fir 2008, mä deen Defizit erkläert sech selbstverständlech duerch déi héich Investitiounsausgaben an och duerch d'Transferten un d'Sécurité sociale. Et ass ganz kloer, datt d'Sécurité sociale net deen Iwwerschoss hätt, dee se huet, wa se net géif bal zwou Milliarde vum Lëtzebuerger Stat iwwerwise kréien. Dat sinn d'Contributioune vum Stat un d'Pensiounskeesen an un d'Krankekeess.

Ech hunn där Deeg an der Zeitung esou eng Tabell gesinn, wou een déi eenzel Contributiounen u Ministère gesäit, an et huet ee mech gefrot: Wat mécht dann de Ministère vun der Sécurité sociale mat deenen zwou Milliarden? Dunn hunn ech gesot: Mä dat sinn net Suen un dee Ministère oder un dee Minister, dat sinn Transferte vum Stat un d'Krankekeesen a virun allem un d'Pensiounskeess. Duerfir muss een also wëssen, datt de Stat zum Iwwerschoss an der Sécurité sociale e Bäitrag mécht, an duerfir ass et och richteg, datt een an Europa dat Gesamtbild kuckt, Stat, klassesche Stat, Gemengen a sozial Sécherheet zesummen.

Well et sinn och aner Länner an Europa, Dir wësst dat heibannen, déi bezuelen net aus dem Statsbudget d'Sécurité sociale, mä déi finanzéieren direkt d'Securité sociale iwwert de Wee vun de Bierger. Do gesäit een also, dat Bild ass duerfir nëmme comparabel, wann een alles zesumme mam Ausland vergläicht.

Wann ech dann alles mam Ausland vergläichen, eisen Iwwerschoss d'nächst Joer vun 0,8% vum Bruttoinlandsprodukt, wann ech kucke wéi d'Situatioun vun eiser Statsschold ass, manner wéi 7%, da gesäit een, datt mir ënnert deene fënnef Länner vun der Eurozon leien, déi dat beschte Resultat bei den öffentleche Finanzen hunn. Mir sinn an där doten Hitparad ënnert deene fënnef Klassebeschten.

Ech liese jo - dëser Deeg gëtt jo alles ëmmer verglach a ville Beräicher; et muss ee jo och heiansdo vergläichen, duerfir gëtt dat och an der europäescher Finanzpolitik gemaach -, mir sinn ënnert deene fënnef Länner, déi keen Defizit bei den öffentleche Finanzen hunn an déi manner wéi 60% Schold hunn.

An där Hitparad ginn iwwerhaapt net d'Reserve berücksichtegt. Ech mengen, datt d'Reserven e wichtegen Deel vun enger zolitter Finanzpolitik sinn. Firwat gi se net berücksichtegt?

Well Europa nëmme kuckt, wat een an engem Joer erakritt an an engem Joer ausgëtt. Mir hunn awer zu Lëtzebuerg - an ech hunn dat och esou geierft vu menge Virgänger - eng Politik fir, wa mer Méieinnahmen hunn, déi op d'Säit ze setzen. Ech mengen, déi Politik war ëmmer richteg, an ech hu mer ëmmer zum Zil gesat, déi Politik virunzeféieren, déi déi, déi virdru fir de Budget zoustänneg waren, eis mat op de Wee ginn hunn.

Do stellt ee fest, datt mer déi Reserven och an deene leschten zwee Joer erëm konnten opbauen. Wéi ech 1998 Budgetsminister gi sinn, hunn ech eng Reserv virfonnt - dat sinn also d'Avoirë vun den eenzelne Fongen - vun 1,3 Milliarden Euro. Mir hunn elo eng Reserv vun eppes 1,7 Milliarden Euro.

Et ass richteg, datt déi an der Zwëschenzäit uganks de Joren 2000, 2001 eng Kéier vill méi héich ginn ass. Dunn hu mer an deene Joren, wou mer e Budgetsdefizit haten, aus där Reserv Suen erausgeholl. Duerfir ass d'Reserv jo och do. Dat si Spuerbicher, fir dann déi Infrastrukture weiderzefinanzéieren. Elo, 2006 an 2007, hu mer déi Reserven erëm kënnen augmentéieren. Ech wëll dat och weider maache mat deenen Iwwerschëss, déi mer hoffentlech och am Joer 2007 kréien.

Et ass och duerfir wou ech der Chamber, deen nämlechten Dag wou ech hei de Budget déposéiert hunn, also den 10. Oktober, och de Projet de loi vun der Regierung iwwert d'Affectatioun vun de Plus-valueë vum Exercice 2006 déposéiert hunn, an an deem - dee muss d'Chamber nach diskutéieren an ofstëmmen - ass och virgesi fir mat deene Suen ausschliesslech d'Investitiounsfongen ze speisen.

Dëst ass e Budget, dee gutt ass fir d'Privatleit a fir d'Betriber hei am Land, souwuel op der Steiersäit wéi op der Ausgabesäit.

Am Fong ass an där ganzer Budgetspolitik fir mech ëmmer een Zil, wat d'Grondlag ass vun all deene Moossnamen, déi mer huelen: Ech hätt gären, datt mer e Land wären, an deem et interessant ass ze schaffen an agréabel ass ze liewen, an et ass d'Kombinatioun vun deenen zwee, déi mer och versicht hunn, hei an der Budgetspolitik ze maachen.

Interessant ze schaffen, jo, ech sinn der Meenung, datt ouni gutt fonctionnéierend Betriber - an de Stat muss hëllefen, datt se gutt fonctionnéieren - et net méiglech ass, Steieren anzedreiwen. Dat heescht, net méiglech ass, Benefisser ze maachen, Steieren anzedreiwen an duerfir och dann net méiglech fir Investitiounen a Sozialpolitik ze maachen. D'Ekonomie muss fir d'éischt fonctionnéieren, éier een de Rescht ka maachen. Duerfir muss ee kucken, datt de Stat dat uerdentlech begleet. An duerfir mécht dëse Budget vill fir d'Entreprisen.

Vill méi wéi dat vläicht iwwregens an der Kommentéierung zum Virschäi komm ass!

Ech war e bëssen iwwerrascht, datt an der Kommentéierung nom Dépôt gemaach ginn ass, wéi wann déi eenzeg Moossnam am Budget de Kannerbonus wär, wat eng gutt Moossnam ass, déi mer jo och nach an deenen nächsten Deeg hei diskutéieren. Mä et ass ganz vill och dra fir d'Betriber, an ech géif wëllen e puer Saachen hei mentionnéieren, wat och iwwregens de Stat ganz vill Sue kascht.

Éischtens emol d'Investitioun. Am Budgetsjoer 2008 gi mer 1,6 Milliarden Euro aus fir Investitiounen. Dat sinn 120 Milliounen Euro méi wéi d'lescht Joer an dat ass iwwer 4% vun eisem Bruttoinlandsprodukt.

Zweetens hu mer dräi Steiermoossnamen, déi Répercussioun fannen an dësem Budget, déi fir d'Betriber sinn an déi etwa 100 bis 150 Milliounen Euro manner Einnahme fir de Stat bréngen:

Éischtens sinn dat d'Bonifications d'impôt fir Investissementer, déi vun 10 op 12% eropginn. Dat heescht, d'Betriber, déi investéieren, gi vum Stat steierlech encourageiert dat ze maachen a si kréien duerfir eng Steiergutschrift. Dat ass e substanzielle Coup de pouce fir d'Betriber, déi wëlle kompetitiv bleiwen an déi wëllen investéieren.

Zweetens, dréit dëse Budget neie steierlechen Avantagë fir d'Betriber Rechnung, déi a Fuerschung, an Innovatioun Erfindunge maachen, datt se d'Revenuen dovunner net besteiert kréien. Deen Investissement an d'Propriété intelectuelle ass wesentlech. Deen hëlleft ville Betriber, déi an der Fuerschung eppes opzeweisen hunn, och d'Zukunft elo ze preparéieren. Si gi vum Stat ënnerstëtzt.

An drëttens, hu mer an dësem Budget den Nidderschlag vun der Reduktioun vum Droit d'apport. Dëser Kapitalsteier, déi mer ëm d'Halschent reduzéieren, mat der Perspektiv fir se bis spéitstens 2010 ganz ofzeschafen. Mir maachen dat net, well eng Direktiv ugeholl gi wär. Well déi Direktiv, déi dat virgesäit, déi ass nach net vum europäesche Ministerrot verabschiedet. Mir mengen awer, wa mer d'europäesch Landschaft kucken, well eng Rei vun eise Konkurrenzlänner, eisen Nopeschlänner déi ofgeschaaft hunn, datt mer géife gutt drun doen, fir eise Betriber déi nämlecht Avantagen ze verschafen, datt mer och géifen d'nächst Steier reduzéieren, voire ofschafen.

D'Regierung hätt gären eng konkurrenzfäeg Steierlandschaft. Do muss een natierlech all d'Aspekter huelen. Ech hunn heiansdo Leit, déi komme bei mech an de Büro an da soe se mer: Wa mer dat dote géifen an Holland maachen, do sinn déi an déi Steiere vill méi niddreg. Mä et muss een ëmmer all d'Steiere kucken. An Holland bezuelen d'Privatleit 50% marginalen Héchststeiersaz, bei eis 38%. An Holland gëtt d'TVA elo ëm 3% gehéijt. Ech kéint iwwert déi aner Länner datselwecht soen.

Mir hätte gären, datt generell d'Steierlaascht fir d'Betriber a fir d'Leit räsonnabel an attraktiv bleift. Déi dräi Moossnamen, déi mer elo grad hei gesot hunn, an déi am Budget 2008 erstmalig hiren Nidderschlag fannen, si Moossnamen, déi geziilt d'Moossname vun de Betriber ënnerstëtzen.

Mir féieren och eng Diskussioun mam Patronat iwwer sämtlech Aspekter vun der Besteierung. An dat ass eng schwiereg Diskussioun. Solle mer de Kierperschaftssteiersaz erofsetzen, deen haut zu Lëtzebuerg bei 22% läit, oder soe mer bei gläicher Verbreederung vun der Bemiessungsgrondlag, also vun der Assiette, op där d'Betriber besteiert ginn?

Firwat ass dat eng schwiereg Diskussioun? Well ganz vill Betriber hei zu Lëtzebuerg wëssen, datt se iwwerhaapt net déi 22% bezuelen, déi op den internationalen Tafele stinn, wou Lëtzebuerg drop figuréiert, mä datt duerch eng ganz Rei steierlech Moossnamen, déi mer an eise Gesetzer virgesinn hunn, eng ganz Rei Betriber, notamment op der Finanzplaz - an ech hunn lech gesot, datt zwee Drëttel vun eiser wirtschaftlecher Croissance vun der Finanzplaz kommen -, e vill manner héije Steiersaz hunn, wéi deen nominale Steiersaz vun 22%.

D'Diskussioun, déi mer also musse mat de Betriber féieren, ass fir ze kucken, ob se léiwer hunn, datt mer eng gewësse Flexibilitéit an der Steierpolitik hunn, wou se kënne geziilt Investitiounen oder geziilt Moossname finanziell ënnerstëtzt kréie vum Stat, oder ob mer jiddfereen d'nämlecht behandelt gëtt a jiddfereen deen nämlechte Steiersaz vun 18, 19, 20 oder 22% huet.

Déi Diskussioun hu mer ugefaangen. Mir haten eng éischt Sitzung mam Patronat doriwwer. Ech stelle fest, datt et och schwiereg ass innerhalb vun deenen eenzelne Secteure vun der Ekonomie eng gemeinsam Haltung do ze fannen. Dat sinn awer, mengen ech, Gespréicher, déi konstruktiv gefouert ginn. Déi wäerten an deenen éischte sechs Méint vum nächste Joer kënnen ofgeschloss ginn, mam Zil och eng konkurrenzfäeg Steierlandschaft fir d'Betriber zu Lëtzebuerg ze halen. Dëst muss eng Plaz bleiwen, wou d'Betriber gären hikommen, och - mä net nëmmen - aus steierleche Grënn.

Fir d'Attraktivitéit vu Lëtzebuerg grouss ze halen an dësem Beräich, geet et natierlech net duer nëmmen, datt een no de Steiere kuckt. D'Ausgaben am Budget sinn och zu engem groussen Deel dru schold am positive Sënn, datt d'Betriber zu Lëtzebuerg et gutt fannen, fir hei ze investéieren. Ech wëll nëmmen e puer Saache mentionnéieren, déi mer an deem Kontext wichteg schéngen.

Den Ausbau vum Flughafe maache mer net, fir datt d'Leit méi agréabel an d'Vakanz fléien, mä datt mer hei d'Geschäftsrelatioun tëschent Lëtzebuerg an anere Länner via Flugverbindunge kënnen op engem Niveau halen, dee Leit an d'Land bréngt.

International Schoulen, déi d'Lëtzebuerger Regierung finanziell och am Statsbudget vum nächste Joer substanziell ënnerstëtzt. Den Ausbau vun deenen internationale Schoulen, voire och d'Aféierung vun internationalen Diplomer a Lëtzebuerger Schoulen, huet zum Zil, datt kënnen och qualifizéiert Leit aus dem Ausland op Lëtzebuerg kommen, deenen hir Kanner och hei kënnen a Schoule goen. Well mir brauchen déi Leit. Dat muss natierlech zesummegoe mat enger gudder Formatioun; och fir déi Leit, déi hei am Land wunnen.

Drëttens, Stroossen a Schnellzich ass ee wesentleche Punkt vun der Attraktivitéit vu Lëtzebuerg. An dat kascht enorm vill Suen. Kuckt wat mer am Fonds des routes an am Fonds du rail d'nächst Joer ausginn. Dat ass noutwendeg, fir datt mer déi Vielzahl vu Leit, déi hei zu Lëtzebuerg schaffen, och transportéiert kréien. Dat heescht, déi Ausgaben do sinn am Intérêt vun de Betriber.

D'Kommunikatiounsnetzer si wesentlech. Deen Dossier, deen de Statsminister virdrun hei beschriwwen huet, geet nëmme wa mer ganz gutt Kommunikatiounsnetzer hunn. Mir brauche modern Kommunikatiounsnetzer. Dat kascht de Stat schrecklech vill Suen.

Da brauche mer wirtschaftsfrëndlech, onbürokratesch, schnell Verwaltungen. All Verwaltung muss wëssen, datt se net an enger bürokratescher Approche un d'Problemer dierf erugoen, mä datt se muss do sinn, fir den Entreprisen ze hëllefen d'Gesetzer richteg unzewenden, wa Problemer opdauchen, hinnen och hëllefe Léisungen ze bréngen. Mir hunn dat notamment am Finanzbereich fäerdeg bruecht mat der Iwwerwaachungskommissioun vum Finanzsecteur. Mir bréngen dat och an anere Secteure fäerdeg. Mä dat ass wesentlech. Eng wirtschaftsfrëndlech Verwaltung ass noutwendeg wa mer wëllen um internationale Parkett konkurrenzfäeg bleiwen.

Déi aner schlofen och net, fir Betriber unzezéien. Duerfir musse mer och ëmmer erëm wirtschaftsfuerdernd Gesetzer maachen. Ech sinn an deem Beräich - wou ech direkt zoustänneg sinn, d'Finanzplaz - extrem dankbar fir déi breet Ënnerstëtzung, déi ech ëmmer an der Chamber iwwert déi eenzel Fraktiounsdivergenzen eraus fannen, wa mer hei nei Gesetzer presentéieren, déi nei Aktivitéite mat sech zéien. Ech huelen déi Gesetzer iwwer „privatequity"-Fongen, Gesetzer iwwer spezialiséiert Investment-Fongen, Gesetzer iwwert Holding-Gesellschafte fir Privatfamilljen. Déi hunn, direkt nodeem se gestëmmt gi sinn, och fir nei wirtschaftlech Aktivitéit geholfef.

Dat sinn, wat ech nennen, wirtschaftsfuerdernd Gesetzer. Duerfir wëll ech och am Joer 2008 nei Propositioune maachen, fir Gesetzer ze adaptéieren, do wou dat noutwendeg ass. Sief dat d'Gesetz iwwert d'Hypothéikepfandbréiwer, sief dat d'Gesetz iwwert d'Sicaven, sief dat aner Gesetzer an anere Beräicher, déi d'Kolleege vun der Regierung abréngen, ëmmer mam Zil, fir attraktiv fir Betriber ze sinn.

Ech stelle mat Satisfaktioun fest, datt mer et jo och ëmmer erëm fäerdeg bréngen nei Betriber an d'Land ze kréien. Wann eng grouss däitsch Privatbank décidéiert hiren europäesche Siège zu Lëtzebuerg ze maachen, wann déi gréisste Préassurance-Gesellschaft décidéiert hiren EU-Siège zu Lëtzebuerg ze maachen, dann ass dat, well mer déi wirtschaftsfuerdernd Gesetzer gemaach hunn. Doriwwer sinn ech frou. An ech hätt gären, datt déi Politik géif virugoen.

Mir brauchen, an dat huet d'Madame Mutsch gëschter hei gesot, eng Diversifikatioun vun der Ekonomie. Déi ass allerdéngs net einfach ze maachen. Et ass extrem schwiereg nei Betriber op Lëtzebuerg ze kréien. Duerfir soen ech: Dee Saz dierf net esou interpretéiert ginn, datt mer den Ausbau vun der Finanzplaz kéinten négligéieren. En fait deen eenzege Secteur, dee fir de Moment vill Steiere bezuelt, musse mer zougläich mat der Diversifikatioun vun der Wirtschaft och weider ausbauen.

An deem Kontext mengen ech och, datt mer d'Opportunitéite mussen huele vun deenen neie Marchéen, déi entstinn. Mir dierfen déi al Marchéen net vernoléissegen. Mir sinn e Bankesecteur fir dës Regioun. Déi klassesch Länner an Europa si fir eis extrem wichteg. An zougläich musse mer d'Aen opmaache fir déi nei Marchéë vun der Welt. Sief dat de mëttleren Orient, sief dat China, Indien, d'Baltesch Staten. Do sinn extrem vill nei Suen, déi mussen och op enger Plaz géréiert an investéiert ginn. Mir wäerten och mat där neier Agence „Luxembourg for Finance", déi 2008 ufänkt mat schaffen, gradsou wéi „Luxembourg for Business", aktiv op deene Marchéen do ginn. Mir sinn et zum Deel schonn, mä mir wëllen dat nach méi professionell a méi strukturéiert maachen.

Wa mer dat esou maachen, dann, mengen ech, kënne mer soen, datt d'Recettë fir d'nächst Joer am Budget richteg ageschat ginn, och wann ech zouginn, datt se virsiichteg sinn. Mä ech soen nach eng Kéier: Virsiicht ass besser, well kee weess wou mer am Mäerz, Abrëll d'nächst Joer sinn, wann d'Konte vun de Banken definitiv do leien.

Trotzdeem hu mer fir d'nächst Joer d'Kierperschaftssteier, de Montant global, ëm 10% op 1,43 Milliarden Euro am Budget gehéicht. Mir hunn och d'Taxe d'abonnement, wat wierklech eng volatile Steier ass - dat ass déi Steier, déi d'Investmentfonge bezuelen -, ëm 27% op 700 Milliounen Euro gehéicht. A mir hunn och d'TVA ëm ronn 17% gehéicht. Déi dräi Steieren eleng sinn déi Haapteinnahmequelle vum Stat, déi d'nächst Joer substanziell klammen.

Selbstverständlech si mer an deem Kontext frou, datt de Stats- a Finanzminister gëschter deen Accord zu Bréissel duerchgesat huet, well et ass evident, datt, wa mer 200 Milliounen, 300 Milliounen, jee no Joer, manner hätte pro Joer, da wär dat e substanziellen Abroch an de Recettë vun eisem Budget. Wann een dat iwwer eng laang Period eraus ka verschieben, dann ass dat am Intérêt vum Statsbudget a mir kënnen domadder vill Politiken zu Lëtzebuerg maachen. Esou wéi mer an deene leschte Jore mat där Milliard, déi mer bis elo erakritt hunn, ganz vill Politik konnte maachen, duerch déi elektronesch Commerce-Gesellschaften.

D'Steier fir d'Gehälter, d'Gehältersteier an d'Assiettësteier vun de Privatleit geet d'nächst Joer am Budget net erop. Trotz der Tatsaach, datt mer vill nei Aarbechtsplaze schafen. Firwat geet se net erop?

Mä well eben dëse Budget, wéi ech gesot hunn, net nëmmen e Budget ass, dee staark Steierreduktioune fir Betriber mécht, mä och e Budget, dee staark Steierreduktioune fir d'Privatleit mécht. Jiddfereen am Land, dee Steiere bezilt, bezilt d'nächst Joer manner Steieren. An doduerch geet de Gesamtmontant vun den Einnahme vum Stat am Kontext vun der Gehältersteier d'nächst Joer net erop.

Dat ass also ee Budget, deen all Porte-monnaie vun all Steierzueler zu Lëtzebuerg méi féllt. D'Leit hunn netto d'nächst Joer méi vun hirer Pai, wéi se dat dëst Joer hunn, an déi, déi keng Steiere bezuelen, déi kréien de Kannerbonus. Et ass also jiddfereen, dee méi staark profitéiert vum nächste Budget, wéi dat dëst Joer de Fall war.

An déi Iwwerschëss, déi mer dëst Joer maachen - ech kommen nach eng Kéier dorobber zréck -, do schéngt et mer och evident, datt och déi mussen an d'Reserve goen. An et ass a mengen Aen d'Flicht vum Budgetsminister, och während dem Joer, wann hie gesäit, datt verschidden Ausgabe getätegt ginn, datt Ausgaben décidéiert gi sinn, wou Fongen nach net adequat gespeist sinn, datt en dann am Laf vum Joer bei Mehreinnahmen, fir ze évitéieren, datt déi an d'Dépense-courantë ginn, déi och schonn direkt konform zum Gesetz iwwert d'Kontabilitéit vum Stat un déi eenzel Fongen affectéiert.

Duerfir soen ech zum Beispill der Chamber, datt ech net méi spéit wéi d'leschtWoch 50 Milliounen Euro an de Fonds de la dette iwwerwisen hunn. Duerfir seet keen engem dobausse Merci, well et versteet emol keen et.

(Interruptions)

Mä déi, déi no eis enges Daags Budgetsminister sinn, déi soen: Mir si frou, datt et e Fonds de la dette gëtt, well deen ass do fir ze hëllefen d'Amortissementer vun der Schold ze bezuelen, wann enges Daags den Emprunt, dee mer maachen am Stroossebaufong an am Fonds du rail, zréckzebezuelen ass. An duerfir wëll ech och weider de Fonds de la dette, mä och déi aner Fonge speisen.

Iwwregens an deem Kontext ass et interessant ze gesinn, wéi déi Fongen an d'Avoirë vun deene Fongen evoluéiert hunn. Ech hunn Iech gesot vun der Reserv - Reserv ass en Ausdrock, deen ëmmer irreféierend ass, well bei Reserv mengt een, dat wäre Suen, déi fräi verfügbar sinn. Déi Sue sinn do, déi stinn op der Säit an déi sinn do fir déi Investitiounen ze finanzéieren, déi mer décidéiert oder geplangt hunn. Wann ech déi Fongen all zesummerechnen, da gesinn ech, datt mer bis d'Joer 2010 einschliesslech all d'Fongen am Equiliber hunn.

Eenzel Fongen hunn e Minus, mä wann ech se all addéieren an dat kucke wat mer an der Reserv hunn, da si se bis 2010 allegueren am Gesamtpak am Equiliber. An 2011 hu mer e Minus, dee mer musse versiche bis dohinner och mat méiglechen Iwwerschëss, déi mer am Budget 2007 kréien, elo scho mat ze équilibréieren. Dat ass eist Zil. Ech mengen, datt mer kënnen eist Zil erreechen opgrond vun där Reservepolitik, déi mer maachen, well ech sinn dergéint Iwwerschëss, déi elo erakommen, elo auszeginn, och wann dat politesch méi interessant wär a wann een do vläicht 2009 méi géif punkten. Mä et ass net responsabel an duerfir maache mer dat net.

Mä et ass richteg, datt ee gesäit, datt déi Avoirë vun deene Fongen, wa mer dat alles betätegen, méi kleng ginn. Duerfir ass et wichteg, dass mer keng nei zousätzlech grouss Projete plangen, déi mer net kéinten och finanzéieren. Ech hätt gären, datt, all Kéiers wa mer nei Projete plangen - ech schwätze vun deene groussen Investitiounen -, mer eis fir d'éischt froen: Mat wéi vill musse mer nach déi aner Projete finanzéieren?, an dann eréischt neier plangen. An dat hätt ech och gären, wann nei Fuerderungen an deenen nächsten Deeg hei vu verschiddene Säite proposéiert ginn.

Ech hätt gären, datt mer all d'Steiersuen - well am Fong de Budget, dat wat mir géréieren, an ech si mer däers all Dag bewosst, wann ech Budgetspolitik maachen, dat sinn net dem Stat seng Suen, dat sinn net meng Suen, dat sinn de Steierzueler, en fait zu engem groussen Deel den Entreprisen hir Suen - no strenge Kritären an disziplinéiert ausginn, mam Zil, datt Lëtzebuerg e Land bleift, wat sech weiderentwéckelt, mam Zil, datt et e Land bleift, wou Liewensqualitéit herrscht.

Duerfir huet de Budget eng wichteg Steierungsfunktioun. Ech géif just gären e puer Aspekter erausbiewen. Op aner Aspekter hunn ech schonn higewise beim Dépôt vum Budget den 10. Oktober.

Ech mengen, datt ee vun de wesentlechen Deeler - an do deelen ech d'Analys, déi gëschter och hei d'Budgetsrapportrice, d'Madame Mutsch, gemaach huet - d'Formatioun vun Ufank u bis uewen hin ass. Ouni Schoul kann een d'Zukunft vun engem Land net opbauen. Et musse Schoule ginn, wou d'Kanner preparéiert ginn op eng Welt, déi haut vill méi schnell evoluéiert, op eng Welt, wou et och aner ekonomesch Acteure gëtt, op eng Welt, wou nei Erausfuerderungen derbäikommen. Mä ech soe virun allem eng Welt, wou nei Chancen derbäikommen.

De Fait, datt déi global Welt besteet, ass fir Lëtzebuerg eng grouss Chance. Et gëtt kaum ee Land an Europa, wat méi vun Europa a vun dem Ewechfale vun de Grenze profitéiert huet, wéi eist Land. Wat ass dann e Land wéi eist, wann et net ka säi Stol, seng Satelitteprogrammer a seng Finanzdéngschtleeschtungen op der ganzer Welt exportéieren, well et keng Grenze gëtt? An all déi, déi mengen, datt, wann ee géif Grenzen opbaue ronderëm d'Land, da wäre mer besser drun, déi ire sech. Eise Räichtum ass komm duerch eis international Dimensioun, mä an där internationaler Dimensioun musse mer och d'Leit drop preparéieren, datt mer mussen nokommen a gradesou gutt si wéi déi aner. Duerfir kommen ech nach eng Kéier drop zréck, datt ee muss Fläiss, Schaffen an Ausbildung an engem Otemzuch gesinn.

An deem Kontext mengen ech och, datt d'Villsproochegkeet e wesentlecht Element ass, wat eis differenzéiert vun aneren, datt et och wichteg ass, fir eis Produkter an Déngschtleeschtungen op der ganzer Welt ze verkafen. Ech mengen, datt mer dat net solle vergiessen, an an deem Kontext muss ech och ëmmer erëm op d'Importenz vun der englescher Sprooch hiweisen.

Déi englesch Sprooch, ob een dat gären huet oder net, huet sech a villen Aspekter vun der Wirtschaftswelt als eenzeg Sprooch oder als Haaptsprooch duerchgesat, an eis Schoul muss och d'Kanner mat preparéieren, datt mer an där dote Sprooch konkurrenzfäeg si par rapport zu deenen anere Länner. Ouni Englesch ass internationalen Handel, och international Politik soen ech iwwregens derbäi, hautdësdags net ze maachen.

Ech mengen och, datt mer eng diversifiéiert Schoul brauchen. Dat kann een net vun haut op muer maachen. Eng Schoul, an där och déi, déi méi staark sinn, oder a verschiddene Saache méi staark sinn, méi gefuerdert ginn, ouni déi ze vergiessen, déi Schwächten an där enger oder an där anerer Matière hunn. Mä jiddfereen iwwer ee Leescht zéien, mengen ech, geet an enger Welt, déi schnell evoluéiert, wou, dat wëll ech nach eng Kéier soen, nei Acteure bäikommen, net.

Déi, déi an all deene Betriber do hikommen, hätt ech gären, datt och déi, déi aus eise Schoule kommen an déi staark sinn, och déi noutwendeg Ënnerstëtzung kréien. Duerfir muss ee mengen ech méi diversifiéiert an der Zäit un d'Ausbildung erugoen.

Ech weess, datt dat natierlech net ouni finanziell Mëttele geet, well wat ee méi diversifiéiert u Problemer an u Chancen erugeet, brauch een natierlech méi Infrastrukturen, méi Leit, an dat wäert eng vun de groussen Erausfuerderungen an deenen nächsten zéng Joer och fir Lëtzebuerg ginn.

Si ass elo scho grouss. Ech stelle fest, datt mer an deene leschten zéng Joer an de Lycéeë 7.000 Schüler bäikritt hunn. 7.000 Schüler op zéng Joer an engem klenge Land wéi eist ass ganz vill. Duerfir hu mer jo och nei Lycéeë gebaut: Lycée Aline Mayrisch, Mamer, Dummeldeng. Duerfir ginn och d'nächst Joer nach weider Lycéeën op; wéi den Attert-Lycée, wéi dat neit Gebai vum Lycée technique Mathias Adam.

Eleng déi zwee Gebaier si fir bal 3.000 Kanner. Dat heescht, mir musse weider d'Capacitéitsméiglechkeet verbessere fir déi zousätzlech Zuel vun de Kanner, grad wéi d'Zuel vun den Enseignantë souwuel am Préscolaire, am Primaire wéi am Postprimaire dauernd eropgeet. Dat muss parallell goen zur Evolutioun vun eiser Bevölkerung an zu där Noutwendegkeet, déi a mengen Aen absolut besteet, fir och déi eenzel ënnerschiddlech Kanner an hiren Talenter ze ënnerstëtzen. Déi staark Schüler mussen esou ënnerstëtzt ginn, datt se esou gutt si wéi déi, déi aus zolitte Schoulen, aus dem Ausland mat eisem Aarbechtsmarché konkurréieren.

An deem Kontext ass selbstverständlech och d'Universitéit Lëtzebuerg ze gesinn an d'Fuerschung, déi gemaach gëtt. Ech stelle fest, datt mer an deene leschte Joren all Joer substanziell d'Kreditter fir d'Uni Lëtzebuerg erhéicht hunn. D'nächst Joer wuessen déi erëm ëm 19% op 58 Milliounen Euro. Et ass normal, datt déi elo esou schnell wuessen, well déi Universitéit jo am Opbau ass. Wann ee gären an deem Beräich do eppes mécht, da muss een och do d'Mëttelen zur Verfügung stellen, quitte datt dee Montant ab engem gewëssene Moment méi plafonnéiert.

Ech mengen, och do musse mer kucken, datt mer net alles kënne maachen. Mir mussen eis op déi Beräicher spezialiséieren, wou mer eng Plus-value ze bidden hunn. Och do gesinn ech eng Complémentaritéit zu anere Beräicher, déi mer hunn. Mir sinn eng international Finanzplaz.

Mir sinn d'europäesch Haaptstad vum Recht duerch d'Presidenz zu Lëtzebuerg vun den europäesche Geriichtsbarkeeten. Duerfir muss een als Complément zur Finanzplaz an zum europäesche Geriichtshaff, déi an der Stad sinn, och do deen Know-how an déi Réputatioun brauchen, fir d'Universitéit a virun allem och déi Komponent Droit an Ekonomie auszebauen. Dat schéngt mer eng wesentlech Attraktivitéit vu Lëtzebuerg ze sinn, well d'Leit soen: Lëtzebuerg ass gutt an deenen dote Saachen. Duerfir muss een an deem Ëmfeld vun deenen Institutiounen och besonnesch déi dote Fakultéit an deenen nächste Jore ganz zolidd am A behalen an ausbauen.

Datselwecht gëllt selbstverständlech fir d'Fuerschung. E Land, wat net fuerscht, geet och net virun. Duerfir klammen d'Kreditter an der Fuerschung d'nächst Joer och substanziell. D'nächst Joer komme mer op 0,43% vum Bruttoinlandsprodukt, wat d'Kreditter fir d'Fuerschung ubelaangt. Dat muss een natierlech ëmmer gesinn, complémentaire zur Fuerschung, déi de Privatsecteur mécht, déi mer jo och iwwert de steierleche Wee nach eng Kéier ënnerstëtzten. Ech hunn dat virdru gesot.

Mir hunn als laangfristegt Zil, fir ee Prozent vum PIB Fuerschung ze maachen. Mä mir wëllen net egal wat fuerschen. Mir wëllen dat fuerschen, wou mer mengen, datt et de Prioritéiten - och an der Ekonomie - entsprécht. Duerfir sinn déi Kreditter, esou wéi d'Regierung se proposéiert, och an deem Sënn ze gesinn. D'öffentlech Fuerschung: ech hunn Iech gesot 0,43% vum PIB, dat si ronn 170 Milliounen Euro d'nächst Joer. Déi Kreditter ginn erop, wann uerdentlech Fuerschungsprojete virleien.

Ech hu geschwat vun der Schoul. Schoul vu klengem Alter u bis zu Universitéit; all Etapp vun der Schoul ass wichteg. Mir mussen och kucken, datt dat, wat ronderëm d'Schoul fonctionnéiert, uerdentlech organiséiert ass. D'Betreiung ass an deem Kontext vun de Kanner ronderëm d'Schoul ëmmer méi wichteg. Et kann een dat als gutt oder schlecht emfannen. Et ass e Fait, datt eng grouss Demande duerfir do ass. D'Regierung huet zënter Joren ugefaange systematesch un déi Problematik do erunzegoen. Ech stellen haut fest, datt mer fir déi ganz Kleng haut eng Offer vu Crèchen hunn, déi 20% vun de Kanner ënner véier Joer ofdeckt.

Mir hunn och, an ech mengen do setzt och de Budget vum Joer 2008 e staarken Akzent, wëlles weider de Programm vun de Betreiungsstrukture fir d'Primärschoulskanner ze erweideren: déi sougenannte Maisons-relais, wou ech nach ëmmer kee lëtzebuergeschen Terme derfir fannen. Mir haten 2005 8.000 Plazen an deene Betreiungsstrukturen. Mir wëllen d'nächst Joer 2.500 där Plaze bäisetzen, esou datt mer dann op ronn 13.700 Plaze kommen. Do gesitt Der, eleng iwwert dräi Joer hu mer déi Zuel ëm 75% erweidert. Dat heescht, dat Angebot, fir ronderëm d'Schoul Betreiung ze hunn, och zum Deel Hausaufgabenhëllef, do wou dat noutwendeg ass, dat gëtt gemaach. Ech mengen, dat ass e Wee, dee mer musse weidergoen.

Dat muss ee gesinn. Dat ass eng Pollitik fir d'Kanner, eng Politik fir d'Zukunft, déi ee kann huele wann ee wëllt; dozou gëtt kee gezwongen. Déi maache mer complémentaire zu där Politik, fir d'Familljen ze ënnerstëtzen. Mir hunn d'Kannergeld op engem ganz héijen Niveau gelooss; an an deene leschte Joren öfters erhéicht. Duerfir kritt zu Lëtzebuerg haut eng Famill, déi zwee Kanner huet, e Kannergeld pro Joer vu 5.200 Euro.

Wann een zum Beispill kuckt wéi dat an eisen Nopeschlänner ass, da gesäit een, datt d'Kannergeld an der Belsch 50% méi niddreg ass, wann een zwee Kanner huet, wéi zu Lëtzebuerg. Da gesäit een, datt an Däitschland d'Kannergeld 30% méi niddreg ass, wann een zwee Kanner huet, an datt a Frankräich, wat och eent vun eisen Nopeschlänner ass, d'Kannergeld 70% méi niddreg ass, wann een zwee Kanner huet. Zu Lëtzebuerg kritt ee 5.200 Euro Kannergeld, a Frankräich 1.400 Euro. Or, d'Saachen am Buttek zu Diddenuewen sinn net méi bëlleg wéi am Buttek zu Esch.

(Interruption)

Duerfir soen ech Iech: Dat ass eng Politik, datt de Stat massiv d'Familljen ënnerstëtzt, d'Betreiungsstrukturen, mä och d'Kanner, déi doheem oder soss ënnerdaach sinn. Dat sinn och vill Dépensen. De Stat fënnt, datt dat eng Politik ass, déi d'Zukunft vum Land och preparéiert. Duerfir hu mer och wëlles mat där Politik virunzefueren.

Wann ech déi dann nach kombinéiere mat där substanzieller Steierreduktioun, déi d'nächst Joer kënnt, ech hunn Iech gesot, datt mer den Tarif ëm 6% adaptéieren. Dat heescht also, all Steierzueler bezilt d'nächst Joer manner Steieren. Hie bezilt Steiere wéi wann hie 6% manner verdéngt hätt. Dat heescht, d'nächst Joer huet jiddfereen méi am Portmonni, dee Steiere bezilt. An deen, dee keng Steiere bezilt, an hien huet Kanner, dee kritt e Kannerbonus. Domadder kommen also alleguerten d'Familljen och besser ewech. Et gëtt also e bessere Liewensstandard.

Elo weess ech, datt verschidde Leit soen: Majo Dir hätt jo roueg kënnen d'Steieren nach méi erofsetzen. Dat ass eng Fuerderung, déi ass ganz sympathesch, well et gëtt kaum een, deen dergéint ass, datt een d'Steieren net méi erofsetzt. Duerfir, wär ech an der Oppositioun, dann hätt ech och net gesot 16% d'Steier erofsetzen, mä dann hätt ech gesot: Setzt se ëm 30% erof.

Une voix.- Ooohhh! Neen.

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget*.- Dach, wann ech an der Oppositioun wär, géif ech dat soen.

Une autre voix.- Da géift Der awer als pro-Kommunist dohinnergestallt ginn.

(Brouhaha général)

M. le Président.- Kommt, schéckt den Här Frieden elo net an d'Oppositioun. Hien ass elo Minister, an hien hält seng Ried.

(Hilarité)

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget*.- Merci, Här President. Do gesitt Der, datt ech do e sensibele Punkt touchéiert hunn.

(Hilarité et interruption)

Jiddfereen huet gäre Reduktioune vun de Steieren: d'Betriber wéi d'Privatleit. Mir reduzéieren d'Steieren. Mä mir hu fonnt, datt wa mer wëllen eng staark inhaltlech Politik maachen, Investitiounen a Sozialpolitik, wa mer zugläich wëllen e Land sinn, wou d'Betriber an d'Privatpersounen agréabel schaffen a liewe kënnen, da musse mer Steierreduktioune maachen. Déi 6% Adaptatioun vum Tarif huet eis eng räsonnabel Reduktioun geschéngt, wa mer net wëllen op der Dépensësäit ze vill Dépensë sträichen.

Duerfir soen ech och all deenen, déi méi wéi 6% fuerderen, datt déi dann och soe wou si dann op der Dépensësäit zousätzlech Dépensë gestrach hätten, fir datt mer da kënnen eng politesch Debatt driwwer féieren, ob déi Dépensen noutwendeg sinn oder net. Doriwwer mussen dann an enger Demokratie, wéi mir Gott sei Dank eng sinn, d'Leit jugéieren, ob se dat gutt oder schlecht fannen. Mir mengen, datt déi Steierreduktioun vu 6% vum Tarif eng räsonnabel wär, kombinéiert mat deene Moossnamen, déi mer fir d'Betriber gemaach hunn. Dat eent kascht eppes 300 Milliounen, dat anert 100 bis 150 Milliounen.

Dat si substanziell Steierreduktiounen, déi mer d'nächst Joer maachen. Well mir brauche Suen, notamment fir d'Investitiounen, mä och fir d'Sozialpolitik. D'Sozialpolitik, déi - ech hunn et scho virdru gesot - am Beräich vun der Sécurité sociale ganz vill kascht.

Ech wëll awer och derbäi soen, datt dat net nëmmen dierf gesi ginn ënnert dem Facteur vum Käschtepunkt. D'Sozialpolitik, déi mer maachen, d'Transferten un d'Sécurité sociale, ass och en Deel vun där sozialer Kohesioun, fir déi d'Regierung staark antrëtt. D'Tatsaach, datt mir manner Problemer hu wéi a verschiddene Länner ronderëm eis, manner Problemer hu wéi a verschiddenen Uertschaften an eisen Nopeschlänner, ass ebe grad, well mer eng staark Sozialpolitik hunn.

Zu Lëtzebuerg couvréiert d'Krankekeess vill méi Prestatiounen, wéi an anere Länner. Do-

duerch erlabe mer jiddferengem, och deem, deen déi Moyenë selwer net huet, fir datt e kann, wann e krank gëtt, vum Dokter gefleegt ginn, fir datt, wann en al gëtt an net méi weess, wéi en de Liewensowend uerdentlech iwwert d'Bühn kritt, och een no em kuckt.

Duerfir mengen ech, datt de Facteur Coût, deen ee selbstverständlech als Budgetsminister gesäit, ni dierf iwwerdecken, datt d'Contributioun un d'sozial Sécherheet, d'Gesondheet, d'Sécurité sociale och e wesentleche Bäitrag ass, datt eist Land manner sozial Konflikter huet an datt mer och déi Schwächst an der Gesellschaft als en integralen Deel vun der Gesellschaft mat abannen. Ech mengen, dat ass eng moralesch a gesellschaftlech Flicht, déi mer musse ganz seriö weider begleeden.

Ech mengen och, datt an dësem Beräich d'Käschten an den nächste Joren net substanziell wäerten erofgoen. Mir mussen driwwer diskutéieren, an ech si frou, datt deen Débat lancéiert ass; ech weess just net wéini e virugeet a wéi en ophält. Mir mussen driwwer diskutéieren, wéi mer eis sozial Sécherheet, eis Sozialversécherungen, dat heescht d'Pensiounen, och iwwer 2030, '40 a '50 eraus finanzéieren.

Mä déi Debatt ass jo net eng, déi dierf sinn: Du kriss eng Pensioun oder du kriss keng Pensioun. Et geet am Fong drëm, datt mer en Niveau vu Pensioun fixéieren, en Niveau vu Cotisatioun, en Niveau vu Contributiounszäit, fir datt eng räsonnabel Pensioun och nach iwwer 2030 eraus ka bezuelt ginn.

Ech verstinn am Fong net, vläicht sinn ech duerfir ze jonk, firwat datt esou eng verkrampften Diskussioun hei am Land ass. Jiddfereen an Europa, egal a wat fir engem Land e lieft, weess, datt dat e Problem ass. Jiddfereen an eisem Land weess, datt wa mir elo eng staark Croissance hunn, datt mir elo héich Reserve constituéieren an datt all déi Leit, déi elo heihinner schaffe kommen, och eng Kéier a Pensioun ginn an déi hunn dann och verdéngt, datt mir hinnen eng Pensioun ginn. Duerfir, de grâce: Firwat bréngе mer et dann net fäerdeg - do gëtt et och e puer Modeller - fir ze kucken, datt mer do e Wee fannen, fir eng Léisung ze fannen, datt mer och herno Pensioune kréien?

Well ech menge wierklech net, datt d'Leit brauchen ze fäerten, si géifen iwwerhaapt keng Pensioune kréien. Mir musse just iwwert de System vum Finanzement a vum Niveau vun der Ausgab diskutéieren. Dat elo net ze maachen, wär e Feeler. Ech mengen, datt, wa mer dat iwwert déi nächst puer Joer an enger parteiiwwergräifender sachlecher Diskussioun maachen, da misst dat dach och méiglech sinn.

Am Gesondheetsberäich, wann ech dat an deem Kontext och nach dierf soen, mengen ech, datt an enger héich entwéckelter Gesellschaft wéi eiser d'Käschten an deenen nächste Joren net wäerten erofgoen, mä éischter zouhuelen. Déi Apparaten, déi do sinn, ginn ëmmer méi sophistikéiert an duerfir méi deier. D'Leit gi Gott sei Dank ëmmer méi al, hunn also méi vun hirem Liewen. Da gi se awer och am Alter emol krank - och Jonker kënne krank ginn - an dann, mengen ech, hu se eng legitim Erwaardung, datt och een no hinne kuckt.

Mir ginn d'nächst Joer am Fonds hospitalier 62 Millioune Euro aus. Dat si schrecklech vill Suen. Dat maache mer fir datt eis Spideeler modern bleiwen, datt se kënnen nei Apparaten, nei Infrastrukture baue respektiv kafen, deemno wat et ass.

Ech mengen, datt mer villes maache fir d'sozial Kohesioun, mä och d'Preparatioun vun der Zukunft. Ech hunn dat gesot am Kontext vun der Schoul an der Kannerbetreiung. Ech soen dat och - a well ech elo vu sozialer Sécherheet geschwat hunn, géif ech nach eng Kéier dorobber wëllen zréckkommen - vum drëtten Alter.

Deen drëtten Alter ass ëmmer méi eng grouss Kategorie vu Leit, aus logesche Grënn, déi ech elo grad genannt hunn. Ech mengen, mir mussen deene Leit fir villes danken, well wann et eisem Land haut esou gutt geet - Stolindustrie, Entwécklung vum Finanzsecteur, Entwécklung vum Mediëstanduert -, da sinn dat déi, déi virun eis waren, déi eist Land op déi richteg Schinne gesat hunn. Duerfir ass dat mannst wat mir kënne maachen, datt mer déi eeler Leit uerdentlech a respektvoll behandelen an duerfir och déi noutwendeg Servicer an Infrastrukturen zur Verfügung stellen.

Ech stelle fest, datt mer an deene leschte fënnef, sechs Joer 300 zousätzlech Plaze geschafen hunn an Institutiounen an Altersheimer. Zugläich hu mer - an duerfir dierf een dee Chiffer ni eleng gesinn - d'Offer fir d'Fleeg doheem vun deene Leit substanziell vergréissert. De Stat, wësst Der, contribuéiert d'nächst Joer am Budget mat 140 Millioune zur Fleegeversécherung. Mir hunn elo 6.600 Leit, déi doheem vun der Fleegeversécherung profitéieren, an 3.400 Leit, déi a Fleegeheimer vun der Fleegeversécherung profitéieren. Dat sinn also ronn 10.000 Leit, dat ass eng grouss Zuel.

Do gesäit een, datt och de Stat, d'Kollektivitéit wierklech eppes mécht fir déi Leit. Mir ginn 2,3% vum Budget aus fir den Encadrement an d'Infrastrukture fir den drëtten Alter. Ech mengen, datt dat eng richteg Politik ass, a mir hunn och am Budget déi erweidert an net erofgesat.

Mä eng Gesellschaft lieft net nëmme fir d'Ekonomie. D'Gesellschaft lieft net nëmme fir déi Leit, déi preparéiert ginn op d'Wirtschaftsliewen. D'Gesellschaft lieft och en dehors vun der Schaffzäit, an duerfir mengen ech, datt mer och déi Aspekter musse kucken. Déi si ganz diversifiéiert.

Fir d'éischt emol wëllen d'Leit anzwousch wunnen. Ech mengen, datt dee Wee, deen de Stat geet, fir ze kucken eng Rei Moossnamen ze huelen, fir d'Offer vum Wunnengsbau ze vergréisseren an déi och am Budget mat substanziellen Zomme begleet, e gudde Wee ass. Elo kann een ëmmer driwwer diskutéieren, ob déi eng oder déi aner Moossnam déi richteg ass, mä d'Zil fir d'Offer ze vergréisseren - an do kann de Stat hëllefen -, dat ass mengen ech eent, dat richteg ass.

Mir hu vill op der Demandësäit scho gemaach. Ech erënneren un déi niddreg TVA vun där vill Leit profitéiert hunn, wa se gebaut hunn oder wa se kaaft hunn. Mir wëllen elo nach d'Offer vergréisseren.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

D'Illusioun allerdéngs dierf een net hunn, datt d'Präisser géife substanziell elo vun haut op muer falen, well et dierf een net vergiessen, wat ech am Ufank vun der Ried gesot hunn. Mir hätte gäre staark wirtschaftlech Croissance, mir hätte gären nei Betriber, mir hätte gären nei Aarbechtsplazen. Jo, wann déi Leit heihinner schaffe kommen, en Deel vun deene Leit op d'mannst kënnt och heihinner wunnen. D'Demande geet also erop. Mir mussen also kucken, datt d'Offer méi grouss gëtt.

Mä vu datt ëmmer erëm eng Demande nokënnt, muss déi Offer scho vill méi grouss ginn, fir datt mer Wiesentleches kënnen an deem Beräich erreechen. D'Regierung schafft dorunner, si huet gutt Usätz an deem Sënn proposéiert. Mir hoffen, datt déi Diskussioun, déi an den nächste Woche stattfënnt, och eng ass, déi d'Zil fir d'Offer ze vergréisseren ënnerstëtzt. De Budget mécht dat schonn andeem en de Fonds du logement, d'SNHPM ënnerstëtzt, mä och zéng Millioune scho virgesäit fir déi Pakten, déi de Stat wëllt mat de Gemenge maachen, déi méi Wunnengsbau wëllen offréieren.

An der Fräizäit niewent der Schaff musse mer och kucken, datt déi Dimensioune wéi Kultur, wéi Sport weider ausgebaut ginn. Ech mengen, datt dat wichteg ass, och fir d'sozial Kohesioun, och fir d'Gesondheet, well dat hänkt alles iergendwéi zesummen. Ech mengen, datt d'Kultur - an ech soen dat net nëmmen, well mer am Kulturjoer sinn - eng wichteg Dimensioun ass vun eiser Gesellschaft. E schéint Theaterstéck, e flotte Concert, dat ass eng Beräicherung fir d'Leit. Dat ass Liewensqualitéit.

Wa mer duerfir an deene leschte Joren nei Kulturinstituter geschafen hunn, dann ass dat eng Politik, déi eis soll d'Liewensqualitéit erhéijen an zugläich mécht se och nach d'Attraktivitéit vum Wirtschaftsstanduert Lëtzebuerg méi grouss. Ech begéine vill Leit, déi a Concerte ginn a soen: Mir komme gär op Lëtzebuerg och schaffen, well hei gëtt och eppes gebueden am kulturelle Beräich.

Dat war viru 15 Joer a verschiddene Beräicher manner de Fall. Duerfir mengen ech och sinn déi Dépensë richteg an ech gesinn, datt mer am Budget 2008 och derfir suergen, datt d'Kultur, och nom Kulturjoer, e wichtege Stellewäert behält mat 107 Milliounen Euro. Verschidde Projeten, déi an de Rotondë gemaach ginn, gi virun. D'Kulturjoer hannerléisst och seng Spuren no dem Joer 2007.

Ech hu gesot, Sport a Kultur, déi zwou Saachen hunn näischt mateneen ze dinn, mä si hunn domat ze dinn, datt se an der Fräizäit niewent der Schaff sech ofwéckelen, an ech mengen, datt et och wichteg ass aus ville Grënn. Ech deelen d'Meenung vum COSL, deen a sengem Avis zum Budget gesot huet, datt et wichteg ass, datt een hei Investissementer mécht, well déi Investissementer am Sport Investissementer sinn, déi an de Sozialberäich am Fong ginn, déi an d'Gesondheet ginn, déi an d'Integratioun ginn an an déi zukünfteg Generatiounen.

Duerfir hu mer och d'Dépensë fir de Sport fir d'nächst Joer erweidert. Ech mengen, et gëtt keng eng Plaz wou d'Integratioun och vu verschiddenen Zorten, sozial Milieuen, verschiddenen Nationalitéite besser gemaach gëtt, wéi schonn am Kandesalter am Beräich vum Sport, a wéi gesot, wa mer domadder och nach méi gesond Leit duerno hunn, da kënne mer dat Agréabelt an dat Nëtzlecht an deem Beräich ganz gutt matenee kombinéieren.

De Sport kritt d'nächst Joer eppes 36 Milliounen Euro. Dat sinn 3% méi wéi dat Joer virdrun. Mir mussen an där Politik och virufueren.

Zur Liewensqualitéit gehéiere vill Facteuren. Zur Liewensqualitéit gehéiert selbstverständlech och, datt mer eis Moossname viruféieren am Beräich vun der banneschter Sécherheet. Mir ginn d'nächst Joer bal ee Prozent vum Bruttoinlandsprodukt aus fir d'Beräicher vun der banneschter Sécherheet.

Méi an deem Kontext leeë mer och d'nächst Joer e besonneschen Akzent op de preventive Beräich vun der Kriminalitéitsbekämpfung, andeem mer déi sozial Begleetmoossnamen am Prisong wäerte substanziell personalméisseg erhéijen, fir domadder och d'Récidive vun deenen, déi erëm erauskommen - d'Wiederholungstäter - op e Minimum ze reduzéieren. Dat ass keng einfach Geschicht, besonnesch an engem Prisong, wou ganz vill verschidden Nationalitéite sinn, wou et also all Dag erëm kënnen Incidente ginn. Dat ass inhérent zum Prisong. Wien dat net wëllt gesinn, dee kennt näischt dovunner.

Mir musse kucken, datt wann déi Leit do erauskommen, esou wäit wéi méiglech och virdru sozial encadréiert waren. Wa mer eng Dosen zousätzlech psychologesch a sozial Betreier vun de Gefaangenen am Budget 2008 virgesinn hunn, dann ass dat eng Politik, déi mer wëlle complémentaire zu där maache vun der Repressioun, déi noutwendeg ass, fir d'Kriminalitéit ze bekämpfen. Mat där Déterminatioun wëlle mer béid Voleten och an deenen nächste Joren an dësem Beräich viruféieren.

Zum Encadrement gehéiert nach villes. Ech mengen, virun allem muss een och do e Wuert verléieren iwwert d'Ëmwelt. De Budget ass een Instrument ënner villen, fir och an der Ëmweltpolitik e Gestaltungsinstrument ze sinn. De Budget gesäit d'Ëmwelt als eng Prioritéit un. Duerfir hu mer eng Rei Moossnamen dodranner, wéi zum Beispill den öffentlechen Transport, deen ëm 13% klëmmt. Domadder kënne mer vill Knascht a Verkéier reduzéieren. Dat ass souwuel am Beräich Fonctionnement wéi Investitiounen am öffentlechen Transport. Dat ass awer och Dépensen am Beräich vun de Kyoto-Ausgaben, déi sech d'nächst Joer op eppes 90 Milliounen Euro belafen. Dat waren Dépensen, déi hate mer virun enger hallwer Dose Joren iwwerhaapt net.

Ech géif an deem Kontext awer och wëllen drop hiweisen, datt een net alles mat Sue kann erreechen. Ech mengen, datt Ëmweltpolitik ee vun deene Beräicher ass, wou de Stat iwwert d'Ausgaben an iwwert de Steierwee kann Incentiven an déi eng an an déi aner Richtung ginn. Ech mengen, et ass richteg, datt ee sech iwwerleet, an datt een dat och muss um steierleche Wee encouragéieren, wat ëmweltpolitesch responsabel ass; och am Kontext vun der Besteierung vun den Autoen.

Mä den Haaptdeel awer, mengen ech, läit bei de Leit selwer. Mir kënnen net deen een Dag eis Freed un der Ëmwelt ausdrécken an an d'Hänn klappe wann den Al Gore op Lëtzebuerg eng Ried hale kënnt, an deen aneren Dag eis driwwer opreegen, well mer déi eng oder déi aner Moossnam am Ëmweltberäich ongär wëllen ëmsetzen.

Ech mengen, datt Ëmweltpolitik zum Deel eng Fro ass vu Budgetsausgaben a Steierpolitik, mä zum groussen Deel och eng Saach vu Comportementer: manner mam Auto fueren, manner de Fliger huelen, manner Waasser gebrauchen. Eng ganz Rei vu Comportementer, déi näischt kaschten. An do, wou et eppes kascht, do kann de Stat, wéi gesot, e Lenkungsinstrument sinn. Mam Lenkungsinstrument eleng geet et net duer.

Ech wëll an deem Kontext och nach eng Kéier soen: Mir sollten och net liichtfankeg iwwert d'Fro vun de Recetten diskutéieren, déi mer an engem Aspekt vun deem dote Beräich kréien, nämlech dee vum Bensin. Ech hunn d'lescht Joer scho beim Budget dozou gesot, datt een net dierf vergiessen, datt mer eng bis annerhallef Milliard Euro erakréien iwwert d'Accisen op Bensin an op Tubak. Déi einfach Léisung, fir ze soen: Da kommt mer héijen de Bensinspräis, féiert net derzou a mengen Aen, datt kee méi mam Auto fiert. Déi féiert just derzou, datt d'Leit, déi haut bei eis tanken an aus dem Ausland kommen, am Ausland tanken. Ech mengen, et ginn aner Moossnamen am Ëmweltberäich, déi vläicht méi effikass si wéi just iwwert de Wee vun enger Gläichstellung vun eise Pëtrolspräisser zu deene vun den Nopeschlänner.

Wann een awer där anerer Meenung ass, wat ee ka sinn a wat ech respektéieren, da muss een zugläich soe wou een dann déi Milliard bei de Recetten anescht andreift, oder wat een op der Dépensësäit manner mécht. Ech hätt just gären, datt mer iwwer all d'Aspekter vun dëser Problematik schwätzen. Mä grondsätzlech, mengen ech, datt de Stat virun allem hei soll d'Comportementer vun de Leit incitéieren ze änneren. D'Steierpolitik muss also och an deem Wee Elementer vun Ëmwelt maachen. Dat hu mer, wéi gesot, bei Deelaspekter vun der Besteierung vun den Autoe gemaach.

Mä Dir gesitt, an dat huet déi Diskussioun an der Finanzkommissioun virun dräi Woche bewisen, dat ass keng einfach Diskussioun wéi een och d'Ofschreiwungsméiglechkeeten an deem Kontext mécht. Ech freeë mech op déi Debatten, déi d'Chamber do ugebueden huet d'nächst Joer an deem dote Kontext ze féieren.

Här President, et géifen nach vill Beräicher ginn, mä ech weess, datt no där laanger Ried vun der Rapportrice vum Budget vu gëschter, deene laangen Debatten, déi eis nach bevirstinn, Dir léiwer hutt, datt de Vertrieder vun der Regierung sech op déi dote Commentairë vläicht beschränkt. Et wär nach villes zum Budget ze soen. Ech géif awer versichen dat Ganzt nach eng Kéier aus enger politescher Perspektiv ze résuméieren.

Ech menge wierklech, datt mer an engem Land wunnen, wat enorm vill Chancen huet. Ech hätt gären, datt dat esou bleift. Duerfir muss d'Budgetspolitik an d'Steierpolitik drop orientéiert sinn, datt et interessant an attraktiv bleift hei ze schaffen, an agréabel ze liewen. Mir hunn dat gemaach.

A mir erreechen dat am Budget 2008 duerch eng Reduktioun vun de Steieren, duerch also e räsonnabelt steierlecht Ëmfeld fir Betriber a Leit. Eis Steiere si méi niddreg wéi an den Nopeschlänner! Mir erreechen dat duerch Gesetzer, déi d'ekonomesch Entwécklung weider ënnerstëtzen. Mir erreechen dat duerch eng Sozialpolitik, déi net einfach alles ofdeckt, mä déi geziilt derfir suergt, datt déi Leit, déi op d'Hëllef vun der Kollektivitéit ugewise sinn, och ënnert d'Äerm gegraff kréie respektiv datt d'Familljen, déi logescherweis méi Ausgaben hunn, zolidd ënnert d'Äerm gegraff kréien. Mir erreechen dat duerch eng Ausgabepolitik, déi diversifizéiert ass, mä déi net d'Suen zur Fënster erausgehäit.

Duerfir hunn ech drop gehalen, datt am Budget 2008 d'Ausgaben nëmmen ëm 5,5% klammen, obschonns datt d'wirtschaftlech Croissance méi grouss ass. Et bleift bei der Strategie fir d'öffentlech Finanzen, déi mer d'lescht Joer hei definéiert hunn. Mir hätte gären, datt och an deenen nächsten zwee Joer d'öffentlech Finanzen am Equiliber sinn. Ech hätt gären, datt d'Reserve bestoe bleiwen, an datt mer Sécherheetsmargen hunn, fir eventuell Negativschocken ze amortiséieren.

Ech hätt gären, datt et bei der Budgetsdisziplin op där enger Säit bleift, an op där anerer Säit bei enger Budgetsvirsiicht. Ech hale wierklech näischt dervun, datt mer einfach d'Recettë liichtfankeg ze héich asetzen. Ech gi léiwer derfir kritiséiert, datt mer ze wéineg Recetten agesat hunn, an et kommen der herno méi eran, wéi wa mer enges Daags dermat konfrontéiert ginn, datt mer se héich agesat hunn, an dann op eemol kënnt en negative Schock, an dann hu mer net déi Suen, déi mer awer virgesinn haten op der Ausgabesäit. Et muss also och an Zukunft e Budget bleiwen, dee mat Virsiicht, mat Disziplin a mat Optimismus d'Zukunft vun eisem Land presentéiert a preparéiert.

Ech mengen, Här President, datt de Budget 2008 all dësen Ziler Rechnung dréit. Duerfir freet d'Regierung d'Chamber och dëse Budget ze stëmmen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech ginn dem Här Budgetsminister Luc Frieden Akt vu senger

Deklaratioun. D'Budgetsdebatte si festgesat op den 11. an den 12. Dezember.

Mir kommen elo zur Diskussioun vum Revisiounsvirschlag 5673 iwwert d'Schafung vun engem neien Artikel 32bis an eiser Verfassung. Et sief drun erënnert, datt bei dësem Text nom Artikel 114 vun eiser Verfassung ofgestëmmt gëtt, dat heescht mat enger zwee-Drëttel-Majoritéit. De Vote par procuration ass net erlaabt. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo schonn agedroen: den Här Paul-Henri Meyers, d'Madame Flesch, den Här Braz an den Här Henckes. D'Wuert huet elo de Rapporteur vun der Proposition de loi, den honorabelen Här Alex Bodry. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

4. 5673 - Proposition de révision portant création d'un article 32bis nouveau de la Constitution

Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

M. Alex Bodry *(LSAP), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mat dëser Verfassungsrevisioun maache mer eng net alldeeglech Operatioun. Ech menge mir si scho gewinnt, an deene leschte Jore sécherlech méi oft wéi dat nach an den 90er Joren de Fall war, systematesch eenzel Verfassungsbestëmmungen op de Leescht ze huelen an enger Revisioun ze ënnerzéien, mä haaptsächlech maache mer dat doduerjer, dass mer bestehend Formuléierungen an eiser Verfassung aktualiséieren, dat heescht op de Stand vun haut bréngen.

Éischter rar ass et, dass mer eng Zousazbestëmmung an eise Verfassungstext erabréngen. D'Verfassung gëtt vervollständegt duerch en neien Artikel, den Artikel 32bis, iwwert d'Roll an d'Missioune vun de politesche Parteien. Et ass eigentlech net erstaunlech, dass eisen ursprüngleche Verfassungstext, well eis Verfassung geet jo eigentlech zum Deel op 1848, 1856 an 1868 an hirer Essenz zréck, et ass net verwonnerlech, dass dee Moment an deene Verfassungstexter vum 19. Jorhonnert d'politesch Parteien net erwähnt ginn. Et ass se deemools net ginn.

Zu Lëtzebuerg sinn déi éischt politesch Parteien, déi den Numm verdéngen, eréischt an deenen éischte Jore vum 20. Jorhonnert entstanen, praktesch alleguer aus traditionell politesche Parteien am éischte Véirel vum 20. Jorhonnert. Verwonnerlech ass et awer, dass et bis 2007 gedauert huet bis eis Verfassung sollt déi sozial a politesch Realitéit vun der Existenz a vun der institutioneller Roll vun de politesche Parteien zur Kenntnis huelen a politesch Parteien als sollech an eisem Verfassungstext verankeren.

Dat ass verwonnerlech, well ee jo awer weess, dass an dem praktesche Fonctionnement vun eisen Institutiounen, ob dat bei der Wahl vun der Chamber de Fall ass, ob dat bei der Regierungsbildung de Fall ass, ob dat och soss bei wichtege politesche Froen de Fall ass, politesch Parteien eng wesentlech Roll ze spillen hunn.

Ech géif souguer soen, dass d'Roll vun de politesche Parteien an dem Fonctionnement vun eise politeschen Institutiounen zu Onrecht also iwwer laang Jorzéngte vun eisem ieweschte Gesetz ignoréiert ginn ass. Dat huet d'politesch Parteien net dovunner ofgehale sech ze entwéckelen. Si konnten och niewent der Verfassung méi grouss ginn, méi staark ginn, méi oder manner gutt hirer Roll eigentlech als Parteie gerecht ginn.

Mä et bleift awer déi konkret Feststellung, wann ee kuckt wéi a wéini politesch Parteien entstane sinn, dass do ëmmer e ganz enke Lien bestanen huet mat dem Ausbau vun den demokratesche Rechter, an dass, wat eigentlech de Lëtzebuerger Stat méi demokratesch fonctionnéiert huet, wat parallell dozou eigentlech och politesch Parteien eigentlech eréischt entstane sinn a sech richteg entwéckelt hunn. A sécherlech war do e fundamentaalt Element d'Reform vun 1919 mat der Aféierung vum allgemengen demokratesche Wahlrecht hei zu Lëtzebuerg a mat der Ofschafung vum Zensus-Wahlrecht an eisem Land.

Dës Propositioun, fir den Artikel 32bis an eis Verfassung iwwert d'Parteie bäizefügen, schreift sech an an d'Efforten, déi dëst Parlament a besonnesch och déi zoustänneg Chamberskommissioun elo während Jore mécht, fir eise Verfassungstext un déi sozial, un déi politesch Realitéiten unzepassen. Et geet eis drëm, fir déi Ënnerscheeder, déi emol nach kënne bestoen tëschent dem sougenannte Pays réel an dem Pays légal, auszemerzen an déi zwee Elementer uneneen erunzeféieren.

Dee Schrëtt do, dee Lëtzebuerg sech elo uschéckt ze maachen, ass e Schrëtt, dee munch aner Länner an Europa scho laang gemaach hunn. A Frankräich, an Däitschland, an Italien, a Portugal, a Griichenland, a Spuenien, sinn d'Parteien an hire Verfassungen, an hire Grondgesetzer verankert. Et fält op, dass dat ouni Ausnahm Verfassungstexter sinn, déi ech grad opgezielt hunn, déi eigentlech eréischt an deene leschte 60 Joer, 65 Joer entstane sinn. Et sinn also relativ jonk Verfassungen, déi d'politesch Parteien opgeholl hunn. An a méi ale Verfassungstexter, do bleiwe se, ähnlech wéi dat zu Lëtzebuerg de Fall ass, bis deen heitegen Dag eigentlech net erwähnt an deenen doten Texter.

Wat och opfält, dat ass, datt dat allegeurte Postdiktatur-Verfassunge sinn, also Verfassunge sinn, déi entstane sinn no enger Zäit vun Diktatur a wou et wichteg war den demokratesche Gedanken an deenen neie Verfassungstexter an de Viedergrond ze stellen. An dozou huet och de Schutz an d'Erwähnung an d'Definitioun vun der Roll a vun de Missioune vun de politesche Parteie gehéiert, well d'Demokratie a politesch Parteie ganz enk matenee verbonne sinn.

D'Existenz vu politesche Parteien a virun allem och de Parteiepluralismus sinn an den Ae vun der Kommissioun eng Viraussetzung fir e gutt fonctionnéierenden demokratesche System. D'Villfalt vun der Parteielandschaft, d'Liewegkeet vun de Parteienaktivitéiten, sinn och en Indikator fir déi méi oder manner gutt Gesondheet vun der representativer Demokratie; eng Form vun Demokratie, déi jo eigentlech ouni strukturéiert Organisatiounen, wéi d'politesch Parteien, net denkbar ass.

Politesch Parteie si wichteg, dat ass kloer. Ouni si kann eng parlamentaresch Demokratie net iwwer laang Zäit fonctionnéieren, mä et ass awer och gradesou kloer, dass eng Demokratie net eleng duerch d'politesch Parteie lieft. De perséinlechen Engagement vun all Bierger individuell oder kollektiv a Veräiner, Verbänn, Gewerkschaften, stellt ee grousse Mehrwäert duer an engem demokratesche System.

A wéi d'Parteie wichteg sinn, ass och deen Engagement nieft de Parteie fir eis Demokratie liewensnoutwendeg. Et bleift awer, an dat ënnerscheet politesch Parteie vun aneren Organisatiounen, dass si an eisem institutionelle System eng ervirragend Roll spillen.

Deen heite Versuch, fir d'politesch Parteien an der Verfassung ze verankeren, ass net deen éischten, deen an der Chamber diskutéiert ginn ass. Ech wëll net méi wäit zréckhuelen, et kéint een dat maachen, et kéint ee Jorzéngten zréckgoen, mä wa mer nëmmen elo an deene leschten 20 Joer bleiwen, da war déi lescht grouss Diskussioun iwwert déi dote Fro - an ech ka mech selwer nach dorunner hei erënneren - Enn den 80er Joren, wéi och do ganz seriö de politesche Wëllen do war, fir deen dote Schratt ze maachen an d'politesch Parteien am Verfassungstext ze verankeren, deemools am Zesummenhang mat enger Reform vum Artikel 26 vun der Verfassung, deen iwwert d'Vereenegungsfräiheet schwätzt.

Et ass eigentlech am leschte Moment dovunner ofgesi ginn - an Dir wësst och deemools war an der Prozedur, dass all déi Diskussiounen zum Schluss vun der Legislatur gefouert gi sinn, wou ëmmer eng gewëssen Hektik an Nervositéit an de politeschen Debatte gären hei méi staark ervirtrëtt -, well op eemol Froen opgedaucht si wéi zum Beispill déi - an dat war, mengen ech, déi, déi där ganzer Diskussioun definitiv e Rigel virgesat hunn -, wann een d'politesch Parteien an d'Verfassung aschreift, ob dann net och de Problem sech géif stelle vun enger Kontroll vun de Parteien, vun enger Verfassungskontroll oder enger Kontroll vun de Verfassungsméiglechkeete vun de Parteien, wat deemools ee vun de Problemer war, deen op enger Lëscht vu Froe vun enger grousser Fraktioun hei aus dësem Haus am leschte Moment opgedaucht war.

D'Nervositéit war grouss a sengerzäit ass dann op eemol décidéiert ginn d'Fangeren dovun ewechzeloossen, well all déi Froen, war gemengt ginn, sengerzäit nach op waren an et sollt een dann am beschten net dorunner réckele goen, esou dass déi Diskussioun dann 1988, '89 esou ausgaangen ass, wéi se ausgaangen ass. Et louch och deemools en Avis négatif vum Statsrot vir zu där doter Fro, deen d'Theorie deemools voll vertratt huet fir ze soen: Majo, mir hu jo en allgemengen Text iwwert d'Vereenegungsfräiheet, dann ass et elo net néideg, dass mer nach spezifesch dann och de spezielle Fall vun der Vereenegungsfräiheet vun de Parteie géifen an de Verfassungstext eraschreiwen.

Haut si mer e Stéck méi wäit komm. D'Diskussioun huet erëm ugefaangen an eiser zoustänneger Chamberskommissioun. Mir hunn eis schliesslech op en Text geëenegt, deen ech och d'Éier hat, a Form vun enger Proposition de révision an déi Prozedure vun der Chamber eranzereechen.

Wat war den Ausgangspunkt vun deem Text? Den Text war inspiréiert vun ähnlechen Dispositiounen an auslännesche Verfassungen, wou probéiert ginn ass fir e puer wesentlech Elementer eranzehuelen, ouni awer e längert Kapitel iwwert d'Parteie wëllen an eis Verfassung eranzeschreiwen.

Een Element war de Bäitrag, deen d'Parteie leeschten zur öffentlecher Meenungsbildung. En zweet Element war, dass d'Parteien och mathëllefen den Ausdrock vun dem allgemenge Wahlrecht ze realiséieren, an en drëtt Element, wat bäikomm war, dass d'Parteien eigentlech den Ausdrock sinn och vun dem Pluralismus an enger Demokratie.

Déi dräi Elementer hunn eis essenziell geschéngt an et waren déi, déi mer an eiser Textpropositioun zréckbehalen hunn.

D'Suerg war et, dass mer knapp, prezis Formulatioune fannen. D'Suerg war et och, dass mer eng Formulatioun fannen, déi neutral ass an deem Sënn, dass sech net aus deem Text hei an der Verfassung direkt Rechter ofleede loossen. Dat soll d'Fro sinn herno vu Spezialgesetzer.

Hei hu mer en Text gemaach, an deem net Rieds geet vu Parteiefinanzéierung. Déi ass ees wéi ees méiglech, ob d'Parteien an der Verfassung stinn oder ob se net drastinn. Hei geet net Rieds och vun anere Froen, wou mer awer och ganz kloer zum Ausdrock bruecht hu bei aneren Diskussiounen, dass mer der Meenung sinn, dass absolut Fräiheet soll hei zu Lëtzebuerg bestoe bleiwen, wat d'Konstitutioun vu politesche Parteien ugeet, an dass et net ka sinn, dass et zu iergendenger Form vu Kontroll vun dem Entstoe vu politesche Parteien hei zu Lëtzebuerg sollt kommen.

De Lëtzebuerger huet sech eng Kéier zu där doter Fro kloer ausgeschwat an dat ass mengen ech och haut d'gängeg Meenung hei am Haus, dass een net sollt op esou e Wee goen. Duerfir also och net iergendwéi en Hinweis an deem Verfassungstext, deen iergendwéi géif esou e Wee iwwerhaapt méi liicht maachen an Zukunft.

D'Fro, déi sech och gestallt huet, war: Wou setze mer deen Artikel do eran? Et ass jo net onschëlleg, a wat fir ee Kapitel dass een eng bestëmmte Verfassungsdispositioun eranhëlt. Mir waren net der Meenung, dass den Artikel 16 dee richtegen Emplacement wär fir dat ze maachen, wat, wéi gesot, de Wee war, deen an den 80er Jore versicht gi war ze beschreiden. Mä mir hunn eis décidéiert, dass mer dat sollte maachen am Kapitel iwwert d'Puissance souveraine a Form vun engem neien Artikel, den Artikel 32bis, dee proposéiert gëtt an dat dote Kapitel eranzehuelen.

Mir wëssen awer och, dass, wa mer mat eisen Aarbechte ronderëm de Réagencement vun dem gesamte Verfassungstext fäerdeg sinn, wou mer, mengen ech, behäerzt weider dorunner schaffen, dann deen doten Artikel iwwert d'Parteie wahrscheinlech op enger anerer Plaz an der Verfassung wäert en definitiven Ancrage fannen.

D'Regierung huet Positioun bezunn den 31. Juli 2007. Dat war eng positiv Stellungnahm vun der Regierung zu där Propositioun, zum Prinzip vun der Propositioun an eigentlech och zum Text vun der Proposition de loi, déi jo och e Konsensus reflektéiert huet innerhalb vun der zoustänneger Chamberskommissioun.

E puer Méint méi spéit, de 6. November dëst Joer, war et de Statsrot, dee säin Avis zu där Proposition de révision gemaach huet. De Statsrot huet seng Retizenzen, déi e viru knapp 20 Joer geäussert huet, opginn an ass och zur Iwwerzeegung komm, dass déi Verankerung vun de politesche Parteien an der Verfassung awer Sënn mécht an dass déi Reserven, déi ee konnt hunn, net déi Wichtegkeet hunn, fir dass ee sech kéint esou engem Schratt opposéieren.

De Statsrot hat eigentlech och deen dote Revirement scho virgedeit an deem kollektiven Ouvrage, dee se erausginn hunn zu Ulass vum 150-Joer-Bestoe vum Statsrot, wou en an där Fro, wéi, wat soll an eng Verfassung stoe kommen, och ausdrécklech de Wonsch geäussert huet, dass d'politesch Parteie sollen an engem neie Verfassungstext erwähnt ginn.

De Statsrot ass also positiv zu eiser Initiativ, huet awer en neien Text proposéiert, awer net am selwechten Otemzuch gesot, firwat e prezis eisen Text net esou gutt fënnt - well soss proposéiert e jo normalerweis keen neien Text - a wat eigentlech d'Plus-value vu sengem Text ass par rapport zu deem Text, dee mir an d'Diskussioun erabruecht haten.

Mir hunn nach eng Kéier eis dat seriö ugekuckt a mir sinn awer zur Konklusioun komm, dass souwuel stilistesch wéi och semantesch eng Rei vun Argumenter fir den initialen Text vun der Proposition de révision schwätzen a mir hunn eestëmmeg festgehalen an der Kommissioun, dass mer hei dem Plenum wéilte proposéieren, dass mer sollte beim ursprünglechen Text bleiwen. En Text an zwee Sätz formuléiert, wou déi wichtegst Elementer vun der Missioun vun de politesche Parteien an eisen Ae sech dran erëmspegelen.

Et ass also an deem Sënn, wou ech am Numm vun der Kommissioun géif der Chamber proposéieren, am Kapitel III vun eiser Verfassung, dat iwwert d'Puissance souveraine handelt, en neien Artikel 32bis anzeschreiwen, mat folgendem Wuertlaut:

«Les partis politiques concourent à la formation de la volonté populaire et à l'expression du suffrage universel. Ils expriment le pluralisme démocratique.» Ech géif Iech bieden, dës Propos unzehuelen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Alex Bodry Merci. Als éischte Riedner ass den Här Paul-Henri Meyers agedroen. Här Meyers, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Paul-Henri Meyers *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Merci dem Alex Bodry fir de schrëftlechen a mëndleche Rapport. Dat erlaabt mir, e bësse méi kuerz an e bësse méi konzis op d'Problematik anzegoe vun deem neien Artikel 32bis.

Duerch den neien Artikel 32bis kréien d'Parteien eng Plaz an eiser Verfassung. Si kréien eng Plaz an der Verfassung? Hu se déi Plaz net scho laang, och wa se mat kengem Wuert an der Verfassung ernimmt sinn?

Kucke mer emol d'Realitéit, wéi se zu Lëtzebuerg am politesche Beräich an och an der Verfassung ass. Lëtzebuerg ass eng representativ Demokratie. Esou seet et den Artikel 50 vun der Verfassung. D'Chamber vertrëtt d'Land. D'Chamber, Dir Dammen an Dir Hären, dat sinn d'Deputéiert. D'Deputéiert gi gewielt nom Suffrage universel, au scrutin de liste. D'Léschten awer, vun deenen den Artikel 51 schwätzt, gi vun de Parteien opgestallt, zum gréissten Deel och mat Kandidate vun hirer eegener Partei.

D'Parteien hunn e Grondsazprogramm. D'Parteien hunn och e Wahlprogramm. D'Kandidate si gehalen, dee Programm oder déi Programmer ze kennen. Si engagéiere sech duerch hir Kandidatur och matzewierken, fir dass dee Programm ka realiséiert ginn. Dee Programm fléisst, souwäit d'Parteien an der Regierung vertruede sinn, och an de Regierungsprogramm an.

Dir Dammen an Dir Hären, à propos Regierung: Den Artikel 76 vun der Verfassung gesäit vir, datt de Grand-Duc seng Regierung organiséiert. D'Regierung muss wéinstens dräi Memberen ëmfaassen.

Wéi ass d'Wierklechkeet? D'Regierung ass a Wierklechkeet d'Resultat vun de Verhandlungen, déi tëschent de Parteien, déi sech op de Regierungsprogramm an op d'Opdeelung vun den eenzelne Ministèren eenegen, gefouert ginn. D'Membere vun der Regierung gi vun de Parteie virgeschloen. De Grand-Duc, deen näischt décidéiere kann ouni de Contreseing ministériel, nennt déi Ministeren a Statssekretären, déi a Wierklechkeet vun de Parteie virgeschloe ginn.

D'Regierung selwer brauch an der Chamber eng Majoritéit vun Deputéierten, déi och bereet sinn, an enger Motioun der Regierung hiert Vertrauen auszeschwätzen - obschonn och dat net an der Verfassung virgesinn ass.

Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen déi puer Beispiller maache ganz kloer, wéi eng Roll d'Parteien an eiser parlamentarescher Demokratie anhuelen. An ech mengen, et brauch een déi Beispiller net weiderzeentwéckele fir eis ze weisen, dass bei eis esou wéi an anere westeuropäesche Länner

d'Parteien am Mëttelpunkt vun de politeschen Aktivitéite stinn. D'Demokratie an de Länner a Westeuropa an och soss an der Welt steet a fält zu engem grousse Deel mat de politesche Parteien.

Et sinn iwwregens och d'Parteien, déi sollen zu der Stabilitéit an der Kontinuitéit vun den demokrateschen Institutioune bäidroen. Duerfir hunn och an deene leschte Jorzéngten ëmmer méi Länner d'Parteien an hir Verfassung ageschriwwen. Den Alex Bodry huet dat schonn ernimmt. Et sinn och besonnesch déi Länner, déi an deene leschte 60 Joer nei Verfassunge kritt hunn, déi d'Parteien an hirer Verfassung ernimmen. Dat ass de Fall, wéi dat scho gesot ginn ass, fir Däitschland, Frankräich, Éisträich, Italien, Spuenien a Portugal.

Hei zu Lëtzebuerg ginn d'Diskussiounen iwwert d'Aschreiwung vun de Parteien an d'Verfassung, esou wéi den Alex Bodry et gesot huet, op d'80er Jore vum leschte Jorhonnert zréck. D'Parteie bestinn awer zu deem Zäitpunkt schonn, ech wëll net soen 100 Joer, mä op jidde Fall 80 Joer. Si si géint Ufank vum leschte Jorhonnert duerch hir strukturéiert Aktivitéite geschafe ginn, an et kann een och feststellen, dass vun deem Moment un d'Parteien eng ëmmer méi grouss Roll an der politescher Aktivitéit hei zu Lëtzebuerg gespillt hunn.

Dat wërft natierlech d'Fro op: Wann d'Parteien zënter elo méi wéi 100 Joer bestinn an esou eng wichteg Roll am Kader vun eisen Institutioune spillen, woufir huet et esou laang gedauert, bis d'Parteien an d'Verfassung ageschriwwe si ginn? A firwat maache mer dat da just elo?

Ech wëll net do geschichtlech zréckblécken an an all Detailer goen, mä ech wëll awer drop opmierksam maachen, dass besonnesch am 19. an och am Ufank vum 20. Jorhonnert vis-à-vis vun de Parteien ëmmer eng ganz grouss Méfiance bestanen huet. An Dir kënnt do eng ganz ëmfangräich Literatur nokucken, wou net ëmmer ganz gutt iwwert d'Parteie geschwat a geschriwwe ginn ass.

D'Parteie selwer waren net erpicht - op jidde Fall net am Ufank vum 20. Jorhonnert -, fir an der Verfassung oder an engem Gesetz ernimmt ze ginn, well se geféiert hunn, dass duerch gesetzlech Regelungen och hir eege Fräiheet a villen Hisiichte kéint ageschränkt ginn.

Et muss ee sech dann d'Fro stellen: Ass déi Situatioun haut geännert? Si ass ganz sécher geännert, well mer eng aner Approche zu de Parteien hunn, well mer haut och déi wichteg Aktivitéite vun de Parteien unerkennen, well mer bereet sinn, d'Parteien, déi selwer opgrond vun demokratesche Regele fonctionnéieren, och an eiser representativer Demokratie ze stäerken an och an der Verfassung hinnen déi Roll unzeerkennen, déi si a Wierklechkeet hunn.

Et gëtt awer een zweete Grond, dat ass deen, dass Enn vun den 90er Joren duerch d'Gesetz vum 7. Januar 1999, wou d'Parteien eenzel Käschte vun hire Wahlcampagnen zréckbezuelt kréien, d'Fro och vun der Definitioun a vun der Finalitéit vun de Parteie gestallt ginn ass. Duerfir huet och d'Verfassungskommissioun schonn am Joer 2001 d'Méiglechkeet vun engem Verfassungstext iwwert d'Parteien diskutéiert.

Zënter dem Joer 2004 ware mer eis eens, an de grousse Zich, iwwer e Gesetzesvirschlag, deen an d'Proposition de loi vum Alex Bodry agefloss ass.

D'Kommissioun huet sech bei de Verfassunge vun aneren europäesche Länner inspiréiert, a mir hunn zu engem gudden Deel och déi Texter iwwerholl, déi an anere Verfassungen - notamment an der franséischer Verfassung an an der spuenescher Verfassung - bestinn.

Deen neien Artikel gëtt keng Definitioun vun de Parteien, mä hie stellt eigentlech d'Finalitéiten an d'Aufgabe vun de Parteie fest, ouni awer exklusiv ze sinn. Well déi Aufgaben, déi opgezielt sinn, sinn net eleng d'Aufgabe vun de Parteien.

Wat seet den Text?

Den Text mécht dräi Aussoen: Éischtens seet en, dass d'Parteie sech bedeelegen un der öffentlecher Meenungsbildung. Wann een öffentlech Meenungsbildung seet, déi d'Parteie solle maachen, da setzt een natierlech och viraus, dass d'Parteien ee Programm hunn, dass se gesellschaftlech Zilsetzungen hunn an dass se och déi Zilsetzungen dem Wieler wëlle vermëttelen.

Si maachen dat selbstverständlech net selbstlos, well, wa se sech u gesellschaftleche Diskussioune bedeelegen, dann ass dat natierlech fir och d'Unerkennung beim Wieler ze fannen, fir d'Stëmm ze kréie vum Wieler, a fir, doduerch dass d'Partei déi Stëmme kritt, sech och un der Ausübung vun der politescher Muecht bedeelegen ze kënnen.

Well loosse mer net vergiessen: Eng Partei besteet net einfach, fir Partei ze sinn, mä eng Partei huet u sech als Zilsetzung, fir gewielt ze ginn, oder fir seng Leit gewielt ze gesinn, a fir sech dee Moment och un der Regierungsaarbecht kënnen ze bedeelegen.

Den Artikel seet dann och, dass se den Ausdrock si vum Suffrage universel. Dat kéint e wéineg restriktiv kléngen. Ech mengen awer net, dass et dat wär. Et ass eng Ausso, déi sech och op aner Institutiounen oder aner Organisme ka bezéien an net eleng op d'Parteien.

Eng lescht Ausso ass déi, dass d'Parteien den demokratesche Pluralismus duerstellen. Dat ass eng Ausso, déi besonnesch op eis Länner zoutrëfft, well mer an eise Länner dovun ausginn, dass net eng Partei eleng regéiert, mä dass mer eng Vielfalt vu Parteien hunn, déi de Pluralismus duerstellen a wou jiddfereen och seng Meenung an déi politesch Diskussioun dobaussen an hei an der Chamber soll a muss mat abréngen. Dat ass Pluralismus, dat ass och Demokratie, esou wéi mir et verstinn. An dat stellt sech par Oppositioun zu deene Länner, déi eigentlech nëmmen eng Partei kennen, wou mer allerdéngs da soen, dass dat keng Demokratien an eisen Ae kënne sinn, esou wéi mir Demokratie verstinn.

Dir Dammen an Dir Hären, den Text vum Artikel 32bis stellt an eisen Aen zu dësem Zäitpunkt en optimalen Text duer, ouni wëllen auszeschléissen, dass deen Text och an Zukunft sech kann entwéckelen an da muss een, och wat d'Rechter ugeet, vun deenen den Alex Bodry geschwat huet, och vläicht spéider méi prezis an d'Verfassung aschreiwen. Dat muss sech erginn, compte tenu vun eenzelne gesetzlechen Texter, mat deene mer och an deenen nächste Wochen eis nach ze befaassen hunn.

D'Fro, Dir Dammen an Dir Hären, vun der Plaz vun de Parteien an der Verfassung ass vum Alex Bodry ausféierlech behandelt ginn. Ech mengen, et brauch een net dorop zréckzekommen. An eisen Aen - an den Ae vun der Kommissioun - war d'Kapitel III, dat iwwerschriwwen ass «De la puissance souveraine» eigentlech dat eenzegt Kapitel, dat a Fro komm ass, fir d'Parteien an d'Verfassung anzeschreiwen. Well mer däerfen net vergiessen - an ech hunn et jo am Ufank bewisen, duerch déi puer Beispiller -, dass d'Parteien duerch déi Aarbecht, déi se maachen, duerch de Rôle, dee se ze erfëllen hunn, sech och wesentlech bedeelegen um Exercice vun der nationaler Souveränitéit.

Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn déi Diskussioun hei an aller Objektivitéit an an der Unanimitéit vun der Kommissioun gefouert. Ech kann och am Numm vu menger Fraktioun soen, dass mir deen Text hei, souwuel wat d'Form, wat d'Plaz an der Verfassung, wat de Contenu ugeet, wäerte stëmmen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Meyers Merci. Als nächst Riednerin ass d'Madame Colette Flesch agedroen. Madame Flesch, Dir hutt d'Wuert.

Mme Colette Flesch *(DP)*.- Merci, Här President. Här President, léif Kolleegen, fir d'alleréischt wëll ech dem Auteur-rapporteur vun der Proposition de loi, dem Alex Bodry, Merci soe fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport, deem ech bäiflichte wëll, a wou ech och net alles wäert répétéieren, wat hie virdrun op dëser Tribün esou gutt virbruecht huet.

Dem Här Paul-Henri Meyers säi Räsonnement iwwert de Fait, dass d'Parteien am Fong schonn an der Verfassung virkommen, ass an engem gewësse Mooss imparable. Mä nach ass déi Referenz implizit, an expressis verbis war d'Existenz vun de Parteie bis elo an onser Verfassung net consacréiert. Ech mengen, et ass eng gutt Saach, dass mer dat elo maachen. D'Virriedner an notamment de Rapporteur sinn op d'Virgeschicht vun där Propositioun zu engem Complément zu onser Verfassung agaangen. Ech wëll dat net répétéieren. Ech wëll mech nëmmen driwwer freeën, dass mir déi Diskussioun konnten an der Verfassungskommissioun an aller Sérénitéit féieren an dass mer konnten unanime zu enger gemeinsamer Positioun kommen.

Ech wéilt vläicht just zwou oder dräi Remarquë maachen, déi och am schrëftleche Rapport opgeworf sinn, mä déi et menger Meenung no verdéngen och nach eng Kéier erwähnt ze ginn. Dat ass, dass wa mer elo d'Parteien an deen Artikel 32bis vun der Verfassung aschreiwen, dat kengeswegs eng Restrictioun bedeit un den Dispositioune vum Artikel 26 vun der Constitutioun, also vun der Liberté d'association.

Ech wëll derbäifügen, dass de Fait, dass d'Parteien an d'Verfassung ageschriwwe ginn, och an näischt hire Statut préjugéiert. Also de Fait, d'Parteien an d'Verfassung anzeschreiwen, bedeit net, dass eng Partei sech misse dësen oder dee Statut ginn. D'Parteie kënne weider Associations de fait sinn, wéi se et bis elo woren.

Drëtt Remarque: Selbstverständlech heescht d'Aschreiwe vun de Parteien an der Verfassung och net, dass den Artikel 50 iwwert d'Interdictioun vum Mandat impératif géif hifälleg ginn. Dat bleift nach wéi vor bestoen. Et kann ee sech d'Froe stellen, wéi oft a wéi streng déi Dispositioun ugewandt gëtt. Den Alex Bonn huet doriwwer vill geschriwwen, mä nach ass dat eng Dispositioun, déi a mengen Aen an ons Verfassung gehéiert a ganz wichteg ass.

Ech wëll och - wéi meng Virriedner - soen, dass onser Meenung no d'Plaz, wou mer deen Artikel 32bis aschreiwen, déi richteg ass am Chapitre vun der Puissance souveraine, fir dee Rôle, deen d'Parteien an onser demokratescher Gesellschaft spillen, ze würdegen.

Zur Formulatioun. D'Regierung souwuel wéi de Conseil d'État hu sech quant au fond mat där Propositioun vum Artikel 32bis d'accord erklärt, mä de Conseil d'État huet, ouni iergendeng Motivatioun unzeginn - an ech fannen dat relativ erstaunlech -, eng nei Redaktioun proposéiert, déi onser Meenung no an der Kommissioun net esou gutt war wéi déi, déi mir proposéiert hunn, oder déi de Rapporteur proposéiert huet. De Conseil d'État huet proposéiert, mer sollte schreiwen: «Les partis politiques concourent à l'expression du pluralisme démocratique, à la formation de la volonté populaire et à l'exercice du suffrage universel.»

An onsem Text soe mer och, dass d'Parteie «concourent à la formation de la volonté populaire». Si sinn net déi eenzeg, déi e Rôle doranner spillen, mä e ganz wichtege Participant un där Formation de la volonté populaire. Si konkurréieren och. Si droen zur Expressioun vum Suffrage universel bäi, mä mir sinn der Meenung, dass d'Parteien als solch wierklech d'Expressioun si vum Pluralisme démocratique. Dofir war déi Formulatioun, déi Definitioun vum Conseil d'État, deen och e Concours bei der Expressioun vum Pluralisme démocratique de Parteien zougeschriwwen huet, ons net wäit genuch gaangen.

Ech wëll also ganz kloer den Text ënnerstëtzen, deen ons de Rapporteur proposéiert huet. Mir wäerten den Text, esou wéi e vun der Kommissioun virgeluecht ginn ass, och stëmmen.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen der Madame Flesch Merci. Als nächste Riedner ass den Här Félix Braz agedroen. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Här President. Ech wëll och direkt agangs am Numm vun der gréngen Fraktioun dem Här Bodry Merci soen, net nëmme fir säi schrëftleche Rapport, mä och effektiv fir den Input, deen hie geliwwert huet an der Kommissioun, an och fir seng mëndlech Presentatioun. Och deels, wat den Här Meyers an d'Madame Flesch scho gesot hunn, erlaabt eis et net nach eng Kéier mussen ze widderhuelen, wat mer zu verschiddene Punkten denken, well mer eis deenen einfach kënnen uschléissen.

Ech wëll just awer nach e puer Remarquen trotzdeem maachen. Eng éischt fir ze ënnersträichen, dass déi Inscriptioun, déi mer haut maachen, eiser Meenung no eng noutwendeg ass, well se och an engem bestëmmte Kontext stattfënnt. Ech mengen, dat soll een och mam Numm nennen. Mir waren eis eens, dass mer déi heiten Inscriptioun an déi Diskussioun, déi do hannendru läit, wollte parallell zu deem Gesetz maachen iwwert d'Parteiefinanzéierung. Dass mer also aus där Fro do wollten eigentlech eng eenzeg Diskussioun maachen, well effektiv eng Partie Voletë vun där enger Fro mat där anerer och ze dinn hunn. Ech fannen och, dass et dee gudde Wee war, fir béid Saache wëlle parallell ze diskutéieren, och wann elo formel ee Vote virun deem anere geschitt.

U sech, wann ee wéilt déi Relatioun beschreiwen, kéint ee soen, dass d'Lëtzebuerger an hir Demokratie scho méi laang e Kand haten, an dass dat Kand dann och elo en Numm kritt. Dat ass wuel nëmmen eng gutt Tat, an trotzdeem ass et iergendwou wouer. Den Här Meyers huet et virdru scho begrënnt. Iergendwou hunn d'Parteien ëmmer existéiert. Net nëmmen an der Realitéit, mä si hunn och de fait e Rôle gespillt dobaussen. Mir ginn deem Ëmstand do an deem Kand do elo endlech deen Numm, deen et verdéngt.

Vläicht ass dat net éischter geschitt, well och eng gewësse Méfiance do ass bei de Leit par rapport zu Parteien. Iwwregens net nëmme par rapport zu Parteien; et sinn elo an de leschte Jore verschiddentlech Sondagë gemaach ginn, wou d'Vertraue vun de Leit an d'Institutioune gefrot ginn ass. Do huet ee bei deene Sondagë kënne gesinn, dass d'Vertrauen an d'Parteien net ëmmer dat héchste war. Et ass also eng gewësse Méfiance vis-à-vis vun deene Strukturen do, well deene Strukturen ënnerstallt gëtt dat wären Apparater, wou nëmmen eng Meenung, nämlech déi vun der Majoritéit géif gëllen, an déi souwisou am engeren Intérêt nëmme géifen nodenken a fonctionnéieren. An dat ass ee Virworf, deen ee jo relativ oft héiert.

An dach menge mer, dass dat net d'Realitéit beschreift, wourëms et bei de Parteie geet. Au contraire! D'Parteien hunn an eisen Aen e ganz nëtzleche Rôle ze spillen, well si et fäerdeg bréngen, e Lien oprecht ze halen tëschent dem Wahlgang an deene Leit, déi gewielt ginn. Wann et d'Parteien net géif ginn an et géif nëmme Lëschte ginn, da géif sech de Lien tëschent Wieler a Gewieltenen dorobber limitéieren, all puer Joer um Wahlsonndeg sech der Wahl ze stellen, an da wären déi Leit nees an hir Fräiheet entlooss. Dat ass awer net de Fall, an dat ass doduerch net de Fall, well et déi politesch Strukture gëtt, an deene sech all Bierger kann engagéieren.

Natierlech muss ee sech dann als Bierger och décidéiere fir déi Struktur, déi ee wëllt maachen. Mä déi Leit, déi Wieler, déi sech décidéiere fir an enger politescher Struktur ze schaffen, hunn d'Méiglechkeet, iwwer all d'Joren nom Wahlgang nach ëmmer e Lien zu deene Leit ze behalen, déi gewielt gi sinn, an dat ass en nëtzleche Lien.

Dee Lien funktionéiert och contrairement zu de Wahle fir Leit, déi kee Wahlrecht hunn. All déi Leit, déi hei zu Lëtzebuerg liewen - an där sinn et der vill -, déi d'Lëtzebuerger Nationalitéit net hunn, déi also bei Landeswahle beispillsweis net kënne participéieren um Urnegang, och déi hunn haut - a si maachen et an all de Parteien - d'Geleeënheet, do awer politesch matzeschwätzen, andeem se sech iwwert hiren Engagement an der Partei och un déi Leit kënnen adresséieren an och op deene Kongresser kënne mat ofstëmmen, wann et drëms geet Parteimeenunge festzeleeën, esou dass also och d'Parteien net nëmmen en Integratiounsrôle spillen, deen an engem Land mat 40% Netlëtzebuerger e ganz wichtege Rôle ass.

D'Parteie spillen dee Rôle a si ginn och deene Leit d'Méiglechkeet, op deem Niveau do politesch matzeschwätzen an iwwert d'Ofstëmmungen op de Kongresser och iergendwou e Stéck Afloss ze huelen op d'politescht Geschéie vum Land. Dat ass e wichtege Rôle, deen d'Parteie spillen, grad hei zu Lëtzebuerg.

Mä dee Rôle funktionéiert och an déi aner Richtung. Et ass och fir d'Éluë gutt a wichteg ze wëssen, wat d'Leit denken, an dat geschitt am Gespréich, wat ee mat all de Leit kann hunn, mä dat geschitt eben nun och emol duerch d'Gespréicher an d'Debatten an der Partei bannendran. Et ass also keng Autobunn, déi nëmmen an eng Richtung géif fueren. Dee Lien tëschent de Wahlen an de Gewieltenen, dee Lien fir den Electeur bleift bestoen och a béide Richtungen, och fir dass d'Éluë kënnen emol de Bols huele bei de Leit, déi déi Décisiounen am Alldag erliewen, déi d'Politik hëlt.

Et ass also e wichtege Rôle, deen d'Parteie spillen, an duerfir, trotz där Méfiance, déi mer kennen aus verschiddene Sondagen, si mer der Meenung, dass besonnesch d'Parteien hei zu Lëtzebuerg e ganz wichtege Rôle ze spillen hunn.

Mir ginn net op de Wee mat dëser Aschreiwung an der Verfassung fir eng Reglementatioun vun de Parteien mat derbäizeliwweren. Doriwwer ass laang diskutéiert ginn. Den Här Bodry huet och virdrun a sengem Rapport schonn dorobber verwisen, dass dat och zu engem bestëmmtenen Zäitpunkt emol de Grond war, firwat dass déi Diskussiounen net méi wäit konnte goen.

Mir mengen, dass dat sech och begrënne léisst, firwat dass haut méiglecherweis d'Meenungen anerer sinn. Den éischte Grond ass, mengen ech, dass mer alleguer-

ten awer eis ëm e Konsens beméit hunn. E Konsens, deen als Resultat awer huet, dass mer déi Inscriptioun vun de Parteie kënne maachen, well mer dat awer ënnert dem Stréch als dee wichtegste Moment an däser Debatt considéréiert hunn a jiddfereen och bereet war, sech op deen aneren duerzebewegen.

Deen zweete Grond - an deen ass vläicht méi praktesch a vläicht och méi wichteg -, dat ass, well mer zënter där Zäit, wou déi Debatten hei zu Lëtzebuerg gefouert gi sinn an net op en Enn gaange sinn iwwert d'Parteien haut e puer Erfahrungen allegeurte bäikritt hunn, an déi Erfahrungen, déi mer bäikritt hunn, dat sinn déi Erfahrungen, déi beispillsweis eis däitsch Nopere gemaach hunn.

Den Här Bodry huet dat virdru rappeléiert. Et gëtt eng Partie Länner an Europa, effektiv an der Haaptsaach déi, déi eng diktatoresch Vergaangenheet hunn, déi hunn deels méi Réglementatiounen iwwert d'Parteien, a wann ee kuckt a wéi engem Land dass an de leschte Joren déi Gesetzgebungen am meeschten ugewandt gi sinn, dat war an Däitschland. Dat war an Däitschland ënnert dem Drock vun der Existenz a vum Opkomme vu rietsextreme Parteien a Gruppéierungen. Wann een da kuckt wat déi Gesetzgebunge gehollef hunn, da muss ee feststellen, dass et zumindest esou vill Problemer geschafen huet, wéi dass et probéiert hätt der ze léisen.

Dat war virun enger Partie Joren nach net an deem Ausmooss do kloer, an d'Erfahrung, déi ee konnt sammelen unhand vum däitsche Beispill, mengen ech, huet och bei Verschiddenen dozou gefouert, dass ee sech seet, dass déi Réglementatioun vun de Parteie vläicht net esou vill bréngt, wéi dat wat ee sech kann erhoffen hannert där Iddi. Duerfir menge mer, dass et e gudde Kompromiss an e gudde Konsens ass, deen haut, Enn vum Joer 2007, op deenen dote Froe konnt fonnt ginn.

De Fait, dass mer se net méi reglementéieren, huet awer och den Avantage, dass et weiderhin de Leit fräigestalt bleift, sech ze organiséieren, fir sech u Wahlen oder och net, mä allgemeng nëmmen um politesche Liewen ze bedeelegen. Déi klassesch Form vun der politescher Partei ass eng Form, mä et wäert weiderhi jiddferengem am Respekt vun der Liberté d'association fräibleiwen, sech esou zesummenzedinn, wéi en dat gäre hätt, sief et als Biergerinitiativ oder als Biergerlëscht oder wéi och ëmmer. Et ass eigentlech, fanne mir, och kee Verloscht, dass et niewent deem engen och dat anert nach ëmmer däerf ginn an och dat ass ee Punkt, deen derfir plädéiert, dass een d'Réglementatioun net ze vill prezis soll beschreiwen.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

An dach ass och do e bësse Réglementatioun awer schonn ënnerwee. Wa mer nämlech haut vun der Inscriptioun vun de Parteien an d'Verfassung schwätzen, dann ass et eben och op deem Hannergrond vum Parteiefinanzéierungsgesetz. An deem Gesetz, mat deem mer eis jo och geschwë wäerten an der Plénière ofginn, sti wuel eng ganz Partie Réglementatiounen dran. Et ass also trotzdeem net wéi wann d'Parteie guer net reglementéiert wären. Et gëtt wuel näischt an der Verfassung am Detail elo iwwert d'Parteie gesot, ausser iwwert hire Sënn an hiren Zweck, mä et wäert natierlech an deene Gesetzer, déi domadder ze dinn hunn, zum Beispill d'Parteiefinanzéierungsgesetz, wuel esou sinn, dass mer eng ganz Partie an och prezis Réglementatiounen zum Wiese vun de Parteien hunn.

Dat gesot, soen ech nach eng Kéier dem Här Bodry als Rapporteur Merci, och de Kolleege fir d'Aarbecht an der Kommissioun, a bréngen d'Zoustëmmung vun der grénger Fraktioun zum Aschreiwe vun engem neien Artikel 32bis.

M. le Président.- Merci, Här Braz. Fir d'ADR huet elo den honorabelen Här Henckes d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Merci, Här President. Och meng éischt Wierder fir Merci ze soen dem Rapporteur fir säin exzellente mëndlechen a schrëftleche Bericht an och fir déi ganz Dynamik, déi en an däser Fro un den Dag geluecht huet, fir datt mer schlussendlech alleguerten ons konnten op en Text eenegen.

Doduerjer, datt d'Parteien an d'Constitutioun kommen, kann ee bal soen, datt se domadder och hir Lettre de noblesse zougestane kréien, well et ass ëmmer awer e grousst Evénement wa Parteien, déi zu dem Ausdrock vun dem Wëlle vum Vollek bäidroen, kënnen och elo an der Verfassung mat zréckbehale ginn.

Mir gesinn, datt am europäesche Kontext eng etlech Länner, iwwert d'Halschent, elo vun de Parteien an hirer Constitutioun schwätzen. Bei onsen immédiaten Noperen ass dat Däitschland a Frankräich. D'Belsch hunn dat net. Et gesäit een, datt déi Formuléierungen, wéi d'Parteien definéiert ginn, ganz no leien och zu deem Text, dee mir haut sollen a wëlle verabschieden.

Et gesäit een, datt an Däitschland, a Spuenien, a Griichenland, an Italien zousätzlech Konditiounen opgestallt gi sinn, wat d'Parteien ugeet, datt se sech zum Beispill mussen de konstitutionelle Prinzipien ënnerwerfen, datt se demokratesch organiséiert sinn an esou weider. Dat si lauter Explikatiounen an Nécessitéiten, déi sech historesch erklären a wou mir geduecht hunn, datt et zu Lëtzebuerg net noutwendeg wär, fir esou Dispositiounen an onser Constitutioun festzehalen.

D'Parteien hunn e wichtege Rôle an onser Demokratie ze spillen. Dat bedäit och natierlech, datt se mussen dofir déi néideg finanziell Moyenen hunn an och d'Moyenë vu Kommunikatioun. Och dat ass eppes wat muss mat der Zäit iwwert d'Gesetzer garantéiert ginn.

En anere Wee, deen ons als ADR ganz wichteg schéngt, dat ass de Wee och vum Referendum, wou et drëm geet fir am Dialog mat dem Bierger verschidden Décisioune kënnen ze huelen, mat hinnen iwwert hir Problemer ze diskutéieren a fir verschidde wesentlech Reformen am Land kënnen durchzesetzen. Duerfir hoffe mer, datt de Referendum, d'Initiative populaire, wäert och iwwert d'Gesetz in Bälde hei an onser Chamber kënnen diskutéiert ginn.

Dat gesot, fanne mer dës Reform vun onser Constitutioun gutt a mir wäerten als ADR och dësen Text stëmmen.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Henckes. Domat ass d'Debatt ofgeschloss a mir kommen elo zum Vote iwwert d'Propositioun de révision.

D'Procuratioune sinn net zouléisseg.

Premier vote constitutionnel

D'Propositioun de révision ass ugeholl mat 51 Jo-Stëmmen, bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider et Roland Schreiner;

M. Xavier Bettel, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Alexandre Krieps et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Robert Mehlen.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen elo zum zweetleschte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut. Dat ass d'Diskussioun vum Projet de loi 5717, en Ofkommes téscht den EU-Länner an de Vereenegte State vun Amerika iwwert d'Entraide judiciaire. D'Wuert huet fir d'éischt de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Patrick Santer.

5. 5717 - Projet de loi portant approbation:

1. de l'Accord entre l'Union européenne et les États-Unis d'Amérique en matière d'entraide judiciaire, fait à Washington, le 25 juin 2003;

2. de l'Accord entre l'Union européenne et les États-Unis d'Amérique en matière d'extradition, fait à Washington, le 25 juin 2003;

3. de l'Instrument prévu par l'article 3, paragraphe 2 (a) de l'Accord en matière d'extradition signé le 25 juin 2003 entre les États-Unis d'Amérique et l'Union européenne, relatif à l'application du Traité d'extradition signé le 1er octobre 1996 entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique, signé à Washington, le 1er février 2005;

4. de l'Instrument prévu par l'article 3, paragraphe 2 (a) de l'Accord en matière d'entraide judiciaire signé le 25 juin 2003 entre les États-Unis d'Amérique et l'Union européenne, relatif à l'application du Traité d'entraide judiciaire en matière pénale signé le 13 mars 1997 entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique, signé à Washington, le 1er février 2005

Rapport de la Commission juridique

M. Patrick Santer *(CSV), rapporteur*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, well d'Kriminalitéit weder virun de geographeschen nach virun de politesche Grenzen zréckschreit a vun deene souguer Gebrauch mécht, mussen d'State sech esou organiséieren an zesumme kooperéieren, fir datt dës geographesch, mä besonnesch politesch Grenze keng Hürd zu enger effizienter Kriminalitéitsbekämpfung duerstellen.

Dës Kooperatioun setzt viraus, datt d'State sech géigesäiteg Vertraue schenken, datt déi jeeweileg Police- a Justizautoritéiten esou organiséiert a Prinzipien a Regele uwennen, vun deenen een ausgeet, datt se engem moderne Rechtsstat entspriechen. Esou an op dëse Prinzipie foussend ass et an der Europäescher Unioun zu enger enker Kooperatioun komm, wéi dat de Mandat d'arrêt européen, d'Équipes communes d'enquête, de Vertrag vu Prüm oder den Informatiounssystem vu Schengen beweisen, ouni déi bi- oder multilateral operationell Kooperatioun ze vergiessen.

En Zesummeschaffe vu Police- a Justizautoritéite soll sech net nëmmen op de Kader vun der Europäescher Unioun beschränken. Mir hunn an der leschter Sitzungswoch d'UNO-Konventioun iwwert d'Bekämpfung vun der organiséierter Kriminalitéit guttgeheescht, déi vun iwwer 130 Länner ratifizéiert gouf. An an dee Kader vun der internationaler Kooperatioun reit sech och dëse Projet de loi. Mir wäerten zwee Accorden, déi d'Europäesch Unioun mat de Vereenegte Staten de 25. Juni 2003 ënnerschriwwen huet, an zwee Instrumenter vum 1. Februar 2005 téschent Lëtzebuerg an de Vereenegte Staten approuvéieren.

Lëtzebuerg huet zwee bilateral Verträg mat de Vereenegte Staten, deen een iwwert d'Entraide judiciaire vun 1997, deen aneren iwwert d'Ausliwwerung vun 1996. No den Attentater vum 9. September 2001 hunn d'Vereenegt Staten insistéiert, datt déi verschidde bilateral Verträg, déi se mat deenen eenzelne Memberstate vun der Unioun hunn, renégociéiert sollte ginn, fir se besser un déi grenziwwerschreidend Kriminalitéit an d'Terrorismusbekämpfung unzepassen.

Amplaz dës Verhandlunge mat den eenzelne Memberstaten ze féieren, huet op grond vun den Artikelen 38 a 24 vum Traité iwwert d'Europäesch Unioun de Conseil vun der Unioun dës Verhandlunge gefouert. Dës Artikelen erlaben et der Unioun, internationnal Verträg an de Beräicher Police- a Justizkooperatioun ofzeschléissen. Esou koum et dann de 25. Juni 2003 zu deenen zwee Accorden zwëschent der Europäescher Unioun an de Vereenegte Staten iwwert d'Entraide judiciaire op där enger Säit an d'Extraditioun op där anerer Säit.

Den Artikel 3, Paragraph 2 vun dësen zwee Accordë gesäit vir, datt d'Unioun dofir suerge muss, datt hir Memberstaten hir bilateral Verträg esou unzewennen hätten, wéi dat de jeeweilegen Accord virgesäit. Aus deem Grond goufen dann och den 1. Februar 2005 zwee Instrumenter ënnerschriwwen téschent der Lëtzebuerger Regierung an der Regierung vun de Vereenegte Staten, fir d'Accordë vun 2003 op déi zwee bilateral Verträg vun 1996 an 1997 unzewennen. Et geet also hei dorëms, véier Texter guttzeheeschen.

De Statsrot huet mat Recht dorop higewisen, datt déi zwee Accorden zwëschent der Unioun an de Vereenegte Staten eng nationnal parlamentaresch Prozedur iwwerhaapt net brauchen, fir zu Lëtzebuerg uwendbar ze ginn. Verschidde Länner hu just déi bilateral Verträg oder bilateral Instrumenter guttgeheescht. Anerer hunn d'Instrumenter an d'Accorden approuvéiert.

An Däitschland hu se e subtilen Ënnerscheed gemaach. Bei den Instrumenter heescht et „folgenden Verträgen wird zugestimmt" - also déi klassesch Formel -, a bei den Accordë steet „der Bindung an folgende Abkommen wird zugestimmt". Fir awer fir Kloerheet ze suergen, well jo déi zwee Instrumenter vun den Accorden net ze trenne sinn a se sech dacks dorop beruffen, hu mer an der Commission juridique eis dorop gëeenegt, déi véier Texter ze approuvéieren, wéi dat och d'Regierung proposéiert hat.

Här President, ech wëll elo net hei an den Detail vun deene véier Texter kommen, well et sech ëm eng technesch a ganz komplex Matière handelt. Déi, déi méi Detailer wësse wëllen, kënnen den Exposé des motifs, den Avis vum Statsrot an de schrëftleche Rapport liesen, wou weider Detailer drastinn.

Mä ech wëll ganz kuerz eng generell Beschreiwung vun deene wesentleche Bestëmmunge vun deenen zwee Accorden ginn. D'Instrumenter beruffe sech op déi Accorden, duerfir beschränken ech mech op d'Accorden.

Wat d'Entraide judiciaire ugeet, esou kann den État requérant Informatioune vu Banken a Finanzinstituter, déi sech am État requis befannen, kréien, fir ze kucken, ob eng beschëllegt Persoun do Konten huet. Dës Finanzinformatioune mussen awer a Relatioun mat enger Enquête pénale sinn; dat ass de Principe de spécialité. D'Bankgeheimnis ass kee Grond, fir dës Finanzinformatiounen net weiderzeleeden.

Et spillt awer hei och de Prinzip vun der Double incrimination, dat heescht, Faiten, fir déi d'Entraide judiciaire ugefrot gëtt, mussen an deenen zwee Länner ënner Strof stoen, enger maximaler Prisongsstrof vun op d'mannst véier Joer am État requérant an op d'mannst zwee Joer am État requis. Dës Finanzinformatioune kënnen och nëmme fir d'Enquête, déi amgaangen ass, benotzt ginn.

Équipes communes d'enquête - dat heescht, lëtzebuergesch Enquêteure kënnen um Territoire vun de Vereenegte Staten eng Enquête duerchféieren a vice-versa - kënnen opgestallt ginn, an dofir brauch een awer e speziellen administrativen Accord.

Zeien oder Experte kënnen iwwer Videokonferenz gehéiert ginn. D'Demandë kënnen iwwer E-Mail oder Fax gestallt ginn. Eng Enquête judiciaire kann och vun enger administrativer Autoritéit ausgoen.

E Memberstat vun der Unioun kann d'Entraide refuséieren oder se aschränken, wann déi beschëllegt Persoun d'Doudesstrof riskéiert. Den Dateschutz kann nëmmen exceptionnel als Grond, fir d'Entraide net ze ginn, ugefouert ginn. Wann dat de Fall sollt sinn, ass eng Consultatioun zwëschent dem État requis an dem État requérant virgesinn, fir auszemaachen, wéi déi iwwerdroen Date solle geschützt respektiv traitéiert ginn.

Wat d'Steiervergehen respektiv Steierinfractiounen ugeet, esou bleift et hei beim Accord vun 1997 téschent Lëtzebuerg an de Vereenegte Staten, deen d'Entraide nëmmen op d'Escroquerie fiscale limitéiert.

Den Accord, Här President, iwwert d'Extraditioun wennt sech un, wéi dat beim bilaterale Vertrag vun 1996 ass; dat heescht, et muss sech ëm eng Infractioun mat enger Mindesthéchststrof vun engem Joer handelen. D'Prinzipie vun der Double incrimination an der Spezialitéit fannen och hei Uwendung.

Zwee Punkte wollt ech speziell hei ënnerstäichen. Éischtens, wéi ass et am Kader vun enger Ausliwwerung mat der Doudesstrof, déi nach a verschidde Bundesstate vun de Vereenegte Staten existéiert?

De bilaterale Vertrag, dee mer elo haten an deen 1996 ënnerschriwwe gouf, huet virgesinn, datt d'Vereenegt State misste genügend Assurancë ginn, datt entweder d'Doudesstrof net exekutéiert gëtt oder net gesprach gëtt vun de Geriichter. „Assurances suffisantes", steet am Text.

Elo iwwert den Accord an dem Instrument iwwert d'Ausliwwerung gëtt dat méi prezis. Dat heescht, et gëtt elo festgehalen, wann

d'Doudesstrof am Spill ass, dat heescht kéint gesprach ginn, datt d'Ausliwwerung nëmme ka stattfannen, wann d'Doudesstrof net gesprach gëtt oder net exekutéiert gëtt. Dat ass eng Garantie an net wéi virdrun eng Assurance. D'Vereenegt State mussen dem État d'Extraditioun ginn.

Zweetens ass den Accord iwwert d'Ausliwwerung, gradesou wéi deen iwwert d'Entraide judiciaire, applicabel och op Infractiounen, déi virum Akraafttriede vum Accord stattfonnt hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Kooperatioun um internationale Plang fir géint déi grenziwwerschreidend Kriminalitéit virzegoen ass noutwendeg. Si däerf awer net an engem rechtsfräie Raum geschéien. An deem Kader a Kontext sinn déi véier Texter, iwwert déi mer haut wäerten ofstëmmen, ze gesinn. An de Vereenegte State gi fir eis heiansdo komesch Regelen - ech betounen heiansdo! - ugewandt, wéi zum Beispill d'Net-Ënnerschreiwen oder Ratifizéiere vun der Convention de Rome iwwert d'Cour pénale internationale, Guantánamo, déi „military orders", dat heescht d'Militärgeriichter kënne iwwert d'Fäll vun Terrorismus kennen.

Et gi komesch Regelen an deem Land an ech hoffen, datt se net permanent sinn. Dat soll eis awer net dovunner ofhalen eng Kooperatioun mat deem Land auszebauen am Kader vun der Europäescher Unioun, dat heescht op där enger Säit d'Vereenegt Staten an op där anerer Säit déi 27 Memberstate vun der Europäescher Unioun.

De Statsrot an d'Commission juridique hu sech fir de Projet de loi 5717 ausgeschwat. Dat wäert och d'CSV-Fraktioun maachen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Santer. D'Wuert huet elo déi honorabel Madame Flesch.

Discussion générale

Mme Colette Flesch *(DP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, fir d'alleréischt wëll ech dem Rapporteur, dem Patrick Santer, Merci soe fir dee Rapport zu engem ganz komplizéierte Projet. Ech wëll och direkt soen, dass mir dee Projet de loi wäerte stëmmen. Ech wëll ower e puer Bemierkunge maachen.

Éischtens schéngt déi Prozedur, déi hei gebraucht gëtt, mer ganz interessant, well se doranner besteet, dass d'Mitgliedsstaaten vun der EU am Kader vun der EU en Accord négociéiere mat engem Partenaire - an dësem Fall d'Vereenegt State vun Amerika - an engem Domän, wou am Fong schonn eng ganz Serie vu bilateralen Accordë bestinn. Deen négociéierten Accord bréngt Modifikatiounen an deene bestoende bilateralen Accorden. Dat schéngt mer eng gutt Prozedur ze sinn, well et erméiglecht d'Négociatiounen ze accéléréieren an och op eng Solutioun hinzesteieren, déi eng gewësse Kohärenz an eng gewëssen Harmonisatioun innerhalb vun de Mitgliedsstaaten mat sech bréngt.

Elo zum Accord iwwert d'Entraide judiciaire. Den Artikel 4 vum Accord erstreckt op d'Relatiounen tëschent Lëtzebuerg an den USA, de Regime, deen elo scho virgesinn ass am Protokoll vum 16. Oktober 2001 zur europäescher Konventioun relative à l'entraide en matière pénale, an dat fir d'Mitgliedsstaaten vun der EU. Or, gëtt ons gesot, ass weder dee Protokoll nach déi Konventioun vun ons bis haut approuvéiert. Meng Fro un d'Regierung: Woufir hu mer déi Texter nach net approuvéiert? Wat gedenkt d'Regierung am Zesummenhang mat deenen Texter an Zukunft ze maachen?

Zweete Punkt. Wann e bilateralen Traité d'entraide judiciaire besteet an dee Moment den Accord, dee mer elo diskutéieren, a Kraaft trëtt, a wann deen Traité d'Obligatioun virgesäit, fir eng Hëllef am Fall vu gewësse fiskaleschen Infractiounen ze leeschten, kënne laut Accord, wann déi schrëftlech Instrumenter mat den USA ausgetosch ginn, preziséieren, dass fir deen Typ vun Infractiounen den Accord bilatéral weider gülteg bleift.

Am Lëtzebuerger bilateralen Traité, do gëtt d'Entraide limitéiert am Artikel 1, Paragraph 5 op d'Infractioun vun der Escroquerie fiscale. Ech kommen duerno nach drop ze schwätzen. Hei wär ech och frou, wann d'Regierung ons géif soen, ob se wëlles huet vun där Possibilitéit gebrauch ze maachen an ze preziséieren, wat fir Bestëmmunge vum Traité bilatéral a Kraaft bleiwen.

Dann ass am Accord virgesinn, dass den État requis gewëssen Ursaachen, gewësse Motivë kann invoquéieren, fir d'Entraide judiciaire ze refuséieren. Mä wéi de Rapporteur schonn drop higewisen huet, sinn déi Fäll vu Refus limitéiert. Si decke weder d'Hypothees vum Secret bancaire nach déi vum Dateschutz. A kloerer Sprooch heescht dat also, dass de Refus de l'entraide net ka gefrot oder gemaach gi fir déi Fäll mat Ausnahm beim Dateschutz bei aussergewéinleche Fäll. Do wär ech frou, wann d'Regierung ons kéint soe wat fir eng Ligne de conduite se wëlles huet an deene Froen, an notamment an den Dateschutzfroen, ze applizéieren.

Dann zum Accord d'extradition. Do huet de Rapporteur och schonn drop higewisen, dass de jëtzegen Text vum Accord méi wäit geet wéi dat, wat mir am Accord bilatéral stoen hu bei der Invocatioun vun der Doudesstrof a vun deene Refusen, déi mer do kënnen opposéieren. Am Fall vum Accord gëtt ganz kloer gesot, dass den État requis kann d'Extraditioun un d'Konditioun bannen, dass d'Doudesstrof weder prononcéiert, nach exekutéiert gëtt. Dat schéngt mer e Fortschrëtt par rapport zum Text wéi en elo besteet.

Den Accord erlaabt dem État requis gewëssen Ursaachen ze invoquéiere fir e Refus d'extradition ze opposéieren, dee virgesinn ass an engem Traité bilatéral; hei erëm à l'exception vum Secret bancaire a vum Dateschutz. Hei déiselwecht Fro un d'Regierung wéi déi, déi ech beim Accord d'entraide judiciaire gestallt hunn: Wéi huet d'Regierung wëlles sech do ze verhalen, notamment wat den Dateschutz betrëfft?

D'Extraditioune fir politesch a militäresch Infractioune sinn ausgeschloss am bilateralen Traité, dee mer de Moment scho mat Amerika hunn. De même gesäit deeselwechte bilateralen Traité vir, dass d'Extraditioun ka refuséiert ginn a Fäll vun Infractions fiscales. Zu deem Punkt seet den Accord, dee mer hei virleien hunn, näischt.

De Conseil d'État ass zimlech am Detail op déi Fro agaangen an ass zur Konklusioun komm, dass déi Motifs de refus, déi am bilateralen Traité virgesi sinn, och kënnen invoquéiert gi beim Accord, an deem Mooss wou den Accord dozou näischt seet.

De Conseil d'État akzeptéiert, dass den Accord, esou wéi en elo virläit, d'Dérogatioun vum bilateralen Traité ausschléisst a fiskale Froen. Mä de Conseil d'État seet - an dat schéngt mer wichteg -, dat kann nëmme gëlle fir d'Fiscalité directe. Dat kann nëmme gëlle fir Infractioune vun Escroquerie fiscale, an net fir Infractions de fraude fiscale. D'Commission juridique huet sech expressément deenen Iwwerleeunge vum Conseil d'État ralliéiert. Ech wär frou wann d'Regierung kéint confirméieren, dass och si déi Attitüd an deenen Froen anhëlt an dass och si d'Saach esou gesäit.

Dat, Här President, woren déi Bemierkungen, déi ech wollt zu den Accorden an zu de jetzt geltende bilateralen Traitéë maachen. Et interesséiert kee Mënsch méi.

(Hilarité)

Dat ass jo awer vläicht egal.

Ech wollt nach zwou allgemeng Considératioune maachen. Am Zesummenhang mat deenen zwee Accordë gëtt d'Fro vun der Protectioun vun den Données personnelles, also vum Dateschutz expressément opgeworf.

An deem Zesummenhang, Här President, wëll ech d'Fro opwerfe vum Accord PNR, Union européenne an Amerika, deen am Juni vum leschte Joer ofgeschloss ginn ass. Mir wëssen, dass do d'europäescht Parlament der Kommissioun an dem Conseil virwerft, si hätten do en Accord ënnerzeechent, an dem déi europäesch Gesetzer zum Dateschutz vun de perséinlechen Donnéeën net respektéiert ginn. D'Parlament ass der Meenung, dass d'Kommissioun eng onzefridde stellend Attitüd anhëlt an ass weider der Meenung, dass de Conseil an där Diskussioun bis elo total absent war.

Wéi ass an deem Zesummenhang d'Positioun vun der Lëtzebuerger Regierung?

An am selwechten Zesummenhang géif ech froen: Wéi gesäit d'Lëtzebuerger Regierung déi nei Propositioun, déi d'Kommissioun elo virgeluecht huet, déi deen Accord PNR mat Amerika à terme remplacéiere soll? Ech weess net awéifern do d'Négociatioune schonn ugefaangen hunn, mä ech wär awer interesséiert ze wësse wéi d'Lëtzebuerger Regierung un déi Négociatiounen erugeet.

Dann eng lescht Bemierkung, Här President: Mir hunn oft hei d'Geleeënheet ons Frënn a Partner vun déisäit dem Atlantik ze kritiséieren, well se ganz oft der Meenung sinn, dass hiert Recht Primautéit huet par rapport zum internationale Recht, während mir alleguerten op dëser Säit vum Atlantik anerer Meenung sinn. Dat féiert dann och dozou, dass d'Vereenegt Staten d'Tendenz hunn d'Kompetenz vun internationale Juridictiounen net unzehuelen. Ech géif hoffen, Här President, dass mer am Fall vun dësen Accorden Zousécherungen hunn, dass se effektiv esou applizéiert gi wéi se virgesi sinn an dass hei d'internationaalt Recht Primautéit huet par rapport zum nationale Recht vun de Vereenegte Staten.

Ënnert dem Bénéfice vun dësen Observatiounen an an der Hoffnung, dass ech op déi puer Froen, déi ech gestallt hunn, satisfaisant Äntwerte kréie kann, wëll ech den Accord vun onser Fraktioun zu dësem Projet ginn.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Flesch. Fir d'sozialistesch Fraktioun ergräift elo den honorabelen Här Klein d'Wuert.

M. Jean-Pierre Klein *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Merci dem Rapporteur fir seng gewinnte prezis Rapporten.

Duerch déi zwee Accorden iwwert d'Justizkooperatioun an d'Ausweisungen, déi d'Europäesch Unioun mat den USA 2003 ënnerschriwwen huet, gi verschidden Dispositioune vun zwee bilateralen Traitéen, déi Lëtzebuerg mat de Vereenegte Staten an dëse Beräicher ofgeschloss huet, ergänzt, preziséiert an ofgeännert. Et ass eng komplex juristesch Matière, déi Raum fir Interpretatioune léisst, wann et drëm geet wéi eng Dispositiounen zielen, déi vun den Accorden oder déi vun deenen zwee bilateralen Traitéen. A wann der Madame Flesch hir Froe vum Här Minister beäntwert sinn, da gëtt dat Ganzt vill méi kloer, géif ech mengen.

E puer Remarquen nach: Et ass ze begréissen, dass d'Regierung, wéi et och verschidden aner EU-Memberlänner gemaach hunn, sech 2003 dofir entscheet huet, dass déi zwee Accordë Lëtzebuerg rechtlech bannen, nodeems d'Parlament se approuvéiert huet, well technesch gesi missten déi zwee Accorden net vum Parlament ofgesehnt ginn. Aus Grënn vun der Transparenz an awer och well déi zwee Accorden e grousse Impakt op d'fundamental Rechter vun de Bierger hunn, ass et wichteg, dass mer als nationaalt Parlament d'Méiglechkeet kritt hunn dës Accorden ze analyséieren.

Et ass och begréissenswäert dass d'Europäesch Unioun duerchgesat kritt huet, dass d'Ausweisungsdemandë vum internationale Strofgeriichtshaff vun Den Haag eng Prioritéit vis-à-vis vun nationalen Demanden hunn.

D'Fransousen hu probéiert dëst Virrecht och op de Mandat d'arrêt européen auszedehnen, fir esou den europäesche Justizraum ze stäerken. Dat ass awer an de Verhandlunge mat den Amerikaner net zréckbehale ginn.

Den Artikel 13 vum Accord iwwert d'Ausweisung regelt déi kritesch Fro vun der Doudesstrof. Wann Amerika zum Beispill een europäescht Land freet eng Persoun auszeliwweren, déi e Verbrieche begaangen huet, wat no amerikaneschem Recht mat der Doudesstrof bestrooft ka ginn, da kann dat europäescht Land d'Ausweisung accordéieren, ënnert der Konditioun dass déi Persoun net zum Doud veruerteelt gëtt, respektiv dass d'Doudesstrof net vollstreckt gëtt. Falls Amerika net gewëllt ass dës Konditioun ze respektéieren, da kann dat europäescht Land d'Ausweisung refuséieren.

Dës Dispositioune sinn engersäits ze begréissen, well se méi kloer si wéi déi aktuell Regelen, déi de bilateralen Traité festleet. Op där anerer Säit kann een net méi aus humanitäre Grënn eng Ausweisung oflehnen. An dësem Sënn ass et gutt, dass nom Artikel 9 vum Accord iwwert d'Justizkooperatioun d'Länner d'Recht hunn ze refuséieren, dass Informatiounen, déi si un d'Amerikaner ginn hunn, an enger anerer Affär wéi ursprénglech ofgemaach ginn ass als Beweismëttel kënne verwannt ginn.

Dem franséische Senat - dat ass ganz interessant - gëtt den Artikel 17 vum Accord iwwert d'Extraditioun ze bedenken. Dësen Artikel gesäit vir, dass aus Principe constitutionnel e Land d'Ausweisung refuséiere kann, falls keng Dispositioun vum Accord a vum bilateralen Traité den Ausweisungsfall léise kënnen. An Amerika kënnen d'Militärtribunäl aberuff ginn, déi sech dem Droit commun gréisstendeels entzéien a wou et net kloer ass, ob se konform zu de Prinzipie vun der europäescher Mënscherechtskonventioun sinn. De Senat huet a sengem Avis duerfir gefuerdert, dass e Land net nëmmen aus Principe constitutionnel eng Ausweisung refuséiere kann, mä dass an deem Artikel eng Referenz op fundamental Rechter stoe soll. Elo stellt d'Fro sech, wat fir Konklusiounen een aus deene Remarquë vum Senat zéie soll.

Dat gesot, Dir Dammen an Dir Hären, géif ech den Accord vun eiser Fraktioun zu dësem Projet de loi ginn.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Klein. Fir d'ADR huet elo nach den honorabelen Här Henckes d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'ADR wäert dësem Projet an dësen Accorden hir Zoustëmmung verweigeren.

Et ass ee Projet, wou versicht gëtt zwee Rechtssystemer openeen ofzestëmmen, eng besser Kooperatioun um Niveau vun der Lutte géint déi international Kriminalitéit duerchzezéien. De Prinzip an d'Noutwendegkeet sinn do, mä den Accord, esou wéi en do steet, an och d'Praxis weisen awer, datt mer hei musse fäerte wat zréckbehale ginn ass a wéi et haaptsächlech vun der amerikanerescher Säit ausgeluecht gëtt.

Et gesäit een, datt an Amerika net hésitéiert gëtt souguer géint hir eege Verfassung Militärgeriichter anzeriichten, wou elo e Recours ass fir ze kucken, ob déi Militärgeriichter, déi se geschafen hunn den 13.11.2001, rechtmäßeg si gemäß der amerikanescher Constitutioun. Fir ee Land, wat sech wëllt als Champion vun de Mënscherechter uginn, sinn esou Prozeduren, esou Geriichter op jidde Fall net als éierbar unzegesinn.

Da ginn et och Problemer mat Rechtsnotiounen, déi mer hei an onsem Droit an Europa net kennen, zum Beispill d'Clause probable, wéi dat genannt gëtt, datt e Procureur an Amerika - wou jiddferee weess, datt dee gewielt gëtt - ka bei engem Riichter froen datt Enquête gemaach ginn, datt Leit condamnéiert ginn, datt munch Prozeduren an d'Wee geleet ginn, déi net mat den individuelle Fräiheeten an de konstitutionelle Fräiheeten an Amerika am Aklang sinn, a bien entendu och net hei zu Lëtzebuerg. Dat ass manifestement eng Schwieregkeet an der Applikatioun, wou et ganz oft zu Schwieregkeete komme kann.

Dann hu mer de Problem vun der Doudesstrof, wou mer am Prinzip eng Ausliwwerung verweigere kënnen, wann déi Persoun d'Doudesstrof riskéiert oder wa se géif condamnéiert ginn, mä d'Doudesstrof kéint exekutéiert ginn. Da kënne mer déi Ausweisung verweigeren. Nach gesäit een, datt och d'Alternativstrof, déi deen Ablack virgesinn ass, meeschtens 100 oder méi Jore Prisong bedeiten, wat och drop hiweist, datt mer et do mat engem Rechtssystem ze dinn hunn, mat deem mir op jidde Fall ganz vill Schwieregkeeten hunn.

Och wat de Secret bancaire ugeet, ass et kloer, datt dee bien entendu och bei ons net spillt wann et eng Affaire criminelle ass, iwwert déi enquêtéiert gëtt; dat huet och seng Berechtegung. Mä et gesäit een awer och, op Basis vun deene rezenten Dispositiounen, déi mer hunn, datt d'Amerikaner och kënnen elo schonn all Informatioune kréien, wéi iwwer all Virement, deen hei am Land erfollegt. Dat si Saachen, déi Realitéite sinn.

Dann ass et dee ganze Problem vun der Protection des données nominatives. D'Bréifgeheimnis, d'Telefonsgeheimnis, alleguerten déi Prinzipien, déi bei ons an der Verfassung stinn, kënne ganz einfach vun engem Riichter an Amerika iwwer Bord gehäit ginn. An do hu mer keng Garantien driwwer, datt iergendwéi do kann engem Mëssbrauch entgéintgewierkt ginn.

Dat waren e puer vun deene Bemierkungen, déi ech wollt maachen, an et gesäit een och un de rezenten Debatten iwwer wat fir Donnéeën iwwer Flugpassagéier kënnen échangéiert ginn, datt et och do ganz staark Diskussioune gëtt. Vun deem Accord, dee bis elo getraff ginn ass, weess kee genau wat bis elo zréckbehale ginn ass. Ech wier frou, wann d'Regierung ons kéint do e puer Informatioune ginn, wéiwäit mer do sinn.

Mir gesinn, datt ëmmer méi Informatioune Richtung Amerika ginn an datt keng Kontrollméiglechkeete bestinn iwwert dat, woufir déi Donnéeë gebraucht ginn, iwwert déi Méiglechkeeten an déi Abusen, déi kënnen doduerjer entstoen. Aus all deene Grënn kënne mir also dëse Konventiounen net zoustëmmen.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Henckes. D'Wuert huet nach den zoustännege Minister, den Här Luc Frieden. Här Frieden, wann ech gelift!

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice.*- Här President, ech géif fir d'éischt wëllen och am Numm vun der Regierung dem honorabelen Här Santer Merci soe fir säi Rapport an enger technesch schwiereger Matière. Ech géif versichen op eng Rei vun deene Froen anzegoen.

Ech hunn deen Accord do am Joer 2003 am Europäesche Conseil mat suivéiert, de bilateralen Accord 2005 ënner Lëtzebuerger Presidentschaft vun der Europäescher Unioun zu Washington ënnerschriwwen. Ech sinn net sécher, ob ech hei all déi technesch Froe vun der Madame Flesch ka beäntwerten. Ech hat gemengt, déi wären all an der Commission juridique scho beäntwert ginn.

(Brouhaha et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Madame Flesch!

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice.*- Ech géif op e puer Punkte wëllen agoen.

Zum éischten ännert dësen Accord näischt un dem Inhalt vun den Informatiounen, déi opgrond vun engem Rechtshilfeersuchen - well doréms geet et - mat Amerika ausgetosch ginn. Ech si generell der Meenung, datt am Kader vun der Coopération judiciaire internationale esou Accordë wéi dës wichteg sinn, datt déi besonnesch wichteg sinn och mat engem Land wéi Amerika, mat deem mer aus ville gudde Grënn gutt Relatiounen hunn. Dat sinn historesch Grënn. Dat si wirtschaftlech Grënn.

Ech verstinn, datt verschidde Leit hei hiren Antiamerikanismus ëmmer erëm mussen op d'Tribün bréngen.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Dat do ass bëlleg!

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice.*- Ech sinn der Meenung, datt en Accord d'entraide judiciaire mat Amerika gutt a richteg ass. Mir hunn en Accord d'entraide judiciaire vun 1997, mengen ech, deen hu mer hei duerch en europäeschen Accord op enger Rei vun technesche Punkte preziséiert. Deen Accord ännert näischt iwwert d'Zort vun den Informatiounen, déi mer den Amerikaner ginn. Déi sinn also déi nämlecht wéi déi, déi an deem Accord vun den 90er Jore festgehale gi sinn.

Et ass richteg, datt hei eng Rei nei Instrumenter derbäikommen, déi och virgesi sinn an engem Protokoll, dee mer op europäeschem Plang am Kader vun den Entraides judiciaires ugeholl hunn. Ech kann der Madame Flesch soen, datt mer dee Protokoll nach mussen zu Lëtzebuerg ëmsetzen. Dee betrëfft notamment Perquisitiounen opgrond vun enger internationaler Commission rogatoire. Et ass eng schwiereg Saach fir deen ëmzesetzen; dorunner schaffe mer.

Wat den Dateschutz ubelaangt, esou ass dat eng wichteg Suerg vun de Ministeren am Conseil, dat ass eng Suerg net nëmmen am Europaparlament. Duerfir soen ech lech, datt mer am Conseil viru kuerzem och en Text ugeholl hu vun enger europäescher Décision-cadre iwwert d'Protection des données am Kontext vun de pénalen oder generelle judiciairen a policiairen Donnéeën; deen applizéiert sech selbstverständlech och an dësem Kontext.

Schliesslech wat de PNR ubelaangt, esou ass dat en Accord, deen d'Europäesch Unioun négociéiert huet. Elo gëtt en neien Accord mat Amerika négociéiert, well deen éischte war nëmme provisoresch. Ech géif mengen, datt deen net wäit ewech vun deem éischte wär, deen négociéiert gi war. Ech hunn dozou schonn eng Kéier hei an der Chamber Stellung geholl.

Ech sinn der Meenung, datt d'Présidence, déi zesumme mat der Kommissioun déi Négociatioune féiert, sech wäert un deem alen Accord inspiréieren an datt deen och wäert d'Zoustëmmung vun der Lëtzebuerger Regierung fannen. Deen ass fir de Moment nach net am Conseil am Detail diskutéiert ginn, mä meng Informatioune sinn, datt dee ganz no wäert bei deem Accord leien, dee scho gemaach ginn ass.

Méi retizent si mer fir d'Aféierung vun engem PNR-System an der Europäescher Unioun. Dat betrëfft net d'EU-Bierger mä déi, déi an d'Europäesch Unioun erakommen. Ech muss allerdéngs feststellen, datt eng Rei vun eisen Nopeschlänner extrem dorobber drängen. Mä déi Debatt huet am Conseil nach net stattfonnt. Ech géif le moment venu d'Chamber och doriwwer informéieren.

Mä nach eng Kéier: Deen Accord, dee mer haut hei zur Diskussioun hunn, ass een, deen eestëmmeg vun all de Länner vun der Europäescher Unioun ugeholl ginn ass. En ännert näischt am Inhalt zu Lëtzebuerg, e bréngt just nei technesch Méiglechkeeten, e complétéiert eise bilateralen Accord. Duerfir géif ech d'Chamber bieden, dësen Accord ze stëmmen.

Ech fannen, datt een den Accorden iwwert d'Entraide judiciaire, wou et also drëm geet, fir a strofrechtleche Prozesser engem anere Land Informatiounen ze ginn iwwert de Wee vun de juristesche Moyenen, vun de Geriichter, via de Procureur général, wou also net de Stat als Regierung intervenéiert, am Prinzip zoustëmme soll, besonnesch wann et ass mat Länner, mat deene mer enk kooperéiert hunn och an der Vergaangenheet. Duerfir géif et am Fong kee Grond ginn, dësen Accord net ze stëmmen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Den Här Mehlen wëllt nach eng Fro stellen.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Parole après ministre, ganz kuerz, Här President, zu där Remarque do vum Antiamerikanismus. Ech wëll hei ganz kloerstellen, datt eise Grupp näischt géint d'amerikanescht Vollek huet, mä eppes géint e Regime huet, deen zwar sech offiziell zu de Mënscherechter bekennt, mä duerfir awer d'Mënscherechter permanent mat Féiss treppelt.

Wéi mer alleguer wëssen, déi skandaléis Attitüd vis-à-vis vun deene Leit, déi zu Guantánamo agespaart sinn, wou souguer d'Cour suprême an den USA d'Regierung zur Uerdnung geruff huet, a wou se sech nach ëmmer net genéiert fir deem Uerdnungsruff do net nozekommen. Mir sinn e klengt Land. Selbstverständlech kënne mir deem Regime do net den Aarm béien. Mä et soll een dem «double V» weisen, datt mer mat senger Aart a Weis a mat där vu senger Regierung net d'accord sinn.

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Hären, elo ass d'Debatt definitiv ofgeschloss. Mir kommen zum Vote vum Text, deen am Document parlementaire 5717[2] drasteet.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5717 ass ugeholl mat 55 Jo-Stëmmen, bei 4 Nee-Stëmmen a kenger Abstentioun.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. John Castegnaro), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), M. Emile Calmes (par M. Henri Grethen), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Charles Goerens), Alexandre Krieps (par M. Claude Meisch), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp (par M. Gast Gibéryen) et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, leschte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut ass de Projet de loi 5708, eng Fiskal-Direktiv. D'Wuert huet de Rapporteur, den honorabelen Här Mosar.

6. 5708 - Projet de loi portant

- transposition de la directive 2005/19/CE modifiant la directive 90/434/CEE concernant le régime fiscal commun applicable aux fusions, scissions, apports d'actifs et échanges d'actions intéressant des sociétés d'États membres différents;

- transposition de la directive 2006/98/CE portant adaptation de certaines directives dans le domaine de la fiscalité, en raison de l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie, dans la mesure où cette directive a trait au domaine de la fiscalité directe;

- modification de certaines autres dispositions en matière d'impôts directs

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Laurent Mosar *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi, deen ech haut hei de Plëséier hunn lech virzestellen, huet op där enger Säit als Objet zwou europäesch Direktiven an eis national Gesetzgebung ze transposéieren, op där anerer Säit awer och eng Rei Modifikatiounen an eiser Steiergesetzgebung ze verankeren, déi an direkter Relatioun mat deene virgenannten Direktive stinn.

Direkt eng Prezisioun am Ufank. Dësen neie Steierregime hätt am Prinzip misse vun dësem Joer - 2007 - ugewandt ginn, esou datt wéinst dem Retard an der Transpositioun vun europäeschen Direktiven et hei wäert zu enger partieller retroaktiver Applikatioun kommen.

Déi éischt Direktiv, déi an dësem Projet ëmgesat gëtt, gesäit d'steierlech Behandlung vun der Fusioun, der Scissioun respektiv dem Apport d'actifs tëschent Gesellschafte vir, déi a verschiddenen EU-Memberlänner hire Siège social hunn. De Projet de loi gesäit derniewent awer och vir, fir eng Rei vun neie Gesellschaften op d'Léscht vun deene sougenannte Sociétés éligibles ze setzen; an dat sinn d'Société européenne, d'Société coopérative européenne an nach verschidden hybrid Entitéiten.

Preziséiere wëll ech direkt, och wann d'Chamber dat Gesetz iwwert d'Société européenne scho gestëmmt huet, datt dës nei Form vu Société bis elo an eisem Steiergesetz net virgesinn ass.

Ze notéieren wär dann och nach, datt am Kader vun enger Fusiouns- oder Scissiounsoperatioun de Seuil, vun deem un eng Plus-value, déi op enger Participatioun realiséiert gëtt, steierlech exonéréiert gëtt, vu 25 op 10% erofgesat gëtt. D'Regierung huet hei fir eng eemoleg Baisse optéiert, well am Kontext vun de Sociétés mères-filiales deeselwechte Regime elo schonn applizéiert gëtt mat engem Taux de participatioun vun 10%.

Ech wëll dann och nach direkt preziséieren, datt duerch déi Transpositioun vun dëser Direktiv all Restrukturatioune vu Gesellschaftsgruppe kënnen duerchgezu ginn an enger steierlecher Neutralitéit, egal ënner wat fir enger Form dat geschitt: duerch Fusioun, Scissioun, Apports, Échanges d'actions oder Filialisations vun Établissements stables.

Déi zweet Direktiv, déi an dësem Projet ëmgesat gëtt, regelt u sech d'Adhésioun vu Bulgarien a Rumänien am Beräich vun der direkter an der indirekter Besteierung. Duerch dës Transpositioun wäerten dann och sécherlech déi wirtschaftlech Echangë mat dëse Länner stimuléiert ginn.

De Projet de loi gëtt souwuel vun deenen diverse Chambres professionnelles wéi vum Statsrot begréisst. Ech géif lech dann duerfir och bieden, Är Zoustëmmung zu dësem Projet de loi ze ginn, an ech ginn och mam gudde Beispill vir,...

Plusieurs voix.- Ah!

M. Laurent Mosar *(CSV), rapporteur.*- ...andeem ech lech d'Zoustëmmung vu menger Fraktioun bréngen.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech gesinn, datt all Fraktioune mam Rapport vum honorabelen Här Mosar d'accord sinn a hir Zoustëmmung signaléiert hunn. D'Regierung ass frou wa mer de Projet stëmmen an duerfir, Dir Dammen an Dir Hären, komme mer dann elo zum Vote iwwert de virleiende Gesetzesprojet 5708.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5708 ass eestëmmeg ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Romain Schneider), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. John Castegnaro), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roland Schreiner);

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), M. Emile Calmes (par Mme Colette Flesch), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Claude Meisch), Alexandre Krieps (par M. Charles Goerens), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn um Enn vun eisen Aarbechten. D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 17.46 heures)

Chambre des Députés
LUXEMBOURG
Chamber TV
och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

Jeudi, 6 décembre 2007

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Jos Scheuer, Vice-Président

Sommaire

1. Hommage à la mémoire de M. Jean Dupong, député honoraire

- *M. Lucien Weiler, Président de la Chambre des Députés*

2. Dépôt d'une proposition visant à réformer le Règlement de la Chambre des Députés

- *M. Aly Jaerling*

3. Motion de M. Aly Jaerling relative à l'organisation d'un débat de consultation au sujet de la séparation de l'Église et de l'État et du financement des communautés religieuses

- *Vote reporté pour des raisons d'ordre technique*

4. 5559 - Projet de loi portant

1) transposition de la directive 2002/15/CEE du Parlement européen et du Conseil du 12 mars 2002 relatif à l'aménagement du temps de travail des personnes exécutant des activités mobiles de transport routier;

2) modification du Code du travail

- *Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi: M. Marc Spautz*
- *Discussion générale: M. Alexandre Krieps, M. Romain Schneider, Mme Viviane Loschetter, M. Aly Jaerling, M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

5. Motion de M. Aly Jaerling relative à l'organisation d'un débat de consultation au sujet de la séparation de l'Église et de l'État et du financement des communautés religieuses

- *Vote (motion rejetée)*

6. 5240 - Projet de loi portant approbation des conventions de la Conférence Internationale du Travail Nos 115, 119, 120, 127, 129, 136, 139, 148, 149, 161, 162, 167, 170, 171, 174, 176, 183 et 184 et des protocoles relatifs aux conventions Nos 81 et 155

- *Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi: M. Marcel Glesener*
- *Discussion générale: M. Alexandre Krieps, M. John Castegnaro, Mme Viviane Loschetter, M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

7. 5242 - Projet de loi portant création d'un Comité permanent du travail et de l'emploi et d'une instance de conciliation individuelle et portant ajout d'un titre V au Livre VI du Code du travail

- *Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi: M. Marcel Glesener*
- *Discussion générale: M. Alexandre Krieps, M. John Castegnaro, Mme Viviane Loschetter, M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

8. Question avec débat N°28 de M. Aly Jaerling relative à un accord concernant le financement des communautés religieuses (art. 89 du Règlement)

- *M. Aly Jaerling, M. Marcel Glesener, M. François Biltgen, Ministre des Cultes, M. Lucien Weiler, Président*

9. Désignation d'un président et de quatre membres du Centre pour l'égalité de traitement

- *Vote (désignation d'un président et de trois membres; la procédure en vue de la désignation d'un quatrième membre sera relancée le 11 décembre).*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. François Biltgen, Ministre; Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 14.30 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

1. Hommage à la mémoire de M. Jean Dupong, député honoraire

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hunn déi traureg Flicht Iech matzedeelen, dass den Här Jean Dupong, deen dem Land ganzer 40 Joer laang gedéngt huet, eis haut de Moien no laanger Krankheet am Alter vu 85 Joer fir ëmmer verlooss huet. Obwuel dës Noriicht net onverhofft koum, fille mer eis dach all déif betraff.

Geprägt a geleet a sengem öffentleche Liewe gouf de Jean Dupong duerch seng Erfahrungen, déi hien am Krich als jonke Mënsch mat senger Famill am Exil gemach huet an déi him héich militäresch Éieren abruecht hunn. Als forméierte Jurist a Jong vum laangjährege Statsminister Pierre Dupong konnt hir säi Wëssen iwwert déi politesch Strukture vum Land an den Déngscht vun der Allgemengheet setzen, an dat am Kader vu verschiddenen Institutiounen.

1954 huet fir de Jean Dupong an de Reie vun der CSV eng vill verspriechend politesch Carrière um Krautmaart ugefaangen, déi bis 1979 d'Vertraue vum Bierger krut. Esou gouf hien 1967 Minister, eng Funktioun, déi hie bis 1974 ausgeübt huet, mat Ressortë wéi ënner anerem d'Justiz, d'Erzéiung, d'Famill an d'Jugend, d'Aarbecht an déi sozial Sécherheet.

Et ware virun allem d'Ressortë vun der Aarbecht a vun der sozialer Sécherheet, déi him um Häerz louchen. Säi soziaalt Engagement, säin Asaz fir d'Besserstellung vun deene Mënschen, deenen et manner gutt goung, haten am Jean Dupong sengem Liewen eng wichteg Plaz, an dat souwuel innerhalb wéi ausserhalb vu senge politesche Mandater.

E Véirelsjorhonnert Politik vum Jean Dupong huet d'Land geprägt. Et war eng Politik vum Courage, vun Iwwerzeegungen, déi zu hirer Zäit oft als gewot duergestallt goufen, déi hien awer mat enger aussergewéinlecher Wëllenskraaft duerchgesat huet. Schliesslech war de Jean Dupong 15 Joer laang Member vum Statsrot, eng Institutioun, déi hie vun 1991 bis 1994 presidéiert huet, éier e sech aus dem öffentleche Liewen zréckgezunn huet.

Mam Jean Dupong verléisst eis eng staark Perséinlechkeet, ee vun eise grousse Politiker vun der Nokrichszäit. Senger Famill an all deene Mënschen, déi him nostoungen, gëllt haut eist häerzlechst Bäileed mat der Versécherung, dass mir de Verstuerwenen an allerbeschter Erënnerung wäerte behalen.

Ech géif Iech bieden ee Moment opzestoen, fir dem Jean Dupong senger ze gedenken.

(Respect d'une minute de silence)

Ech soen Iech Merci.

2. Dépôt d'une proposition visant à réformer le Règlement de la Chambre des Députés

Dir Dammen an Dir Hären, mir ginn dann iwwer zu eisem normalen Ordre du jour. Mir hunn haut de Moien an der Presidentekonferenz décidéiert, dass mer d'Propositiounen, déi am Laf vun der Woch vum honorabelen Här Jaerling eragereecht goufen, géifen haut de Mëtteg vidéieren. Fir d'éischt geet et ëm déi Propositioun fir d'Reglement vun der Chamber ze reforméieren an notamment den Artikel 89 vum Chamberreglement ofzeschafen.

Dës Propositioun dréit nëmmen eng Ënnerschrëft. Ass nach ee bereet, déi ze ënnerstëtzen?

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- D'Ënnerschrëft gëtt dësem d'Stabilitéit. Dat eent huet näischt mat deem aneren ze dinn.

M. le Président.- Jo. Dann ass se recevabel. Dee Moment verweise mer se un déi zoustänneg Reglementskommissioun fir nom Bien-fondé vun där Propositioun ze kucken.

3. Motion de M. Aly Jaerling relative à l'organisation d'un débat de consultation au sujet de la séparation de l'Église et de l'État et du financement des communautés religieuses

Dann hu mer d'Motioun, déi den Här Jaerling abruecht huet, wou d'Regierung opgefuerdert gëtt, een Débat de consultation ze organiséieren, fir déi effektiv Stellung vun de Fraktiounen am Kontext vun der Trennung vu Kierch a Stat ze ergrënnen.

Motion

D'Volleksvertriederkummer,

- nodeem datt d'Regierung opgrond vun der Motioun vum 18. am Broochmount 1998 mat enger weiderer religiéiser Communautéit eng Konventioun wëllt ofschléissen a staatlech Ënnerstëtzung zougestoen;

- datt awer de 6. am Mee 2004 net all Fraktioun an der Chamber hir Zoustëmmung zu finanzielle Bäihëllefe fir zwou zousätzlech religiéis Communautéite ginn huet, an och eng gréisser Diskussioun sech an der Ëffentlechkeet breetmécht;

- datt deemno elo de Moment opportun schéngt, fir eng Diskussioun iwwer eng Trennung vu Kierch a Stat an d'Finanzéierung vun de religiéise Communautéiten anzeleeden;

fuerdert d'Regierung op

- opgrond vum Artikel 90 vum Chamberreglement en Débat de consultation ze organiséieren, fir déi effektiv Stellung vun de Chambersfraktiounen am Kontext vun der Trennung vu Kierch a Stat ze ergrënnen;

- bis dohinner e Moratoire auszesprieche fir weider staatlech Ënnerstëtzung fir Religiounsgemeinschaften zouzegestoen.

(s.) Aly Jaerling, François Bausch, Jean Huss, Henri Kox, Viviane Loschetter.

Déi Motioun dréit fënnef Ënnerschrëften, ass domat recevabel a mir stëmmen driwwer of.

Ass de Vote électronique verlaangt?

(Assentiment)

Da stëmme mer driwwer of.

Vote

(Interruptions)

Et schéngen effektiv de Moment technesch Problemer ze si fir dëse Vote virzehuelen. Duerfir maache mer dat méi spéit.

Mir kommen dann zum éischte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtteg, d'Direktiv iwwert d'Aarbechtszäit am Transportwiesen. D'Wuert huet de Rapporteur, den honorabelen Här Marc Spautz.

4. 5559 - Projet de loi portant

1. transposition de la directive 2002/15/CEE du Parlement européen et du Conseil du 12 mars 2002 relatif à l'aménagement du temps de travail des personnes exécutant des activités mobiles de transport routier;

2. modification du Code du Travail

Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi

M. Marc Spautz *(CSV), rapporteur.*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet de loi, dee mir haut hei hunn, betrëfft d'Aarbechtszäiten am Transportsecteur. Et herrscht elo Urgence fir déi betreffend Ëmsetzung vun der Direktiv, well Lëtzebuerg ass do schonns méi wéi iwwerfälleg.

De virleiende Projet de loi ass den 23. Mäerz 2006 vum Aarbechtsminister déposéiert ginn. Hei zu Lëtzebuerg läit d'Kompetenz vun der Ëmsetzung vun dëser Direktiv beim Aarbechtsminister. Op europäeschem Plang waren et awer d'Transportministeren, déi deen Accord fonnt hunn.

D'Beruffschambere vum Salariat hunn hiren Avis de 25. Abrëll 2006 respektiv de 26. Mee 2006 eragereecht. Déi vun der Patronatssäit sinn den 8. August respektiv den 19. September 2006 erakomm. Dem Statsrot säin éischten Avis louch den 28. November 2006 an den Avis complémentaire den 8. Mee 2007 vir. D'Chamberskommissioun huet de 27. September 2006 hir Aarbechten entaméiert mat der Consultatioun vun deenen eenzelnen Avisen an der Feinanalys vum Projet.

Beim virleiende Projet koum et ëfters zu Interpretatiounsschwieregkeeten, wat och dozou gefouert huet, dass d'Regierung nach eng zousätzlech Interpretatioun bei der EU-Kommissioun ugefrot huet, déi eis den 11. Oktober 2007 zougestallt gouf. De schrëftleche Rapport gouf an der Sitzung vum 20. November majoritär an der Aarbechts- a Beschäftegungskommissioun ugeholl.

Här President, bei dësem Projet de loi geet et konkret ëm d'Ëmsetzung vun der Direktiv 2002/15 betreffend den Aménagement vun den Aarbechtszäiten am Transportsecteur. Et muss ee wëssen, dass schonns de 15. Mäerz 2006 en europäescht Reglement, nämlech d'Reglement 561/2006, a Kraaft getrueden ass, wat en anert Reglement vun 1982, also schonn en eelert Stéck, ersat huet, wou et sech ëm eng Harmoniséierung vu verschiddenen Dispositiounen am Stroossentransport gedréit huet. Dëst Reglement regelt d'Aarbechts- an d'Lenkzäite vum Stroossentransport.

Am Transportsecteur muss een en Ënnerscheed téschent der Fuer- an der Aarbechtszäit maachen. Dësen Ënnerscheed féiert oft zu schwieregen Diskussiounen, well net jiddfereen den Ënnerscheed téschent Fuer- an Aarbechtszäite kennt.

D'Aarbechtszäit ass déi Zäit, wou de Chauffer dem Patron zur Verfügung steet, de Chargement, den Déchargement, d'Preparatioun an esou weider. D'Fuerzäit ass just déi Zäit, wou de Chauffer effektiv och hannert dem Steier sëtzt a fiert.

D'Direktiv vun 2002 reglementéiert dann elo all déi Punkten, déi nach net duerch d'Reglement 561/2006 ofgedeckt ginn. Sécherlech wär et méi einfach an och méi logesch gewiescht, wann d'Direktiv vun 2002 scho ratifizéiert gewiescht wär, éier d'Reglement a Kraaft trëtt.

An deem ganze Kontext däerf een och awer d'Direktiv 2003/88 betreffend d'allgemeng Aarbechtszäiten net vergiessen. Dës Direktiv gouf duerch d'Gesetz vum 19. Mee 2006 hei zu Lëtzebuerg ëmgesat a gëllt als déi allgemeng gülteg Aarbechtszäitdirektiv, woubäi d'Direktiv 2002/15, déi mir haut sollen ëmsetzen, d'Aarbechtszäiten an engem spezifesche Secteur, nämlech dem Stroossentransport ofdeckt.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, dëse Projet behandelt d'Definitioun vun der Aarbechtszäit am Allgemengen, vum Zäitpunkt wou d'Aarbecht ufänkt bis dee Moment wou d'Aarbecht niddergeluecht gëtt. Dat beinhalt déi reng Fuerzäit wéi och de Chargement, den Déchargement, d'Botzen an den Ënnerhalt vum Camion oder dem Bus. Den Temps de disponibilité zielt als déi Zäit wou de Chauffer net beim Gefier muss sinn, awer wou hien à tout moment muss zur Verfügung stoen, beispillsweis wann de Chauffer op der Douane waarde muss.

Wichteg ass awer hei och ervirzehiewen, dass déi maximal Zäit laut Reglement 16 Stonne bedréit, awer d'Sozialpartner hunn d'Méiglechkeet, do aner Zäiten am Kollektivvertrag ze definéieren. Fir de Moment ass dat hei zu Lëtzebuerg 14 Stonnen.

Dann definéiert de Projet d'Moyenne vun der wöchentlecher Aarbechtszäit vun 48 Stonnen innerhalb der Referenzperiod vun engem Mount. Och do hunn d'Sozialpartner d'Méiglechkeet, nach aner Zäite festzehalen, an dëst iwwert de Kollektivvertrag respektiv den Accord interprofessionnel.

Och de Punkt vun der Nuetsaarbecht gëtt an dësem Projet definéiert, an zwar als Nuetsaarbecht gëllt d'Zäit tëschent null a fënnef Auer. D'Definitioun vun der Nuetsaarbecht däerf een awer net verwiessele mat den Nuetszouschléi, déi laut Kollektivvertrag vun 22 Auer bis sechs Auer moies geschëlt sinn. Wann d'Nuetsaarbecht tëschent null a fënnef stattfënnt, da kéint déi maximal Aarbechtszäit an deem Dag an där Period vu 24 Stonnen héchstens zéng Stonne sinn.

Dat waren elo d'Haaptpunkte vum Projet. Wann een net andauernd mat där Matière ze dinn huet, ass et relativ schwiereg, sech doran erëmzefannen.

Den Avis vun der Privatbeamtechamber war kritesch. D'Aarbechterkummer an d'Handwierkerkummer ware ganz positiv a si hunn hir global Zoustëmmung zum Projet ginn. D'Chambre de Commerce huet de Projet carrément ofgelehnt, well dat d'Konkurrenzfäegkeet vum Lëtzebuerger Transportsecteur a Fro stelle kéint.

De Statsrot huet a sengem éischten Avis eng aner Numérotatioun vum Code du Travail gefuerdert an och nach op aner stilistesch Punkten opmierksam gemaach. D'Chamberskommissioun huet deene Remarquë vum Statsrot majoritairement Rechnung gedroen.

A sengem zweeten Avis vum 8. Mee 2007 huet de Statsrot seng Opposition formelle ugekënnegt am Fall wou keng aner Numérotatioun vun der Direktiv géif gemaach ginn. An eiser Sitzung vum 15. Oktober 2007 hu mir der Remarque vum Statsrot Rechnung gedroen. An der Kommissioun hu mir eis et wierklech net einfach gemaach a vill - jo, ganz vill - iwwert d'Kritike vun deenen eenzelne Säiten nogeduecht, driwwer diskutéiert an zousätzlech Meenungen ugefrot, wéi ënner anerem déi vun der EU-Kommissioun, well et och do zu ënnerschiddlechen Interpretatioune vun de Sozialpartner an och vun eiser Kommissioun komm ass.

Den Haaptkritikpunkt war eemol méi d'Affirmatioun - d'Madame Flesch kënnt ëmmer mat deem Saz -: «transposer la directive, toute la directive et rien que la directive».

Deen éischten Haaptdiskussiounspunkt war an deem Zesummenhang déi wöchentlech Aarbechtszäit. Wat déi wöchentlech Aarbechtszäit ugeet, gesäit d'Direktiv eng Moyenne vun 48 Stonne vir. Déi wöchentlech Aarbechtszäit ka laut Direktiv awer op bis zu 60 Stonne goen, wann d'Moyenne vun 48 Stonnen an enger Referenzperiod vu véier Méint erhale bleift. Am Gesetzesprojet steet elo, dass et 48 Stonnen an der Moyenne sinn, an dat bei enger Referenzperiod vun engem Mount.

Där Optioun entspriechend gesäit eise Projet awer weider vir, dass den Aarbechtsminister eng Autorisatioun gi ka fir eng Referenzperiod vu véier Méint, an dat am Respekt vun der Prozedur wéi se am Droit commun applicabel ass. D'Sozialpartner kënnen hirersäits nach méi wäit goen andeems se eng Referenzperiod vu bis zu sechs Méint aushandelen.

Deen zweete Sträitpunkt war d'Definitioun vun der Nuetsaarbecht. D'Direktiv gesäit vir, dass d'Nuetsaarbecht muss eng Period vu minimum véier Stonnen tëschent null a siwen Auer hunn. Wa mir also zur Nuetsaarbecht alles zielen, wat tëschent null a fënnef Auer geleeschten Aarbecht ass, leie mer voll a ganz an der Ëmsetzung vun der Direktiv, an dat ass och esou vun der Europäescher Kommissioun akzeptéiert ginn. Ech wëll awer hei ënnersträichen, dass d'Sozialpartner aner Aarbechtszäiten iwwert de Verhandlungswee kënnen ofmaachen, déi awer ëmmer nach an de Limitë vun der Direktiv musse sinn.

Dee leschte Sträitpunkt war dee vum Chauffeur indépendant. Laut Direktiv mussen no 2009 och dës Chaufferen ënnert hir Applikatioun falen. Dat läit awer net an der Kompetenz vum Aarbechtsministère, well do ass et d'Zouständegkeet vum Transportministère, esou dass den Transportminister en deementspriechende Projet de loi op de Wee bréngе muss, fir dass mir och nom 31.12.2008 konform zur Direktiv sinn.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll och nach drop hiweisen, dass dëst Gesetz nëmme gëllt fir Camionen a Busser mat méi wéi 3,5 Tonne respektiv méi wéi néng Persounen. Ënnert d'Applikatioun vun dësem Gesetz fale just Betriber, déi sech mam Persounen- a Wuerentransport beschäftegen an och do eng deementspriechend Autorisatioun hunn. All aner Transporter falen ënnert déi allgemeng Aarbechtszäitdispositioune vum Code du Travail.

Här President, ech wëll och vun dëser Plaz aus alle Kolleeginnen a Kolleege vun der Beschäftegungskommissioun Merci soe fir déi kritesch awer konstruktiv Zesummenaarbecht; un d'Sekretariat vun der Kommissioun an déi zouständeg Beamten am Aarbechtsministère och Merci fir hiren Asaz an hir Ënnerstëtzung.

Ech wier frou, wann dëse Projet eng grouss Zoustëmmung hei an der Chamber fanne géif, an ech ginn och den Accord vun der CSV-Fraktioun.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Spautz. Deen éischte Riedner fir d'DP-Fraktioun ass den honorabelen Här Krieps. Här Krieps, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Alexandre Krieps *(DP)*.- Bonjour, Här President.

M. le Président.- Bonjour.

M. Alexandre Krieps *(DP)*.- Dir Dammen an Dir Hären, ech soe fir d'éischt emol mengem Kolleeg, dem honorabelen Här Marc Spautz, Merci fir säin extensive schrëftleche Bericht, dee ganz interessant war, an effektiv och alle Kolleegen an dem Minister an der Chamberskommissioun, wou interessant diskutéiert ginn ass.

Ech kommen hei ganz kuerz zréck op e ganz interessante Procès-verbal vun der Kommissioun vum 27. September 2006, wou deemools de Minister Biltgen dat Gesetz, nodeem dass et déposéiert war, kommentéiert an d'Buten definéiert huet.

Éischtens huet hien ons deemools gesot - ech war wuel nach net derbäi -, dat Gesetz, villméi déi Direktiv wier ausgeaarbecht ginn duerch de Conseil européen des Ministres du Transport. Ausser an där Réunioun war ech an all deene subsequenten. Leider hunn ech ni e Vertrieder vum Transportministère an där Kommissioun gesinn an de Minister scho guer net. Ech mengen, zumools wou an deem Chamberbericht vun deemools, an deem Procès-verbal stoung, dass d'Transportministere gewéinlech eng méi liberal Approche hätten, do zweifelen ech och dorunner, Här Minister, dass Äre Kolleege Lux méi liberal wär.

Ofgesinn dovunner war och Rieds vun Arbitragen tëschent dem Ministère du Travail an dem Ministère des Transports - loosse mer dat dohinnergesat sinn. Wat och interessant ass - wéi gesot, de Minister vum Transport war ni an der Kommissioun -, dat war d'Elaboratioun. Den Här Biltgen hat deemools gesot an där Kommissioun, dass mer géifen d'Transposition littérale ustriewen. De Marc Spautz huet scho gesot, dass déi Transposition littérale net esou gutt gerode wär. An et wär och eng gewësse Marge de manœuvre fir d'États membres. Déi ass wuel profitéiert ginn, awer a mengen Aen zimlech eesäiteg aux dépens vum Patronat - ech wäert mech herno nach doriwwer erklären. An déi Marge de manœuvre résiduelle wär an deem Gesetzestext fir eben dem Secteur des transports eng Situation concurrentielle ze erhalen.

De Marc Spautz huet mat Recht gesot: Mir si ganz en retard mat der Transpositioun vun dëser Direktiv. D'Objektiver huet hien opgezielt. Dat hei ass am Fong e Complément zu den Direktiven iwwert den Temps de conduite an de repos vun de Conducteuren a sollt assuréieren: d'Sécuritéit vum Transport par route, d'Santé an d'Sécuritéit vun de Persounen, déi dodra beschäftegt sinn. An do stoung e Saz: «rapprocher davantage les conditions de concurrence». Déi Meenung deele mir als Demokratesch Partei net esou. De Marc Spautz huet gesot, et appliquéiert sech op d'Gefierer iwwert 3,5 Tonnen a schreift eben d'maximal Zäite vir, d'Aarbechtszäiten, d'Pausen.

Da war do nach d'Definitioun vum Bloc vun der Aarbechtszäit während der Nuecht. D'Direktiv huet effektiv do eng Latitude gelooss gehat vun null bis siwen Auer moies. Onse Ministère huet menger Usiicht no mat Recht dat limitéiert vun null bis fënnef Auer. Et koum ee Moment d'Diskussioun op, ob een an där Zäit vun null bis fënnef, mä haaptsächlech an där Zäit wéi d'Direktiv et virgesäit, null bis siwen, ee gewësse Bloc vun Aarbecht leeschte misst. Mir hunn dee Bloc vun der geleeschtener Aarbecht am Fong ewechgelooss, dat heescht, deen, deen zéng Minutte viru fënnef ufänkt, fält ënnert déi Direktiv.

Am Ufank ass an der Kommissioun och diskutéiert ginn...

(Interruption)

Jo, an der Rei, Dir sot ons dat jo herno.

Neen, ech kann Iech soen, wat och diskutéiert ginn ass, dat war, mir hunn hei am Fong keng Incidence financière vun deem Gesetz. Wann elo e Busentrepreneur hei muss méi Geld op den Dësch leeën, da geséich ech gären, wien dat bezilt. Gëtt dat an d'Billjeeë répercutéiert, an de Reespräis oder esou? Dat wären och interessant Saachen. Oder muss de Steierzueler do erëm de Kapp hinhalen? Dat wären also eng Rei Saachen, déi ons interesséiere géifen.

Et ass och hei geschwat gi vun Indépendanten, déi eréischt 2009 géifen a Betracht gezu ginn. De Statsrot huet sech och iwwert dee Retard vun den Indépendanten opgereegt, mä ech mengen, ech weess wuel, dass de Statsrot schonn op enger Einheitsbrei-Schinn ass, well dat kann ee jo net anescht soen. Den Indépendant, dee kënnt och heem, dee sëtzt och owes an der Kichen nach seng Konten ze schreiwen. Duerfir gëtt hien héchstwahrscheinlech net esou bezuelt wéi anerer.

Mä dat gesot géif ech mengen, dass mir an der Kommissioun och diskutéiert hunn iwwert d'Possibilitéit fir de Minister, fir déi Période de référence vu véier Wochen ze hiewen op méi laang, an et ass jo am Gesetz och eng Dispositioun virgesinn, déi Ausnahmeregelunge virgesäit. Dat ass jo am Gesetz geschriwwen, esou dass et legal ass. Ech fanne wuel awer, dass d'Gesetz hätt misse méi prezis iwwert d'Periode sinn.

Dat heescht, et geet net, dass mer an d'Gesetz schreiwen, véier Wochen, an dann eng Derogatioun am Gesetz virgesinn, déi da ganz elastesch gëtt. Ech hätt léiwer gehat, dass dra gewiescht wär vun de véier Méint, wéi dat an der Direktiv och virgesi war. Ech versti wuel dem Minister an och verschiddene Salariatsvertrieder hir Angscht, dass dat vläicht en Impakt gehat hätt op déi Négociation-salarialen oder Contrats collectifs, déi an deem Secteur momentan lafen, mä ech mengen, dat wär nach en Argument gewiescht, fir eben d'Direktiv voll ze iwwerhuelen.

Eng aner Saach, déi kritiséiert ginn ass, dat war deen Distinguo tëschent Entreprises de transport pour compte propre a pour compte d'un tiers. Ech hoffen net, dass duerch déi heiten Direktiv, well de Compte propre jo e bëssen hei geschount gëtt, op eemol lauter Camionen duerch d'Land fueren, déi entweder esou e Villchen drop hunn oder eng pikesch Planz - mir kenne se jo -, an dass déi sech da multiplizéieren an doduerch am Fong en Insourcing kënnt an net en Outsourcing. Also denke mer un den Insourcing. Ech wär och frou ze wëssen, ënner wat de Leasing vun de Camionen, dee jo ëmmer méi virkënnt, fält, zumools wann d'Firme sech am Grenzgebitt nidder wäerte loossen.

Aner Saachen, déi ons am Fong net gefall hunn, dat ass eben - ech widderhuelen dat nach eng Kéier - déi Affär vun der Begrenzung vun der Période de référence. Mir hätte se léiwer e bësse méi laang gehat, well dat hätt d'Konkurrenz trotzdeem - loosse mer soen - méi dynamesch gemaach. Ech gleewen, dass, wa mer net séier nach eng Kéier nokucken, wat dann aus deem heite Gesetz entstanen ass, Délocalisatioune riskéieren ze kommen. Well soss gesi mer da Leit, déi just vun der WSA bis op Zoufftgen mam Camion de ganzen Dag hin an hier fueren, fir net ënner ons Législatiounen ze falen. D'Kommissioun hat dat jo geschriwwen. Den Här Barrot huet sech baséiert op den Artikel 10. Onse Minister huet sech op den Artikel 4 baséiert. Hie seet ons herno e puer Wuert dovunner.

Also, wat hei sécher ufält, dat ass, dass e Bilan muss gemaach ginn no enger relativ kuerzer Zäit. Ech hunn och an der Kommissioun gesot, dass d'Demokratesch Partei ëmmer fir d'Ëmsetze vun der Direktiv gestëmmt huet, mä well déi heiten zimlech eesäiteg ëmgesat ginn ass, wäerte mir ons, wéi mer dat an der Kommissioun gemaach hunn, bei dësem Gesetzesprojet enthalen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Krieps. Fir d'sozialistesch Fraktioun huet den honorabelen Här Schneider d'Wuert gefrot. Här Schneider!

M. Romain Schneider *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech géif och un éischter Plaz hei dem Rapporteur, dem Marc Spautz, e grousse Merci soe fir säi mëndleche Rapport de Mëtteg, mä virun allem, mengen ech, fir säi schrëftleche Rapport, dee wierklech ausféierlech presentéiert gouf an deen eigentlech déi ganz Problematik erëmbréngt, déi mer an der Kommissioun diskutéiert hunn.

De Projet 5559 ass e Projet, dee mer jo ugefaangen hunn ze diskutéieren an der Kommissioun nom Dépot esou Mëtt 2006, a wou mer an enger vun deenen éischte Sitzungen - an do muss ech den Här Krieps liicht korrigéieren - och e Vertrieder vum Ministère des Transports invitéiert haten, fir eng éischte Kéier am Projet matzeschwätzen. De Minister selwer war net invitéiert an dës Kommissioun. Ech weess awer, datt bilateral Gespréicher och zwëschent dem Aarbechtsminister an dem Transportminister gelaf sinn an dësem Dossier, esou datt ech mengen, datt déi richteg Ministèren, déi souwuel op europäeschem Niveau wéi op nationalem Niveau impliziéiert sinn, an dësem Projet gehéiert goufen an och hir Meenung abruecht hunn.

Ee Projet de loi, iwwert dee mer virun allem an der Kommissioun - an et ass schonn hei Rieds gewiescht - ganz interessant Gespréicher haten, a wou mer eigentlech och ganz flott Pisten opgezeechent hunn, fir dës Direktiv an nationaalt Recht ëmzesetzen. Mir haten och ganz flott Avisë vum Statsrot. Et waren der zwee. Derniewent hate mer virun allem och Avisë souwuel vun de Salariatsgewerkschafte wéi och vun de Patronatsgewerkschaften.

Derniewent sinn och an deenen eenzelne Fraktiounen eng Rei Entrevuë gelaf, an hei virun allem och mat de Groupements vum Professionnell a vum Transport, well déi jo och - an dat ass op dëser Plaz nach net zitéiert ginn - de 16. Mee 2007 de Streik ugesot hunn, dee Gott sei Dank dank der Interventioun vun enger Rei vu Leit a virun allem och vum Minister konnt ofgewige ginn, a wou duerno eng ganz Rei flott Gespréicher ugefaang hunn, déi virun allem och derzou gefouert hunn, datt dëse Projet de loi richteg gelies gouf. Well et war virun allem an där ganzer Problematik hei am Ufank de Problem, datt d'Texter, souwuel d'Direktiv wéi och d'Ëmsetzung vun dëser Direktiv, eigentlech eng falsch Interpretatioun haten.

Dank der Aarbecht an de Kommissiounen ass dat op eng richteg Bunn komm. Mir hunn eng ganz flott Rei vu Kompromisser fonnt. Och d'Regierung huet nach eng Kéier eng Klarifikatioun säitens der Europäescher Kommissioun gefrot, wou och am Oktober d'Äntwert koum a wou eigentlech gesot gouf, datt Lëtzebuerg ganz richteg léich bei der Ëmsetzung vun dëser Direktiv. Dat virun allem op zwee Punkten: den éischten, minimal Aarbechtszäit fir d'Nuetsaarbecht;

an den zweeten, d'Referenzperiod par rapport zur Limite vun der Wochenaarbechtszäit. Dat ware jo déi Punkten, wou eigentlech eng kloer Äntwert säitens vun der Europäescher Kommissioun komm ass.

Dës Direktiv 2002/15/CE, déi wéi gesot d'Reglement 561/2006 ergänzt souzesoen, huet eng Rei vu Saachen, Aspekter, wat d'Aarbechtszäit vum Transportsecteur reglementéiert. Ech ginn net nach eng Kéier drop an, wat de Marc Spautz gemaach huet op dëser Plaz a virun allem a sengem schrëftleche Rapport. Dës Zäit kann ech Iech allegueren erspueren.

Ech géif just nach eng Kéier vläicht déi dräi Punkten erauszielen, wou virun allem d'Kommissioun och driwwer diskutéiert huet: Dat war éischtens d'Aarbechtszäit, maximum déi 16 Stonnen den Dag, dann derniewent d'Limite maximale vun de Rouzäiten an der Nuetsaarbecht. Hei sinn déi zéng Stonnen den Dag och virgesinn, wat och kloer definéiert ass.

D'Haapttheme waren och virun allem d'Périodes de référence, wou, fannen ech, eng ganz flott Léisung fonnt ginn ass, déi éischtens determinéiert ass am Projet de loi selwer, an derniewent awer och de Spillraum do ass, datt och hei de sozialen Dialog ka viru spillen, fir Léisungen um Terrain ze fannen. Derniewent, wa guer keng Méiglechkeet hei ze fannen ass, wat ech net direkt gleewen, dann huet nach ëmmer de Minister d'Méiglechkeet och hei ze intervenéieren, och dat fir d'Kompetitivitéit ze erhalen, eng Décisioun ze huelen an och hei d'Période de référence auszedehnen.

Deen anere Punkt, deen ugeschwat ginn ass, ass ganz einfach d'Definitioun vun der Période nocturne, déi mer festgeluecht hu vun null bis fënnef Auer, wat och eng Period ass, déi op alle Säiten zu engem Konsens koum a wou e Kompromiss fonnt ginn ass op alle Säiten. Net virgesi sinn an dësem Projet d'Indépendanten. Hei ass jo den Transportminister amgaangen e Projet de loi auszeschaffen, fir och dat dann definitiv ze regelen.

An dësem Projet de loi goung et virun allem drëm, d'Gesondheet an d'Sécherheet fir d'Salariéen, awer och fir all déi aner Leit, ze garantéieren. Et goung derniewent awer och drëm, fir sozialen an ekonomeschen Dumping ze verhënneren. Dat ass opgrond vun der Ëmsetzung, wéi mer se elo virleien hunn, vun dëser Direktiv an nationaalt Recht och gelongen.

Derniewent krute souwuel d'Sozialpartner och Zäit ginn, andeem mer an deem Moment ganz einfach d'Akraafttriede vun dësem Projet de loi, vun dësem Gesetz zréckversat hunn op den éischten Dag, dräi Méint no der Publikatioun am Mémorial, esou datt et och hei Zäit ass, fir sech ze adaptéieren, fir déi néideg Gespréicher nach ze féieren, déi néideg Léisungen um Terrain nach ze fannen, fir dann och e gutt Gesetz ze kréien, dat an der Praxis ka funktionéieren; wouvun ech och iwwerzeegt sinn.

Ech soen och vu menger Plaz aus all de Membere vun der Kommissioun Merci fir déi flott a fair Zesummenaarbecht, déi mer an der Kommissioun haten. Ech géif an dësem Sënn och main Accord, awer och den Accord vun eiser Fraktioun, zu dësem Projet de loi ginn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Schneider. D'Madame Loschetter schwätzt fir déi Gréng. Madame Loschetter!

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, dëse Projet de loi ass ee vun deene ville Projets de loi, déi an der Travail-et-emploi-s-Kommissioun als Ëmsetzung vun enger Direktiv diskutéiert gi sinn. Mir si vill mat Ëmsetzunge vun Direktiven an nationaalt Recht an dëser Kommissioun befaasst.

Wéi ganz vill Direktiven, ass och dëse Projet de loi - wéi ee seet - iwwerfälleg. Dat heescht, mir mussen e stëmmen, soss musse mer bezuelen. A wéi esou vill vun dësen Direktiven, an dësem Projet de loi gëllt dann och déi soi-disant Ligne de conduite vun der Regierung vun der Eent-zu-eent-Ëmsetzung. Et ass, wéi et scho gesot ginn ass, eng Direktiv, déi d'Gesetz vum Aménagement du temps de travail vum leschte Joer complétéiert, well mer deemools bewosst och d'Travailleurs mobiles routiers net mat ageschloss haten.

Dës Direktiv geet dann och op déi Spezifisitéit vun dëser ustrengender Aarbecht vum - ënner anerem - Chauffer an, à savoir seng Aarbechtszäit, seng Bereetschaftsaarbecht, d'Pausen, d'Rouzäit an, och ganz wichteg an dësem Kontext, et ass schonn ugeklongen, d'Period, déi als Nuetsaarbecht verrechent gëtt.

Concernéiert sinn hei nëmmen an ausschliesslech déi Salariéen, déi als Travailleurs mobiles definéiert sinn an déi och eben an enger Entreprise schaffen, sief et - an dat huet de Rapporteur gutt erkläert -, well se Wueren oder Mënschen transportéieren. An d'Indépendantë sinn aus dëser Regelung ausgeschloss.

Betreffend d'Indépendanten huet dës Dispositioun, mat anere Facteuren, vill fir Diskussioun gesuergt an der zoustänneger Kommissioun, mä och an der Ëffentlechkeet an deem concernéierte Beruffsmilieu. Soubal eng Direktiv den États membres eng gewëssen Handlungsfläch léisst, gëtt et natierlech och schwéier - ech kommen nach drop zréck -, se dann eent zu eent ëmzesetzen.

Am Prinzip ass déi gréng Fraktioun jo och der Meenung, datt eng Eent-zu-eent-Ëmsetzung vun Direktiven - ech maachen e jeu de mot - eng gewësse Richtlinn dann och ugëtt, mä oft si mir awer der Meenung, datt et dëser Regierung gutt zu Gesiicht géif stoen, wa verschidden Direktiven esou géifen adaptéiert ginn, fir datt dës Gesetzer an der Organisatioun vun onsem Land dann och kéinten eng Plus-value bréngen. Ech denken do virun allem un Direktive mat gesellschaftlechen oder och ëmweltpoliteschen Themen.

Dat setzt natierlech och eng politesch Determinatioun viraus, fir verschidde Politike weiderzedreiwen an iwwert déi Eent-zu-eent-Ëmsetzung erauszegoen, erauszekucken an innovativ virzegoen. Hei awer krute mer et e bëssen anescht, hei awer huet dës Direktiv u sech schonn den États membres eng gewësse Fräiheet gelooss, wat d'Regierung och eigentlech opgefuerdert huet an d'Membere vun der Kommissioun dann eben och, d'Direktiv op d'Gegebenheete vum Land ze adaptéieren. Mir denken, datt dëst och am grousse Ganze geschitt ass.

Ieweschte Prinzip ass d'Sécherheet op der Aarbechtsplaz an an der Ausübung vun der Aarbecht vun de Salariéen. Dëst ass och richteg, well mer allegueren wëssen, wéi vill grad an dësem Secteur d'Aarbechtskonditioune strapazéiert ginn. Duerfir bedauere mir et och, datt mer et trotzdeem awer net fäerdeg bruecht hunn, oder datt d'Regierung sech awer trotzdeem net esou ofgestëmmt huet, datt mer och fir d'Indépendanten haut entweder eng Direktiv hunn, dat heescht, datt dat mat hei erafléisst, respektiv datt mer zwee Gesetzer zu deemselwechten Thema hei hätte kënnen ofstëmmen.

An, Här President, ech muss och soen, et fänkt un oniwwersiichtlech ze ginn, wien ënner wéi eng Direktiv respektiv wéi ee Gesetz fält. Wär et net un der Zäit, a Saachen Aménagement du temps de travail eng Aart Memo opzestellen, vläicht ugespéngelt un de Code du Travail, wëssend, datt déi nächst Direktive respektiv Adaptatioune vum Aménagement du temps de travail schonn am Komme sinn?

D'Suerg ëm d'Sécherheet op der Strooss an de Risiko fir sech selwer a fir anerer si jo awer schlussendlech déiselwecht fir jiddfereen, ob Indépendant oder net Indépendant.

Dann ass och laang an der Kommissioun iwwert déi verschidden Definitiounen diskutéiert ginn. Wat ass Période nocturne? A wat ass déi Zäit, déi als Temps de travail nocturne ugerechent gëtt? Wat ass d'Definitioun vum Travail de nuit, wat ass en Travailleur de nuit a wat prafft sech op den Droit commun drop? An déi cocasse Situatioun, datt d'Direktiv eng Plage definéiert, wou den Travail nocturne definéiert muss ginn, an eng minimal Zäitspan ugëtt, déi méi kleng ass wéi déi Plage, huet fir vill Onrou gesuergt a wäert och nach weider eng Zäitche fir Onrou an der EU suergen.

Et ass festgehale ginn - de Rapporteur huet et schonn explizit erkläert: Tëschent Mëtternuecht a siwen Auer moies ass déi Plage vum méiglechen Travail nocturne, an déi zweet Verflichtung ass, datt doranner minimum véier Stonne mussen definéiert ginn.

Mir kënnen als Gréng och deem zoustëmmen, wat zréckbehale ginn ass, nämlech tëschent Mëtternuecht a fënnef Auer moies, dat heescht, eng Stonn méi wéi déi minimal virgesinnen Zäit vu véier Stonnen.

Do läit och d'Origine vun deene verschiddenen Interpretatioune vun enger Eent-zu-eent-Ëmsetzung. Mir sinn der Meenung, datt de Seuil inférieur net eng Eent-zu-eent-Ëmsetzung ass, a mir denken och, datt d'Augmentatioun vun enger Stonn eng gutt a richteg Décisioun war.

En zweet wichtegt Thema notamment och an der Diskussioun - a meng Kolleegen hunn et schonn allegueren hei gesot - war, datt mer laang a vill a konstruktiv doriwwer diskutéiert hunn, wat déi méiglech Referenzperiode sinn a wéi se maximal mat Aarbechtsstonne gefëllt kënne ginn.

Kloer, do wou Sputt ass, melle sech d'Sozialpartner mat zwou verschiddenen Usiichten. Do ware mer och an enger Ambiance, déi net méi déi technokratesch ass vun der Eent-zu-eent-Ëmsetzung. Mir kënnen och als Gréng déi prinzipiell virgeschloe Léisunge matdroen. Virun allem, well engersäits d'Sécherheet vum Salarié garantéiert ass duerch eng Referenzperiod vun engem Mount a vun enger Plage vu maximal 48 Stonne pro Woch. Wéi gesot, de Minister kann déi Referenzperioden op véier Méint autoriséieren an d'Kollektivverträg kënne Referenzperioden op sechs Méint aushandelen.

Ech denken, mir bleiwen do an enger gewëssener a gesonder Traditioun vun der Aarbechtszäitorganiséierung, mä mir verschléissen ons net anere Forme vun Organisatiounen, déi Sënn kënne maachen an déi de Betriber och kéinten hir Gestioun méi einfach maachen.

D'Kommissioun huet schlussendlech optéiert, fir d'Extensiounsméiglechkeete vun der Referenzperiod net mat an de Projet de loi esou direkt festzehalen. An d'Sozialpartner sinn also gefuerdert, fir d'Applikatioun vun dësem Gesetz eigentlech fäerdeg ze definéieren a konkret Propositiounen ze maachen, dëst am Kontext vun de Kollektivvertragsverhandlungen, déi elo amgaange sinn.

D'Dispositioune sinn am Projet de loi virgesinn. Dëst ass eng wichteg Komponent, a mir kënnen dës Form vu Matbestëmmung a vu Solutioun zu dësem Projet de loi och approuvéieren.

Ee Problem bleift awer zumindest elo emol nach, an zwar, datt d'Interpretatioun vun dëser Direktiv an deene verschiddenen EU-Länner, notamment an de verschiddenen Nopeschlänner anescht verstane ginn ass, deelweis och anescht transposéiert gëtt, wat onse Betriber haut a muer direkt Schwieregkeete ka bréngen a wahrscheinlech och wäert bréngen.

Mir hunn och unhand vun enger Korrespondenz tëschent dem Lëtzebuerger Stat - der Regierung - an der Kommissioun bestätegt kritt, datt déi Lëtzebuerger Interpretatioun dann och déi richteg wier. Eng Evaluatioun säitens der Kommissioun soll no der totaler Ëmsetzung vun der Direktiv an allen EU-Länner festleeën, wien dann och herno eng erronéiert Interpretatioun gemaach huet, a wien dann och dofir sanctionnéiert gëtt. Mir ginn net sanctionnéiert, dat wësse mer och elo. Dat ass jo eng gutt Nouvelle.

Allerdéngs sinn ons Betriber enger soi-disant onfairer Konkurrenz haaptsächlech aus den Nopeschlänner ausgeliwwert. Dat ass eng Tatsaach, well do d'Direktiv - den Här Krieps géif soen - méi liberal interpretéiert ginn ass. Mir hoffen, datt déi virgesinne Moossnamen oder transitoresch Moossnamen an och dem Minister säin Engagement, fir mat deene verschiddene Règlements grand-ducaux dee Problem unzegoen, dann onse Betriber an onse Salariéen aus deem Secteur wäerte behëlleflech sinn.

Ech muss och soen - dat wär dann och meng lescht Reflexioun -, datt esou Situatiounen, an deen heite Projet ass e gutt Beispill dofir, onglécklech sinn, wann et dorëm geet, de Mënschen d'Plus-value vun der Europäescher Unioun ze erklären, och de Betriber, de Commerçanten an Europa an deenen dann och Europa méi no a méi verständlech ze maachen.

Zum Gléck léisst dëse Projet de loi de Sozialpartner eng large Marge de manœuvre, fir am Kader vun hire Kollektivvertragsverhandlunge fir béid déi beschtméiglech Léisungen auszeschaffen. A well déi Méiglechkeet ginn ass, kënne mir och eisen Accord zu dësem Projet de loi ginn.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Merci, Madame Loschetter. Den Här Jaerling huet d'Wuert gefrot.

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- Merci, Här President. Hei ginn ëmmer erëm d'Sanktioune vun der EU an de Viergergrond gestallt, wa mer musse séier esou Direktiven ëmsetzen. Ech géif mengen, wann d'Regierung géif hir Aarbecht maachen an d'Kommissioune kéinten hannendru schaffen, da bräichte mer déi Sanktioune vun der EU net ze fäerten.

Ech mengen, de Problem läit also net bei de Sanktioune vun der EU, de Problem läit hei intern, dass mer en aneren Niveau an en anere Rhythmus mussen drabréngen, fir eben déi Aarbechten ze bewältegen. Et ass och jo elo net méi esou, dass d'Fraktiounen iwwerlaascht sinn dermat, well jo awer och jiddferee Personal bäikritt huet, fir déi europäesch Dossieren ze studéieren an drop ze schaffen, esou dass mer dann an nächster Zukunft awer och an deem Sënn wäerte méi séier virukommen.

Ech wëll just e puer Wuert soen zum Travail de nuit. Do ass dat hei an d'Diskussioun komm mam Droit commun. Den Droit commun vum Travail de nuit ass vun zéng Auer owes bis mueres sechs Auer. An déi eenzeg Derogatiounen, déi et gëtt, dat ass am Horesca-Secteur an dat ass elo hei am Transportsecteur. Dat heescht, déi Leit, déi am Fong scho vu vireran ënner Aarbechtsbedingunge leiden, déi net tragbar sinn a vum Droit commun ofwäichen, an déi och e Minimum u Schutz wierklech hunn, wat hir Aarbecht ubelaangt, déi ginn dann och hei nach eng Kéier sanctionnéiert a kréien Aarbechtsbedingungen opgedrängt, déi wäit vum Droit commun ewech sinn.

Meng Approche ass einfach ëmmer: Mir hunn een Droit commun a mir sollten deen op all Secteur applizéieren. Dann hätte mer all déi Problemer an déi Diskussiounen net. Et ass och net déi Direktiv hei, déi dat verbitt. Déi Direktiv hei soll europäesch allgemeng verbindlech sinn, fir dass eng Harmoniséierung kënnt vun den Aarbechtszäiten. Mä eng Direktiv verbitt op jidde Fall net, an engem Land den Arbeitnehmer besser Konditiounen ze ginn, wéi dat an enger Direktiv steet.

Dofir soen ech: An Zukunft musse mer oppassen, dass mer bei all deene Saachen do emol och un alleréischter Stell no deene Leit kucken, déi mir hei am Land beschäftegen, an dass mer deenen anstänneg Aarbechtsbedingunge ginn. Déi Minimalwäerter, déi do an deenen Direktive sinn, musse mir net onbedéngt Wuert fir Wuert ëmsetzen. Mir kënnen eise Leit och besser Konditioune bidden, och dat, wat mat de Referenzperioden zesummenhänkt a mat den Aarbechtszäiten a mat den Aarbechtskonditiounen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. D'Wuert huet elo d'Regierung, den Här Minister François Biltgen.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech si ganz frou, dass mer haut zu där Diskussioun an dem Vote iwwert déi Direktiv kommen. Ech wëll och de Riedner alleguer Merci soen, well eigentlech déi Debatt, déi mer haut gefouert hunn, eng ganz roueg war, eng ganz objektiv war, eng sachlech war, an dach e bëssen détonnéiert huet par rapport zur Debatt wéi se awer heiansdo an der Ëffentlechkeet gefouert gouf.

Ech sinn och ganz frou, dass haut keen - och den Här Krieps net - a Fro gestallt huet, dass mer d'Direktiv eent zu eent ëmsetzen. Den Här Krieps huet zu Recht gesot: Dir hat Latituden. Dir sidd éischter op déi eng Säit gaangen. Woufir sidd Der net op déi aner Säit gaangen? Do ginn ech och op d'Froen an, déi den Här Krieps gestallt huet.

Déi Debatt nämlech iwwert d'Eent-zu-eent-Ëmsetze vun der Direktiv huet eis eigentlech ganz vill Zäit kascht. Ech hunn och ni verstanen, dass d'Confédération du Commerce déi Debatt vum Eent-zu-eent-Ëmsetzen no vir gestallt huet, an net déi aner fir ze soen: Wéi si mer an der Kompetitivitéit mam Ausland? Dat ass effektiv eng Fro, déi ee muss kucken. Et ass evident, dass, wa mer an engem internationale Secteur sinn - hei ass en internationale Secteur, den Transport -, mer och musse kucke wat d'Nopeschlänner maachen an dat considéréieren.

Mir hu vill Zäit verluer duerch déi Debatt iwwer eng Eent-zu-eent-Ëmsetzung, well déi heiten Direktiv - wann ech dann awer nach eng Kéier däerf op eent zu eent agoen - ass eng Direktiv Sécurité-santé. An eng Direktiv Sécurité-santé huet ëmmer als Zweck, fir optimal d'Sécherheet an d'Gesondheet vun de Salariéen ze respektéieren, woubäi se ebe Minimalwäerter an Europa festleet. An déi Direktiv seet, wéi all Direktiv, déi aus dem sozialen Europa hierkënnt - dat heiten

ass esou eng, hei ginn et och am Artikel 10 «Dispositions plus favorables» -, si däerf och ni als Zweck hunn, eppes méi Favorables an der Sécherheet an an der Gesondheet vum Salarié a Fro ze stellen am eegene Land. Déi heiten Direktiv ass och duerfir vun eis eent zu eent ëmgesat ginn, well se iwwerall Latitudë gëtt.

D'Fro ass natierlech déi, op déi ech elo wëll agoen: Woufir hu mer eis fir déi eng Latitude entschloss an net esou vill fir déi aner? Do muss ech eng Virbemierkung maachen iwwer eppes, wat extrem wichteg ass, iwwert d'Aart a Weis vun eiser Gouvernance économique - wann ech dat emol esou kann nennen -, wéi mer un d'Aarbechtszäiten eruginn. Mir hunn zu Lëtzebuerg eng Traditioun vum Sozialdialog a vu Kollektivverträg.

Här President, Dir hutt de Mëtteg zu Recht un de Jean Dupong erënnert, deen eis verlooss huet. Wann ee kuckt wat de Jean Dupong alles a sengem Liewe geschaf huet, da fënnt een och ganz villes, wat hie just am Sozialdomän geschaf huet. Da fënnt een och do eng Convictioun, déi scho säi Papp hat, deen iwwregens déi éischt Proposition de loi gemaach huet iwwert d'Kollektivverträg, fir ze soen: Mir mussen de Sozialpartner méi Kompetenze ginn, fir Froen ze regléieren, déi si besser kënne regléieren.

De Marc Spautz a sengem ganz gudden a konzise mëndleche Bericht - ech mengen, d'Detailer fannt Der a sengem schrëftleche Bericht - huet zu Recht drop higewisen, wéi komplex d'Transportwiesen ass a wéi schwiereg et ass - an dat ass eppes, wat mer mussen am Kapp hunn -, fir iwwer e Gesetz alles am Detail ze regléieren. Well een, dee mat engem Camion fiert, vun hei entweder bis op Edinburgh oder erof op Athen, deen huet Zäiten, wou hie fiert, hien huet Zäiten, wou hie rascht, hien huet Zäiten, wou hie waart, hien huet Zäiten, wou hien op- an ofluet. Dat ass ganz schwiereg, fir dat och nach an engem internationalen Domän alles iwwer nationaalt Gesetz ze regléieren. Well eist nationaalt Gesetz hält bei eise Grenzen op. Och dorobber ginn ech nach eng Kéier an.

An deem Sënn huet d'Gesetz vun '71 iwwert d'Aarbechtszäite fir d'Aarbechter jo deemools gesot: Mir maachen näischt beim Horesca-Secteur. Mir maachen och näischt beim Transportsecteur. Do sollen entweder Kollektivverträg kommen oder et soll e Règlement d'administration publique kommen. Beim Horesca-Secteur sinn ni Kollektivverträg komm. E Règlement d'administration publique war institutionell verfassungsméisseg net dran, duerfir hu mer beim Horesca-Secteur e Gesetz gemaach.

Beim Transportsecteur hu mer Kollektivverträg kritt. Déi Kollektivverträg si ganz schwiereg auszehandelen. Ech war schonn emol derbäi, fir ze vermëttelen. Mäi Gott, ech hu scho méi agréabel Stonne verbruecht, wéi fir do ze hëllefen ze vermëttelen. Fait ass, dass et awer ëmmer zu Kollektivverträg koum, an dass mir der Meenung sinn och an Zukunft, dass mer net sollen d'Gesetz hei alles reglementéiere loossen, mä dass mer de Kollektivvertragsparteien esou vill wéi méiglech Latitude musse ginn.

Dat, Här Krieps, ass ee vun de sprangende Punkten hei gewiescht wéi mer d'Gesetz ëmgesat hunn, dass mer ebe just dat net wollte maachen, wat Dir elo nach verlaangt hutt, d'Gesetz esou prezis wéi méiglech ze maachen. Well wa mer d'Gesetz prezis maachen, a mir loossen de Verhandlungspartner keng wichteg Froe méi, fir ze verhandelen, da verhandele se iwwert de Rescht och net. An da kënnt de Rescht och bei de Législateur zréck.

A wa mir da sollen an dësem Haus eens ginn, fir am Detail ze kucke wéi dat mat engem Camion geet, ech fäerten dat packe mer alleguerten net, well déi mannst vun eis si schonn eng Kéier op engem Camion esou wäit gefuer an hunn dat emol eng Kéier alles um eegene Leif erlieft, wat dat awer ass, esou e Liewen als internationale Camionschauffer.

Derbäi kënnt och, dass eigentlech d'EU wollt hunn, dass d'Sozialpartner um europäesche Plang géifen eens ginn. Si sinn net eens ginn. Dunn ass et zu där Direktiv komm, well d'Sozialpartner leider net eens gi sinn. Wann een déi Direktiv duerchliest, fënnt een ëmmer erëm Punkten, wou d'Direktiv seet: Maacht dat heite mat de Sozialpartner, maacht dat dote mat de Sozialpartner.

Duerfir nach eng Kéier: Et ass eng Philosophie, mat där mer erugaange sinn, fir ze soen: D'Sozialpartner sollen esou vill wéi méiglech Latitude kréien, an net esou mann wéi méiglech Latitude. Natierlech wollten déi zwou Säite schonn esou vill wéi méiglech am Virfeld geregelt hunn. Dass déi eng vläicht elo méi zefridde si wéi déi aner, huelen ech zur Kenntnis, mä ech menge mir hunn awer versicht eis hei an der Mëtt ze bewegen.

Et ass scho vun e puer Virriedner opgeworf ginn, dass et eng Direktiv war, déi am Transportministeschrot diskutéiert gouf, an net am Aarbechtsministeschrot. Elo muss ee wëssen, institutionell an der EU ass et esou: Et gëtt nëmmen ee Ministeschrot. Et kann een net soen: Dat war de Kolleeg. De Ministerrot ass een. Richteg ass - an dat gesi mer beim Travail nocturne erëm -, dass déi Direktiven iwwer Aarbechtszäit, déi am Aarbechtsministeschrot diskutéiert goufen, dass mer do ëmmer nëmme vun Travailleurs de nuit schwätzen, an net vun Travail de nuit. Hei ass déi eenzeg, déi vun Travail de nuit schwätzt.

Dat erkläert och dat villt Duercherneen, wat mer hunn op deem dote Punkt an Europa. Net zu Lëtzebuerg, well mir hu se richteg ëmgesat, mä anerer hu se falsch ëmgesat. Do fäerten eis Transportunternehmer, dass déi aner dann doduerch, dass se se falsch ëmgesat hunn, e Konkurrenzvirdeel géife kréien. Also déi Fro, dat ass nach eng, wou mer eis mussen druknäppen.

Déi zwou Froen, op déi ech elo wollt agoen, dat sinn déi zwou vun der Latitude. Dat éischt ass d'Referenzperiod.

Den Artikel 4 vun der Direktiv ass ganz kloer. Den Artikel 4 seet: Et ass eng 48-Stonnen-Woch. Dat ass de Punkt. All de Rescht iwwerléisst en - och an der Flexibilitéit - de Länner an e seet: Dir kënnt op 60 Stonnen d'Woch goen - an dat ass e wesentlecht Element fir d'Kompetitivitéit -, awer dann dierft Der net méi maache wéi eng véiermonatlech Referenzperiod.

Wat maache mir? Mir ginn heiansdo souguer nach e bësse méi wäit am Gesetz. Ob mer direkt vun der 60-Stonnen-Woch schwätzen? Ech wëll dat emol just hei soen, wann ee mengt, mir géifen hei alles zesummeschneiden. Mir soen, eng monatlech Referenzperiod, a mir soen, de Minister kann, wéi den Droit commun dat scho virgesäit, op véier Méint goen.

An de Minister deklaréiert och op dëser Chamberstribün, dass, wann d'Sozialpartner net géifen eens ginn an de Minister misst tranchéieren opgrond vun enger Demande vun den Transporteuren an déi him géife beweisen, dass opgrond vun der Kompetitivitéit eng véiermonatlech Referenzperiod néideg wär, en da bereet wär, déi ze ginn. Zu deem Engagement steet de Minister.

Ech bleiwen awer der Meenung, dass dat doten alles soll zesumme verhandelt ginn, well jiddfereen huet hei Intérêten an deene Verhandlungen, deen een éischter op deem enge Punkt, déi aner éischter op deem anere Punkt, fir hei erauszekommen.

Duerfir soen ech och, dass mir net den Artikel 10 benotzt hu fir ze soen: Derogatioun. Neen! Den Artikel 4 seet: «La durée maximale hebdomadaire du travail peut être portée à 60 heures pour autant qu'une moyenne de 48 heures par semaine sur quatre mois ne soit pas dépassée.» Dat hu mir geholl. Also mir sinn am Artikel 4, net am Artikel 10, fir op déi Fro ze äntwerten.

Déi zweet Fro, déi gestallt gouf - an ech mengen, do huet de Marc Spautz dat ganz am Detail gemaach a sengem Rapport -, dat ass déi vum Travail nocturne. Den Travail nocturne, dat ass no eiser Definitioun deen, deen een tëschent null a fënnef Auer mécht. All Kéiers wann een drafält, dann huet een e Travail nocturne gemaach.

Elo muss ee wëssen, wat d'Konsequenz dovun ass. D'Konsequenz dovun ass net, Här Krieps, wéi Dir et undeite gelooss hutt, dass da misst méi bezuelt ginn. Dat seet d'Gesetz net. Dat gëtt net méi deier. D'Konsequenz ass, dass, wann een effektiv, a wann et nëmmen zéng Minutte sinn, tëschent null a fënnef fält, een dann, während 24 Stonne wou déi dra sinn, net méi wéi zéng Stonne ka schaffen. Dat ass d'Konsequenz, dat ass Sécurité-santé, dat ass déi eenzeg Konsequenz. Et ass also näischt wat et géif méi deier maachen. Déi aner Länner musse sech och fréier oder spéider dorunner halen.

Dann ass et jo natierlech nämlech och esou, dass ëmmer d'Transportrecht territorial applicabel ass. Dat heescht, e Camion, dee vu Lëtzebuerg a Frankräich fiert, dee muss sech dann a Frankräich un déi franséisch Dispositiounen halen an zu Lëtzebuerg un déi lëtzebuergesch. Eis fueren dauernd hin an hier, mä et ass net esou, dass se nëmmen un déi lëtzebuergesch gebonne wären, wa se a Frankräich wären. A Frankräich musse se dann déi franséisch respektéieren. Fir déi Franzousen, déi op Lëtzebuerg kommen, ass et datselwecht. Duerfir ass et jo och wichteg.

Ech mengen, dat ass och eppes wou d'Kommissioun u sech en Amendement presentéiert huet, dass d'Kontrolle solle méi verstäerkt ginn, dass mir och wierklech hei kënne kontrolléieren, dass net anerer elo géife sech op méi liberal Gesetzer stäipen, fir zu Lëtzebuerg da laanscht eis Gesetzer ze kommen. Wa se zu Lëtzebuerg sinn, musse se eist Gesetz respektéieren, esou wéi eis Lëtzebuerger och.

Da seet d'Direktiv iwwert déi Aart a Weis vun der Kompensatioun, wann Der net kënnt zéng Stonne Repos anhalen, do sollen d'Sozialpartner eens ginn. Duerfir hat d'Regierung am éischten Entworf gesot, majo, d'Sozialpartner sollen dat regléieren, an de Statsrot sot, dat wär verfassungsrechtlech net konform. Duerfir hu mer elo e Règlement grand-ducal virgesinn. Duerfir hu mer de Sozialpartner och gesot, lauschtert, wann Dir Iech eens gitt iwwert déi doten Derogatiounen, déi Der do wëllt maachen, dann iwwerhëlt d'Regierung se tel quel an engem Règlement grand-ducal. Et ass also schonn eng Offerte fir d'Sozialpartner op deenen zwou Säite fir ze kucken eens ze ginn.

Ech wëll och un eppes erënneren, wat och de Rapporteur an der Chamberskommissioun virgeschloen hat fir ze soen, d'Gesetz kënnt eréischt méi spéit a Kraaft, net vun haut op muer, fir dass net op eemol d'Kollektivverträg fort sinn a keng nei amplaz sinn. Ech mengen also schonn, dass dat heite Gesetz sech dréit, dass mer eent zu eent ëmgesat hunn a dass mer virun allem d'Traditioun vun de Kollektivverträg an dësem Secteur weider assuréiert hunn.

Zwou Detailfroen nach. Indépendanten an de Code du Travail. Jo, d'Indépendantë kënne leider net an de Code du Travail kommen. Wat awer an dem System vu Codificatioun virgesinn ass, dat ass wéi d'Fransousen dat maachen, dass een effektiv eng onformell Annex huet hannen an engem Code du Travail. Dat si Saachen, déi ee ka maachen.

Wat awer hei ass: Am Géigesaz zu den europäeschen Direktiven ass de Code du Travail zu Lëtzebuerg ganz liesbar, well en elo hannereneen d'Aarbechtszäit huet, allgemeng Aarbechtszäit, déi strikt ass, dann Aarbechtszäit fir d'Travailleurs mobiles, wou méi Flexibilitéit dran ass, an dann d'Aarbechtszäit pour travailleurs mobiles sur la route, wou nach méi Flexibilitéit dran ass, esou dass et ganz liesbar ass.

Duerfir mengen ech och net, dass déi Gefor wär, Här Krieps, vun Insourcing amplaz Outsourcing, well dat jo eng aner Oplëschtung ass. Ech mengen net, dass hei méi Insourcing amplaz vun Outsourcing géif kommen. Ech mengen, de Champ d'application ass europäesch diskutéiert. Wann eng Kéier do géif op europäeschem Plang gesot ginn, deen appliziéiert sech net nëmme fir déi, déi professionell Transport maachen, mä och fir déi aner, da misste mer dann eben net nëmme mat der CLC, mat der Confédération du Commerce verhandelen, mä effektiv mat all deenen anere verhandelen, déi och esou Transporter hunn. Dat hu mer hei net gemaach, an duerfir wollt ech och ni hei iwwert si ewechfueren.

E lescht d'Wuert zum Här Jaerling, dee gesot huet, d'Regierung huet laang gewaart. Richteg! D'Regierung huet awer och ënner anerem laang gewaart, well si gehofft hat, en Accord mat de Sozialpartner ze kréien. Mir hu ganz laang mat de Sozialpartner diskutéiert, fir hei en Accord ze kréien, a mir hunn och versicht esou vill wéi méiglech op si eranzegoen. Et ass richteg, dass mer iwwerfälleg sinn. Ëmsou méi frou sinn ech, wa mer haut och nach géifen e ganz largen Accord kréien zu dësem Text.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Minister. Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann zum Vote vum Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5559 ass ugeholl mat 46 Jo-Stëmmen, bei 12 Abstentiounen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par M. Marcel Oberweis), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert (par M. Lucien Thiel), Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. John Castegnaro), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Roger Negri), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par Mme Claudia Dall'Agnol);

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

M. Aly Jaerling.

Se sont abstenus: M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Xavier Bettel), Mme Colette Flesch (par M. Charles Goerens), MM. Charles Goerens, Henri Grethen (par Mme Anne Brasseur), Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. Carlo Wagner) et Carlo Wagner;

MM. Jacques-Yves Henckes et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

5. Motion de M. Aly Jaerling relative à l'organisation d'un débat de consultation au sujet de la séparation de l'Église et de l'État et du financement des communautés religieuses (vote)

Da probéiere mer elo emol nach eng Kéier fir e Vote ze maachen iwwert d'Motioun vum honorabelen Här Jaerling.

Vote

D'Motioun vum Här Jaerling ass verworf.

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- An dat op Niklosdag!

(Hilarité)

M. le Président.- Jo. Et sinn 48 Nee-Stëmmen, 8 Jo-Stëmmen an 2 Abstentioune gewiescht.

(Interruptions diverses et hilarité)

Ont voté oui: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

M. Aly Jaerling.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par Mme Martine Stein-Mergen), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert (par M. Lucien Thiel), Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Romain Schneider), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Charles Goerens), Mme Colette Flesch (par M. Carlo Wagner), MM. Charles Goerens, Henri Grethen (par Mme Anne Brasseur), Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner.

Se sont abstenus: MM. Jacques-Yves Henckes et Robert Mehlen.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour. Dat ass de Projet de loi 5242 iwwert d'Schafung vun engem Comité permanent de l'emploi. D'Wuert huet elo de Rapporteur, den honorabelen Här Marcel Glesener.

Ass e Problem?

(Interruption)

Här Glesener, mir hunn effektiv de Projet iwwert d'Aarbechtskonventiounen. Deen huele mer vir. Da kommt, da maacht eis de Rapport iwwert déi international Aarbechtskonventiounen!

6. 5240 - Projet de loi portant approbation des conventions de la Conférence Internationale du Travail N°115, 119, 120, 127, 129, 136, 139, 148, 149, 161, 162, 167, 170, 171, 174, 176, 183 et 184 et des protocoles relatifs aux conventions N°81 et 155

Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi

M. Marcel Glesener *(CSV), rapporteur.*- Merci, Här President. Ech hu mech un den Ordre du jour gehalen an duerfir war ech schonn hei fir de Projet 5240 kuerz virzedroen.

M. le Président.- Ass dat e Rappel à l'ordre fir de President?

(Hilarité)

M. Marcel Glesener *(CSV), rapporteur.*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, dee Projet, dee gesäit d'Ratifikatioun vun 18 Konventioune vir, déi ugeholl gi sinn op der Conférence Internationale du Travail, an zwee Protokollen zu Konventiounen, déi schonn ugeholl gi sinn hei vum Parlament. Déi Konventioune muss een am Kontext gesi mat der Reform vun der Gewerbeinspektioun, vun der ITM, a vun der Schafung vum Comité permanent du travail et de l'emploi. Deen Projet huele mer duerno an deen anere Projet iwwert déi grouss Reform vun der ITM déi nächst Woch.

Ech ginn elo net weider an den Detail vun deenen eenzelnen 18 Konventiounen an. Ech mengen, Dir fannt ëm wat et geet a mengem schrëftleche Rapport. Et geet ëm Konventiounen iwwert d'Santé op der Aarbechtsplaz, iwwert d'Ëmweltbestëmmungen op der Aarbechtsplaz, iwwert d'Sécuritéit op der Aarbechtsplaz, iwwert d'Aarbecht vun deene Leit, déi op de Mierer fueren, iwwert den Aarbechtsschutz, iwwert d'Sécherheetsbestëmmungen op der Aarbecht, iwwert d'Aarbecht selwer, iwwert de Chômage an iwwer eng Rei vun Institutiounen, wéi de Comité permanent de l'emploi, dee besteet, a virun allem awer och iwwert d'Inspection du Travail.

De Minister huet de Projet deponéiert den 18. September 2003. Mir hätten awer scho laang kéinten dee Projet hei stëmmen, mä mir waren der Meenung, datt en an engem enke Kontext mat der ITM steet, esou datt een déi zwee Projete soll zesummen hei presentéieren an och hei zesummen ofstëmmen.

Den urspréngleche Projet huet d'Ratifikatioun vun 21 Konventioune virgesinn. Opgrond vun den Avisë vu sämtleche Beruffschamberen awer och vum Statsrot huet eng Fro sech gestallt, nämlech ze kucken an ze ënnersichen, ob déi Konventioune kompatibel an net a Kontradiktioun mat der Lëtzebuerger Gesetzgebung sinn.

Et muss ee wëssen, datt eng vun deene Konventiounen, déi mer haut ratifizéieren, vun 1960 datéiert, an esou waren eng Rei vun eise Beruffschamberen net méi à même, fir effektiv festzestellen, ob Kontradiktioune mat der jëtzeger Gesetzgebung bestinn, wa mer déi Konventiounen ratifizéieren.

De Statsrot huet gesot, dat misst kloergestallt ginn, soss misst hien eng Opposition formelle maachen, an doriwwer eraus war de Statsrot och der Meenung, datt fir all Konventioun en extraen Artikel misst virgesi gi mat enger ganz kuerzer Énumératioun, wat den Inhalt vun där Konventioun ass, fir datt och dee ganze Projet vill méi transparent wier.

D'Regierung huet deen Exame gemaach an huet ënnersicht an opgrond dovunner e juristeschen Avis gemaach, opgrond vun der Konformitéit a vun der Netkontradiktioun vun deene Konventioune mat der Lëtzebuerger Gesetzgebung. Deementspriechend ass och en Amendement verfaasst ginn, an de Statsrot huet säin Accord ginn, nodeem deen Amendement, deen d'Regierung gemaach huet an deen duerch eis Kommissioun ugeholl ginn ass, un de Statsrot weidergeleet ginn ass.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Doriwwer eraus hu mer awer festgestallt, datt vun deenen 21 Konventiounen der dräi missten erausgeholl ginn, an zwar eng Konventioun 153, dat ass eng Konventioun, déi d'Aarbechtszäite festleet vun deene Leit, déi am Transportsecteur schaffen, mat deem Hiweis, datt ee Projet de loi virläit, dee mer elo grad ofgestëmmt hunn. Also, praktesch konnte mer dee Moment net méi déi Konventioun hei ratifizéieren. Et huet sech also eriwwregt.

Doriwwer eraus ass eng Konventioun och erausgeholl ginn aus dem Dépot vum Minister, an zwar ass déi iwwert den Travail à domicile. Den Aarbechtsminister huet schonn hei erkläert, datt d'Sozialpartner amgaange sinn, oder praktesch ofgeschloss hunn, een Accord ze fannen zu deem Punkt, wat d'Aarbechtskonditioune betrëfft beim Télétravail, bei der Heemaarbecht.

Doriwwer eraus ass och eng aner Konventioun erausgeholl ginn, déi d'Aarbechtskonditioune regelt vun deene Leit, déi op de Mierer op de Schëffer sinn, déi ënnert dem Lëtzebuerger Pavillon dorëmmer op de Weltmierer fueren.

Voilà, déi Konventiounen, déi sinn also aus där Lëscht erausgeholl ginn an deementspriechend huet de Statsrot och en Avis positif ginn.

Mir hunn dann am Text vum Projet de loi, deen lech virläit, 20 Artikelen, fir all eenzel Konventioun een, wou Der dann och gesitt, ëm wat et an där Konventioun geet.

Ee Beispill: Den Artikel 1 geet ëm d'Konventioun 115, dat betrëfft d'Protektioun vun den Aarbechter géint d'Radiations ionisantes. Dat gesitt Der alles schéi kloer, well et elo transparent ass.

D'Kommissioun huet an zwou, dräi Sitzunge sech mat deene ganze Konventiounen intensiv befaasst. Mir hunn déi Amendementen zesumme mat der Regierung un de Statsrot ginn opgrond vun den Avisen. Mir hunn dann och e positiven Avis vum Statsrot kritt, dee mat deem virleienden Text averstanen ass. D'Beruffschamberen hunn och nach en Avis complémentaire gemaach. Do war och keng Objectioun méi, esou datt eis Kommissioun konnt de Rapport vun deem Projet, deen lech virläit, de 27. November dëst Joer eestëmmeg approuvéieren.

Ech géif éischtens emol der Kommissioun Merci soe fir hir konstruktiv Mataarbecht an dem Sekretariat selbstverständlech, der Regierung och an allegueren deenen, déi mat bedeelegt waren un der Ausaarbechtung, och der Gewerbeinspektioun, déi permanent vertruede war bei der Bewäertung vun deene Konventiounen hei.

Ech géif dann och d'Chamber am Numm vun der Kommissioun opfuerderen, deem Projet hir Zoustëmmung ze ginn, a selbstverständlech ginn ech och d'Zoustëmmung vu menger Fraktioun zu deem virleiende Projet de loi.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Glesener. Als éischte Riedner ass den Här Alexandre Krieps agedroen. Här Krieps, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Alexandre Krieps *(DP)*.- Här President, ech wollt dem Här Glesener Merci soe fir deen extensive mëndleche Bericht, an lech déi gutt Noriicht matdeelen, dass d'Demokratesch Partei deem heite Projet hir Zoustëmmung gëtt.

Merci.

(Brouhaha général)

M. le Président.- Merci, Här Krieps. Den nächste Riedner ass den Här John Castegnaro.

(Interruptions)

Här Castegnaro, Dir hutt d'Wuert.

M. John Castegnaro *(LSAP)*.- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, och ech wëllt dem Rapporteur Merci soe fir de schrëftlechen an de mëndleche Rapport. Dat Wesentlecht ass do geschriwwen an och dozou gesot ginn, an ech wëll och direkt ënnersträichen, dass meng Fraktioun deem Projet de loi do zoustëmmt.

Ech wollt awer e puer Iwwerleeungen hei zum Beschte ginn. Ech wollt besonnesch och de Moment benotzen, fir op d'Bedeitung vum BIT hinzeweisen. Ëmmerhin eng, wann net déi eelsten Institutioun op der Welt, déi iwwerhaapt net ëmstridden ass, am Géigendeel, déi vu Regierungen, Patronen a Gewerkschaften als e grousse Gremium vum Dialog unerkannt gëtt.

Dee BIT gëtt et zënter 1919. Et ass en Tripartitegremium. Mir hunn also d'Tripartite net zu Lëtzebuerg erfonnt, och wa mer dat oft esou ënnersträichen. Dee Gremium, dee mécht Virlagen a Form vu Konventiounen, déi vun de Länner solle ratifizéiert an ëmgesat ginn, mä déi och solle Berücksichtegung fanne bei der Ausaarbechtung vun nationale Gesetzer. Insgesamt geet et bei all deene Konventiounen eigentlech ëm d'Mënschlechkeet an der Aarbechtswelt - se ze realiséieren, se anzeféieren, Gesondheet a Sécherheet ze garantéieren.

Beim BIT steet ouni Zweifel de schaffende Mënsch am Mëttelpunkt, a wichteg ass eben, dass déi Aarbecht berücksichtegt gëtt.

Ech wëll awer do besonnesch ënnersträichen, dass een dat och kritesch muss kucken, well d'Ratifizéierung vu Konventiounen net automatesch bedeit, dass an alle Länner eng aartgerecht Uwendung virgeholl gëtt.

Et ass duerfir och net onbedéngt de Moossstab, wann ee kuckt, wat fir eng Länner déi héchsten Zuel u Konventioune ratifizéiert hunn. Diktaturen an diktaturähnlech Länner, déi maache sech eng Éier draus, all Konventiounen ze ratifizéieren, a wann ee bis kucken a kraze geet, da gesäit een, dass se an der Praxis kaum Uwendung fannen, an am Endeffekt geet et jo an der Finalitéit dorëm, dass net nëmme Konventioune ratifizéiert, mä och ëmgesat ginn.

Ech hunn eng Fro an deem Kontext un de Minister, déi en haut oder an der Kommissioun du Travail et de l'Emploi bäntwerten: Souwäit wéi ech recherchéiert hunn, gëtt et 188 BIT-Konventiounen. Dovunner huet Lëtzebuerg der, wa mer haut fäerdeg sinn, 98 ratifizéiert. Dorënner gëtt et natierlech Konventiounen, déi eis kaum oder guer net beréieren. Et géif mech awer schonn interesséieren, eng Statistik, eng Opléschtung ze gesi vun de Konventiounen, déi bei eis nach musse ratifizéiert ginn, respektiv déi, déi net onbedéngt fir eis a Fro kommen. Dat ass eng Fro vun Transparenz, a fir ze wëssen, wou een drun ass.

Fir op de BIT a seng Konventiounen zréckzekommen, wëll ech just soen, dass mer eis iwwert déi Appréciatioun, déi ech virdru ginn hunn, dass et net d'Zuel vun de Konventiounen ass, déi ausschlaggebend ass, mä dass se och um Terrain ugewant ginn, och eeneg waren, wéi mer als Kommissioun de Generaldirekter Juan Somavía de 15. Oktober 2007 hei am Haus begéint hunn a mat him ënner anerem och doriwwer eng laang Diskussioun gefouert hunn. Iwwregens wëll ech do nëmmen eng Paranthèse maachen: De Generaldirekter huet déi Geleeënheet genotzt, fir Lëtzebuerg fir säin Tripartitesmodell - de Lëtzebuerger Modell - ze félicitéieren.

Mir waren eis och eens doran, dass parallell zur Ëmsetzung vun den Direktive sech och modern an ausgiebeg Gesetzer opdrängen, déi dat begleeden. De Rapporteur huet de Mëtteg hei scho gesot, dass jo dat, wat haut geschitt, sech am Kader vun der neier Gesetzgebung iwwert d'Gewerbeinspektioun ofspillt. Ebe just déi Moderniséierung vun eiser Gewerbeinspektioun ass also genee dat, wat d'wierksam Begleedung vu Konventiounen duerstellt. Et ass also noutwendeg gewiescht.

An där Diskussioun iwwert d'BIT-Konventiounen drängt sech jo dann och déi erneit Reform vun der ADEM op. Do hu mer den Audit; Dir wësst dat. Do si mer op Onzoulänglechkeeten higewise ginn. Ech soen och do: Wa mer d'Konventioune wëlle richteg uwenden, optimal uwenden, da brauch een eben och déi noutwendeg Reformen.

Eng weider Fro un de Minister: Et gëtt eng Konventioun N°187, de Cadre promotionnel pour la sécurité et la santé au travail, déi natierlech koum, mengen ech, virun engem oder zwee Joer wéi eise Projet de loi, dee vun der Gewerbeinspektioun, scho laang um Instanzewee war. Mä et drängt sech awer op, dass een och do Stellung bezitt an dass ee muss festleeën, wéini een déi Konventioun do géif ratifizéieren, fir dat alles méi ronn ze maachen.

Domat wëll ech nach eng Kéier ënnersträichen, dass een nieft de Konventiounen e modernt legislatiivt Netzwierk brauch, dass een awer och - an dat ass haut schonn an deem anere Kontext iwwert d'Aarbechtszäit am Transport routier gesot ginn - Kollektivverträg brauch, déi nom Subsidiaritéitsprinzip sech jo och mat deene Matièrë befaassen. Et muss een och sécherstellen, dass besser Bestëmmunge wéi déi, déi a Konventioune sinn, déi ratifizéiert ginn, a Kollektivverträg oder an nationale Gesetzer net ausser Kraaft gesat ginn, mä erhale bleiwen. Déi puer Iwwerleeunge wollt ech just ubréngen.

Nach eng Kéier: Eis Fraktioun wäert dat Gesetz stëmmen.

Ech soe Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Castegnaro. Déi nächst Riednerin ass d'Madame Loschetter. Dir hutt d'Wuert, Madame.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG)*.- Merci. Ech wollt just dem Rapporteur Merci soe fir säi schrëftleche Rapport an ech wollt d'Zoustëmmung vun eiser Fraktioun ginn.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- D'Regierung huet elo d'Wuert. D'Lëscht vun de Riedner ass ofgeschloss.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll och emol ganz fir d'éischt dem Marcel Glesener als Rapporteur Merci soen. Dat heiten ass jo eigentlech eréischt déi éischt Entrée zu enger ganzer Diskussioun, déi mer féieren. Déi zweet Entrée huele mer och nach haut eran, an den Haaptplat maache mer dann haut an aacht Deeg. Et soll een dat awer zesumme gesinn. Ech sinn och duerfir dem Här Castegnaro dankbar, dass hien e bëssen op de BIT och hei higespillt huet, well mer doudsécher nächsten Donneschdeg, wou mer méi laang wäerten diskutéieren, och op d'Roll vum BIT aginn.

Wa mer hei Konventioune stëmmen, da soe mer: Gutt, dat ännert jo net vill bei eis. Mir gi jo oft vill méi wäit, wéi an de Konventioune steet. Dat ass jo och kee Problem. Mä mir sollen eis bewosst sinn, dass de Fait, dass mer haut Konventioune stëmmen, vläicht fir d'Sozialrecht zu Lëtzebuerg e klenge Schrëtt ass, et ass awer fir de BIT e grousse Schrëtt. Et gëtt och esou am BIT gesinn. Wa mer déi dräi Projeten huelen, déi mer diskutéieren, déi zwee haut an déi den nächsten Donneschdeg, dann ass an de Couloirë vum BIT zu Genève eigentlech deen heite mat dee wichtegste fir si. Well d'Signal ass, dass e Land, wat vun Ufank un derbäi war, erëm eng Kéier eng ganz Rutsch, eng Bootsch vu Konventioune stëmmt.

Mir hu jo vill Diskussiounen dobaussen och iwwert d'sozial Globaliséierung an der Welt. A mir soen ëmmer alleguer zu Recht, dass mer net nëmme kënnen eng wirtschaftlech Globaliséierung hunn oder net nëmmen eng kulturell, mä dass mer och mussen eng sozial hunn. Et gëtt en Organ zënter 1919 direkt nom Éischte Weltkrich - well schonn deemools d'Tripartite funktionéiert huet, wat jo wierklech erstaunlech ass wann een esou wäit zréckkuckt -, wat dat dote mécht, wat d'Mindestnorme weltwäit dekretéiert fir déi Länner, déi se wëlle ratifizéieren.

Wa mer elo zum Beispill an deene vergaangene Méint déi Diskussioun gesinn hunn, déi mer mat Myanmar haten - ehemalegt Burma -, da muss ee wëssen, dass déi Diskussioun iwwert d'Verletzung vun de Mënscherechter am Myanmar vun der OIT als Éischt virun dräi Joer opgeworf gouf. Myanmar ass un de Pranger gestallt ginn. Iwwregens sinn et och Leit vum OIT oder déi mam OIT zesummegeschafft hunn, déi och do e bësse mat hëllefe vermëttelen. D'OIT huet als Éischten - a leider ass net genuch reagéiert ginn an der Welt - gesot: Do geschéie ganz vill Saachen. Do gëtt et schlëmmste Kanneraarbecht. D'Gewerkschaftsrechter ginn net respektéiert an esou weider.

De Juan Somavía, wou ech och ganz frou sinn, dass Der deen hei an der Chamber an an Ärer Kommissioun, Här Glesener, empfaangen hutt, deen huet ugefaange wéi hien opgetrueden ass ze soen: Mir mussen „decent work" maachen. Mir huelen en haarde Kär vu Konventiounen, dat ass „decent work", an déi muss wierklech jiddferee respektéieren.

Wa mer elo weltwäit esou wäit wären, dass d'OMC, d'Welthandelsorganisatioun, géif soen: Mir maache Liberaliséierung mat Commerce, ënnert der Viraussetzung, dass all Länner „decent work" respektéieren, dann hätte mer e wesentleche Schrëtt méi wäit gemaach zur sozialer Globaliséierung. Dat ass eppes, wat mer och sollen hei am Kapp hunn. A mir hunn Intérêt als Land och d'Roll vun der OIT a vum BIT ze stäerken.

Ech kommen op d'Froe vum Här Castegnaro zréck. Wat fir Konventioune ratifizéiere mer, a ratifizéiere mer net? Et war mir en Uleies, wéi ech Aarbechtsminister gi

sinn - an dat ass elo och schonn eng Zäitchen hier, geschwënn aacht Joer, aacht an en halleft Joer - hat ech deemools en éischten Train hei virgestallt vun enger ganzer Partie Konventiounen, déi zum haarde Kär zum Deel gehéieren, fir ze soen: Hei, mir si beim haarde Kär derbäi.

Wéi mer dunn den Audit gemaach hu vum BIT iwwert d'Gewerbeinspektiounsreform - op déi mer jo nach den nächsten Donneschdeg vill méi aginn, duerfir ginn ech haut net dorobber an -, huet an deem Buch, wat de BIT eis délivréiert huet, de BIT gesot: Dir sollt och Äre Kär vu Konventiounen ausweiden. An en huet eis selwer op eng Partie Konventiounen opmierksam gemaach, wou hie frou wär wa mer se géife ratifizéieren. Esou ass déi dote Lëscht zustane komm.

Dir kritt selbstverständlech - ech hunn déi net am Kapp - déi aner 90 Konventiounen, wou mer da kënne kucke wat fir eng et sinn oder net. Do, wou ech muss soen, Här Castegnaro, wou ech elo frou gewiescht wär, wann Der mat Ärer gudder Iddi éischter komm wäert, nämlech am Kader vun der Diskussioun an der Chamber, dat ass effektiv d'N°187, dass een déi hätt kënnen analyséieren, ob een déi nach hätt kënnen als Amendement mathuelen oder net. Mir wäerten „inhouse" eng Analys dovunner maachen, zesumme mat der Gewerbeinspektioun, iwwert d'187. Wann da vläicht an engem Gesetz zur Sécurité-santé an enger spéiderer Phas sech dat maache léisst, géife mer da selbstverständlech och d'187 berücksichtegen.

Wéi gesot, Är Iddi kënnt gutt un. Si kënnt vläicht e bësse spéit, mä am Liewen ass et ni ze spéit, fir guttzemaachen. Ech sinn elo emol frou, wa mer haut déi dote vill Konventioune stëmmen. Wéi gesot, dat gëtt zu Genève als ganz gudde positiven Akt fir Lëtzebuerg gesinn, well se och ëmmer frou si wann déi Industrieländer - déi al Länner, deenen et eigentlech gutt geet - nach ëmmer mat der OIT zesummeschaffen, a wann d'OIT net esou ausgesäit wéi wann et just eng wär, déi mat Drëttweltlänner géif zesummeschaffen, an déi al, traditionell Länner géifen net méi richteg un déi OIT gleewen.

Ech mengen, mir Lëtzebuerger hunn ëmmer versicht ze beweisen, dass mer dru gleewen. Et war och duerfir een Element, dass mer versicht hunn den Här Somavía op Lëtzebuerg ze kréien, deen och vum Premier empfaange gouf. Ech sinn och souguer ganz houfreg, soen ech, am Numm vun der Lëtzebuerger Regierung, dass dëst Joer wäert de Premierminister ee vun den Haaptriedner sinn zu Genève, wann déi nächst Konferenz do ass. Do freeë mer eis schonn drop. Ech soen lech duerfir Merci fir déi Unanimitéit hei an der Chamber.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5240.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5240 ass mat 59 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par Mme Martine Stein-Mergen), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Roland Schreiner), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par M. Xavier Bettel), MM. Charles Goerens, Henri Grethen (par M. Carlo Wagner), Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen (par M. Robert Mehlen), Jacques-Yves Henckes et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Esou ass et décidéiert.

Mir kommen dann zum Projet de loi 5242 iwwert d'Schafung vun engem Comité permanent du travail et de l'emploi. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht.

Une voix.- Da loosse mer den Här Glesener nach eng Kéier kommen.

Une autre voix.- Hei do ass en!

M. le Président.- Här Glesener, Dir hutt d'Wuert als Rapporteur.

7. 5242 - Projet de loi portant création d'un Comité permanent du travail et de l'emploi et d'une instance de conciliation individuelle et portant ajout d'un titre V au Livre VI du Code du Travail

Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi

M. Marcel Glesener *(CSV), rapporteur.*- Merci, Här President, fir d'Wuert. Et ass esou, datt mer elo de Projet 5242 hei diskutéieren an analyséieren an dann, hoffen ech, mat enger breeder Majoritéit kënnen ofstëmmen. Den Aarbechtsminister huet elo grad gesot, dat wat mer elo virdrun hei diskutéiert hunn, dat wär esou e bëssen den Apéritif gewiescht an den Haaptplat géif en dann d'nächst Woch bei der Reform vun der ITM hei weiderféieren. Ech géif soen, datt dëse Projet, dee mer elo diskutéieren, vläicht genausou vill Importenz huet, wéi de Projet iwwert d'Reform vun der ITM.

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Dir hutt d'Wuert, Här Glesener.

M. Marcel Glesener *(CSV), rapporteur.*- Merci. Ech hu gesot, datt dëse Projet, dee mer elo diskutéieren, vläicht vun der Wichtegkeet deem vun der ITM net nosteet. Dat als Virbemierkung.

Dir kënnt lech erënneren, virun enger décker Woch hate mer hei, net déi éischte Kéier, mä erëm eng Kéier een Débat iwwert de Chômage an iwwert d'Aarbechtslosegkeet. An erëm eng Kéier ass et zum Virschäi komm, datt et net eleng d'Kompetenz vum Aarbechtsminister ass, fir den Aarbechtsmaart an de Grëff ze kréien, fir d'Vollbeschäftegung ze realiséieren, fir d'Aarbechtslosegkeet däitlech ofzesenken, mä datt déi ganz Problematik ëm den Emploi eng Aufgab ass, déi déi gesamt Regierung an eng Rei vu Ministèrë betrëfft.

Méi wéi eng Kéier ass och hei op dëser Plaz zum Ausdrock bruecht ginn, datt et misst een institutionellt Gremium gi vun enger Rei vu Ministèren zesumme mat de Sozialpartner, woubäi Aarbechtsminister, Wirtschaft, Educatioun, Sécurité sociale haaptsächlech zesumme misste permanent déi ganz Situatioun zu Lëtzebuerg iwwerwaachen an deementspriechend der Chamber Propositioune maachen, wéi een der Jugend méi Chancë gëtt, eng Aarbechtsplaz ze fannen, d'Froe vu Qualifikatioun, déi ubruecht sinn opgrond vun neien Aarbechtsplazen, déi geschaf ginn.

Mir wëssen haut nach net genau, wellech Aarbechtsplazen a fënnef Joer geschaf ginn a wellech Qualifikatiounen dann noutwendeg sinn. Mä wann déi Aarbechtsplaze bis geschaf sinn a mir hunn deementspriechend net virdrun hei reagéiert, dann däerfe mer eis net wonneren, wann de Chômage hei zu Lëtzebuerg wiisst a vill Leit a jonk Leit, déi hei zu Lëtzebuerg wunnen, keng Chance hunn, op déi Aarbechtsplazen ze kommen. Dat sinn emol eis Virbemierkungen.

Dee Projet schaaft elo de Comité permanent du travail et de l'emploi an e gëtt der ITM eng nei Dimensioun, celle d'une instance de conciliation individuelle. Ech kommen duerno, wann ech e bëssen an d'Aufgabe vun deem Comité permanent aginn, op dat zréck, wat ech virdru gesot hunn. Et gesäit een, wann een dann och d'Zesummesetzung an d'Kompetenze vun deem Comité analyséiert, wéi richteg dat ass, wat ech virdru gesot hunn, a wéi noutwendeg dat ass, datt mer dee Comité permanent du travail et de l'emploi elo endgülteg schafen.

Dann eng aner Virbemierkung. De Moment bestinn zwou ähnlech Institutiounen hei zu Lëtzebuerg. Dat eent ass de Comité consultatif tripartite. Deen ass 1983 agefouert ginn. En huet awer keng legal Basis, a säit 1997 ass dee Comité net méi zesummekomm.

Dann hu mer de Comité permanent de l'emploi. Dee funktionéiert, mä deen huet awer wäitgehend net déi Kompetenzen, déi noutwendeg sinn, fir haut de Problem vum Chômage an de Grëff ze kréien, wéi deen, dee mer elo schafen, deen neie Comité permanent du travail et de l'emploi.

Den Ausgangspunkt vun dësem Projet war den Audit vun 2002 vun der OIT am Zesummenhang mat der Reform vun der Gewerbeinspektioun. D'nächst Woch gi mer méi an den Detail. Si hunn zwou Saache gesot:

Éischtens emol musst Der der Gewerbeinspektioun eng nei Dimensioun ginn, an zwar hir, zousätzlech zu der Kontroll vun dem Anhale vun de Bestëmmunge Sécherheet-Aarbecht, och d'Méiglechkeet ginn, preventiv kënnen ze wierken, fir méiglech Konflikter, individuell Konflikter aus der Welt ze schafen, datt déi net sollen entstoen.

Déi Instance de conciliation individuelle ass ee Resultat vun deene Virschléi vun der OIT. Doriwwer eraus huet d'OIT gesot: Wann een Är Entwécklung hei kuckt um Aarbechtsmaart, da ginn déi Institutiounen net duer, an et muss eng besser Zesummewierkung geschéien tëschent deenen eenzelne Ministèren, déi décisiv sinn - ech hu se virdrun opgefouert -, a Form vun enger institutioneller Institutioun.

Opgrond vun deem huet den Aarbechtsminister mat de Sozialpartner en Dialog gefouert, fir déi zwou Recommandatiounen do zu engem Zil ze bréngen. Dat ass geschitt an engem Avant-projet. De Minister ass an déi zoustänneg Chamberskommissioun komm, well mer der Meenung waren, datt och d'Chamber hir Responsabilitéit an deene Froe misst iwwerhuelen. Aus deene Consultatiounen ass dann ee Projet de loi ginn, deen de Minister den 18. November 2003 déposéiert huet.

Ech ginn elo net op déi legislativ Prozedur an - wéi a wéini déi eenzel Avisë vun de Beruffschambere komm sinn, wat se gesot hunn -, déi Dir a mengem schrëftleche Bericht gesinn hutt. Alleguerten d'Beruffschambere ware positiv, mat enger Rei vun zousätzleche Wënsch, op déi ech och net aginn. Déi fannt Der am schrëftleche Bericht. Mir hunn zu engem groussen Deel an eiser Kommissioun deene Wënsch Rechnung gedroen, esou wäit se realiséierbar waren.

De Statsrot huet och eng ganz Rei vu Suggestioune gemaach iwwert d'Zesummesetzung an iwwert d'Mandat vun deem Comité permanent du travail et de l'emploi. Zu engem groussen Deel si mer och op déi zwee Avisë vum Statsrot agaangen. Dee leschten Avis vum Statsrot ass eis den 12. Dezember 2006 virgeleucht ginn. Dir fannt all déi Objectiounen, déi virbruecht gi sinn, am Detail op véier Säiten a mengem Rapport vun der Säit 6, 7 an 8.

Do fannt Der wéi d'Kommissioun dat an engem ganz konstruktiven Débat gemaach huet. Ech wëll do nach eng Kéier de Memberen vun der Kommissioun Merci soen; dat war wierklech flott, do ze schaffen zu deem Projet do, a mir haten u sech ni Problemer. Et huet een och net gespuert, datt iergendwéi eng Majoritéit oder eng Oppositioun hei an der Chamber wier. Am Kontext vun deem Projet do hu mer ganz konstruktiv zesummegeschafft an ech soen och virun allem den Oppositiounspolitiker Merci, déi an där Kommissioun ganz konstruktiv, wéi ech gesot hunn, matgewierkt hunn.

Mir konnten dann och, nodeem mer all déi Objectiounen - déi fannt Der am Detail wéi gesot a mengem schrëftleche Bericht - aus der Welt geschaf hunn, dee Projet, deen Texte coordonné, op deen ech wëll ganz kuerz agoen, op den Instanzewee ginn, an dee Rapport ass dann och unanime an der zoustänneger Kommissioun ugeholl ginn.

Mir waren alleguer averstane mat deem neien Text, deen awer och anescht ausgesäit wéi deen éischten. Dat ass och en Zeechen, datt mer dat an der Chamber seriö gemaach hunn. Deen Text geet anescht eraus, wéi en erakomm ass an d'Chamber. En ass am Zesummespill mam Aarbechtsminister geännert ginn, an dat huet dann dozou gefouert, datt mer eis op folgenden Text eenegen.

Dir fannt am Artikel 1 vum Texte coordonné, op der Säit 9 vum schrëftleche Bericht, d'Aufgabe vun deem Comité permanent de l'emploi, an zwar steet dodran, datt dee Comité d'Aufgab huet «d'examiner régulièrement la situation en matière a) d'emploi et de chômage, b) de conditions de travail, de sécurité et de santé des travailleurs».

Et ass also e Comité, deen en permanence den Aarbechtsmaart soll iwwerwaachen, an net nëmmen eleng iwwerwaachen, mä virun allem awer och opgrond vun deenen Examen, déi e mécht, der Regierung an och der Chamber ganz konkret Propositioune soll maachen, wa Problemer entstinn, wéi déi Problemer um Aarbechtsmaart, Problemer vu Qualifikatioun, Problemer vum Chômage des jeunes, Problemer, déi esou entstinn opgrond vun der Laangzäitaarbechtslosegkeet, vun der Aarbechtslosegkeet vun eelere Leit, fir déi Problemer ze regléieren an an de Grëff ze kréien.

Dir gesitt also, et ass och dat d'Resultat vun engem Wonsch, dee virun zwou Wochen hei abruecht ginn ass, vu Säite vum John Castegnaro an am Numm vu ville Kolleegen hei, wou gesot ginn ass: Et geet net duer, datt mer all Joer en Débat hei féieren a feststellen, datt esou vill Aarbechtsplaze geschaf gi sinn. Wat fir eng Aarbechtsplaze sinn dat? Wéi sinn d'Qualifikatiounen an esou weider an esou fort? Dee Comité kritt déi Aufgab, dat konkret a permanent ze iwwerwaachen an zesumme mat de Sozialpartner och d'Chamber mat anzeschléissen, fir Léisungen ze fannen. Mir hoffen, datt mer domat de Chômage besser an de Grëff kréien, a ville Mënschen a jonke Leit virun allem och déi Qualifikatioune kënne ginn, datt se apte sinn an eng Chance hunn, op deenen nei geschafenen Aarbechtsplazen de Wee ze fannen.

An den Artikele geet den Text an den Detail dovunner an, wéi de Comité ze fonctionnéieren huet a wellech Aufgaben e ganz konkret ze erfëllen huet. Ech ginn elo net an den Detail an, Dir fannt dat an dem Artikel 51.1.

Da kënnt een Artikel, dee ganz wichteg ass. Dat ass och d'Resultat vun eisen Iwwerleeungen an eise Virstellungen an der Kommissioun, nämlech d'Zesummesetzung vun deem Comité. Dat ënnerstraicht dat, wat ech virdru gesot hunn, datt mer endlech een institutionellt Gremium kréien, wou net ee Minister esou heiansdo an Aarbechtskommissioune mat anere Ministèren zesummeschafft, mä hei sinn effektiv nieft dem Aarbechtsminister dräi Memberen aus der Regierung, dräi Ministèrë vertrueden, an zwar de Minister vun der Ekonomie, de Minister vun der Éducation nationale, de Minister vun der Sécurité sociale an ergänzend d'Fonction publique an d'Réforme administrative ainsi que l'Égalité des chances.

Dir gesitt also, dat gëtt en Instrument, wat wierklech eng grouss Kompetenz, eng grouss Bedeitung kritt. Dat huet bis elo gefeelt, een Zesummespill an Zesummewierke vun deene fënnef Ministèren am Zesummenhang vun deem grousse Problem Aarbecht.

Déi aner Artikele gesinn da vir, wéi dee Comité do fonctionnéiert, wéi oft e muss ageruff ginn. Wéinstens zweemol am Joer muss en en Exame maachen, eng Analys maachen, konkret Propositioune maachen, e Rapport maachen, dee mer dann och d'Méiglechkeet hunn, hei an der Chamber ze diskutéieren.

Ech sinn der Meenung, datt och déi Aarbecht vun deem Comité - dat wäert och geschéien - intensiv an den zoustännege Chamberskommissioune vum Parlament zur Sprooch kënnt, ka berode ginn, esou datt mer kënne mat awierken an där responsabeler Haltung, déi mer als Chamber ze huelen hu par rapport zu all deene Problemer am Zesummenhang vum Aarbechtsmaart.

Kolleeginnen a Kolleegen, dat sinn elo déi wesentlech Aspekter vun deem nei geschafenen Organ. Ech huelen un, datt ech däitlech genuch war, fir datt Dir verstitt, datt dat do schonn eng grouss Ännerung ass an der Sozialgeschicht a mat Sécherheet mer een Instrument eis schafen, duerch dat mer méi Chancë wäerte kréien, fir déi ganz grouss Problemer an de Grëff ze kréien, déi och während deenen nächste Jorzéngten hei zu Lëtzebuerg sech wäerte presentéieren, well mer och gesinn, datt d'Situatioun um Aarbechtsmaart nach ëmmer ganz prekär ass.

Da kommen ech zum leschte Punkt vun deem Projet. Dat ass, wat ech virdru gesot hunn: Och opgrond vun engem Audit vun der OIT ass d'Resultat déi nei Dimensioun, déi nei Schafung vun der Mediatioun, déi elo am Kader vun deem Gesetz an der ITM soll fonctionnéieren, fir Konflikter ze verhënneren.

Et gesäit een, datt dat wierklech e klenge Comité ass, deen och d'Méiglechkeet huet,

ganz konkret kënnen ze conciliéieren, fir individuell Konflikter aus der Welt ze schafen. De President, dee kënnt aus dem Personal vun der Gewerbeinspektioun a gëtt assistéiert vun engem Vertrieder vun de representative Gewerkschaften an engem Vertrieder vun den Arbeitgeber. Et ass also kee Waasserkapp, et ass ee ganz klengt Gremium, wat och duerch déi Klengheet, déi et huet, an och duerch déi Kompetenzen à même ass, effektiv mediativ ze wierken, fir méiglech Konflikter aus der Welt ze schafen.

Kolleeginnen a Kolleegen, et huet zwar elo e bësse méi laang gedauert, wéi ech mer dat virgestallt hat, mä ech wollt e bëssen an den Detail goen, fir eis d'Importenz kloerzemaache vun deem Projet hei, wat och ee Plein ass vun deenen aarbechtsrechtleche Bestëmmungen, déi mer elo haut de Mëtteg an déi nächst Woch och nach wäerten diskutéieren.

Ech géif am Numm vun eiser Kommissioun d'Chamber bieden, deem Projet hei eng allergréisst Zoustëmmung ze ginn. Ech soen de Membere vun der Kommissioun nach eng Kéier Merci fir hir Kollaboratioun. Dat, wat ech hei virgedroen hunn, dat ass eis gemeinsam Aarbecht, dem Sekretariat vun der Kommissioun seng, menge Mataarbechter an der Fraktioun hir an der Regierung hir ebenfalls.

Ech bieden also d'Chamber am Numm vun de Kommissiounen, deem Projet hir Zoustëmmung ze ginn, an d'Zoustëmmung vu menger Fraktioun, vun der CSV, ass gewëss.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur. Den éischte Riedner ass den Här Krieps. Här Krieps, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Alexandre Krieps *(DP)*.- Merci, Här President. Wat een heiansdo wonnere kann, dat ass, dass e Gesetz, wat am November 2003 déposéiert ginn ass, véier Joer brauch, bis hei virun d'Haus ze kommen. Dat schéngt mer laang. Mä all Gesetz, wat an dëse schwieregen Zäite vum Aarbechtsmaart engem Objektiv ka gerecht ginn, éischtens vun der Aarbechtswelt duerch d'ITM an duerch den Emploi, duerch d'ADEM, déi Welt ze ënnerstëtzen, ass wëllkomm.

D'Missioune vun deem Comité sinn ons kloer genuch definéiert. Mir hoffen op eng méi prospektiv Aarbecht an net nëmmen eng reaktiv Aarbecht, wéi dat bis elo oft war, am Fong fir d'Regierung ze beroden, eng Aart „thinktank".

Déi Zesummesetzung vun deem Comité huet ons ganz propper erschéngt. Dass den Aarbechtsminister déi presidéiert, hunn ech am Fong léiwer, wéi wann et de Minister vun der Égalité des chances ass, well en awer méi no drun ass. Dass déi Zuel vun deene Comitésmembere begrenzt ass, fannen ech och gutt, da gëtt et also kee Poterclub.

Wat hei zielt, dat ass d'Kompetenz, do sinn déi Bescht just gutt genuch, fir dohinner ze goen. An ech maachen hei en Appel un d'Sozialpartner, dass si och hir Bescht schécken.

Bei den Experten hätt ee sech kënnen natierlech och erwaarden, heiansdo fir punktuell Froen Auslänner erunzezéien, well déi hunn d'Erfahrung op hiren Aarbechtsmäert och gemaach, wa mer elo vun der ADEM-Säit schwätzen.

Deen zweete Volet vun där Gesetzgebung huet mir ganz interessant geschéngt, an deen Term «Conciliation» gefält ons och besser wéi dee vun der «Médiation», virausgesat natierlech, dass d'Saisines duerch déi zwou Säite gemaach ginn, den Interesséierten oder seng Patronen.

Am Kommissiounsbericht war dee schéine Saz ze liesen «...avant l'engrenage judiciaire». Do weess een, wéi een erakënnt, an net, wéi een erauskënnt.

Wat e bëssen interessant och war, dat ass, den Délai de recours bei den Aarbechtsgeriichter, dee gëtt natierlech suspendéiert, awer klorerweis net an de pénalen Instanzen. Wënschenswäert wär natierlech, dass dat hei deem Eenzelnen a sengem Patron zeguttkënnt.

Wat ech e bësse vermësst hunn an deem Volet, dat ass, dass dee Règlement grand-ducal - dat ass vläicht eng Suggestioun, wann et net virgesi wär -, deen de Minister fixéiert, d'Saisine de détail de l'instruction an d'Indemnitéite vun de Conciliateure festleet, och en Délai drasetzt. Well mer vermëssen den Délai. Net dass mer an dëser Instanz esou laang hannendrulafen, wéi an deenen üblechen aneren Instanzen.

Ze hoffe wär och, dass eben hei duerch dës Instanz d'Aarbechtsgeriichter selwer entlaascht ginn.

Heizou soen ech nach, dass ech dem Marcel Glesener als Rapporteur zu sengen Erklärungen an zu senger Aarbecht an der Kommissioun Merci soen, a bréngе selbstverständlech den Accord vun der Demokratescher Partei.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Krieps. Den nächste Riedner ass den Här John Castegnaro.

M. John Castegnaro *(LSAP)*.- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, och

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

Chamber TV

weist all öffentlech Sëtzung live an integral

An der Stad
um Kanal S29 (Coditel) oder
um Kanal S40 (Eltrona/Siemens
•
Zu Esch
um Kanal S24 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Déifferdang
um Kanal S29
•
An der Gemeng Diddeleng
um Kanal S32
•
An der Gemeng Nidderaanwen
Kanal S29
An der Gemeng Bartreng
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Walfer
um Kanal S29 / 367.25 Mhz
•
Zu Biwer an zu Wecker
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Bous
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Bërmereng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Konter
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Dippech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Dikrech
um Kanal S19 / 287.25 MHZ
•
Zu Iermsdref
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Esch-Sauer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Nidder- an Uewerfeelen
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Gréiwemaacher
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Hieffenech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Hesper
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Kielen (& Brameschhaff), Keespelt, Meespelt, Ollem a Nouspelt
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Mamer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Manternach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Medernach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

ech wëll direkt dem Rapporteur fir de schrëftlechen a mëndleche Rapport Merci soen an och direkt ënnersträichen, dass meng Partei dee Projet do selbstverständlech wäert stëmmen.

M. Charles Goerens *(DP)*.- Dat nennt ee Kohesioun!

M. John Castegnaro *(LSAP)*.- Dat nennt ee Kohesioun! Mä vu dass ech bis elo bal nëmme Guddes héieren hunn, wëll ech och ënnersträichen, dass ech frou sinn iwwert d'Aussoe vum honorabelen Alexandre Krieps, déi ech och esou kann ënnersträichen an akzeptéieren. Ech brauch dann net méi selwer drop anzegoen. Mä et ass scho wichteg, dass ee sech Gedanken iwwert d'Rapiditéit och vun esou engem Gremium mécht.

Do wou ech och mat him d'accord sinn, dat ass wann hie seet, et wier noutwendeg eng héichkaräteg Besetzung ze hunn. Si wier dann definitiv héichkaräteg, wann och Vertrieder vun eis derbäi wieren, mä dat ass an deem Sënn jo net virgesinn.

(Interruption)

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, mir befannen eis an enger Diskussioun, déi e volle Bestanddeel vum sougenannten „Lëtzebuerger Modell" ass. Och hei erëm eng Kéier - och wann dat oft belächelt oder kritiséiert gëtt a wann Eenzelner mengen et wier en Auslafmodell - wësse mir oder déi meescht vun eis, dass dee Modell Lëtzebuerg, dee ganz villfälteg zesummegesat ass, am Interessi vum Land villes geleescht huet a mat Sécherheet och weiderhin eng bedeitend Roll wäert spillen.

Et sief mer erlaabt just drop hinzeweisen, dass déi national Tripartite de 24. Dezember dëst Joer hiren 30. Jubiläum feiert. Dat ass also awer schonn e laangen Dag! Mä duerfir ass se net méi al ginn an duerfir wäert se och weider a grousser Form an Aktivitéit bleiwen.

Firwat soen ech dat vum Lëtzebuerger Modell respektiv vun der Tripartite? Well dee Comité permanent du travail et de l'emploi et instance de conciliation - op d'mannst den éischten Deel dovun - am Kader vun der nationaler Tripartite gebuer ginn ass an den Numm an engem bestëmmte Moment vum Comité permanent du travail gedroen huet. Haut soll also dat Gesetz, wat mer ofstëmmen, déi Saach ofrënnen an erweideren.

An deem Sënn leeë mer mat deem Gesetz hei éischtens fest, dass dee Comité permanent du travail et de l'emploi an esou virun institutionaliséiert gëtt, wat wesentlech ass, och fir säi Fonctionnement, seng Bedeitung a fir och eescht geholl ze ginn. Et ass richteg - an dat soll een ervirsträichen -, dass en op engem héijen Niveau fonctionnéiere wäert a muss, an d'Presenz vu véier Ministeren dat jo och ënnersträicht.

Zweetens erweidert e sech ëm déi dach bedeitend zousätzlech Fonctioun vun enger Instance de conciliation. Firwat bedeitend? Mä well et souwuel e preventive wéi e schlichtende Charakter soll hunn, fir Meenungsverschiddenheeten, Sträitsituatiounen, déi kéinten entstoen oder déi entstane sinn, an d'Hand ze huelen a versiche Léisungen ze fannen.

Drëttens, och net onwesentlech ass, dass eben dee Gremium tripartite besat ass, an dat och no de geltende Regele wéi se am Gesetz vun 2004 iwwert d'national Representativitéit - fir dat elo emol vereinfacht ze ënnersträichen - ...

Entschëllegt wann ech ze haart sinn. Ech wëll lech jo net stéiere bei Ärem Dialog do, mä Dir stéiert mech awer e bëssen.

(Interruptions et hilarité)

Also besat gëtt no de Regele vum Gesetz iwwert...

M. le Président.- Här Castegnaro, loosst lech net stéieren!

M. John Castegnaro *(LSAP)*.- Jo, duerfir muss een hei haart schwätzen.

...d'national Representativitéit oder de Rapport collectif de travail. Dat ass wichteg, well domat eng Rei Regelen, déi eben hei an dësem Land bestinn, berücksichtegt ginn.

Ech mengen, et wier och positiv, esou wéi et och noutwendeg ass, dass mer zu Lëtzebuerg eben - an zu Recht - no där Method verfueren, déi sech bewäert huet, dass een näischt dem Zoufall iwwerléisst, och net de Sozialdialog an dat Zesummeliewen, well et am Géigendeel dozou kéint féieren, dass deen dach legendäre soziale Fridden an dësem Land da géif riskéieren a Fro gestallt ze ginn, a well et och an der Zukunft, vläicht méi nach wéi an der Vergaangenheet, opgrond vu komplexe Konditiounen duerch d'Globaliséierung an Ähnleches noutwendeg ass, dass een e gudde Sozialdialog huet, dee gutt a permanent fonctionnéiert.

Dat muss Lëtzebuerg sech leeschten. De Contraire kënne mer eis net leeschten. Mir brauchen einfach deen Dialog. Mir brauchen déi Schlichtung a Preventioun, wéi ech dat genannt hunn, fir eens ze gi mat all deem, wat op eis duerkënnt. Ech hunn d'Globaliséierung genannt. Ech nennen déi ëmmer méi rasant Verännerungen an der gesamter Ekonomie, mä ech nennen och deen ëmmer méi groussen Drock op d'Salariéen, net nëmmen an dësem Land, mä weltwäit, mat all deenen Diskussiounen iwwer ëmmer méi Flexibiliséierung, all déi Diskussioune mat ëmmer méi Kompetitivitéit a Produktivitéit.

Mir hunn d'lescht Woch oder déi Woch virdrun de Livre vert ugeschwat. Mir hu gëschter oder haut gelies, wat gëschter am europäesche Conseil vun de Sozial- an Aarbechtsministeren erëm eng Kéier iwwer Opt-out an esou virun, iwwer Aarbechtszäite gesot gouf. Alles dat féiert jo zu Spannungen a féiert dozou, dass ëmmer erëm Drock ausgeübt gëtt, fir och an deene Länner, wou dat nach keen Thema ass, et awer vläicht ze thematiséieren.

Bedeitend ass och, dass souwuel d'ITM, déi mer jo muer dann definitiv reforméieren, an och d'ADEM, déi mer eng Kéier wäerten - hoffentlech bal - reforméieren, vill méi staark agebonne ginn an deen Dialog a senger ganzer Bandbreet - de Marcel Glesener ass zum Deel dorop agaangen -, méi fest agebonne ginn an domat nach méi eng grouss a besonnesch méi eng aktiv Roll a Verantwortung kréien, wann am Comité permanent du travail et de l'emploi déi Saachen diskutéiert ginn, déi am Zesummenhang mat eisem Aarbechtsmaart permanent mussen zur Debatt stoen.

Wann ech soen, d'ADEM an d'ITM spillen do an Zukunft vill méi eng bedeitend Roll, da seet een domat och d'Noutwendegkeet vun enger gudder personaler Besetzung vun deene Verwaltungen - och aneren, mä deenen zwou -, vun héich qualifizéierte Leit, vu beschten Infrastrukturen an och d'Zur-Verfügung-Stelle vun den noutwendege finanzielle Moyenen, fir dass déi Aarbecht, déi Responsabilitéit och kann iwwerholl ginn.

Et freet mech duerfir - ech soen et ëmmer erëm -, dass mer muer d'ITM-Gesetzgebung hei kënne verabschieden,...

(Interruption)

Gelift? Neen? Okay. Dann ass et méi roueg muer.

(Hilarité)

...an dass mer deen Audit iwwert d'ADEM an deenen Deeler, wou mer e breede Konsens kënne fannen, och an d'Reform vun der ADEM mat abezéien, also dass dat net doudege Buschtaf bleift.

Dat Gesetz, wat mer haut verabschieden - ech wëll dat och nach eng Kéier ënnersträichen -, dréit d'Handschrëft vum Bureau international du travail. Do gesäit een erëm eng Kéier wéi wäit och vu Genf aus d'Iwwerleeungen, d'Virschléi droe kënnen. Déi Iwwerleeunge vum BIT sinn hei a wesentleche Froe jo och wäitgehend berücksichtegt ginn.

Mä de Comité permanent dréit och d'Handschrëft vun de Sozialpartner, wat och dozou gefouert huet, dass et vläicht e bësse méi laang gedauert huet. A wann een dann och d'Avisë vun de Beruffschambere kuckt, da gesäit een, dass déi sech a Moossen halen, an dass eenzel Iwwerleeungen et awer derwäert sinn, nach eng Kéier spéider gekuckt ze ginn.

Ech wëll besonnesch ervirsträichen, souwuel wat d'Arbeiterkammer ubelaangt wéi d'Privatbeamtechamber, dass se éischtens och do schonn d'Unicitéit vun der ITM uschwätzen - iwwert déi mer muer erëm eng Kéier wäerte schwätzen -, an dass zweetens...

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- D'nächst Woch, Här Castegnaro!

M. John Castegnaro *(LSAP)*.- Ech si ganz duercherneen. D'nächst Woch. Muer kënns du net, jo?

(Hilarité)

Ech sinn an engem Aarbechtsäifer, deen ass net méi ze bremsen, an et soll een d'Eise schmieden esou laang wéi et waarm ass. Et wier jo virbildhaft, wa mer muer géifen tagen an dat endlech géife verabschieden, nodeem dat säit 1991 undauert, fir déi Reform do ze maachen.

(Brouhaha général)

Mä ëmmerhin den 13. - wann dat kee schlecht Omen ass - maache mer et definitiv, owes spéit. Jo, doriwwer wäerte mer dann och nach knouteren, ech weess dat elo schonn. Mä ëmmerhi féiere mer déi Diskussioun nach eng Kéier.

Da gëtt et an de Beruffschambere vun de Salariéen och Iwwerleeungen a Kritiken iwwert d'Entscheedungs- an d'Aberuffungsprozeduren. An d'Beruffschambere vum Patronat féieren eigentlech eng hefteg Kritik, andeem se soen, déi Schlichtungsinstanz do wier net noutwendeg gewiescht, mir hu jo Aarbechtsgeriichter, dat misst duergoen.

Déi Meenung deelen ech iwwerhaapt net! D'Aarbechtsgeriichter, wéi d'Geriichter, sinn an der Regel déi lescht Instanz. Et dauert laang. Effektiv, et kascht och Suen an et ass mat aneren Onannehmlechkeete verbonnen. A wann een am Virfeld munches ka klären ouni Geriichter domat befaassen ze mussen, dann, mengen ech, hätt een eng gutt Aarbecht geleescht.

Ech wëll awer domat gesot hunn, eenzel positiv Kritiken an anerer, déi virbruecht gi sinn, déi sollt ee kucken a sollt een och an Zukunft net aus den Ae verléieren. Ech mengen, dass ee Gesetz wéi dat hei net eng éiweg Liewensdauer huet, mä dass een hei sollt wëssen, dass ee méiglechst schnell misst eng Evaluatioun maachen, fir ze kucken, wéi wierkt dat sech alles an der Praxis aus an ass et dann noutwendeg unzepassen, nozebesseren, fir ebe méiglechst praxisno ze sinn an derfir ze suergen, dass dat Gutt, wat ee maache wëllt, och permanent realiséiert gi kann.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Nach eng Kéier: D'LSAP stëmmt deem Gesetz zou, ënner anerem och, fir dat nach eng Kéier gesot ze hunn, well et och eng Bedeitung fir den Aarbechtsmaart, fir d'Organisatioun, d'Iwwerwaachung, d'Initiativen um Aarbechtsmaart huet, andeem jo do preventiv, proaktiv an insgesamt duerch Diskussiounen nei Léisungsvirschléi an der Bekämpfung vun der Aarbechtslosegkeet kënne fonnt ginn.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Castegnaro. D'Madame Loschetter huet d'Wuert gefrot.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Här President. Et ass scho ganz vill gesot gi vu menge Kolleegen an ech stëmmen deem och zou, vu datt mer eis jo och eens waren an eens sinn an der Kommissioun iwwert dee Projet de loi. Dofir géif ech just gären e puer kleng Remarquen dozou maachen.

Et stëmmt, an den Här Castegnaro huet dat jo elo explizit erkläert, datt de BIT ons esou ee Comité permanent du Travail et de l'Emploi recommandéiert huet, an datt mir, bis op zwou Ausnahmen, integral u sech déi Recommandatiounen elo hei am Gesetz erëmfannen, an datt den Objektiv vun deem neie Comité jo och deen ass, deen hei och vum Rapporteur ganz detailléiert beschriwwe ginn ass. Dat heescht mat der ADEM zesummen déiselwecht Observatioune maachen, sech ëm de Chômage këmmeren, etc., an deen anere Volet „Travail" méi spezifesch dann och mat der ITM déiselwecht Beobachtungen, Konsequenzen zéien a Mesurë virschloen.

Mir hu just ee ganz klengt Bedenken, wat déi kloer Fonctionnementsregelen an déi kloer a prezis Kompetenze vun deem Grupp ubelaangt. An ech denken et war d'Chambre des Employés privés, déi och déi Bedenke beschriwwen hat, zumools wou de BIT schreift mir misste wierklech ganz kloer Règles de fonctionnement opstellen an och ganz kloer Kompetenze preziséieren. A mir froen eis, ob herno mat deem Règlement interne, dee virgesinn ass - quitte datt déi Leit jo wäerten e Modus vivendi fanne fir eens ze gi mateneen a fir och mateneen ze schaffen -, dat duergeet an ob dat och ons hei duergeet, fir ze soen: Hei, dat do ass ganz kloer déi Aart a Weis wéi mir ons Missiounen erfëlle wëllen.

Da wollt ech awer nach ee klengt Wuert soen - mä mir wäerten, wéi gesot, d'nächst Woch owes spéit nach eng Kéier drop zréckkommen, an da wäert ech op alle Fall nach eng Kéier drop agoen -: Mir hunn och vum Aarbechtsminister, an ech denken zwar och zu Recht, an der Kommissioun gesot kritt, datt hien eigentlech och dat Ganzt als eng perséinlech Erausfuerderung gesäit, datt hien deen dote Comité elo presidéiert, well mer elo fir d'éischt an enger Situatioun sinn, wou och d'Fonction publique dra vertrueden ass an datt dat jo awer och schonn eng Erausfuerderung ass, datt en Aarbechtsminister e Gremium elo presidéiert, wou ënner anerem och d'Fonction publique, also d'Représentantë vun der Fonction publique dra vertruede sinn.

An dat ass och eppes, wou ech e puer Mol héieren hunn an onser Kommissioun, datt dat jo awer dann och den éischte Schratt wier zu enger gemeinsamer Démarche, well mer jo d'nächst Woch iwwert d'Reform vun der ITM stëmmen, wou d'Fonction publique jo net dra vertrueden ass a wou d'Fonction publique nach ëmmer eng Ausnahm mécht zu Organisatiounsreformen. Hei ass d'Fonction publique dran.

Mir begréissen dat, mat Sécherheet. Allerdéngs, wa mer dann den Avis liese vun der Fonction publique an hire Représentanten, da gesinn déi sech a verschiddene Punkte wéineg concernéiert, wa se do sëtzen. Si soen dat och an hirem Avis: Hei, fir déi Punkte si mir eigentlech net concernéiert an och net gefrot, well mir jo do eis eegen Instanzen an eis eege Regelungen hunn. Dat ass keng ganz glécklech Viraussetzung. Loosse mer emol kucke wat dorauser entsteet.

Mir sinn och net grad esou euphoresch wéi de Rapporteur ons dat hei alles verzielt huet. Ech denken, et soll ee gemittlech a prudent mat deem neie Comité ufänke mat schaffen, mä ob dee Comité do elo all Problemer léist, déi d'Regierung an d'Land hunn, dat woe mir awer nach ze bezweiwelen.

Da wollt ech nach eng lescht Remarque maachen zu der Instance de médiation formelle oder zu der Instance de conciliation, déi dann och complémentaire ass zu deene Missiounen an Aktiounen, déi d'ITM mécht, an ech wëll awer och ënnersträichen, déi heiansdo och d'Gewerkschafte maachen oder och heiansdo d'Employeure maachen, wou se versichen ënnert sech eens ze ginn.

Ech denken, datt dat e gudden éischte Schratt ass, mä mir vertrieden awer éischter de Point de vue, datt d'Mediatioun elo ganz oft a ganz vill an iwwerall gebraucht gëtt, et ass e bëssen ee modernen Term. Allerdéngs ass d'Mediatioun awer eng Studie. Do muss ee studéiere goen, fir dat ze léieren, an do ginn et och Diplomer, Unisdiplomer. A mir froen ons, ob et net besser wär, wéi et och iergendwou eng Kéier suggeréiert ginn ass, datt mer herno eriwwerginn op eng richteg Institutioun, déi an deem Kontext mat deem Comité zesumme schafft, mä wou dann awer och déi Mediatioun vu Leit ausgeübt gëtt, déi och déi noutwendeg Kompetenzen dofir hunn an déi och déi noutwendeg Studien dofir gemaach hunn.

Ech denken, datt d'Mediatioun an deem Kontext vun „Travail et Emploi" sécherlech hir Plaz huet an och sécherlech ganz vill Aarbecht wäert hunn, mä soll vu Leit gemaach ginn am Optrag vläicht vum Comité permanent du Travail et de l'Emploi, mä vu Leit gemaach ginn, déi déi Studien dofir gemaach hunn an déi och déi Qualifikatiounen, Kompetenzen an Diplomer dofir hunn.

Dëst gesot ginn ech d'Zoustëmmung vun der grénger Fraktioun zu dësem Projet de loi.

M. le Président.- Merci, Madame Loschetter. Den Här Minister François Biltgen.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och zu dësem zweete Projet wëll ech dem Marcel Glesener Merci soen. Ech mengen hien huet praktesch alles vun Detailer gesot. Ech wëll da just op e puer Saachen agoen, déi hei an der Debatt opgeworf goufen.

Éischtens, jo et huet laang gedauert. Bal genee véier Joer, well d'Chamberskommissioun huet den Här Glesener als Rapporteur genannt de 15. Dezember 2003. Also, mir hunn et bal véier Joer gepackt. Ech muss och soen, dass, wann ech esou kucke wéi a Frankräich mäi Kolleeg Aarbechtsgesetzer mécht - oder soll ech soen, de President vun der Republik? -, da kann een heiansdo neidesch gi wéi séier dat geet. Dat ass dat eent. Mir sinn oft spéit drun an heiansdo ass et och esou, dass eppes, wat een op den Instanzewee gëtt, vläicht scho liicht dépasséiert ass, wann ee bis aus dem Instanzewee erauskënnt.

Op där anerer Säit soen ech awer, dass et och eppes mat engem Lëtzebuerger Modell ze dinn huet. Nämlech deem, dass mir zum Beispill Beruffskummeren hunn, déi mer seriö huelen. Dass mer e Statsrot hunn, dee

vill méi eng staark Roll spillt wéi en a Frankräich spillt. Mä dat huet och eppes domat ze dinn, dass mer keen anert Organ niewent der Chamber hunn.

Et huet awer och eppes domat ze dinn, dass mer, notamment wat d'Aarbechtsrecht ubelaangt, eng Traditioun hunn, zu där och dësen Aarbechtsminister steet, nämlech d'Sozialpartner esou vill wéi méiglech mat anzebannen. Och dat - an et ass gesot ginn hei op dëser Tribün - hëlt Zäit.

An dann hu mer och eng Traditioun, an eigentlech sinn ech och frou mat där Traditioun, dat ass déi Aart a Weis, Här President, wéi och d'Chamberskommissioun schafft. Wann ech elo zréckkucken op Projeten, déi ech d'Éier hat als Aarbechtsminister virzebréngen an hei gestëmmt ze kréien - et sinn der vill, mä ech huelen déi, déi wierklech méi eng Reform duerstelle wéi eng Adaptatioun: Horeca-Gesetz, Kollektivvertragsgesetz, dat heite Gesetz -, dann hu mer vill diskutéiert an der Chamberskommissioun a mir hunn ëmmer erëm op deene Punkten hei large Majoritéiten an dëser Chamber gehat.

Och do sinn ech awer am Endeffekt frou iwwert déi Aart a Weis wéi mer zesumme schaffen, dass mer net hei mat der Briechstaang duerchginn an dass de Minister kënnt a seet, hien huet jo eng Majoritéit vun enger Koalitioun, an da gëtt eben d'Majoritéit géint d'Oppositioun ofgestëmmt. Mir hunn et ëmmer hei fäerdeg bruecht, a wesentleche Reformen am Aarbechtsrecht trotzdeem large Majoritéiten inklusiv an d'Oppositiounsreien eranzekréien. Dat bréngt dann och mat sech, dass mer do méi Rou hunn.

Well wann ech zréckkucken, all déi Artikelen - ech hu se all gesammelt - déi komm sinn, wéi mer wollten d'Kollektivvertragsgesetz reforméieren, wou den Tenor war: Dir gitt ni eens! An et gëtt nëmme Kaméidi an esou weider an esou fort. - Mir haten hei grousse Konsens an dëser Chamber, a mëttlerweil fonctionnéiert dat Kollektivvertragsgesetz och an et gëtt net méi vill driwwer diskutéiert. Och dat mengen ech huet eppes domat ze dinn, dass mer hei versicht hunn, op Konsensussen ze kommen a Gesetzer ze maachen, déi eng Reform duerstellen, mä wou mer awer kucken, dass mer dat uerdentlech maachen. Dat also zum Délai.

Ech sinn natierlech elo frou, dass et eriwwer ass! Also dat muss ech lech gäre soen.

Zweetens, zum Comité permanent du travail et de l'emploi. Wann ech do op d'Froen aginn, wéi soll e fonctionnéieren an esou weider an esou fort, wëll ech drop hiweisen, dass en e Virgänger huet, nämlech de Comité permanent de l'emploi, deen et zënter '95 gëtt an dee mat der ADEM zesumme schafft. Do hu mer ganz vill Erfahrunge gesammelt. Dat heescht, mir beschreiden hei keen Neiland.

Et ass net wéi mat deem Comité, Madame Loschetter, deen Dir elo schonn ugeschwat hutt, op dee mer den nächsten Donneschdeg kommen, de Comité de coordination du système national d'inspection du monde du travail. Dat ass Neiland. Do gëtt et effektiv méi Diskussioun. Mä hei beim Comité permanent du travail et de l'emploi hu mer Erfahrungswäerter gesammelt am Kader vum Comité permanent de l'emploi.

Elo gëtt et jo de Comité permanent du travail et de l'emploi. Mir hunn effektiv e bestehend Organ geholl - duerfir gëtt deen Artikel jo ofgeschaaft - a mir hunn doraus e grousst gemaach, esou dass et ëmmer den Aarbechtsminister ass, eng Kéier méi mat der ADEM, eng Kéier méi mat der ITM, deen do mat de Sozialpartner zesummeschafft.

Et war eng Diskussioun opkomm am Kader vum Audit vum BIT fir ze soen: Ma solle mer dann net der ITM eng Direction tripartite ginn? Do huet de BIT gesot: Neen! Dat wär och net onbedéngt an Aklang ze bréngen mat der Konventioun 81, géif ech mengen, währenddeem ee bei der ADEM éischter kéint iwwer esou eppes nodenken, wéi bei der ITM.

Mä de BIT huet awer gesot: Dir musst d'Sozialpartner mat abannen! Dir kënnt net einfach eng Verwaltung do hunn, déi op den Terrain geet an déi ni Kontakt huet mat de Sozialpartner, mat de Gewerkschaften, mat de Patronatsverbänn, soss ass déi och isoléiert. Déi muss mat deenen zesummeschaffen. Duerfir ass déi doten Iddi dann esou gebuer, dass mer e Comité permanent du travail et de l'emploi gemaach hunn.

Zwou Saachen hu mer net gemaach. Mir hu keng Présidence tournante gemaach. Et ass ëmmer den Aarbechtsminister, deen do presidéiert. Dat ass och gutt esou. Mir hunn och net d'net representativ Gewerkschafte mat erageholl. Mir hunn d'representativ Gewerkschafte souwuel aus dem Privat- wéi aus dem ëffentleche Secteur, dat ass ganz kloer, mä mir hunn net déi net representativ Gewerkschaften hei mat erageholl, och oppgrond vun dem Kollektivvertragsgesetz, wat awer do eendeiteg Weeër gezeechent huet. Dat also zum Comité permanent selwer.

Zu der Instance de conciliation an zu der Diskussioun Mediatioun oder Conciliatioun. Ech wëll emol fir d'éischt soen, wou déi Iddi dem Aarbechtsminister komm ass. Déi ass him komm opgrond vu senger Vergaangenheet als Affekot, dee ganz vill am Aarbechtsrecht an am Sozialrecht geschafft huet. Duerfir war ech jo e bësselchen och wëll net soen erféiert, awer amëséiert, dass just d'Patronatsvereenegungen am Ufank Berührungsängschten haten, dass just d'Patronë mer ganz oft gesot hunn: Majo, ech muss all Kéiers op d'Geriicht goen, a wann ech en décke Feeler gemaach hunn, da verléieren ech. Kéint een dann do net am Gudden eens ginn?

Dach, et kann een ëmmer am Gudden eens ginn, mä da mussen déi zwou Säiten Transaktioune schreiwen. Do traut ni een deem aneren. En typescht Beispill wat ech ëmmer hat, dat ass de Patron, deen aus der Roserei ee mëndlech entlooss huet. Esou awer wierklech mëndlech avec effet immédiat, fir ze soen: Géi heem a komm och ni méi zréck! Et ass natierlech gewosst, dass een dann de Prozess direkt automatesch verluer huet. Ob ee gutt Grënn hat oder keng gutt Grënn hat, dann ass de Prozess verluer.

Dann huet heiansdo de Patron gesot: Majo lauschter, ech hunn do iwwerreagéiert. Mir sinn e klenge Betrib mat e puer Leit. Ech war esou rosen, ech hunn dat esou gesot, ech wëll en dann erëm astellen. Jo, wann dann de Salarié bei säin Affekot geet, da seet den Affekot: Hoho, pass op, well wann s du elo erëm zréckgees, du gëss agestallt, dann entléisst hien dech richteg mat de richtegen Argumenter an dann hues de keng Chance méi. Hei kriss de nach wéinstens Sue viru Geriicht!

Esou dass een da scho misst eens ginn, eng Transaktioun ze maachen, wou een da géif draschreiwen: Okay, du fänks erëm un, dat doten ass vergiess a kënnt net méi erëm; du hues eng Garantie, dass de net entlooss gëss an ech weess net esou vill Méint an esou weider. Dat ass alles dran, mä dat ass ganz schwiereg.

Duerfir, wann een esou eng Instance de conciliation hätt - ech kommen op d'Conciliatioun -, dat war d'Iddi, da kéint een eng Partie Saachen, ier dass se op d'Geriicht kommen, bei esou eng Instanz féieren an do kéint esou eng Transaktioun geschriwwe ginn. Woufir ass déi kredibel? Majo well e President do ass, dee kënnt vun der Gewerbeinspektioun. Dat muss natierlech ee sinn, deen net virdru scho mat de Leit hantéiert hat, well d'Gewerbeinspektioun versicht jo och e bëssen ze vermëttelen. Dat huet se jo an der Vergaangenheet gemaach, dat mécht se och an Zukunft. Et muss also ee sinn, deen net scho befaangen ass. Da sëtzt e Vertrieder vum Patronat do an e Vertrieder vun de Gewerkschaften do, a wann dann eng Transaktioun virgeschloe gëtt, dann ass déi Transaktioun och kredibel fir jiddfereen an da kënnen d'Leit éischter ënnerschreiwen.

Mir wëlle wierklech och net, dass dat soll eng nei Geriichtsinstanz ginn, an duerfir fonctionnéiert dat och strikt fräiwëlleg. Et kann nëmmen d'un commun accord ugeruff ginn an et kann och nëmmen d'un commun accord erëm ophalen. Dat heescht, déi zwou Parteie mussen d'accord si mat der Transaktioun a wann eng déi Transaktioun net wëllt, dann ass et eriwwer.

Elo ass d'Fro zu Recht opgeworf ginn: Wat ass mat den Délaien? Mir hu keng Base réglementaire fir d'Délaien. Mir menge mir brauchen et net, well et steet eppes am Text wat wichteg ass, nämlech dass d'Instance de conciliation selwer ka soen, et ass Echec. Et kann net sinn, dass dat heite benotzt gëtt fir d'Geriichtsdélaien no hannen ze schieben an da gëtt et hei schwele gelooss. Do mussen déi Leit kënne soen: Lauschter, mir gesinn, dass Dir net wëllt mateneen eens ginn a mir soen elo, elo ass et eriwwer, a wann Dir nach wëllt eppes maachen, da musst Der effektiv bei d'Geriicht goen oder net.

D'Fro, Instance de médiation oder net: Mir hu se am Ufank effektiv Mediatioun genannt. De Projet ass scho véier Joer al. Mëttlerweil ass vill an der Mediatioun geschitt, wat och richteg hei gesot gouf. D'Chambres du Commerce an des Métiers hunn eigentlech gesot: Entweder maacht Der eng richteg Mediatioun oder Dir maacht eppes, wat Der da Conciliation individuelle nennt. Mir wollten elo hei, well och op de Geriichter op d'Mediatioun geschafft gëtt, eng Instance de conciliation maachen. An deemselwechte Sënn, wéi mer schonn en Office national de conciliation hu fir d'Litiges collectifs. Dat heiten ass dann d'Contrepartie vum ONC. Do wou et kee Litige collectif ass, wou et e Litige individuel ass, hu mer dann och en Organe de conciliation - net Mediatioun.

Elo muss ee kucken, wat iwwerall geschitt, wat bei de Geriichter geschitt, well wa bei de Geriichter géif vill méi vermëttelt ginn amplaz just plädéiert an décidéiert ginn, da bräicht een och vläicht keen esou een Organ, mä ech mengen, dat heite ka complémentaire sinn a ka virun allem a klenge Betriber, wierklech bei deene klengen Entitéiten, wou e klenge Patron mat e puer Leit ass, vläicht hëllefen, well do wenden d'Leit sech oft un d'ITM. An d'ITM kann net iergendwéi eppes maachen, mä elo kann d'ITM da soen: Ma lauschtert, mer hunn esou en Organ, sidd Der dann allen zwee bereet, bei dat doten Organ ze goen an emol ze kucken, ob Der do géift eens ginn? Do kéint ech mer awer virstellen, dass da vill Saache géife geléist ginn oder op d'mannst munch Saache géife geléist ginn, ouni dass dat d'Leit nach vill Sue kascht - an dorëm geet et jo och -, an dass een da vläicht erëm d'Leit zesummeféiert.

Dir wësst, dass am Aarbechtsgesetz steet, dass, wann een zu Onrecht entlooss gouf, de Riichter ka soen: Du gëss erëm an däi Betrib integréiert. Dat geet jo ni méi! Wann een awer ka séier hei d'Leit zesummeféieren, kann ee vläicht et fäerdeg bréngen, dass d'Leit sech net trennen, wou se eigentlech schonn an enger Trennungsphas waren, an dat ass e bësselchen eng Hoffnung, déi mer dobäi hunn. Wat elo dat Organ bréngt, dat musse mer kucken. Mä ech si frou, dass mer dat och kréien. Dat ass e weidert klengt Stéck, fir dat ze maachen, wat de John Castegnaro sot, nämlech dat Mënschlecht eranzeféieren an net nëmmen dat Juristescht.

Wa mer vum Aarbechtsrecht schwätzen, schwätze mer natierlech vill Juristerei - an Aarbechtsrechtler besonnesch gären -, mä et geet nach ëmmer ëm d'Mënschen, an de Patron ass e Mënsch an de Salarié ass e Mënsch. Wa mer kënne kucken, wéi mer mënschlech munch Problemer léisen, dann hu mer och vill geschafft.

Och dofir sinn ech ganz frou, well ech jo hei gespuert hunn, dass mer och hei eng ganz grouss breet Zoustëmmung, wann net och erëm dës Kéier eng Unanimitéit kréien. Ech soe villmools Merci fir déi vill Aarbecht, déi mer laang zesumme gemaach hunn a mer déi dann elo zu engem gudden Ofschloss kënnt.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen zum Vote vum Projet de loi 5242.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5242 ass eestëmmeg ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par Mme Martine Stein-Mergen), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Roger Negri), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Romain Schneider);

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Xavier Bettel), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen (par M. Alexandre Krieps), Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch (par Mme Anne Brasseur) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen (par M. Robert Mehlen), Jacques-Yves Henckes et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen zu eisem nächste Punkt vum Ordre du jour, dat ass d'Question avec débat vum honorabelen Här Jaerling iwwert d'Finanzéierung vun eise reliéise Gemeinschaften. Här Jaerling, Dir hutt d'Wuert fir fënnef Minutten.

8. Question avec débat N°28 de M. Aly Jaerling relative à un accord concernant le financement des communautés religieuses

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- Sou laang?!

(Interruption)

Här Minister, dot lech waarm un.

Här President, well jo esou munches hei am Land no chrëschtlecher Traditioun a Gesënnung ausgeriicht ass, hat ech op Mariä Himmelfahrt eng Demande agereecht, fir d'Regierung iwwert d'Relatiounen tëschent Kierch a Stat an de Finanzement vun de reliéise Communautéiten ze interpelléieren.

Well awer an der leschter Zäit an dësem Land d'Bierger ënnert der Austeritéitspolitik vun dëser Regierung mussen de Rimm méi zouzéien, dat awer ëmmer ënner chrëschtlecher Gesënnung an Nächsteléift, war et jo bal normal, dass ech haut op Niklosdag nëmmen eng Question avec débat a mengem Schung fonnt hunn.

Eng Question avec débat, déi kee gefrot huet, déi huet mer awer gestatt duerch déi chrëschtlech Gesënnung an Nächsteléift vun der Regierung, während ganzer 300 Sekonnen dem zoustännegen Här Minister Froen ze stellen iwwer Kierch a Stat.

Elo ass et awer esou, Här President, datt Dir laut Artikel 82 (4) vum Chambersreglement déi Froen, déi kee gestallt huet, viru 14 Deeg misst dem zoustännegen Här Minister zougestallt hunn, awer vergiess hutt, mir eng Kopie dovunner zoukommen ze loossen.

Duerfir, Här President, fir net ze vill Zäit ze verléieren, wier et vläicht besser, den zoustännegen Här Minister direkt hei zu Wuert kommen ze loossen, fir ze versichen, hien äntwerten ze loossen op déi Froen, déi kee gestallt huet an haut och kee wäert stellen.

(Hilarité)

Oder awer engem vun den honorabele Membere vun der Presidentekonferenz, déi dat hei jo manigancéiert hunn, d'Wuert ze ginn, fir dem Här Minister déi Froen ze stellen, vun deene keen eppes weess.

Ech soen lech Merci.

(Hilarité)

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Här Minister, Dir hutt d'Wuert.

M. François Biltgen, *Ministre des Cultes*.- Ech géif jo gären op all Fro äntwerten, mä wann ech keng Fro hunn, kann ech net äntweren; dann äntweren ech eben net, weder op Niklosdag nach soss, wann ech keng Fro gestallt kréien.

Une voix.- Très bien!

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- Parole après ministre!

(Hilarité)

M. le Président.- Här Jaerling, Dir hutt d'Wuert erëm.

Une voix.- Fir eng Zousazfro gëtt et zwou Minutten, Här President.

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- Här President, da muss den Här Minister sech un lech wenden, well déi Froen hätt Dir him jo missen zoustellen - laut Artikel 82 (4) vum Chambersreglement. Well ech si jo hei ewechgebootscht ginn ebe wéint dem Chambersreglement Artikel 89, verstitt Der.

Also, Här President, et deet mer jo och fuerchtbar leed, dass dat hei esou ofgelaf ass, mä ech wëll awer nach eng Kéier mäi Bedaueren driwwer ausdrécken, dass et hei einfach an dëser Chamber net méiglech ass, iwwer en Thema ze schwätzen, wat am ganze Land an der Diskussioun ass.

M. le Président.- Kommt mer versiche seriö ze bleiwen. Mir hu verstanen, Här Jaerling, datt Dir net frou doriwwer waart, datt d'Presidentekonferenz décidéiert huet, Är Interpellatioun an eng Question avec débat ëmzewandelen.

Et bleift awer, datt mer d'Traditioun hunn, wann dat do geschitt - an dat ass scho méi oft geschitt, och bei Deputéierte vun der Majoritéit -, datt de Bréif, deen Dir geschriwwen hutt, fir eng Interpellatioun ze maachen, an déi Argumentatioun, déi an deem Bréif drasteet, en fin de compte dat ass, wat den Objet vun der Question avec débat herno sollt sinn. Dat Eenzegt, wat jo ännert par rapport zu der Interpellatioun, dat ass d'Zäit. Déi ass bei enger Question avec débat net esou laang wéi bei enger Interpellatioun.

Mä Dir hat hei jo e Bréif geschriwwen den 13. August, wou Dir gesot hutt, datt Dir d'Regierung wéilt interpelléieren iwwert de Finanzement vun de Communautés religieuses. Dir hutt och eng Rei vun Argumentatiounen do opgefouert. Et ass opgrond vun deem Bréif, wou normalerweis entweder d'Interpellatioun oder d'Question avec débat hei an der Chamber op den Ordre du jour kënnt. Vu datt Dir awer gemengt hutt, et wär net noutwendeg fir dem Minister Froen ze stellen, denken ech, kënne mer zum Schluss kommen.

De Minister huet jo och gesot, hie kéint net op Froen äntweren, déi net gestallt gi sinn. Domat, mengen ech, solle mer dëse Punkt vun eisem Ordre du jour ofschléissen a mir kommen dann zum leschte Punkt, dat ass d'Désignatioun vun engem President a vu véier Membere vum Centre pour l'égalité de traitement.

9. Désignation d'un président et de quatre membres du Centre pour l'égalité de traitement

Et ass den zweeten Essai, dee mer maachen, fir dëse Centre besat ze kréien. Den Artikel 132 vum Chambersreglement gesäit vir, dass d'Chamber dozou opgeruff ass, ee President a véier Memberen ze désignéiere fir de Centre pour l'égalité de traitement, deen duerch d'Gesetz vun 2006 agesat gouf. Nom Artikel 114 (2) vum Chambersreglement gëtt iwwer all Kandidat eenzel ofgestëmmt. D'Lëscht vun de Kandidaturen ass un d'Deputéierte verdeelt ginn.

Mir stëmmen elo fir d'éischt of iwwert de Poste vum President. Den Artikel 137 vum Chambersreglement...

(Interruptions)

D'Lëscht war am Courrier électronique an ass un all Deputéierte geschéckt ginn.

(Interruption)

Mä selbstverständlech, d'Ziedele kommen elo direkt fir ofzestëmmen. Ech war elo emol nach amgaang, d'Prozedur hei ze erklären an d'Reglement, no deene mer verfueren.

Wann Dir da géift Kenntnis dovun huelen, datt den Artikel 137 vum Chambersreglement Folgendes virgesäit: «Le candidat élu doit avoir atteint la majorité absolue des voix, les bulletins nuls et blancs ne comptant pas pour l'établissement de cette majorité.»

Zwou Kandidature si fir de Poste vum President agereecht ginn, déi vum Här Patrick De Rond an déi vum Här Raymond Remakel. Mir stëmmen elo iwwert dës zwou Kandidaturen of. An ee vun deenen zwee, wann hien dann déi noutwendeg Majoritéit sollt kréien, géif President ginn. Ech géif bieden, d'Stëmmziedelen auszedeelen.

Vote d'un président

Elo maache mer den Appel nominal, fir d'Stëmmziedelen anzesammelen.

Appel nominal

Hei ass d'Resultat vum Vote, dee mer gemaach hunn:

Total vun de Wahlziedelen:	51
Blank Ziedelen:	8
Ongülteg Wahlziedelen:	0
Gülteg Wahlziedelen:	43
Absolut Majoritéit:	22

D'Stëmme si folgendermoosse verdeelt:

Här Patrick DE ROND	24
Här Raymond REMAKEL	19

Den Här Patrick De Rond huet mat 24 Stëmmen déi absolut Majoritéit kritt an ass deemno als President désignéiert.

Den Här Raymond Remakel huet 19 Stëmme kritt.

* * *

Et bleiwen elo nach déi dräi Kandidature fir véier Membersposten: den Här Paul Kremer, d'Madame Anik Raskin an den Här Raymond Remakel. An dësem Fall erlaabt den Artikel 138 vun eisem Reglement d'Uwendung vum Artikel 4 (5). Dat heescht, datt déi dräi Persounen als Memberen désignéiert kënne ginn, ouni datt doriwwer ofgestëmmt gëtt.

Ass d'Chamber domadder d'accord?

(Assentiment)

Da sinn den Här Paul Kremer, d'Madame Anik Raskin an den Här Raymond Remakel als Membere vum Centre désignéiert. President ass, wéi gesot, den Här Patrick De Rond.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

D'Prozedur fir d'Désignatioun vum véierte Member gëtt den 11. Dezember offiziell relancéiert.

Domadder, Dir Dammen an Hären, si mer um Enn vun eisen Aarbechten ukomm. D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 17.01 heures)

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
d'Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic Communication SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Sommaire des séances publiques

5744 - Projet de loi relatif à la construction d'ateliers et de dépôts dans l'intérêt de l'Administration des bâtiments publics à Bertrange-Bourmicht pages 123-124

5763 - Projet de loi relatif à la construction à Bertrange/Mamer d'une deuxième école européenne et d'un centre polyvalent de l'enfance pages 124-127

5766 - Projet de loi relatif à la quatrième extension du Centre de conférences à Luxembourg-Kirchberg pages 127-128

5741 - Projet de loi

- portant transposition de la directive 2005/68/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 novembre 2005 relative à la réassurance et modifiant les directives 73/239/CEE et 92/49/CEE du Conseil ainsi que les directives 98/78/CE et 2002/83/CE, et modifiant la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances et

- portant transposition de la directive 2006/46/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 modifiant les directives du Conseil 78/660/CEE concernant les comptes annuels de certaines formes de sociétés, 83/349/CEE concernant les comptes consolidés, 86/635/CEE concernant les comptes annuels et les comptes consolidés des banques et autres établissements financiers et 91/674/CEE concernant les comptes annuels et les comptes consolidés des entreprises d'assurance et

- modifiant la loi modifiée du 8 décembre 1994 relative:

- aux comptes annuels et comptes consolidés des entreprises d'assurances et de réassurances de droit luxembourgeois

- aux obligations en matière d'établissement et de publicité des documents comptables des succursales d'entreprises d'assurances de droit étranger pages 128-129

5527 - Projet de loi ayant pour objet de réglementer la procédure de saisie immobilière conservatoire en matière pénale et de modifier certaines dispositions:

- du Code d'instruction criminelle,

- de la loi modifiée du 25 septembre 1905 sur la transcription des droits réels immobiliers pages 129-130

5659 - Projet de loi portant approbation de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, adoptée par l'Assemblée Générale des Nations Unies à New York, le 15 novembre 2000 page 130

Motion de M. Félix Braz relative au mariage de couples homosexuels pages 130-131

Interpellation de M. Jacques-Yves Henckes au sujet de la lutte contre le trafic illégal de drogues et du Plan d'actions Drogues (Drogenaktionsplan 2005-2008) de la Commission européenne pages 131-137

Résolution de M. Henri Kox relative à l'élaboration d'un plan énergétique des bâtiments de la Chambre des Députés et des groupes parlementaires page 137

Communications page 138

Ordre du jour page 138

5800 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2008

- Rapport de la Commission des Finances et du Budget: Mme Lydia Mutsch pages 139-141

- Exposé de M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget pages 144-147

Déclaration de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre des Finances, concernant l'accord sur les recettes de TVA sur les services électroniques à l'issue de la réunion du Conseil «Affaires économiques et financières» pages 142-143

Dépôt d'une motion par M. Aly Jaerling pages 143-144

5673 - Proposition de révision portant création d'un article 32bis nouveau de la Constitution pages 147-150

5717 - Projet de loi portant approbation:

1. de l'Accord entre l'Union européenne et les États-Unis d'Amérique en matière d'entraide judiciaire, fait à Washington, le 25 juin 2003;

2. de l'Accord entre l'Union européenne et les États-Unis d'Amérique en matière d'extradition, fait à Washington, le 25 juin 2003;

3. de l'Instrument prévu par l'article 3, paragraphe 2 (a) de l'Accord en matière d'extradition signé le 25 juin 2003 entre les États-Unis d'Amérique et l'Union européenne, relatif à l'application du Traité d'extradition signé le 1er octobre 1996 entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique, signé à Washington, le 1er février 2005;

4. de l'Instrument prévu par l'article 3, paragraphe 2 (a) de l'Accord en matière d'entraide judiciaire signé le 25 juin 2003 entre les États-Unis d'Amérique et l'Union européenne, relatif à l'application du Traité d'entraide judiciaire en matière pénale signé le 13 mars 1997 entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique, signé à Washington, le 1er février 2005 pages 150-152

5708 - Projet de loi portant

- transposition de la directive 2005/19/CE modifiant la directive 90/434/CEE concernant le régime fiscal commun applicable aux fusions, scissions, apports d'actifs et échanges d'actions intéressant des sociétés d'États membres différents;

- transposition de la directive 2006/98/CE portant adaptation de certaines directives dans le domaine de la fiscalité, en raison de l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie, dans la mesure où cette directive a trait au domaine de la fiscalité directe;

- modification de certaines autres dispositions en matière d'impôts directs page 152

Hommage à la mémoire de M. Jean Dupong, député honoraire page 153

Dépôt d'une proposition visant à réformer le Règlement de la Chambre des Députés page 153

Motion de M. Aly Jaerling relative à l'organisation d'un débat de consultation au sujet de la séparation de l'Église et de l'État et du financement des communautés religieuses page 153 pages 156-157

5559 - Projet de loi portant

1) transposition de la directive 2002/15/CEE du Parlement européen et du Conseil du 12 mars 2002 relatif à l'aménagement du temps de travail des personnes exécutant des activités mobiles de transport routier;

2) modification du Code du travail pages 153-156

5240 - Projet de loi portant approbation des conventions de la Conférence Internationale du Travail Nos 115, 119, 120, 127, 129, 136, 139, 148, 149, 161, 162, 167, 170, 171, 174, 176, 183 et 184 et des protocoles relatifs aux conventions Nos 81 et 155 pages 157-158

5242 - Projet de loi portant création d'un Comité permanent du travail et de l'emploi et d'une instance de conciliation individuelle et portant ajout d'un titre V au Livre VI du Code du travail pages 158-161

Question avec débat N°28 de M. Aly Jaerling relative à un accord concernant le financement des communautés religieuses (art. 89 du Règlement) page 161

Désignation d'un président et de quatre membres du Centre pour l'égalité de traitement page 161

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
1951	M. Roland Schreiner	Révision de la structure des traitements dans la fonction publique
2010	M. Gilles Roth	Compromis de vente d'immeubles
2029	M. Marcel Oberweis	Levée de jachères dans l'Union européenne
2030	M. Marcel Oberweis	Renouvellement décennal des inscriptions hypothécaires des prêts
2035	M. Xavier Bettel	Réglementation de la circulation sur les voies publiques - Vérification de récidives
2040	M. Patrick Santer	Utilisation d'aires de stationnement sur des propriétés privées lors de contrôles de vitesse et d'alcoolémie par des agents de la Police grand-ducale
2042	M. Lucien Clement	Calcul de l'impôt foncier
2050	M. Marcel Oberweis	Mécanisme de Développement Propre (MDP ou CDM)
2053	Mme Vera Spautz	Aides individuelles au logement
2057	M. Laurent Mosar	Rédaction de règlements de circulation en langue allemande
2130 urgente	M. Gast Gibéryen	Affaire «Bommeleeër»
2151 urgente	M. Henri Kox	Risque pour les clients résidentiels de la coupure de l'électricité pendant cette période hivernale

Question 1951 (30.8.2007) de **M. Roland Schreiner** *(LSAP)* concernant la **révision de la structure des traitements dans la fonction publique:**

Il ressort du programme gouvernemental d'août 2004 que «Le Gouvernement œuvrera en vue d'une révision de la structure des traitements. La commission déjà en place est appelée à présenter ses conclusions tout en limitant ses propositions à des corrections à apporter aux barèmes dans la mesure où des changements significatifs s'imposeraient en ce qui concerne les critères traditionnels de la classification des fonctions.»

Dans le cadre d'une heure de questions à la Chambre des Députés, Monsieur le Ministre avait répondu le 22 mars 2005 à une question du soussigné concernant entre autres la révision des salaires que la commission susmentionnée aurait commencé ses travaux et que les premières conclusions devraient être disponibles au cours de l'année 2005.

Étant donné que deux années se sont écoulées entre-temps, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre si cette commission a achevé ses travaux.

Dans l'affirmative, quelles sont les conclusions et les propositions de la commission?

Quelles sont les suites que le Gouvernement entend réserver aux propositions éventuelles? Dans quel délai?

Pour le cas où la commission n'aurait toujours pas terminé ses travaux, j'aimerais connaître les raisons qui expliquent ce retard et être informé sur l'état actuel des propositions et conclusions à venir.

Réponse (4.12.2007) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:*

En réponse, je tiens à préciser à l'attention de l'honorable Député que les conclusions et propositions définitives au Gouvernement n'ont pas encore été finalisées dans la mesure où un élément nouveau s'est présenté depuis avec les nouveaux diplômes engendrés par la mise en place du processus de Bologne et ses répercussions, entre autres aussi sur le recrutement dans la fonction publique luxembourgeoise.

À ce sujet, et après une longue période de réflexions et de consultations, le Gouvernement vient de prendre dans sa séance du 26 octobre 2007 un certain nombre de décisions que la commission d'experts est maintenant appelée à prendre en considération dans ses travaux en réorientant le cas échéant ses conclusions et propositions définitives en fonction de ces nouveaux paramètres.

Question 2010 (27.9.2007) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant le **compromis de vente d'immeubles:**

Une pratique courante de certains promoteurs immobiliers est de faire signer par des propriétaires de terrains ou d'immeubles bâtis des compromis de vente avec clause suspensive d'achat en faveur du promoteur liée à la délivrance d'une autorisation de construire, sans que ces compromis ne contiennent une clause de durée de validité dans le temps. Il s'ensuit une situation de déséquilibre contractuelle entre le promoteur d'une part, et le propriétaire de l'immeuble d'autre part.

Le promoteur est en effet libre de diligenter à son gré les formalités en vue de la délivrance d'une autorisation de construire tandis que le propriétaire de l'immeuble une fois lié par un tel compromis ne peut plus vendre à un tiers mais dépend quant au paiement du prix de vente du bon vouloir du promoteur d'accomplir les formalités en vue de la délivrance d'un permis de construire.

Il va sans dire que si une telle situation perdure pendant plusieurs années la valeur des immeubles faisant l'objet du compromis de vente risque de ne plus correspondre au prix convenu.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

1. Est-ce que une telle situation de déséquilibre contractuelle est expressément envisagée par la législation sur la protection du consommateur?

2. Si tel ne devrait pas être le cas, est-ce que le Gouvernement pourrait envisager d'introduire dans la loi modifiée du 25 août 1983 relative à la protection juridique du consommateur une disposition législative considérant que des clauses suspensives d'achat de biens immobiliers entre un professionnel et un consommateur sans limite de durée dans le temps, respectivement d'un délai supérieur à deux ans, comme abusives et partant nulles et non écrites?

Réponse (5.12.2007) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

1. Les clauses et les relations contractuelles décrites par Monsieur le Député Gilles Roth ne sont pas expressément appréhendées par la loi modifiée du 25 août 1983 relative à la protection juridique du consommateur. Dans l'état actuel de la législation luxembourgeoise, qui s'inspire dans ce domaine précis de la législation communautaire et de celle de nos pays voisins, il n'est pas certain que le particulier qui agit en tant que vendeur vis-à-vis d'un professionnel acquéreur puisse être considéré comme consommateur protégé par la loi précitée. Force est de constater que la loi de 1983 ne nous livre pas de définition du consommateur.

Une interprétation extensive du champ d'application de la loi de 1983 conduit à opposer le consommateur au professionnel et de le protéger dans toutes les situations contractuelles, qu'il soit acquéreur ou vendeur. Une interprétation plus restrictive s'inspirerait de la signification littérale du mot «consommateur» qui, d'après le «Robert» est «la personne qui utilise des marchandises, (...), des services pour la satisfaction de ses besoins». Dans cette acception du terme, le consommateur ne saurait qu'être un acquéreur. Le vendeur d'immeuble, quand bien même il serait un particulier en face d'un professionnel, ne saurait dans ce cas être considéré comme consommateur protégé par la loi de 1983.

2. Avant de chercher la solution de tous les problèmes dans les régimes spéciaux et dérogatoires, il paraît utile de se référer au droit commun des contrats. Étant sur ce point en désaccord avec Monsieur le Député Gilles Roth, j'estime que le lotisseur ou le promoteur qui se prévaut d'une condition suspensive n'est pas «libre de diligenter à son gré les formalités en vue de la délivrance d'une autorisation de construire». D'une part, les contrats, d'après l'article 1134 du Code civil, doivent être exécutés de bonne foi. D'autre part, une condition suspensive pourrait être réputée réalisée (ou «accomplie» pour employer le terme de l'article 1178 du Code civil) si par sa négligence ou par son inaction, l'acheteur en a empêché la réalisation. Il y a cependant lieu de souligner qu'en dernière instance, il appartient au juge d'interpréter les articles du Code civil précités à la lumière des circonstances des affaires lui soumises.

Question 2029 (3.10.2007) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant la **levée de jachères dans l'Union européenne:**

Notre planète commence à manquer de céréales et cette pénurie engendre des augmentations fulminantes de prix. La Commission européenne en a pris conscience et propose en réponse à cette situation de crise la mise en valeur des jachères. Le 13 septembre 2007, elle a publié une proposition visant à ramener le taux de terres mises en jachères à 0% pour l'année 2008. Ayant à résoudre un problème épineux en matière de céréales, on peut s'interroger sur les déclarations très avancées de continuer à augmenter la production d'agrocarburants.

Cette décision n'est-elle pas erronée aux dires de la Commission européenne, qui a toujours affirmé que l'Union possède un fort potentiel pour augmenter la surface agricole consacrée à la production d'énergie. On a même avancé que plus de 17,5 millions d'hectares dans l'Union européenne sont disponibles pour la production des agrocarburants.

D'ailleurs cette situation de crise est due à l'utilisation croissante des parcelles cultivables pour satisfaire une demande en biocarburants qui est en pleine explosion. Suite à cette demande, les cours des céréales comme le maïs et le blé sont en pleine explosion. Et ceci au détriment des produits alimentaires de base comme le pain, la farine ou les pâtes, dont les prix explosent en aval.

Ce qui semble à première vue être une réponse adéquate pour bien parer à cette situation, peut risquer de porter un coup fatal aux devenirs des oiseaux et de la faune et de la flore sauvage des espaces agricoles. La jachère, instituée en 1992 pour réduire la surface des terres cultivées et lutter contre la surproduction européenne de céréales, constitue une source de nourriture en hiver et un espace pour la nidification.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:

- Le Gouvernement ne craint-il pas que cette décision ne risque de faire disparaître les derniers refuges des espèces concernés?

- Combien d'hectares de jachères sont mis en valeur dans notre pays?

- Est-ce que la suppression des jachères n'empêche pas l'Union européenne de s'orienter vers les principes du développement durable?

Réponse (27.11.2007) de **M. Fernand Boden,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:*

En réponse à la question parlementaire posée par l'honorable Monsieur Marcel Oberweis au sujet des incidences environnementales de la décision de la Commission européenne ramenant à 0% le taux de la mise en jachère, je voudrais tout d'abord rappeler les justifications fournies à cet égard par Madame Fischer Boel lors de son échange de vues en date du 23 octobre 2007 avec les membres des Commissions de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural et des Affaires étrangères de la Chambre des Députés. Ces justifications ont trait à l'augmentation de la demande de céréales dans certains pays tels l'Inde et la Chine, à la diminution de la production mondiale totale par suite de mauvaises conditions climatiques, notamment en Australie, ainsi qu'aux deux récoltes médiocres de 2006 et 2007 dans les États membres de l'UE ayant entraîné une diminution des stocks au niveau européen.

Par ailleurs, il me paraît utile de souligner que moins de 2% des céréales communautaires sont utilisées pour la production de bioéthanol.

Ceci dit et pour répondre plus précisément à la question posée, l'utilisation des terres mises en jachère dans notre pays a été la suivante au cours des trois dernières années:

culture	2005 (ha)	2006 (ha)	2007 (ha)
biogas autres cultures		17,88	10,2
gel couvert	1249,2594	982,61	925,07
gel nu	565,7686	330,02	242,89
gel silo maïs	198,6265	10,52	199,17
colza industriel d'été	28,9519		0,29
colza industriel d'hiver	995,856	1088,69	1150,27
autres plantes énergétiques		8,29	25,62
gel long terme	15,1528	15,55	16,15
total gel	3053,6152	2552,56	2569,66

Les chiffres de ce tableau montrent que la majorité des superficies soumises à l'obligation de jachère, introduite naguère comme outil de gestion d'un marché où les capacités de production dépassaient largement l'offre, sont utilisées à des fins de production de différentes plantes énergétiques.

En ce qui concerne les incidences environnementales de la décision précitée de la Commission européenne, les appréhensions de l'honorable Député ne me semblent guère justifiées et ce pour les motifs suivants.

Quant aux superficies où une production à des fins énergétiques sera maintenue, une production à l'aide de techniques respectueuses de l'environnement et utilisant une multitude d'espèces de plantes saura certainement répondre aux exigences en matière de biodiversité.

Quant aux superficies récupérées pour une production végétale, l'obligation d'une production conforme aux exigences en matière d'écoconditionnalité et employant des techniques respectueuses de l'environnement naturel constituera un garant pour le respect des principes du développement durable.

Finalement, il m'importe de relever que la Commission européenne a indiqué que cette problématique fera l'objet d'une analyse spécifique dans le cadre du bilan de santé de la politique agricole commune.

Question 2030 (3.10.2007) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant le **renouvellement décennal des inscriptions hypothécaires des prêts:**

Selon une pratique presque centenaire, la Banque et Caisse d'Épargne de l'État (BCEE), à la différence des autres établisse-

ments de crédit, est habilitée à procéder par ses propres soins à l'inscription hypothécaire des prêts qu'elle octroie. Elle est également dispensée du renouvellement décennal prescrit par l'article 2154 du Code civil pendant le temps fixé pour le remboursement des prêts en question.

Ainsi, même si la BCEE travaille en étroite collaboration par exemple avec BHW, cet établissement, quant à lui, ne profite pas de ces avantages. Dans ce contexte j'aimerais demander les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Quel est le texte légal exact qui fonde le régime dérogatoire accordé à la BCEE?

- Quels sont les motifs qui justifient cette disposition?

- Est-ce que Monsieur le Ministre n'est pas d'avis que cette pratique ne se justifie plus à l'heure actuelle et qu'elle fausse les principes de la concurrence loyale entre les différents établissements de crédit?

Réponse (27.11.2007) de **M. Luc Frieden,** *Ministre du Trésor et du Budget:*

L'honorable Député constate à juste titre que la BCEE est habilitée à procéder par ses propres soins à l'inscription hypothécaire des prêts qu'elle octroie et qu'elle est dispensée du renouvellement décennal des inscriptions. Cette habilitation et cette dispense ont été accordées à la BCEE dans le cadre des missions relevant du domaine social, confiées à la BCEE sur base de l'article 5 de la loi organique du 24 mars 1989 telle que modifiée.

Dans ce contexte la BCEE a hérité de l'obligation de prendre à charge la quasi-totalité des financements sociaux en matière de logement, anciennement assumés par des financements directs de l'État via le crédit foncier.

Il ne serait certainement pas opportun de supprimer des dispositions qui doivent faciliter à des concitoyens moins aisés l'accès à la propriété immobilière. Par contre, le Gouvernement est disposé à étudier une généralisation de ces facilités.

Question 2035 (4.10.2007) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant la **réglementation de la circulation sur les voies publiques - vérification de récidives:**

La loi du 18 septembre 2007 modifiant a) la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques, b) la loi modifiée du 16 avril 2003 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs, et c) la loi modifiée du 6 mars 1965 concernant les taxes à percevoir sur les demandes en obtention des documents prescrits pour la mise en circulation et la conduite de véhicules prévoit une amende de 25 à 500 euros si la personne concernée a consommé des boissons alcooliques en quantité telle que le taux d'alcool est d'au moins 0,5 g d'alcool par litre de sang. En cas de récidive, le dressage d'un procès verbal est prévu.

Partant j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Comment Monsieur le Ministre entend-il mettre en application ces dispositions?

- Les membres de la Police grand-ducale seront-ils notamment tenus à vérifier pour chaque conducteur s'il s'agit d'un cas de récidive ou non?

- Dans l'affirmative, par quels moyens les membres de la police pourront-ils procéder à cette vérification?

Réponse (27.11.2007) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Afin de permettre à la Police grand-ducale de valablement constater la récidive dans le cadre des dispositions de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques, telle que modifiée par la loi du 18 septembre 2007, le procureur général d'État a autorisé un accès limité de la Police grand-ducale au casier judiciaire pour les infractions spécifiquement introduites par la même loi. Cette autorisation est basée sur le règlement grand-ducal modifié du 14 décembre 1976 portant réorganisation du casier judiciaire.

Question 2040 (9.10.2007) de **M. Patrick Santer** *(CSV)* concernant l'**utilisation d'aires de stationnement sur des propriétés privées lors de contrôles de vitesse et d'alcoolémie par des agents de la Police grand-ducale:**

J'ai à plusieurs reprises constaté que, en vue d'effectuer des contrôles de vitesse et d'alcoolémie des agents de la Police grand-ducale se plaçaient, ainsi que leurs véhicules, sur des parkings de garages ou de stations-service fermées.

1) Monsieur le Ministre de la Justice peut-il me confirmer l'existence de telles pratiques?

2) Est-ce que la Police grand-ducale doit préalablement contacter le propriétaire d'une telle aire de stationnement afin de lui demander l'autorisation de l'utiliser en vue des contrôles d'alcoolémie et de vitesse?

3) En l'absence d'une telle autorisation, est-ce que Monsieur le Ministre de la Justice partage mon inquiétude quant à la validité d'un tel empiècement sur une propriété privée?

Réponse (27.11.2007) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

La Police grand-ducale est chargée de veiller à l'application du Code de la Route qui en son article 1er précise que son champ d'application comprend la voie publique ainsi que les voies ouvertes au public.

L'utilisation de parkings ou autres lieux longeant la voie publique permet aux agents de la police d'effectuer ces contrôles de manière efficiente, soucieux de veiller à la sécurité des usagers de la route ainsi qu'à leur propre sécurité. Dans le respect de la propriété privée, la présence occasionnelle de la police sur de tels lieux n'a lieu qu'avec le consentement du propriétaire ou locataire desdits lieux.

Question 2042 (9.10.2007) de **M. Lucien Clement** *(CSV)* concernant le **calcul de l'impôt foncier:**

La fixation de la valeur unitaire et de la base d'assiette de l'impôt rentre dans les attributions de l'Administration des Contributions directes. Par contre, la fixation du taux communal, du montant de l'impôt foncier à payer par le contribuable et le recouvrement dudit montant rentrent dans les attributions des administrations communales.

Les bulletins d'impôt foncier sont confectionnés par le Service des Évaluations immobilières de l'Administration des Contributions directes. Afin de calculer la taxe due, le Service concerné a besoin de certaines informations telles que les autorisations de construire et les autorisations de commerce.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres des Finances et de l'Intérieur:

1. Comment le Service des Évaluations immobilières procède-t-il à la classification des immeubles selon leur destination pour ensuite les évaluer séparément à leur valeur unitaire?

2. Est-ce que l'Administration des Contributions directes s'informe auprès des administrations communales et du Ministère des Classes moyennes afin d'avoir connaissance, d'une part, des autorisations de construire octroyées et, d'autre part, des autorisations de commerce permettant l'exploitation d'un commerce dans un bâtiment ayant servi jusqu'à présent à une habitation?

Réponse commune (4.12.2007) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre des Finances* et de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

Les communes transmettent à la Section des Évaluations immobilières (SEVI) de l'Administration des Contributions directes (ACD), sur base des permis de construire par eux accordés, des relevés annuels informant sur les constructions nouvelles achevées, les changements-transformations de constructions existantes, les modifications portant sur le genre des immeubles ainsi que les démolitions de constructions.

Le Ministère des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement transmet à l'ADC les autorisations de commerce.

La classification des immeubles se fait suivant les dispositions de la loi générale des impôts et de la loi concernant l'évaluation des biens et valeurs (loi EVAL).

Plus particulièrement, la loi EVAL répartit les immeubles bâtis en cinq groupes, les maisons de rapport, les constructions commerciales, les constructions à usage mixte, les maisons unifamiliales et les immeubles bâtis à autre usage.

L'évaluation des immeubles se fait selon le multiple du loyer brut ou selon la valeur estimée de réalisation à la date d'évaluation du 1er janvier 1941.

Question 2050 (16.10.2007) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant le **Mécanisme de Développement Propre (MDP ou CDM):**

Le «Mécanisme de Développement Propre» (MDP ou CDM) tente à inviter les investisseurs des pays développés à investir dans des technologies respectueuses de l'environnement qui devraient réduire les émissions de gaz à effet de serre dans les pays en développement tout en finançant le développement durable. Un fonds spécial pour le changement climatique et un fonds pour les pays les moins développés furent instaurés à Bonn en 2002. Certains pays donateurs, y compris l'Union européenne, s'étaient engagés à dégager des centaines de millions d'euros.

D'après les conclusions d'un colloque organisé récemment à Luxembourg, les responsables du «Center for Science and Environment», avec siège à New Delhi, ont mis en doute la valeur des projets CDM élaborés depuis la mise en route de ce système. Selon les dires des scientifiques, maints projets des 800 projets CDM auraient nui tant à l'homme qu'à son environnement.

Dans ce contexte j'aurais aimé avoir les précisions suivantes de Monsieur le Ministre de l'Environnement:

- Quels ont été les montants que l'Union européenne a mis à disposition aux deux fonds depuis 2002?

- Quels sont les pays en voie de développement, hors la Chine et l'Inde, dans lesquels Luxembourg a investi depuis la mise en route des CDM?

- Quelles sont les mesures que notre Gouvernement a prises afin que nos projets CDM obtiennent le résultat escompté?

Réponse (4.12.2007) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

L'honorable Député s'informe sur le «Mécanisme de Développement Propre», et tout particulièrement les montants que l'Union européenne a mis à disposition du Fonds spécial pour le Changement climatique (SCCF) et du Fonds pour les pays les moins développés (LDCF), ainsi que les projets CDM, et les pays concernés, auxquels le Luxembourg participe.

En ce qui concerne les deux fonds en question, selon le rapport du Global Environment Facility du 30 avril 2007, à ce stade, 13 pays ont pris l'engagement de verser quelque 62 millions de dollars US au SCCF. Environ 53 millions de dollars US avaient déjà été versés au 30 avril 2007. Les 13 pays en question sont: Allemagne, Canada, Danemark, Espagne, Finlande, Irlande, Italie, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Suède, Suisse et Royaume-Uni. Les engagements des États membres de l'Union européenne mentionnés ci-dessus s'élèvent à 50,2 millions de dollars US.

Quant au LDCF, 17 pays ont pris des engagements à ce stade, s'élevant à 115,8 millions de dollars US. Au 30 avril 2007, plus de 61 millions de dollars US avaient déjà été transférés au fonds. Les 17 pays sont: Allemagne, Pays-Bas, Canada, Danemark, Espagne, Finlande, France, Irlande, Italie, Japon, Luxembourg, Norvège, Nouvelle Zélande, Portugal, Suède, Suisse et Royaume-Uni.

Les engagements des États membres de l'Union européenne ci-dessus s'élèvent à 100 millions de dollars.

Le Luxembourg a décidé de contribuer uniquement au fonds pour les pays les moins développés, décision en ligne avec notre politique en matière de coopération au développement. À ce stade, notre pays s'est engagé à verser 4,12 millions dollars US sur les années 2005 à 2008. Il faut en effet savoir que le LDCF aussi bien que le SCCF ne sont devenus opérationnels avec l'entrée en vigueur du protocole de Kyoto en 2005.

En ce qui concerne les pays en développement, hors la Chine et l'Inde, dans lesquels le Luxembourg a investi depuis le lancement des projets CDM, il s'agit à l'heure actuelle uniquement d'El Salvador. Toutefois, le Ministère de l'Environnement vient de recevoir des propositions concernant des projets CDM au Chili.

Par ailleurs, étant donné que le Luxembourg participe financièrement à cinq «fonds carbone» auprès de la Banque Mondiale, de la BEI, de la BERD respectivement de l'ADB, nous nous engageons indirectement par ce biais dans des projets mis en œuvre dans d'autres pays en développement, notamment en Afrique et en Amérique du Sud.

Quant aux mesures prises par le Gouvernement afin que «nos» projets CDM obtiennent le résultat escompté, je renvoie à mes explications données lors de la réunion du 15 novembre 2007 de la Commission de l'Environnement de la Chambre des Députés. Les principaux critères mis en place concernent la sécurité d'approvisionnement, l'efficacité environnementale du projet et l'efficacité coûts/bénéfice. Ainsi, la stratégie du Ministère de l'Environnement consiste à diversifier les interventions, rester flexible au niveau du choix des projets et des pays, participer à des fonds de carbone multilatéraux, ainsi que dans des projets de petite envergure mais aussi des projets plus importants.

À ce stade, notre approche consistait à préférer des projets à faible risque, c'est-à-dire avec un volume de crédits d'émission fixe et garanti.

Question 2053 (17.10.2007) de **Mme Vera Spautz** *(LSAP)* concernant les **aides individuelles au logement:**

Les aides individuelles au logement accordées par l'État sont destinées aux personnes qui se proposent de construire, d'acquérir, de transformer ou d'améliorer leur logement. Parmi ces aides figurent les aides en capital, dont la finalité est surtout de promouvoir l'accession des particuliers à la propriété d'un logement.

Il ressort du rapport d'activité de 2006 du Ministère du Logement que - comparée au niveau de 2005 - certains types d'aides en capital ont connu une forte dégression en 2006. Ainsi, le nombre des primes d'épargne a connu une diminution de 42,5% en 2006, le montant total des paiements de cette prime a diminué à raison de 41,8%. Cette tendance à la baisse vaut également pour les primes de construction/d'acquisition, pour les primes d'amélioration ainsi que pour les primes pour frais d'architecte.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Quelles sont les raisons qui expliquent cette régression des aides en capital?

- Combien de demandes pour l'allocation des différentes aides sont parvenues aux services du Ministère au cours de l'année 2006? Combien de demandes ont connu une suite favorable, respectivement ont été refusées?

Réponse (27.11.2007) de **M. Fernand Boden,** *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:*

En effet, aux tenues de la loi modifiée du 25 févier 1979 concernant l'aide au logement, le Ministre du Logement est autorisé à accorder des aides à la personne, notamment des aides en capital en vue de favoriser l'accès à la propriété des ménages répondant aux critères d'obtention de ces aides, stipulés dans différents règlements d'exécution.

Concernant l'évolution des différentes aides en capital au cours des deux dernières années, il y a lieu de constater seulement une légère régression de la prime de construction et de la prime d'acquisition - les deux principales primes au Grand-Duché - si on procède à l'analyse de cette évolution dans le contexte global de l'évolution du secteur de la construction de logements.

En 2005, 4.692 logements ont fait l'objet d'une autorisation de bâtir. 611 unités ont fait l'objet d'une prime de construction, ce qui donne un taux de subventionnement de 13,02%. En 2006, 4.411 logements ont été autorisés et 575 unités - soit 13,04% - ont fait l'objet d'une prime de construction.

Pour ce qui est de l'évolution de la prime d'acquisition, il y a lieu de constater que leur moyenne est de 1.651 unités par année durant la période de 2000 à 2006. Le nombre des primes accordées en

2006 est de seulement 2,7% inférieur à cette moyenne, ce qui ne peut être qualifié d'extraordinaire.

Le nombre des primes d'épargne accordées est fonction du mode d'épargne choisi par les candidats-propriétaires et donc des alternatives d'épargne plus intéressantes offertes par les banques de la place.

Concernant l'évolution de la prime d'amélioration, il y a lieu de noter que le Grand-Duché de Luxembourg dispose d'un parc de logements existants dont le nombre de logements de bonne qualité s'agrandit, de sorte que cette aide, à défaut de modification de la réglementation existante, diminuera au fil du temps.

Étant donné que l'accession à la propriété se fait davantage par le truchement d'une acquisition immobilière auprès d'un promoteur, il est évident que le nombre de personnes qui font recours aux services d'un architecte pour élaborer leur projet sur une place à bâtir acquise sur le marché est malheureusement en phase descendante.

L'aide pour aménagements spéciaux, dont peuvent bénéficier des personnes handicapées physiques, affiche par rapport à l'exercice 2005 une progression tant du nombre des dossiers que des montants liquidés.

Quant au nombre de demandes parvenues en 2006, le tableau ci-dessous renseigne selon les différents types de primes et selon qu'une prime a été accordée ou refusée:

	Nombre de demandes	Nombre de refus	Nombre d'accords
Prime de construction	2.714	157	575
Prime d'acquisition	2.714	277	1.607
Prime d'amélioration	755	97	335
Prime d'épargne	849	233	450
Prime pour frais d'architecte	290	104	55
Aides pour aménagements spéciaux	7	2	4

Question 2057 (22.10.2007) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **rédaction de règlements de circulation en langue allemande:**

Il appartient aux conseils communaux de prendre toutes les mesures nécessaires pour réglementer la circulation et le stationnement sur la voirie vicinale de leurs territoires, ainsi que sur la voirie normale de l'État située à l'intérieur des agglomérations. Cependant, toutes les délibérations des conseils communaux concernant la réglementation de la circulation sont soumises à l'approbation du Ministre de l'Intérieur et du Ministre des Transports.

Récemment quelques administrations communales se sont vues refuser l'approbation de leurs règlements de circulation par les ministres, car les modifications desdits règlements étaient rédigées en langue allemande. Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres de l'Intérieur et des Transports:

1. Ce refus d'approbation est-t-il compatible avec la loi du 24 février 2004 sur le régime des langues qui stipule qu'on peut faire usage des langues française, allemande et luxembourgeoise?

2. Pourquoi la rédaction d'un règlement de circulation en langue allemande n'est plus acceptée alors que celle-ci a été de pratique usuelle pendant de longues années?

3. Pourquoi les textes allemands doivent être impérativement accompagnés d'une traduction française?

4. Est-ce que la rédaction d'un règlement de circulation en langue allemande ne facilite pas la compréhension du document en question par la plupart des citoyens?

Réponse commune (4.12.2007) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire* et de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Tel qu'il a été précisé dans la réponse à la question parlementaire N°1977 de Monsieur le Député Camille Gira, il est exact que certaines communes disposent encore de règlements de circulation communaux rédigés en langue allemande, mais ont pris l'habitude de formuler les avenants à ces règlements en français

La Commission de Circulation de l'État a toutefois estimé il y a quelques années que, pour des raisons de cohésion et de clarté des textes réglementaires, les avenants aux règlements de base étaient à rédiger dans la langue de ceux-ci. Le Ministre des Transports et le Ministre de l'Intérieur se sont ralliés à cet avis. Les avis en question étaient, le cas échéant, complétés par une proposition de texte en allemand.

La Commission de Circulation de l'État n'a jamais émis d'avis négatifs sur le simple fait qu'un avenant soit rédigé en allemand, dès lors que le règlement de base est rédigé dans la même langue.

Quant aux questions concrètes posées par Monsieur le Député Laurent Mosar, les réponses sont les suivantes.

1. La pratique de formuler les avenants à un règlement communal dans une autre langue n'est pas contraire à la loi du 24 février 1984 sur le régime des langues. Toutefois, formuler les avenants dans une autre langue que celle du règlement amendé revient à créer des règlements communaux qui manquent de clarté et d'homogénéité dans la terminologie et qui sont donc entachés d'insécurité juridique. Outre le fait que la lecture de tels règlements n'est ni facile, ni agréable, le texte même risque d'être incohérent par l'effet des traductions inévitables.

2. La rédaction en allemand d'un règlement de la circulation n'a jamais été interdite. La seule exigence exprimée par la Commission de Circulation, était celle de formuler les avenants dans la même langue que le règlement subissant les modifications.

L'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques n'est, pour sa part, plus traduit en langue allemande. Cette pratique entraîne un certain risque que la terminologie appropriée en allemand fait défaut. Voilà pourquoi par circulaire du 19 novembre 2007 les autorités communales ont été invitées à utiliser la langue française dans le cas d'une refonte complète d'un règlement de base.

3. Les administrations communales ont de plus en plus tendance à se doter de textes réglementaires rédigés en langue française, et dès lors elles sont bien conseillées de traduire intégralement en français les règlements qui sont encore écrits en langue allemande.

Elles pourraient par ailleurs saisir cette occasion pour se doter d'une version consolidée de leur réglementation tout en se basant sur le modèle-type d'un règlement de circulation communal que la Commission de Circulation de l'État est disposée à mettre à disposition sur demande des autorités communales.

4. Il est très étonnant de lire que Monsieur Mosar se trouve convaincu du fait que la majorité de la population du Grand-Duché de Luxembourg maîtrise mieux la langue allemande que la langue française alors que la législation luxembourgeoise, à l'exception de quelques textes n'ayant pas été réformés jusqu'à ce jour, est rédigée en français et que la population ne semble pas présenter de difficulté de compréhension.

Question urgente 2130 (27.11.2007) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant l'**affaire «Bommeleeër»:**

Dans la suite de l'affaire «Bommeleeër» la chaîne de télévision «RTL Télé Lëtzebuerg» a diffusé dans son journal du 26 novembre 2007 des extraits d'un courrier du directeur général de la police, Monsieur Pierre Reuland, dans lequel il commente par voie d'Intranet de la police l'inculpation récente de deux officiers de l'ordre dans l'affaire mentionnée.

Monsieur Reuland écrit notamment: „Wer diese beiden Beamten kennt, der weiss, dass diese Beschuldigungen in Zusammenhang mit der Attentatsserie aus dem Jahre 1985 unhaltbar sein werden. Ich selbst kenne die beiden als besonders motivierte und gewissenhafte Polizisten aus meiner Zeit als BMG-Kommandant, wo ich aber fünf Jahre, auch während der Attentatsserie, ganz eng mit ihnen zusammengearbeitet habe ... Beide sind nicht vom Dienst suspendiert und werden ihren Dienst weiter wahrnehmen."

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1) Ne pensez-vous pas que par ces écrits le directeur général de la police s'est inadmissiblement rendu coupable d'Immixtion dans une enquête en cours?

2) Cette immixtion n'est-elle pas d'autant plus grave à la vue du fait que Monsieur Reuland fut commandant de la brigade mobile pendant les attentats et qu'il était le supérieur direct des deux officiers de l'ordre inculpés?

3) N'êtes-vous pas d'avis que par ces appréciations Monsieur Reuland a violé d'une manière assez inconvenante son devoir de retenue?

4) La sériosité d'une enquête ne doit-elle pas être fondamentalement mise en cause si Monsieur Reuland en tant que chef supérieur de la police, donc supérieur hiérarchique de la police judicaire sensée conduire l'enquête, innocente par ces écrits d'une façon tout à fait inconcevable deux officiers faisant objet de l'enquête et inculpés par le juge d'instruction directeur?

Réponse (4.12.2007) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

1.Il est envisagé de procéder à la suspension de leur emploi des deux policiers inculpés.

2. Une réprimande sera prononcée à l'égard du directeur général de la police.

Question urgente 2151 (5.12.2007) de **M. Henri Kox** *(DÉI GRÉNG)* concernant le **risque pour les clients résidentiels de la coupure de l'électricité pendant cette période hivernale:**

Début décembre un fournisseur d'électricité a abordé les offices sociaux des communes à propos de clients résidentiels en défaillance de paiement de leur fourniture d'électricité. Ce fournisseur agit dans le cadre de la loi du 1er août 2007 sur l'organisation du marché de l'électricité. Or, lors des discussions autour du projet de loi et notamment de ce paragraphe (Art.: 2 (8)) le Ministre de l'Économie a reconnu le problème et était d'accord à rechercher une autre solution afin d'éviter à procéder à des coupures d'électricité pendant la période de l'hiver. En effet, le recours aux offices sociaux s'avère pour autant très difficile, vu que le problème n'est pas résolu mais seulement transféré au niveau local.

Devant toutes ces préoccupations nous nous permettons, conformément au règlement de la Chambre des Députés, de poser cette question parlementaire urgente à Monsieur Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie:

- Quelles mesures concrètes et immédiates le Ministre de l'Économie compte-il entreprendre face au risque pour les clients résidentiels de la coupure de l'électricité pendant cette période hivernale?

Réponse (11.12.2007) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

La loi du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité (ci-après «la Loi») introduit des règles concernant les clients résidentiels en défaillance de paiement et légifère ainsi sur une matière qui n'était pas couverte par la législation antérieure couvrant le secteur de l'électricité.

La Loi procède, pour les clients résidentiels, à l'imposition de délais fixes qui permettent de garantir une certaine égalité de traitement des clients finals au niveau des délais de paiement et règle les conditions pour une déconnexion du réseau de l'électricité en cas de non-paiement des factures et la mise en place de compteurs à prépaiement pour des personnes se trouvant dans une situation sociale précaire.

Ainsi, la Loi établit de façon claire les démarches à suivre et offre au défaillant de paiement, qui se trouve dans une situation sociale précaire, la prise en charge par l'office social de sa commune, et par là évite la déconnexion du réseau de l'électricité. Pour le défaillant de paiement qui n'est pas pris en charge par l'office social, la déconnexion du réseau de l'électricité est une mesure justifiée, étant donné que ce client dispose à priori des moyens pour s'acquitter de ses obligations relatives à sa consommation d'électricité.

La Loi procède donc à une clarification importante en matière de déconnexions du fait que les fournisseurs peuvent demander aux gestionnaires de réseaux d'installer un compteur à prépaiement si le client en défaillance de paiement est pris en charge par le service social de sa commune de résidence, conférant ainsi aux clients concernés une garantie au niveau de l'approvisionnement physique.

Il n'existe donc pas de nécessité de procéder à la modification des dispositions concernées de la Loi. Je suis cependant d'avis qu'il faudra suivre de près la mise en pratique des nouvelles dispositions relatives aux défaillants de paiement afin d'en pouvoir tirer les conclusions nécessaires.

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

d'Chamber online op
www.chd.lu